



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

NYPL RESEARCH LIBRARIES



3 3433 08158290 4



Century









# **MÉMOIRES**

## **DU PRINCE**

# **DE LA PAIX**

» **DON MANUEL GODOY,** «

**Duc de l'Alcudia, Prince de Bassano, Comte d'Evoramonte,  
Ancien premier Ministre du roi d'Espagne, Généralissime de ses  
armées, Grand-Amiral, etc.,**

TRADUITS EN FRANÇAIS D'APRÈS LE MANUSCRIT ESPAGNOL,

**PAR J.-G. D'ESMÉNARD,**

*Lieutenant-Colonel d'Etat-Major.*

*La Columnia muere con el hombre obscuro, pero vive y subsiste  
en ple derecho sobre el túmulo del hombre público, si la dejan en  
pes y le dan tiempo à que prescriba.*

**TOME QUATRIÈME.**



**A PARIS,**

**CHEZ LADVOCAT, LIBRAIRE,**

**RUE DE CHABANNAIS, N° 2.**

**LONDRES.**

**MADRID.**

**RICHARD BENTLEY, LIBRAIRE.**

**CASIMIR MONNIER, LIBRAIRE.**

**M DCCC XXXVII.**



# MÉMOIRES

DU

## PRINCE DE LA PAIX.

---

SUITE

### DE LA DEUXIÈME PARTIE.

---

#### CHAPITRE XVIII.

1804. — FLÉAUX NATURELS. — FAMINE FACTICE. — TROUBLES DANS LA BISCAYE. — INTRIGUES DU PALAIS. — CORRESPONDANCE DE LA PRINCESSE MARIE-ANTOINETTE AVEC SA MÈRE, CAROLINE, REINE DE NAPLES. — ASPECT POLITIQUE DE L'EUROPE. — PLAINTES DE L'ANGLETERRE CONTRE L'ESPAGNE. — NOTRE CABINET TACHE D'Y SATISFAIRE. — RUPTURE INOPINÉE ET PERFIDE. — GUERRE ENTRE LES DEUX NATIONS.

---

L'année 1804 apportait de nouveaux malheurs : chaque pays en eut sa part ; la nôtre ne pouvait nous manquer. On eût dit que l'Espagne subissait l'influence d'une mauvaise constellation ; partout des phénomènes effrayans : l'ordre des saisons fut interverti ; la terre

tremblait; des sillons de flamme parcouraient le ciel; on crut voir une pluie de sang; les femmes enfantèrent des monstres; les fleuves sortaient de leurs lits; la mer franchit ses bords; il y eut des peuplades noyées, englouties.

D'autres signes de mal frappèrent les imaginations alarmées; on apprenait chaque jour des crimes, des attentats, dont la civilisation moderne semblait répudier la possibilité. Dans une grande colonie, à Saint-Domingue, le nègre Dessalines égorgeait toute une race de blancs; à Paris, des militaires français condamnaient à mort le jeune duc d'Enghien, dernier rejeton des Condé! Assassinat déplorable! Oh! Napoléon! c'est en vain que le chef de l'Église vint saluer et bénir ta couronne impériale; l'éclat des victoires, l'huile sainte elle-même, rien n'a pu faire disparaître cette tache! Et pour que tout espoir d'accommodement s'évanouît, l'impitoyable Pitt reprit la direction de la politique anglaise!

Malheureuse génération, celle qui fut condamnée à vivre en ce temps-là!

D'abord la famine, les maladies épidémiques, les tremblemens de terre, échurent à l'Espagne. Passe encore pour les maux que le Ciel nous envoie quand il veut nous éprouver! Mais ceux que les hommes se font eux-mêmes!

Charles IV, témoin des afflictions de son peuple, s'appliquait à les soulager; mes ennemis, ou plutôt ceux du monarque régnant, ne songeaient qu'à irriter la plaie qu'une main paternelle tâchait d'adoucir et de fermer!

Parmi ces empoisonneurs parricides, ne pardons pas

de vue le prêtre Escoïquiz caché dans le fond du tableau. Las de n'être que l'égal de ses pacifiques collègues, la soif de commander, de gouverner, tourmentait cet esprit remuant. Le règne de Charles IV lui paraissait long : « Comment sortir de la foule dont le coudoie-  
« ment me gêne ? Puisque la mort ne vient pas de ce  
« vieillard importun, comment pourrai-je, se disait  
« Escoïquiz, me délivrer de lui ou du moins abrégier  
« un règne sous lequel mon mérite languit oublié ? »

Escoïquiz savait Charles IV par cœur. Il connaissait bien ses goûts paisibles, la simplicité de son âme, son désintéressement : il avait vu que le Roi n'aimait point le faste, ni l'appareil, ni le bruit ; qu'il redoutait surtout les agitations populaires, qu'il avait horreur du sang ; que tous ses enfans lui étaient chers, et qu'il idolâtrait particulièrement son fils aîné. Escoïquiz avait vu tout cela de ses propres yeux, quoique plus tard il ait eu l'impudence de dire le contraire. Il savait bien, je le répète, que Charles IV aimait son fils et son peuple de telle manière qu'il n'eût pas balancé un instant à céder la couronne à l'héritier présomptif, si une abdication prématurée n'eût pas évidemment exposé le royaume à de graves dangers.

Quiconque a vécu près du Roi attestera la vérité de ce que je dis.

C'est d'après ces données qu'Escoïquiz osa préparer de loin graduellement la déplorable révolution avortée à l'Escorial en 1807, scandaleusement reproduite en 1808 à Aranjuez. Dans sa criminelle escobarderie, « il  
« ne voyait pas de trahison à faire passer la couronne  
« du père sur la tête du fils ; celui-ci devait régner avec



« plus de gloire sous la direction d'un précepteur tel  
« que lui, Escoïquiz, et la transition, un peu brusque  
« aux yeux du vulgaire, allait être justifiée par d'heu-  
« reux résultats. »

Ainsi gonflé de hautes espérances, agissant avec une jésuitique réserve, favorisé par ce qu'il y avait de plus vil à la Cour, il fut le chef, l'âme d'une conspiration, dans laquelle devaient entrer beaucoup de gens dont le règne actuel ne satisfaisait pas toutes les ambitions : cette classe de mécontents est toujours nombreuse.

Quant à moi, j'étais moins l'objet de la haine particulière d'Escoïquiz que l'obstacle opposé naturellement à ses coupables desseins. Il sentait bien que pour surprendre le Roi et lui enlever sa couronne, soit par la violence, soit par la ruse, il fallait d'abord m'écarter.

La faction ourdissait la trame dans l'ombre; des affidés parcouraient la province, avec précaution, sans trop déclarer leur pensée; ils se bornaient à murmurer, à rejeter sur le Gouvernement le tort des circonstances, les souffrances accidentelles du pays : « Le Roi est faible, » disaient-ils, il est indolent, peu capable; le Prince des Asturies est plein de talent; il a les meilleures dispositions; mais le Prince de la Paix est son ennemi déclaré; c'est le Prince de la Paix qui est le maître à la Cour, et, entre nous soit dit, c'est le grand-visir du royaume. » On ajoutait : « La faveur l'a élevé; il veut garder le pouvoir, le perpétuer dans ses mains; » il aspire à la couronne. »

L'exagération est un moyen presque sûr de produire de l'effet. L'homme de sens peut bien garder intérieurement sa conviction raisonnée; mais la masse vulgaire

est crédule. Sans doute, on avait de la peine à comprendre une ambition aussi monstrueuse que celle d'aspirer à la couronne, moi simple et fragile créature de mon souverain ; cependant, frappez fort, ne craignez pas d'être absurde, il restera toujours quelque chose d'une première impression. Les émissaires ne se décourageaient pas, ils essayaient, ils insistaient : à eux venait bientôt se joindre quiconque désirait voir le gouvernement passer en d'autres mains, les envieux, la foule des solliciteurs d'emplois, ceux qui, vivant d'abus, craignaient des réformes, le clergé regrettant le *trop plein* de ses richesses appliqué aux besoins de l'État, tous les ennemis des lumières... Et même parmi les utopistes qui rêvaient des progrès, des améliorations ; quelques libéraux impatiens me reprochaient de ne pas faire marcher assez vite la régénération après laquelle ils soupiraient. Accusation injuste, irréfléchie ! Ils ont vu par eux-mêmes plus tard, ils ont touché au doigt les immenses difficultés locales qu'il n'était donné à personne, bien moins surtout à un homme seul, de surmonter, il y a quarante ans.

Parmi ces divers élémens d'opposition, n'oublions pas de compter aussi un *parti anglais*, et, faut-il le dire encore ? tous ceux qui, préférant une autre direction politique, éblouis par l'éclat de la France, auraient voulu que l'Espagne s'en rapprochât davantage, et prit part à ses glorieux triomphes.

Qui l'aurait cru ? cette dernière opinion, à cette époque, avait jeté de profondes racines, même dans l'esprit de notre clergé. Au reste, il n'y a pas de quoi s'en étonner : Napoléon s'était fait empereur de droit

*divin*. On voyait en lui déjà le restaurateur des prérogatives du bon temps de l'Eglise. Le souverain Pontife donnait l'exemple; plein d'espérances flatteuses, Pie VII allait à Paris, consacrer, bénir le *prodige* du siècle.

Il existait donc parmi nous diverses oppositions plus ou moins ardentes, mais qui cependant ne formaient

Voici quelques passages de l'allocution de Pie VII, dans le consistoire secret du lundi 29 octobre 1804, au moment où Sa Sainteté partait pour la France. Après une longue exposition des avantages obtenus par le concordat et de l'heureuse rentrée du peuple français dans le giron de l'Eglise, le Pape dit :

« Cette grande et admirable entreprise nous a inspiré les sentiments de la plus vive reconnaissance envers le très-puissant Prince qui, par le moyen d'un concordat, a voulu perfectionner son ouvrage; le souvenir que nous en gardons est tel, que, dans toutes les occasions, nous serons disposé à lui en témoigner notre religieuse gratitude. »

« Aujourd'hui, le puissant monarque Napoléon, notre fils en J.-G., empereur des Français, qui, comme nous l'avons déjà dit, a rendu tant de services à l'Eglise, nous a fait savoir qu'il désirait ardemment recevoir de notre main l'onction sacrée et la couronne impériale, afin que cette solennité, marquée du sceau de la religion, attire sur lui la plénitude des bénédictions du Ciel. Cette demande, de sa part, est non-seulement un témoignage patent de sa déférence filiale envers le Saint-Siège, mais elle vient en outre accompagnée des assurances les plus positives; l'Empereur persistera à maintenir et favoriser chaque jour davantage notre sainte foi, à l'affermissement de laquelle il a déjà puissamment contribué dans les florissantes contrées des Gaules. »

« L'Empereur nous a donné à entendre aussi que notre voyage en France n'a pas seulement pour objet la cérémonie de poser la couronne sur sa tête, mais qu'il doit être de la plus grande utilité pour les affaires de l'Eglise, au grand avantage de la religion et de ses peuples catholiques. »

Tels étaient les pieux sentimens du père des fidèles. Ajoutez à cela les félicitations, les louanges continuelles qu'adressait au fondateur du nouvel empire ce clergé gallican si sévère, si scrupu-

point un faisceau, une conspiration organisée : ces esprits mécontents ou mal disposés servaient sans le savoir les machinations mystérieuses dont Escoïquiz était le principal instrument <sup>1</sup>. Celui-ci entendait fort

leux dans le temps de la république ! Parmi ces prélats français, les uns comparaient Napoléon à Moïse, d'autres à Matathias envoyé par le Seigneur à l'assemblée du peuple ; le plus grand nombre, à Cyrus, à Josias fléau de l'impiété : presque tous le proclamaient le grand Néhémias moderne. L'archevêque de Paris, dans une pastorale adressée à ses diocésains, s'écriait : « Jamais « la religion n'a brillé d'un plus grand éclat que dans cette mémorable cérémonie. Tout ce qu'il y a de plus élevé sur la « terre vient concourir à son triomphe ; d'accord avec le souverain Pontife, l'Empereur se prosterne devant le sanctuaire, et « lui fait hommage de sa gloire et de sa puissance. Il a pieusement désiré recevoir la couronne du Roi des Rois, et sanctifier « son autorité mondaine en s'humiliant devant celui qui distribue « les empires et par qui règnent les Rois. »

Le même archevêque disait encore : « Loin de nous désormais « les abstractions d'une vaine philosophie qui a perdu toute son « influence ! Aujourd'hui commence l'empire de celui que Dieu « a choisi selon son cœur. »

Et le célèbre Fontanes, haranguant le Saint-Père (Pie VII), prononçait les paroles suivantes : « Oui, désormais, plus de rivalité « entre l'empire et le sacerdoce ; ils sont unis pour repousser les « doctrines qui menaçaient de subversion l'Europe entière. »

Aussi, les témoins de ces grandes scènes de théâtre s'imaginaient que la révolution française était arrivée à son terme. Il n'est pas étonnant, je le répète, que le clergé de tous les pays, de l'Espagne surtout, partageât l'illusion de ces belles espérances... Mais la Convention, rugissant et blasphémant sans pudeur, était moins dangereuse que le *glorieux* hypocrite se faisant oindre par le Pape, et promettant de donner la paix à l'humanité.

<sup>1</sup> Celui qui contribua beaucoup au succès de l'intrigue d'Escoïquiz, ce fut Caballero lui-même. Il persécutait, poussait à bout les hommes éclairés ; il inspirait à Charles IV des alarmes continuelles ; il s'opposait à toute espèce de progrès ; il donnait au pouvoir une marche tortueuse, irritante, passionnée en tout ce qui dépendait du ministère de *grâce et justice*. Les ennemis

bien son affaire. Semer la zizanie , échauffer les mécontentemens et attendre l'occasion : tel était son système.

A cette époque , nulle nation en Europe n'était contente de son état ; rien de plus facile que d'exciter, d'aigrir l'opinion... En Espagne , il y avait déjà bien du mérite à contenir le mal venant du dehors , et diminuer celui que le Ciel faisait surgir dans l'intérieur. Mais le peuple veut plus que des adoucissemens ; il ne tient pas compte des souffrances qu'on lui épargne , il demande et veut avoir tout à la fois le bien qu'il attend avec impatience. Dans ces circonstances critiques, malheur à celui que sa position élevée condamne à figurer à la tête de l'administration ! Les calamités imprévues, irremédiables , les accidens naturels , lui sont imputés. On désire le changement des ministres, comme le malade veut qu'on appelle d'autres médecins...

des lumières , de toute innovation , forts de son appui , devenaient plus intolérans , plus audacieux. Ceux qui rêvaient des utopies libérales , ne sachant pas combien l'influence de Caballero me liait les mains , m'accusaient de tiédeur , même de connivence avec lui , et perdaient l'espérance de voir réaliser les améliorations législatives dont , selon eux , il ne tenait qu'à moi de doter le pays.

Il a régné de tout temps à la cour un système de méfiance que chaque souverain transmettait naturellement à son successeur , et le bon roi Charles IV n'avait pas répudié l'héritage ; espèce de jeu de bascule consistant à faire tour à tour mousser ou décroître la faveur du maître , monter ou descendre les marionnettes qu'on appelle ministres , en un mot , diviser entre ceux-ci la délégation de l'autorité suprême , de telle manière que , retenus et comprimés l'un par l'autre , aucun ne puisse être dangereux....

On devine quelle était ma position vis-à-vis de Caballero.

Charles IV vit et sentit plus tard les inconvéniens de ce machiavélisme. Caballero ne crut point s'écarter de son rôle , en se joignant à mes ennemis pour contribuer à ma chute.

Combien de fois n'ai-je pas exposé mes peines d'esprit à Charles IV, en le suppliant de m'accorder enfin la liberté de m'éloigner tout-à-fait ! On m'écrivait de partout : « La malveillance s'accroît, on travaille en secret à soulever contre vous la haine populaire ; la calomnie gagne du terrain ; prenez des mesures vigoureuses. » Je n'écoutai point ces avis ; il m'était impossible de me retirer des affaires ; le Roi ne le voulait d'aucune manière ; cela était bien connu. Opposer la persécution et la rigueur à la malveillance, organiser l'espionnage, j'en étais incapable. Agir avec droiture et m'abandonner à la destinée, je n'eus pas d'autre politique, je l'ai déjà dit.

On m'a taxé de faiblesse : non ; je ne mérite pas ce reproche ; il n'y eut aucune faiblesse de ma part. Je fis une faute peut-être ; car je méprisai le danger : ce fut une témérité. N'importe, elle naissait d'un sentiment dont je suis encore fier. Je ne voulais point léguer à mes successeurs une police inquisitoriale qui enchaînât la pensée, qui commandât le respect sous peine des cachots ou des supplices... Les hommes venus après moi furent moins timorés : ce moyen de gouverner était digne d'eux, ils ne s'en sont pas fait faute.

Revenant à mon histoire, je vais parler d'un essai que mes ennemis tentèrent pour troubler le royaume et me compromettre avec toute la population, si j'employais la force pour arrêter les premiers mouvemens. Il s'agissait d'intimider, d'effrayer Charles IV, et de lui arracher une abdication.

En effet, l'Espagne était vivement alarmée par la disette des grains ; les récoltes avaient manqué cette

année, et même les deux années précédentes. De la disette à la famine, de la faim à l'émeute, à la révolte, il n'y a pas loin.

« Provoquons la famine, dirent les factieux » ; et l'horrible dessein fut à la veille de s'accomplir.

J'ai parlé des sages mesures déjà prises pour tenir tête à l'orage dont le pays était menacé. (Voir le chapitre XVI de la première partie.) Le Conseil de Castille fit plus : la surveillance des grains et des subsistances lui appartenait. Nos ports s'ouvrirent à tous les blés étrangers, sans droit d'entrée, ni aucune gêne qui en empêchât la circulation dans l'intérieur. On assigna des primes ; on accorda des exemptions, des faveurs, pour attirer les grains du dehors : on obtint du Gouvernement anglais des licences, des *laissez-passer* ; toute cargaison de comestibles put arriver chez nous ; et, pour ne rien négliger, le Conseil de Castille autorisa les commerçans à former des magasins d'approvisionnement à la portée de chaque province, à un prix convenu, discuté, approuvé par le Conseil lui-même, c'est-à-dire au *prix coûtant*, sans autre bénéfice pour le vendeur qu'un faible droit de commission légalement fixé.

Il fut permis aux municipalités des villes, bourgs et villages de former aussi des magasins particuliers ; on leur donna toutes sortes de facilités et les moyens de payer<sup>1</sup>.

D'après le relevé des quantités existantes suivant les états officiels adressés au Conseil et les procès-verbaux des arrivages de grains dans les ports, il ne pouvait y

<sup>1</sup> On trouve les détails de ces mesures administratives dans les circulaires du Conseil (28 juillet 1804).

avoir de famine, et les prix devaient s'abaisser en peu de temps.

Mais le mauvais vouloir et la ruse déconcertèrent tous les calculs. L'occultation et l'accaparement des blés furent poussés à tel point, surtout par les grands décimateurs (les percepteurs de la dîme ecclésiastique); tel fut le manège des monopoleurs, usuriers et spéculateurs dans le royaume, leur adresse à s'emparer des chargemens qui arrivaient de partout, et les faire disparaître; tel fut le discrédit jeté avec art sur les opérations du Conseil de Castille, soit en les calomniant, soit en calomniant la qualité des grains étrangers dont le prix raisonnable contrariait d'infâmes spéculations; tel enfin le manque d'énergie ou de bonne foi d'un grand nombre de municipalités, que, sur beaucoup de points, on se vit au moment de manquer de pain! Le froment fut porté à l'inconcevable prix de 400 réaux ou 100 francs la fanègue<sup>1</sup>; la consternation devint générale, et cependant le peuple rendait encore assez de justice au Gouvernement. Il attribuait la disparition des grains à des manœuvres perfides; mais il ne soupçonnait pas et le Gouvernement lui-même ne pouvait croire qu'une intrigue sacrilège favorisait en secret l'action des spéculateurs et en partageait avec eux les coupables bénéfices. Dans cette fâcheuse extrémité, le comte de Montarco, gouverneur du Conseil de Castille, eut le courage de dénoncer au Roi et aux ministres cette conspiration d'abord attribuée seulement à une aveugle cupidité. Il demandait que des commissaires royaux

<sup>1</sup> La fanègue donne à peu près cent livres de poids.



fussent envoyés dans chaque province. Ils devaient s'y emparer de toutes les juridictions locales, procéder à la recherche des grains existans, examiner la conduite des autorités, destituer les *suspects*, poursuivre les accapareurs, consigner le blé illicitement soustrait à la circulation, veiller à l'approvisionnement public, attérer les coupables par des châtimens exemplaires...

Le Roi me fit appeler. Toujours lent à punir, Charles IV désirait connaître mon opinion. Les moyens violens me répugnaient. « Sire, lui dis-je, ces rigueurs insolites, cet appareil judiciaire, ne feront qu'augmenter le mal : la famine est *factice*, la peur en va faire une réalité. On cachera le grain, parce qu'on craindra de le perdre, s'il est découvert; les détenteurs ne voudront pas être à la fois déshonorés et ruinés; ils redoubleront de précautions pour faire disparaître le corps du délit. Encourager la délation, offrir de la récompenser, c'est ouvrir un vaste champ à l'immoralité; c'est tenter la vertu domestique, base précieuse de l'ordre social. Qui dénoncera? Un parent, un ami, les domestiques. A coup sûr les coupables n'ont pas confié leur secret à des indifférens, à leurs ennemis personnels. Outre cela, supposez qu'on parvienne à trouver des grains cachés; le peuple irrité va commettre d'affreuses violences contre les détenteurs. Il y aura des excès qu'il faut éviter à tout prix. Car l'émeute produit l'anarchie; quand la populace est démuselée, il n'y a plus de justice possible. Autre embarras : comment sévir contre des coupables parmi lesquels il y en aura dont le châtiment public causera plus de scandale que leur impunité? On peut en être certain

d'avance : si l'on fait des recherches rigoureuses , on va trouver des personnes , des corporations de l'ordre le plus respectable qui seront indécemment compromises , et si l'on hésite à les punir, adieu pour toujours le respect et la force du Gouvernement ; tout est perdu. Je conviens, Sire, que, dans un péril extrême, lorsqu'il s'agit de sauver tout un peuple de la famine, on peut fermer les yeux sur certains inconvéniens que je viens de signaler ; mais nous n'en sommes pas là. Il existe d'autres moyens d'empêcher le mal. Il ne s'agit que de faire lâcher prise aux détenteurs du blé ; qu'ils rendent gorge de ce qu'ils ont accaparé jusqu'à la dernière fanègue. Châtions leur avarice sans employer la moindre violence. Cette affaire ne doit être qu'une *lutte de marchés* ; favorisons, excitons la concurrence de manière à déjouer les accapareurs. Les approvisionnemens faits dans nos ports ont été jusqu'ici calculés d'après les instructions et réglemens du Conseil de Castille. Ces approvisionnemens devaient suffire ; les manœuvres des agioteurs, la faiblesse ou l'inertie de quelques autorités municipales, ont paralysé les sages mesures du Conseil. Il n'y a point faute de sa part, si ce n'est un peu trop de confiance dans la coopération des autorités subalternes ; celles-ci ont des ménagemens à garder avec les riches, les notabilités du pays, dont l'intérêt l'emporte sur l'intérêt commun.

« Pourvoyons au besoin général dans une proportion si large , par une combinaison si scrupuleusement réalisée, que cette fois les effets soient infaillibles, et qu'au bruit seul ou à la première apparence de l'exécution, les accapareurs viennent à merci ou soient écrasés.

« La France peut nous envoyer dans quelques jours la quantité de grains nécessaire pour étouffer le monopole. Que l'introduction s'en fasse par les ports et file dans l'intérieur suivant les directions données d'avance... Prodiguons les avertissemens au public; que l'anxiété générale soit calmée... L'égoïsme et la cupidité seront trompés dans leurs coupables espérances. »

Tout le Cabinet fut de mon avis, à l'exception du seul ministre Caballero.

Je ne demandai qu'un court délai pour combiner mes moyens et en assurer le résultat. Le Roi me donna les facultés les plus amples.

Il y avait, en ce moment, à Madrid un homme grandement connu par sa *spécialité* en fait de provisions et fournitures, le fameux M. Ouvrard, duquel en ce moment je n'ai ni à défendre, ni à censurer les actes qui lui ont acquis une célébrité diversement interprétée. Je lui parlai de l'embarras où se trouvait l'Espagne; et, à la première insinuation, il s'offrit à nous rendre service « avec la même promptitude, dit-il, que, dans une occasion à peu près semblable, je l'ai fait, il y a deux ans, pour la République. »

Nous fûmes bientôt d'accord sur les bases du traité, que je mis à l'instant sous les yeux du Conseil de Castille ou de la Junte chargée de la surveillance de l'approvisionnement général. M. Ouvrard s'obligeait à fournir au fur et à mesure, ainsi que le demanderait la Junte, jusqu'à la quantité de *deux millions de quintaux de céréales*, en très-grande partie de froment, le tout de bonne qualité. Il se chargeait de les faire arriver dans les ports et de là sur tous les marchés

de l'intérieur indiqués par la Junte. *Les bagages* ou moyens de transport seraient fournis par les autorités locales sous l'inspection des commissaires nommés de part et d'autre, au prix convenu de 88 réaux ou 22 francs le quintal de froment de première qualité rendu en Espagne, les autres espèces de grains à proportion, sauf, en plus, le droit d'extraction qui serait imposé par la France.

Le nouvel empereur ne fut pas généreux : il exigea *quatre francs par quintal*. Ainsi le prix total fut de 92 réaux ou 23 francs ; mais à cette époque, en Espagne, on payait au moins 50 francs la même quantité de blé, et dans quelques endroits, comme je l'ai dit, jusqu'à 100 francs.

Le contrat fut aussitôt rendu public : M. Ouvrard avait habilement intéressé dans son entreprise des négocians et autres personnes du pays qui inspiraient une confiance générale. Dès qu'on apprit que l'affaire était faite, et qu'il n'y avait plus de moyens ni d'espérer de l'empêcher, à l'instant même, et avant l'arrivée du premier bâtiment de France, le blé reparut sur tous les marchés comme par enchantement ; les grains emprisonnés sortaient d'abord peu à peu de leurs cachettes, avec une sorte de timidité les premiers jours, et pour ainsi dire goutte à goutte ; mais bientôt il y eut débordement. Les prix descendirent à 60 réaux c'est-à-dire 15 francs : le froment de qualité ordinaire, à 40 réaux ; celui des qualités inférieures et le maïs, à 7 francs 50 centimes.

Les agioteurs, accapareurs, usuriers, furent ruinés, la plupart ; d'autres détenteurs éprouvèrent des pertes

énormes; ils furent obligés de vendre même au-dessous du prix ordinaire des autres années.

Tout cela se fit sans violence, sans aucune persécution, sans une seule poursuite judiciaire.

Avais-je tort de rejeter les moyens de rigueur ? sans nul doute, en poussant les recherches jusqu'à un certain point, on aurait trouvé la *pensée occulte*, le projet d'exciter une émeute populaire. Mais le Gouvernement ne voulut pas trop approfondir; on crut devoir s'arrêter à la superficie. Comment supposer d'ailleurs une pareille indignité ? Fomentier secrètement le monopole dans le but de soulever tout un peuple ! Oh ! les auteurs de la conspiration se gardaient bien de dire leur secret; plus tard, lorsqu'il était impossible de revenir sur le passé, des indiscrets se vantèrent de leurs complots... Nous étions à Rome.

Il y eut d'autres essais de révolution pendant cette année. Le même esprit, ou plutôt le même parti, suscita le mouvement séditionnel qu'on vit éclater dans la Biscaye. Le prétexte populaire était le dommage que causait à la ville de Bilbao la construction du port de *la Paix* (le port d'*Abando*), naguère tant applaudie et qui fut accordée sur les vives instances de la *Seigneurie*<sup>1</sup>; entreprise que j'avais hautement protégée et à laquelle la *Seigneurie* elle-même proposa de donner mon nom. Or, qui changea les idées, qui souffla l'esprit de révolte ? on ne le sut point alors; les Biscayens n'y comprenaient rien : les uns voulaient le port; d'autres, non : l'enquête ne produisit aucun résultat.

<sup>1</sup> La seigneurie de Biscaye.

Coupables, témoins, nul ne disait en vertu de quel motif on avait agi; quelques-uns croyaient que les privilèges de la province étaient menacés. En peu de jours la présence d'un petit nombre de soldats, à la tête desquels parut un membre du Conseil de Castille, mit fin à ce désordre<sup>1</sup>... Les hommes de l'Escorial et d'Aranjuez se sont aussi vantés depuis d'avoir ourdi cette trame pour me renverser.

A tous les contre-temps de cette époque, à toutes les inquiétudes politiques, se joignait le fléau d'une guerre intestine dans le palais. C'était le théâtre qu'Escoïquiz et les siens avaient choisi; c'est là qu'ils travaillaient sans relâche : batterie élevée contre moi d'où ils m'attaquaient sans s'exposer; asile à l'abri duquel ils comptaient sur l'impunité.

Les préventions du Prince des Asturies contre moi n'étaient plus un mystère; Son Altesse ne s'en cachait point; la reine Caroline de Naples soufflait le feu par le moyen de la Princesse, sa fille. Le précepteur excitait, remuait les passions de son élève; il inculquait

<sup>1</sup> Quand le Gouvernement eut repris son action, je m'opposai à ce que la contribution de guerre imposée à la ville de Bilbao par le ministre Caballero fût exigée. On eut beau dire que cette contribution de guerre devait servir à payer la solde des troupes; je persistai dans mon opinion. Elle a été bien connue dans le temps. Le digne conseiller D. François Duran (a), qui avait rempli les fonctions de commissaire du Roi, me rendit pleinement justice à cet égard. Le ministre Caballero l'emporta.

Mes désirs, mes remontrances, mes prières, furent inutiles. Ma qualité de généralissime des troupes n'empêcha pas que la contribution ne fût exigée....

(a) D. François-Xavier Duran : il vient de mourir à Paris. Son nom revient plus d'une fois encore.

dans son esprit l'idée de mon ambition et de mon projet d'usurper la couronne.

Le conseil que j'avais donné au Roi d'envoyer trois Infans pour s'assurer de l'Amérique et la conserver à l'Espagne, fut représenté comme un indice certain de mes coupables projets. « Il veut disperser la famille « royale, disait Escoïquiz, pour en avoir meilleur « marché ; il a peut-être le dessein d'attenter à la vie « de Votre Altesse Royale. » Quel effet une pareille insinuation ne devait-elle pas produire sur l'esprit de Ferdinand ? En vérité je conçois qu'il m'ait abhorré ; es n'est pas de lui que je dois me plaindre <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Lorsque Escoïquiz, dans son *Simple aperçu* (*Idea sencilla*), voulut justifier l'inexcusable trahison par laquelle cherchant un appui contre le Roi, son père, Ferdinand s'adressait à l'Empereur des Français, voici les expressions dont il se servait : « Son ambition « démesurée (c'est de moi qu'il parle) fit naître dans tous les « esprits, surtout dans celui du Prince des Asturies, le juste « soupçon qu'il aspirait à monter sur le trône ; ce qui obligea Son « Altesse à mettre en usage tous les moyens possibles pour prévenir un pareil attentat. » Je rapporte ces paroles uniquement pour faire voir les moyens mis *bien réellement en usage* par Escoïquiz ; car il ne faut pas chercher ailleurs que dans ses insinuations perfides la source des soupçons qui excitèrent la guerre intestine du palais. Certes, ce ne furent point des actes imprudens, de folles indiscretions, de ma part, qui donnèrent l'éveil sur l'ambition absurde, inconcevable, dont Escoïquiz faisait peur à son jeune et crédule disciple. Il existe encore par milliers des témoins qui vécurent à la Cour de Charles IV ; j'invoque hardiment toutes les consciences, tous les souvenirs de cette époque.

Quel homme doué du simple bon sens eut jamais la faiblesse d'accueillir d'aussi extravagantes suppositions ? Sans doute, on a pu me croire avide, ambitieux de pouvoir et d'honneurs ; les apparences favorisaient ce jugement : car on ne voyait pas l'intérieur des choses ; on ne savait pas que le Roi voulait absolument que je restasse auprès de lui, attaché, amarré au timon des af-

D'un autre côté, la Princesse, non moins affectée des mêmes inquiétudes, comme épouse et comme héritière présomptive de la couronne, si prévenue

fares. Mais, en vérité, moi sa créature, faible vase d'argile qu'il avait pétri, façonné de ses mains, qu'il aurait pu, d'un seul mot, d'un seul regard, faire rentrer dans le néant, moi simple gentilhomme et de vieux sang espagnol, aspirer à détrôner mon maître, à me faire roi d'Espagne! Moi, rêver un attentat sans exemple dans l'histoire de notre pays, une témérité insensée dont le plus léger indice devait soulever à l'instant de telles impossibilités, un tel cri d'étonnement et d'indignation, un tel concert de mépris, et me rendre à la fois si criminel et si ridicule!

Non, jamais la crainte d'une pareille tentative ne put s'offrir naturellement au Prince des Asturies; sa position, sa jeunesse, toutes ses premières habitudes, pouvaient-elles faire naître dans son imagination des alarmes pour son royal avenir? Le perfide qu'il écoutait comme un oracle était seul en mesure et capable de les lui inspirer. Et si Escoïquiz n'en fut pas réellement le premier et le seul instigateur, on m'accordera sans peine qu'il s'empressa d'accueillir, d'aigrir les soupçons de Ferdinand, et qu'il les fomenta, puisque lui-même écrit que *ces soupçons étaient justes et fondés*, puisqu'il ose dire aussi que, *d'accord avec son royal disciple*, il se chargea de *prévenir un attentat si énorme par tous les moyens possibles!*

Voilà bien l'origine, la base fondamentale de toutes les intrigues! Et certes, il n'en fallait pas davantage; la succession du trône compromise, l'héritier présomptif menacé d'en être exclu, à quoi il faut ajouter la désolante idée d'être abhorré de ses parents qui favorisaient et protégeaient un sujet coupable d'un crime aussi révoltant!... A présent, dira-t-on que ce fut moi qui allumai la guerre entre le père et le fils? Ah! sans doute, j'aurais dû m'éloigner de la Cour, et mon tort serait grand de ne pas avoir adopté cette marche, si j'en eusse été le maître! Hélas! loin de m'en laisser la liberté, Charles IV m'accorda de nouvelles faveurs; je dus les recevoir, m'en parer malgré moi, et cependant je prévoyais bien dès-lors qu'elles me seraient funestes! Je parlerai de cela plus d'une fois encore, et mon lecteur sera convaincu.



d'ailleurs , avant de quitter la Cour de Naples , contre mon influence à la Cour de Madrid , contre le système politique qu'on me reprochait de suivre ; la Princesse , dis-je , attisait le feu de la discorde et envenimait toutes les haines.

Avec ces dispositions d'esprit aurait-elle pu consentir à rester étrangère au gouvernement de l'État ? La Reine sa mère ne cessait de l'exciter , de lui demander les secrets de notre Cabinet , et la Princesse , avide de renseignemens , s'adressait , avec une sorte d'anxiété , à ses affidés , aux courtisans , aux femmes du palais , plus souvent aux chapelains de la Cour , même à des employés subalternes , à des valets la plupart affiliés à la faction obscure mais active d'Escoïquiz ! Un fait incertain , controuvé , absurde même , tout ce qu'elle pouvait ramasser , Son Altesse Royale l'écrivait à la reine Caroline , et celle-ci ne manquait pas d'en donner avis au ministre anglais résidant à Naples. Ce manège injustifiable ne contribua pas peu à la rupture du Cabinet britannique avec nous : car ce Cabinet voulait à tout prix que l'Espagne se rapprochât de l'Angleterre et changeât de système à l'égard de la France.

Chacun sait quelle était la situation de l'Europe en ce moment. Le Continent , frappé de crainte , n'osait s'aventurer dans une guerre nouvelle. On se taisait ; on attendait ; l'Angleterre seule , engagée dans la lutte , tâchait inutilement de ranimer l'ancienne coalition.

Tous les regards étaient fixés sur la France , où il s'opérait de grandes transformations. Quelques puissances croyaient encore que le nouvel empereur , par-

venu au faite de la gloire et régénérateur du principe monarchique, laisserait en paix les autres nations. La Russie et la Suède exceptées, tout le monde paraissait résigné devant les *faits accomplis*.

Et même, les démonstrations du Czar annonçaient presque de la bienveillance en faveur de Napoléon. Il y avait une certaine tendance amicale dans les conseils donnés par Alexandre à l'empereur des Français de s'en tenir aux traités existans, de donner à l'Europe cette preuve de modération, de respecter la neutralité de l'Allemagne, de soulager le roi de Naples du poids des armées françaises et d'indemniser celui de Sardaigne des sacrifices qu'on lui avait imposés...

Cependant cette invitation du Czar n'ayant produit aucun effet, il rappela son ambassadeur. Napoléon, de son côté, en fit de même quelque temps après; mais il n'y eut point alors de rupture entre les deux empires. Le Cabinet de Saint-James, malgré tous ses efforts, n'avait pu rajuster l'ancienne coalition, objet de tant de sollicitude de sa part. La Suède, seule entre toutes les puissances, s'y montrait ouvertement disposée. L'empereur Napoléon fut d'abord salué par tous les autres monarques; l'Autriche et la Russie paraissaient disposées à former des liaisons avec lui.

Que manquait-il donc à Napoléon pour assurer l'avenir, le développement de cet Empire, géant au sortir du berceau? un système apparent de modération, et respecter le droit des autres pays. Probablement il en eut d'abord la pensée; son invitation pacifique adressée à l'Angleterre, le 2 février 1804, fut peut-être un acte de sincérité.

Quelques jours auparavant, il avait dit à la Chambre des Législateurs :

« Il n'est point dans mes projets d'étendre plus  
« loin le territoire français, mais seulement d'en main-  
« tenir l'intégrité actuelle. Je n'ai pas l'intention de  
« faire peser plus fortement mon influence dans la  
« balance de l'Europe; il me suffit de conserver celle  
« que j'y ai acquise. Désormais aucun État nouveau  
« ne sera joint à l'Empire; mais je ne souffrirai pas le  
« moindre relâchement de nos liens avec les États  
« que j'ai créés. »

Dans sa lettre au roi d'Angleterre, on trouve ces mots : « Je ne crois pas compromettre mon honneur,  
« en faisant les premières démarches afin d'obtenir la  
« cessation de la guerre. On a vu que je ne la craignais  
« pas : mais la paix est le vœu de mon cœur, plus  
« encore que la gloire. La circonstance est favorable  
« pour faire taire les passions; ce moment une fois  
« passé, quel sera le terme d'une guerre dont mes  
« prières n'auront pu arrêter le cours? Le monde est  
« assez grand. Deux nations peuvent y prospérer sans  
« se nuire l'une à l'autre : la raison doit avoir assez  
« de puissance pour concilier toutes les difficultés, et;  
« des deux côtés, on veut de bonne foi la paix. »

Tout autre que Pitt aurait mis à l'épreuve la mauvaise ou bonne intention de Napoléon; il eût fallu le prendre au mot : l'Angleterre et le Continent voyaient alors ce qu'il y avait de vrai dans sa proposition; et la France aurait su s'il était permis de compter sur les paroles de l'Empereur.

Mais un patriotisme exclusif, une haine inextin-

guible contre la France , dominaient la raison et la politique de Pitt. Cette haine , ce patriotisme ainsi compris , étaient à la fois chez lui un legs de famille , une monomanie héréditaire et systématique. Malheur à l'Europe , qui se trouvait entre les griffes de Pitt et celles de Napoléon ! La lutte de ces deux colosses ne pouvait manquer d'ébranler et d'entraîner dans la querelle toutes les autres nations.

Aussitôt que je vis Pitt rentrer au ministère , je pressentis la fin prochaine de la paix que nous avions eu tant de peine à maintenir , après la rupture de l'Angleterre avec la France. Sous l'administration de M. Addington , notre neutralité fut respectée ; Napoléon , de son côté , ne la troublait en aucune manière ; les deux nations avaient un égal intérêt à conserver cet état de choses.

Mais la politique de Pitt se montra plus acerbe encore cette fois que pendant la guerre avec la République. Jetant un coup d'œil sur l'Europe , il vit et calcula tous les élémens d'inquiétude , de malaise , qui fermentaient dans les divers pays ; il étudia soigneusement les moyens de les irriter , de les mettre aux prises les uns avec les autres , décidé à tout sacrifier pour arriver à son but. C'est en Espagne qu'il résolut plus particulièrement de choisir le champ de bataille et d'établir le quartier-général des armées britanniques. Il n'oubliait point les échecs , les pertes qu'elles avaient éprouvées dans les plaines de la Flandre ; il cherchait un terrain plus favorable , baigné par les deux mers , où il fût aisé de porter des secours , où , les difficultés locales offrant des moyens naturels de résistance , il y eût

probabilité d'obtenir à la longue des succès, ou de trouver, à tout événement, des refuges certains contre des revers imprévus. Il songeait à détourner les dangers d'une invasion qui menaçait l'Angleterre, en rejetant le fardeau sur les autres; en un mot, il voulait épargner son pays et guerroyer chez nous. Telles étaient ses vues relativement à l'Espagne.

En échange de la préférence qu'il nous accordait, il nous offrait une part du gâteau de la France, quand le grand banquet du partage territorial aurait lieu. Pitt n'était pas moins généreux avec la Russie, la Suède, le Danemark, la Turquie même, et l'Italie, la Suisse et la Hollande qui supportaient déjà le joug de la France avec plus ou moins de résignation. A la vérité, l'entreprise était belle et pouvait épargner à l'Europe les angoisses et les tribulations futures, si l'Europe tout entière se fût coalisée pour comprimer l'ambition de Bonaparte; si, dès le commencement et en temps opportun, elle eût mis en exécution ce qu'elle ne fit que dix ans après avec tant de peines et de chances douteuses. Cet accord final ne pouvait être amené que par la conviction de tous et la présence du danger commun, quand les intérêts généraux étant compromis et menacés, amis et ennemis sans exception n'avaient plus rien à espérer et tout à craindre de la part de Napoléon. Mais chacun devait, en attendant, hésiter à faire une imprudente levée de boucliers, tant il était dangereux de heurter le colosse! Ne valait-il pas mieux en effet voir venir l'occasion qui ne pouvait manquer d'arriver? Le nouvel empereur menaçait l'existence de tous les rois. J'explique ici les motifs de mon système, qui ne

fut pas un système de peur ni de bassesse, comme on a sottement affecté de le dire, mais un système de prudence et conseillé par la saine raison. Courir au-devant de la guerre sans nécessité, sans que la conservation de la patrie l'exigeât immédiatement, combattre au hasard et d'abord pour la commodité de l'Angleterre, amie si peu sûre, et après tant d'expérience de sa façon d'agir envers nous pendant notre lutte avec la République! Non; cela ne pouvait entrer dans ma tête, ni dans celle de personne: et, de plus, l'Espagne ne voulait point une seconde guerre.

L'envoyé britannique, M. Hookham Frère, essaya plus d'une fois de me faire prendre cette direction. Voici quelques passages de ma dernière conférence avec lui; je crois être bien sûr de la fidélité de ma mémoire. C'était dans le mois d'août, à la résidence royale de Saint-Ildéphonse. Après des explications générales, de part et d'autre, sur l'état de l'Europe: « Sup-  
« posons, lui dis-je, ce qui n'est guère probable, ou  
« plutôt ce qui est à peu près impossible selon moi,  
« que Charles IV, sans un motif spécial, consentit à  
« rompre la paix existante avec la France, l'Espagne  
« pourrait-elle compter sur les troupes auxiliaires que  
« l'Angleterre nous offre? Ces troupes seront-elles sous  
« nos ordres, à notre service, comme si elles faisaient  
« partie de l'armée espagnole, avec l'engagement de  
« mourir ou de vaincre avec nous? »

A cette demande imprévue, M. Frère me répondit :  
« L'armée anglaise ne combat jamais que sous les or-  
« dres de ses propres chefs. Le Gouvernement ne com-  
« promet jamais ses soldats au-delà de ce qui est juste

« et raisonnable. Mais le nombre de troupes qu'il en-  
« verra en Espagne, leur bonne discipline et les talens  
« de leurs généraux sont de sûrs garans de succès  
« dans cette grande entreprise.

— « Mais, répliquai-je, le nombre de ces troupes, leur  
« bonne discipline, leurs dignes chefs, n'ont pas tou-  
« jours enchaîné la victoire, et vos puissans secours  
« envoyés en Allemagne, en Italie, en Hollande, n'ont  
« pas retardé le triomphe de la France.

— « Les nouveaux efforts de l'Angleterre, et ceux  
« des alliés qu'elle acquiert tous les jours, seront plus  
« grands que par le passé.

— « Mais les moyens de la France sont aussi deve-  
« nus plus puissans qu'à l'époque de la République;  
« le pays n'est plus divisé d'opinion comme il l'était  
« alors.

— « Eh ! qui est jamais entré dans une guerre, s'é-  
« cria M. Frère, avec la certitude absolue de vaincre ?  
« Cependant, de toute manière, quels que soient les  
« événemens, soyez sûr d'une chose, c'est que l'An-  
« gleterre ne déposera les armes qu'après avoir vaincu.

— « M. Frère, êtes-vous certain que vos alliés agi-  
« ront et penseront de la même manière ?

— « S'ils éprouvent des malheurs, la nécessité, l'es-  
« poir de la vengeance, le désir de réparer leurs pertes,  
« les forceront à s'unir plus intimement à nous, et  
« l'Angleterre leur prodiguera de nouveaux secours.  
« Nos ressources n'ont pas de bornes ; elles sont in-  
« finies.

— « Mais encore une fois, ajoutai-je, que fera l'An-  
« gleterre, si l'un de ses alliés est entièrement écrasé ?

— « Je lui dirai, répondit M. Frère, de souffrir avec  
« courage, de supporter son malheur et d'attendre un  
« temps plus heureux. Quelques États souffrent encore  
« en ce moment des suites des premières coalitions:  
« C'est pour réparer ces maux, et rétablir l'équilibre  
« en Europe, que nous en voulons une troisième. L'An-  
« gleterre n'oublie ni n'abandonne ses alliés. Quant à  
« l'Espagne, bien soutenue par nous, je crois impos-  
« sible qu'elle succombe ; mais si le contraire arrivait,  
« si elle en était réduite à une fâcheuse extrémité,  
« chose impossible, je le répète (c'est mon opinion),  
« le malheur ne serait que passager. N'aurait-elle pas  
« bientôt des secours, et vous-même, assez de force  
« d'esprit et de magnanimité, pour lutter contre la  
« mauvaise fortune ? Redoutez-vous la proximité de la  
« France qui peut envahir votre pays ? Craignez-  
« vous, monsieur le duc, d'être pris au dépourvu, de  
« *tout perdre* ? Je suppose qu'avec un si terrible voi-  
« sinage, ceux qui sont à la tête du Gouvernement  
« exposés aux premières atteintes, ont eu la prudence  
« de mettre des fonds en sûreté dans le sanctuaire de  
« ma patrie..... Si vous n'en avez point placé de cette  
« manière pour être à l'abri d'un événement qui peut  
« arriver, l'Angleterre s'empressera de vous épargner  
« ce soin ; elle..... » J'interrompis M. Frère, non sans  
un grand effort de raison, pour modérer le sentiment  
que j'éprouvais.

« Monsieur, lui dis-je, ma fortune, bonne ou mau-  
« vaise, est identifiée avec celle de mon pays. Je croi-  
« rais le trahir, si je séparais, d'une manière quel-  
« conque, mes intérêts des siens, si j'avais seulement



« la pensée d'en détacher la moindre partie. Je n'ai  
« pas de fonds en Angleterre, ni dans aucun autre  
« pays du monde. Je ne reconnais de sûreté qu'en Es-  
« pagne. Quant au reste, je regrette vivement d'avoir  
« entendu ce que vous m'avez dit. Toutes les richesses  
« de l'Inde dont l'Angleterre dispose ne suffiraient  
« pas pour marchander un Espagnol, n'importe lequel,  
« si le Roi lui avait confié, comme à moi, la défense  
« de sa couronne et l'existence de son peuple.

— « Mais, monsieur le duc, j'ai supposé l'impossible ;  
« une supposition en l'air, une extrémité désespérée, »  
répliqua M. Frère, dont le front se couvrit d'une rou-  
geur très-prononcée.

« Non, Monsieur ; ni comme chose impossible, lui  
« dis-je, ni comme supposition en l'air, vous n'au-  
« riez pas dû penser que je souffrirais une offre de  
« cette nature ; mais, non ; ... je n'ai rien entendu....  
« A présent, écoutez bien ce que je vous dis : la vo-  
« lonté du Roi est positive : *la paix*, tant que des  
« motifs puissans et le bien de son peuple ne le force-  
« ront point à une rupture ; la même volonté positive,  
« soit à l'égard de l'Angleterre, soit à l'égard de la  
« France. L'Espagne sera l'amie de la Grande-Bre-  
« tagne, tant que cette amitié sera réciproque. La pa-  
« role de Charles IV est inviolable ; depuis qu'il est  
« sur le trône, il n'a donné à personne le droit de dou-  
« ter de sa fidélité scrupuleuse à tenir ses promesses.  
« Notre neutralité repose sur un traité. Si l'empereur  
« des Français voulait méconnaître cette neutralité,  
« Charles IV la défendrait les armes à la main ; il  
« soutiendrait sa dignité, dût-il succomber dans une

« querelle juste. Et si l'Angleterre, de son côté, s'obstinait à vouloir qu'il s'écartât de la foi jurée, le Roi pourrait en être gravement affligé, mais, dans ce cas, il se croirait forcé de se joindre à la France. »

Dès ce moment, notre horizon politique se rembrunit chaque jour davantage<sup>1</sup>; Pitt aimait mieux la guerre, et, pour en venir à ses fins, le Cabinet de Saint-James se mit à élever des prétentions excessives ou irritantes. « La neutralité de l'Espagne, disait-il, n'est point égale pour les deux puissances, vous payez un subside aux Français<sup>2</sup>. En outre, la situation géographique de

<sup>1</sup> Le Prince de la Paix aurait pu ajouter que dès ce moment M. H. Frère se déclara son ennemi personnel le plus acharné. Il poussa la haine jusqu'à une affectation intolérable. Je n'ai jamais vu de diplomate aussi peu mesuré. Certainement ses rapports durent envenimer toutes les questions alors sur le tapis. On vit ensuite M. Hookam Frère, toujours irascible, vaniteux et pétulant, s'agiter auprès de la *junte suprême* à Séville, contrarier son collègue M. Stuard, trouver que le général Moore manquait de vigueur, et fatiguer Canning de ses dénonciations. (Voir l'excellente histoire du colonel Napier, tome I.) Dans la circonstance dont il s'agit ici, tout l'honneur de la lutte revient certainement au Prince de la Paix. M. Frère ne lui pardonna point cette supériorité. On m'a dit que l'ancien diplomate anglais jouit enfin de quelque repos dans sa retraite, éloigné des affaires; il a fixé sa demeure dans l'île de Malte.

E.

<sup>2</sup> Il y avait près de dix-huit mois que l'Angleterre avait rompu avec la France et respecté néanmoins notre neutralité, malgré le *subside* que nous devions payer, précisément pour ne pas être obligés de prendre part à la lutte de la France avec l'Angleterre (si la Hollande y avait pris part, c'est parce qu'elle n'était pas maîtresse de ses actions), et l'Angleterre elle-même nous avait proposé la *neutralité*, à la Hollande et à nous, malgré que nous fussions alliés de la France. On a dit que le subside pécuniaire était incompatible avec la qualité de *neutres*. A cela je réponds par une citation de Wattel, publiciste moderne avan-

« l'Angleterre et de la France donne à celle-ci une  
 « communication plus facile, plus fréquente avec  
 « l'Espagne par terre et par mer. Cet avantage doit  
 « être compensé; vous nous devez un équivalent ou  
 « des concessions qui rétablissent l'équilibre; imposez  
 « à la France des restrictions qui diminuent ses bénéfices, qui gênent ses croisières sur vos côtes. » Toutes ces prétentions étaient exorbitantes, calculées à dessein pour n'être pas écoutées.

Bientôt vinrent les plaintes; ensuite les récriminations, jusqu'à nous accuser de perfidie! Dès que Pitt eut repris le timon des affaires, je prévis les dangers que nous préparait son impitoyable politique, et je songeai à renforcer toutes nos stations navales. Un armement de cinq ou six vaisseaux de ligne se disposait à partir du Ferrol. Le ministre anglais demanda des

tageusement connu : « L'impartialité d'un peuple neutre se rapporte uniquement à la guerre et comprend deux choses : 1° ne point donner de secours, *quand on n'y est pas obligé*; ne fournir librement ni troupes, ni armes, ni munitions, ni rien de ce qui sert directement à la guerre; 2° ne point refuser à l'un des partis, à raison de la querelle présente, ce qu'elle accorde à l'autre. Ceci ne lui ôte point la liberté, dans ses négociations, dans ses liaisons d'amitié, et dans son commerce, de se diriger au plus grand bien de l'État; mais si elle refusait quelque-une de ces choses à l'un des partis, uniquement parce qu'il fait la guerre à l'autre et pour favoriser celui-ci, elle ne garderait plus une exacte neutralité. J'ai dit qu'un état neutre ne doit donner du secours ni à l'un ni à l'autre des deux partis, *quand il n'y est pas obligé*. Cette restriction est nécessaire. Fournir un secours modéré qui est dû en vertu d'une ancienne alliance défensive, n'est point s'associer à la guerre. On peut s'acquitter de ce qu'on doit, et garder du reste une exacte neutralité. Les exemples en sont fréquens en Europe. (*Le Droit des gens*, liv. III, chap. VII, pag. 104 et 106.)

explications ; s'appuyant sur des renseignemens qu'il disait être bien authentiques , il soutenait que cet armement se faisait d'accord avec la France , et devait concourir à une attaque projetée contre l'Irlande. Il ajoutait « qu'il savait très-bien que les subsides fournis à la France étaient illimités , et déjà surpassaient de beaucoup la somme désignée par le traité. » Quels étaient donc les renseignemens qui arrivaient ainsi en Angleterre ? On ne tarda point à le savoir : c'était la princesse Marie-Antoinette qui les adressait à Naples. Son Altesse Royale avait sucé avec le lait la haine contre la France : cette haine l'aveuglait ; elle croyait tout , écrivait tout , elle se rendait l'écho de tous les bruits répandus par l'ignorance ou la méchanceté<sup>1</sup>.

D'autres mains que les miennes transmirent à Charles IV les preuves de la correspondance de la Princesse avec sa mère. Les premiers avis vinrent de la Cour de Naples même ; ensuite ce fut Napoléon qui , faisant intercepter les courriers par ses agens , remit directement au Roi une lettre originale de la Princesse des Asturies , adressée à sa mère Caroline. Dans cette lettre , Son Altesse traitait Charles IV et Marie-Louise avec peu de ménagement ; elle y avait entassé des fausses nou-

<sup>1</sup> Les égards qu'on doit à la vérité m'imposent la pénible tâche de révéler , quoiqu'il m'en coûte , cette indiscretion de la jeune Marie-Antoinette , princesse recommandable d'ailleurs par de nobles qualités. S'il ne s'agissait ici que de moi , je garderais un silence respectueux ; mais je dois défendre la mémoire de nos dignes souverains que leurs ennemis et les miens ont injustement accusé d'une haine dénaturée contre leur fils et l'épouse qu'ils lui avaient choisie , comme je l'ai été moi-même , de semer , d'entretenir la discorde dans la famille royale.

velles, des injures, des menaces contre la France, et montrait une prédilection passionnée en faveur de l'Angleterre. La Princesse finissait par dire qu'elle ne cesserait d'employer tous les moyens pour hâter une rupture avec la France.

Je conseillai au Roi d'arranger cette affaire, sans exaspérer l'épouse de son fils, et de laisser à la Reine le soin d'en parler à S. A. R. « Il suffira de faire sentir  
« à Marie-Antoinette le danger d'une pareille corres-  
« pondance. On peut lui dire que le Roi n'en sait rien,  
« et qu'on ne l'en instruira pas; il faut tâcher de calmer  
« cette jeune tête, et ne point la heurter. » La Reine y mit beaucoup de douceur et de prudence, comme elle savait très-bien le faire dans les occasions les plus difficiles. Ferdinand même fut, ce jour-là, ou parut être indigné de la conduite de son épouse... Toutes ces choses restaient ensevelies dans le secret, et il le fallait bien. Mes ennemis, mal informés et ardents à me calomnier, ont rejeté sur moi la faute de ces tracasseries.

Loin d'envoyer à la France des *subsides* extraordinaires, il est de fait et bien notoire qu'en novembre, un mois après la scandaleuse et perfide rupture de l'Angleterre avec nous, il n'avait pas encore été payé un *centime* de la somme stipulée. M. Ouvrard était alors à Madrid : il y venait de la part du Gouvernement français réclamer avec instance le paiement des subsides, c'est-à-dire tous les termes échus pendant dix-huit mois écoulés depuis la signature du traité; il bataillait avec notre ministre des Finances, lequel ne trouvait pas les fonds nécessaires.

On m'accusait en France de ce retard de paiement ; on y formait des plaintes contre moi ; Napoléon supposait qu'ayant dès le principe été contraire à ce *traité de subsides*, c'était moi qui en empêchais l'exécution. Ainsi attaqué à la fois par la France et par l'Angleterre, j'avais de plus à combattre la haine des Princes héritiers immédiats de la couronne, et celle de mes ennemis personnels dans l'intérieur du pays ! Vérité douloureuse ! En politique, pour s'attirer l'aversion de tous les partis, il suffit d'agir avec droiture et de n'être pas charlatan.

Je voulais à tout prix conserver la paix, et ne pas subir la dure nécessité de joindre nos armes à celles de Napoléon, ce qui devait le rendre plus intraitable vis-à-vis de l'Angleterre. Malgré tous les fléaux qui tourmentaient le pays, on fit l'impossible pour satisfaire le Gouvernement français. D'un autre côté, le ministre Ceballos suivit jusqu'au bout avec talent et dignité les conférences diplomatiques. Il consentit à toute sorte de sacrifices pour écarter le reproche de perfidie que nous adressait M. Pitt, habile à prévenir celui que nous avions le droit de lui adresser nous-mêmes avec plus de raison. L'armement du Ferrol fut contremandé. On mit sous les yeux de M. Frère les notes officielles du ministre du Trésor de France, relativement aux subsides non encore payés. On interdit aux Français et aux Hollandais la vente de leurs prises dans nos ports ; interdiction toutefois à laquelle fut également soumise l'Angleterre. Nous offrîmes d'abaisser le tarif de nos douanes en faveur du commerce britannique, déjà mis sur le pied d'une égalité parfaite avec la nation la plus favorisée.

Soins perdus ! inutile générosité !!! Le Cabinet de Saint-James voulait la guerre ; mais la déloyauté des Anglais parut au grand jour.

Tandis qu'on avait l'air de traiter avec nous , des ordres mystérieux partaient de l'amirauté : « Attaquez « le pavillon espagnol sur toutes les mers ; coulez à « fond les bâtimens de toute grandeur , même au-des- « sous de cent tonneaux. » On dirait un ordre émané d'Alger. En ce moment plusieurs navires anglais se trouvaient dans nos ports , accueillis avec une bienveillance poussée à l'extrême : ils y complétaient leurs approvisionnemens , et les capitaines avaient en poche les ordres dont je viens de parler ! Le jour indiqué , abandonnant tout-à-coup leurs achats et négociations de fournitures , ils courent exécuter leur barbare consigne !... Qui ne sait la tragique aventure des quatre frégates espagnoles attaquées en pleine paix par autant de frégates anglaises , à la vue du port de Cadix ( au cap Sainte-Marie , le 1<sup>er</sup> octobre 1804 ) !

Par une sorte de fatalité , les forces étaient égales de part et d'autre. Un amour-propre bien naturel ne permettait pas de céder sans résistance ; les braves capitaines espagnols se voyaient pris au dépourvu ; ils naviguaient sur la foi des traités , sans préparatifs : cependant il fallut se défendre. L'une de ces frégates , *la Mercèdes* , s'enflamma dès les premiers coups de canons , et sauta en l'air ; les trois autres , horriblement maltraitées , amenèrent pavillon. Ce jour-là , M. Pitt troqua l'honneur de l'Angleterre pour un million de livres sterling ! Mais ce n'est point sur la nation anglaise que retombe une pareille infamie. La presse libre de la Grande-Bretagne

en a plus dit sur cette grande iniquité que nos propres manifestes <sup>1</sup>.

Qu'on me réponde à présent ; pouvions-nous souffrir davantage ? Ne fit-on pas l'impossible pour conserver la paix, pour se soustraire à de nouveaux engagemens avec la France ? Je ne m'occupe point ici de ma justification personnelle ; je défends le roi Charles IV et son gouvernement, contre lesquels s'élevèrent plus tard ces injustes clameurs, surtout le reproche absurde d'avoir sacrifié la liberté, les intérêts, l'indépendance de l'Espagne, en associant nos griefs avec ceux de la France contre l'ennemi commun.

Avons-nous provoqué cette guerre ? Devions-nous la soutenir seuls, sans alliés sur les mers ? Existait-il pour nous d'autre appui que la France ? Fallait-il aussi s'en faire un ennemi ? Comment, de quelle manière échapper à l'inflexible nécessité produite par des événemens successifs, inévitables ?

Non ; le mal venait d'en haut, comme la famine, comme la fièvre jaune, comme les tremblemens de terre qui fondaient tour à tour sur notre malheureuse patrie. Convenait-il mieux de faire la guerre à Napoléon, en comptant sur les secours et la bonne foi de l'Angleterre ? Ce fut elle d'ailleurs qui commença les hostilités contre nous, n'ayant alors sur le continent qu'un seul allié, le roi de Suède. Les esprits difficiles, toujours prêts à censurer, oublient ou feignent d'oublier les dates. Cette rupture spontanée et violente est du mois d'octobre 1804. Quelques mois après, la Russie était

<sup>1</sup> Voir aux pièces justificatives les nos 1 et 2,



encore disposée à traiter avec la France à des conditions raisonnables. Son alliance avec la Grande-Bretagne contre Napoléon ne fut signée que le 8 avril 1805. L'adhésion de l'Autriche n'eut lieu que le 9 août. La troisième coalition est donc postérieure d'une année à l'insolente levée de boucliers des Anglais contre l'Espagne. Le pape mettait la couronne sur la tête de Napoléon ; le continent tout entier, sans en excepter l'Autriche, autorisait la cérémonie par la présence de ses ambassadeurs. L'Espagne devait-elle, pour le plaisir de l'Angleterre, attaquer le nouvel empire, tout brillant de jeunesse, de vigueur et d'enthousiasme ? Charles IV devait-il, par une lutte intempestive, inégale, et sans motif, exposer son royaume à une ruine à peu près certaine ? Une telle rodomontade n'aurait pas été seulement téméraire, mais complètement ridicule. Personne en Europe ne songeait à prendre les armes, et si Napoléon, parvenu au faite de la grandeur, eût voulu faire asseoir sur son trône, à côté de lui, la prudence et la modération, ce guerrier, sorti victorieux de tant de batailles, règnerait encore en ce moment.

---

---

## CHAPITRE XIX.

FINANCES EN 1804. — DÉPENSES ET PERTES CAUSÉES PAR DES CALAMITÉS IMPRÉVUES. — TRAVAUX PUBLICS. — ENTREPRISES PHILANTHROPIQUES EN FAVEUR DES CLASSES INDIGENTES. — PLUS DE SÉPULTURES DANS LES ÉGLISES. — CONSTRUCTIONS DE NOUVEAUX CIMETIÈRES DANS TOUT LE ROYAUME. — PROGRÈS DES ÉTUDES POSITIVES. — INGÉNIEURS DES PONTS ET CHAUSSÉES. — PRODUCTIONS LITTÉRAIRES. — SCIENCES ET ARTS.

---

Qu'on se représente les tribulations du Gouvernement au milieu de tant de fléaux dont l'Espagne fut accablée en 1803 et 1804 ! La fièvre jaune , maîtresse de tout le littoral de l'Andalousie , s'étendit , depuis Ayamonte jusqu'à Algésiras et Alicante , sur un ruban de quinze à vingt lieues de largeur. Là où s'arrêtait la peste venant du littoral , commençaient dans l'intérieur les fièvres pernicieuses dans les deux Castilles. D'un autre côté , des tremblemens de terre presque continuels menaçaient d'engloutir les habitans ; la province de Grenade en souffrit beaucoup. Dans quelques districts , il ne resta pas une seule habitation debout : le peuple errait dans les campagnes , nu , sans moyens d'existence ; il avait tout perdu sous les décombres , dans les abîmes... Et la détresse générale et les horreurs de la famine ne désarmaient pas les complots de la malveillance !

Plus de commerce ni d'industrie. Les provinces de

l'intérieur non encore atteintes redoutaient le contact des lieux infectés... L'étranger repoussait les envois de l'Espagne par d'interminables *quarantaines*; au dedans comme au dehors, nul trafic, point d'échanges possibles. Le Trésor éprouvait incessamment de grandes diminutions, les principales sources du revenu public tarissaient. Au lieu de recevoir des contributions, il fallait envoyer des secours à ceux qui ne pouvaient payer, et pour achever d'aigrir le mal, les ennemis du Gouvernement ne manquaient pas de dire que ces malheurs étaient l'effet de la colère céleste. « On a porté « la main sur l'autel; on a vendu les *œuvres pies* : le « Ciel venge l'Église ! »

Entouré de phénomènes effrayans, le peuple écoutait ces pieuses dénonciations, d'autant plus dangereuses que la multitude croit rendre un service agréable à la divinité en punissant de ses propres mains ceux qui, à ses yeux, ont provoqué la colère et la justice du Ciel.

Au milieu de la fermentation populaire, qui aurait osé acheter ces propriétés d'origine religieuse? Les uns cédaient aux inspirations de leur conscience alarmée; d'autres redoutaient le poignard des fanatiques. A force de privations et d'économie, surtout à force de zèle et de persévérance, le Gouvernement surmonta les obstacles: il fit des choses incroyables; il ne trahit aucun de ses devoirs. J'ai dit dans le chapitre précédent par quelle heureuse combinaison l'abondance des grains succéda tout-à-coup à l'affreuse disette que la malveillance avait provoquée. Il y eut alors des sacrifices pécuniaires de la part du Gouvernement; les pertes furent considérables, mais on essuya beaucoup de lar-

mes. On sauva plusieurs milliers de familles. Le prix du blé servant de régulateur, celui de tous les comestibles baissa proportionnellement... Dans les plus grands embarras de la disette, la classe indigente reçut des secours de plus d'un genre; dès 1803, il fut créé dans chaque paroisse des *juntas* spéciales qui veillaient à la subsistance journalière des pauvres, et qui fournissaient de l'emploi ou du travail à la classe nombreuse d'ouvriers sans occupation.

Outre les aumônes de la charité chrétienne dont ces *Juntas* recueillaient et distribuaient le produit, le Conseil de Castille procura d'autres moyens, et le Gouvernement fournit ce qui manquait. Il prodigua les honneurs, les privilèges, aux individus et aux associations qui entreprenaient le défrichement des terres jusque-là négligées, des canaux d'irrigation, l'exploitation des mines nouvelles, généralement toute sorte de travaux publics et particuliers dans lesquels beaucoup de bras étaient employés<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> On répondit à cet appel : beaucoup de citoyens riches et industriels secondèrent les vues du Gouvernement; des terrains incultes, que la charrue n'avait jamais sillonnés furent convertis en propriétés utiles. On créa des hameaux, on ouvrit des chemins; le trafic intérieur devint plus facile; le voyageur trouva des hôtelleries dont il ne soupçonnait pas l'existence, surtout auprès des sources d'eaux médicinales. Des digues furent opposées aux débordemens des rivières, et les calamités de l'époque étaient en partie compensées par les améliorations. Plusieurs personnes s'appliquèrent à exploiter les mines. Parmi ces entrepreneurs, il faut citer le directeur D. Juan-Martin Hoppensack, à qui le Gouvernement concéda le privilège des mines d'argent de Guadalcanal, Casalla et leurs dépendances. Une société nombreuse d'actionnaires étrangers et nationaux se joignit à Hoppensack. On établit

De son côté, et à ses frais, le Gouvernement fit continuer les grandes routes déjà commencées, et réparer les anciennes; travaux considérables auxquels furent employés, en Castille seulement, plus de six mille individus. On créa des chemins vicinaux, soit aux dépens des communes, soit aux frais du Trésor public<sup>1</sup>.

Mais de toutes ces entreprises d'utilité générale ou de philanthropie, il en est une qui, seule, suffirait pour illustrer le règne de Charles IV. Son auguste père, Charles III, était mort sans voir l'accomplissement de ses intentions et de l'ordre qu'il avait donné d'abolir la très-mauvaise coutume d'enterrer les morts dans les églises. La cédule royale de Charles III est du 3 avril 1787. Charles IV, dans les premières années de son

aussi de grands et petits hospices de travail pour les enfans et les femmes surtout. Le Gouvernement parvint ensuite à maintenir ces établissemens, même après le temps de détresse et les épidémies. Les évêques, les personnes du premier rang, les sociétés économiques, les juntas spéciales de bienfaisance, rivalisaient de zèle et concoururent glorieusement à ces bonnes œuvres. Les pauvres et les malheureux furent nourris.

<sup>1</sup> Pendant l'hiver de 1804, on acheva la chaussée royale de Burgos à Torquemada (douze lieues de pays); à l'entrée du printemps, le chemin de Burgos à Somosierra. Les travailleurs étaient payés et nourris. On établit au milieu des champs des hospices provisoires, où les malades trouvaient toute espèce de secours. Afin de prévenir les maladies, on leur donnait du pain de froment d'excellente qualité et une ration de viande fraîche.

De Dueñas à Villamuriel, point de départ du canal de Campos, et de là jusqu'à Herrera par Palencia, travaillaient plus de 3,000 ouvriers, sans compter les femmes et les enfans qui gagnaient aussi leurs journées. Par une disposition expresse de Sa Majesté, au commencement de l'hiver, le chemin de Madrid aux bains de Trillo fut repris et achevé en juin de la même année. Il restait sept lieues à faire, de Torrija jusqu'aux sources; mais de Madrid

règne, parvint à la faire exécuter sur beaucoup de points du royaume. Cependant, ennemi de toute violence, même quand il s'agissait de faire du bien, tant que la conviction populaire ne se prêtait point aux innovations, il s'abstenait d'employer des mesures de rigueur; il espérait toujours que la puissance du bon exemple triompherait doucement des préjugés et de l'opposition des prêtres à cette réforme salutaire. Vint ensuite le moment d'en finir: les peuples fatigués, abattus par tant de maladies épidémiques successives et qui se reproduisaient de nouveau, se conformèrent sans résistance aux vues du Gouvernement. On permit enfin que la contagion et la pourriture fussent transportées hors des églises, loin des habitations. Dès ce

à Torrija, le chemin était si dégradé qu'il fallut tout recommencer. L'achèvement de cet ouvrage intéressait le grand nombre de malades qui vont chercher la santé dans ces eaux salutaires; tout le mérite en est dû au zèle et à l'activité du premier ministre Ceballos.

Les arts et la géographie gagnèrent beaucoup à ces travaux entrepris pour le soulagement de l'humanité souffrante. Les ruines de l'endroit appelé *Cabeza del Griego* (Tête du Grec), dans la Manche, territoire de Saelices, découvertes vers le milieu du siècle précédent, négligées ensuite, et heureusement exploitées au commencement du règne de Charles IV, fournirent aussi du travail à beaucoup de gens. On avait l'espérance de trouver quelques débris qui fissent mieux connaître ces vénérables restes d'antiquité; les exploitations furent poussées avec ardeur: on découvrit des monumens, des médailles, des inscriptions, et les traces bien marquées d'une grande cité. Nos savans antiquaires reconnurent l'ancienne *Segobriga*, l'une des plus fameuses villes de la Péninsule romaine et gothique, détruite par les Sarrazins. Les inscriptions, ainsi que les médailles, servent à fixer des dates importantes. L'académie de l'Histoire en a illustré et régularisé la collection.

moment, plus de condescendance, plus de piété mal entendue ; on procéda partout à la construction des cimetières sans en excepter le moindre village. (Ordonnance et instruction des 26 avril et 28 juin 1804.)

Pour achever de vaincre toutes les difficultés, des membres du Conseil furent chargés d'y tenir la main, chacun dans un arrondissement déterminé, avec des facultés absolues. Les églises mêmes devaient fournir une partie de l'argent nécessaire sur l'*excédant* des fonds de *fabrique* ; et là où ces moyens ne suffisaient pas, les commissaires délégués établirent des subventions que le Conseil de Castille approuva, et dont il régla le remboursement ultérieur.

Cette grande mesure, vigoureusement soutenue jusqu'à pleine et entière exécution dans tout le royaume, et pour ainsi dire à point nommé, doit être regardée comme l'un des principaux bienfaits dont l'Espagne est redevable à Charles IV ; mesure utile à la religion, à la salubrité publique, et qui offrit une ressource de plus aux indigens privés de travail dans ces temps de misère et de calamités<sup>1</sup>.

Tant de saignées faites au Trésor public n'empêchè-

<sup>1</sup> Tandis que les gens éclairés applaudissaient à cette mesure sage et bienfaisante, dont le Conseil de Castille tout entier avait approuvé les motifs et l'exécution, le fanatisme et la cupidité ne manquèrent pas d'y trouver un prétexte de plus à d'odieuses attaques contre moi. Toute arme était bonne pour mes ennemis. Comme ils se réjouirent de pouvoir exciter, alarmer la multitude des prêtres, des desservans subalternes et faméliques de chaque paroisse ! Enlever les morts de l'enceinte de l'église, c'était dépouiller les serviteurs de l'autel. Affectant de m'attribuer exclusivement cette mesure, les hypocrites calomniateurs m'accusaient

rent pas le Gouvernement de subvenir à ses principales obligations : la solde des troupes était payée ; la marine ne manquait de rien ; les intérêts de la dette publique n'éprouvaient aucun retard ; et les remboursemens des anciens emprunts s'effectuaient avec assez d'exactitude , toujours dans le courant de l'année indiquée.

Le croira-t-on ? dans cette même année 1804 eut lieu le *soixante-douzième amortissement* des Valès royaux pour la somme de 46,968,235 réaux de veillon, 10 maravédís. Valeur totale remboursée ou éteinte depuis 1801 jusqu'à la fin de décembre 1804, 299,997,129 réaux 14 maravédís !

Les secours envoyés aux provinces ravagées par l'épidémie et la remise du courant et de l'arriéré des contributions, s'élevèrent à plus de 12 millions de réaux.

de vouloir ruiner par toutes sortes de moyens la croyance du purgatoire.

Il est vrai qu'en ce même temps le Gouvernement faisait convertir en pain pour les pauvres le produit des œuvres pies et autres fondations religieuses destiné à défrayer de vaines cérémonies. Je fus proclamé l'*ennemi des âmes du purgatoire* par ceux-là mêmes qui senourrissaient du pain dont les morts n'avaient pas besoin : attaques ridicules sans doute, mais qui n'étaient pas sans conséquence parmi la superstitieuse populace. Le venin , distillé goutte à goutte et sans relâche , a fini par remplir le vase dont le poison m'était destiné.

Je n'ai pas sous les yeux l'état des secours distribués par le Gouvernement ; voici quelques noms que je puis citer avec exactitude : les villes et villages d'Almeria , Motril , Urquija , Adra , Berja , Dalias , Turon , Vicar , Roquetas , Caujayar , et d'autres lieux subalternes , ruinés plus ou moins par les tremblemens de terre. Remise entière des contributions arriérées et courantes : on distribua gratuitement tous les grains de la dîme royale du *neuvième*, etc., appartenant à la couronne , ainsi que les fonds excédans des dépôts et fonds communaux du territoire.



Ce n'est pas tout : pour combler la mesure , il fallut payer à la France 32,000,000 de réaux, ou 8,000,000 de francs , subside convenu , échu , réclamé avec instance. On finit par s'acquitter en décembre 1804.

Et cependant le pays n'eut point à supporter de nouvelles charges , pas même les provinces qu'aucun fléau n'avait endommagées ou qui n'avaient souffert que très-légèrement.

Le commerce fut non moins respecté. On se contenta de lui recommander de nouveaux efforts pour augmenter la production et l'industrie. On lui accorda une liberté qu'il n'avait jamais eue ; liberté sans limites, dans tous les rapports de l'Espagne avec l'Amérique , liberté réciproque pour les membres de la même famille !

Dans ces trois années de paix, le nombre de nos bâtimens marchands fut sextuplé. On sortit de la routine où l'on avait pataugé pendant trois siècles. Il fallait pour cela beaucoup de pouvoir. J'y employai toutes mes forces. J'avais à lutter contre de vieilles erreurs , contre le monopole profondément enraciné ; une voie large fut ouverte : que d'ennemis nouveaux et puissans je m'attirai, parce que la richesse du petit nombre privilégié allait devenir commune à tous et que c'en était fait du monopole !

Et que me faisaient à moi des clameurs intéressées ? En ce temps-là, je croyais que les grands services rendus au pays servaient d'égide contre toute espèce d'attaque<sup>1</sup>. Aucune de ces affaires de finances n'était

<sup>1</sup> Cette année 1804, le nombre des solliciteurs de privilèges commerciaux fut si grand , que l'État aurait pu sortir momenta-

dans mes attributions, ni directement, ni indirectement. Sans doute ma présence et l'intérêt que je prenais à l'administration encourageaient le zèle de ceux qui, en des momens si difficiles, supportaient tout le poids des affaires. Aussi, loin de m'en attribuer le mérite, je dois me borner à défendre l'honneur de ces hommes laborieux et probes qui, dévoués au service de la patrie, remplirent avec tant de résignation une tâche pénible, moururent dans un état notoire de pauvreté, comme je vais bientôt mourir moi-même, et furent calomniés comme moi, je ne sais pour quelles *déprédations* ou *folles dépenses*.....

nément de tous ses embarras, s'il eût accueilli les nombreuses propositions de cette nature. Il eut la force de refuser, ne voulant pas sacrifier l'avenir au présent; on tâcha de suffire à tout à force de privations et d'économie; on y parvint en effet sans avoir recours à des mesures essentiellement destructives. Pour écarter tous les quêteurs de monopole, deux ordonnances royales des 21 juin et 13 juillet annoncèrent : « 1<sup>o</sup> Que pour fomentier le commerce direct de l'Espagne avec l'Amérique, et favoriser puissamment la marine marchande nationale, il était défendu d'écouter aucune espèce de demandes de grâces ou privilèges nouveaux; 2<sup>o</sup> afin d'éviter les préjudices causés par les privilèges exclusifs et laisser une liberté entière à la spéculation, il ne serait donné suite à aucune demande de concession spéciale pour l'entrée des denrées ou fruits étrangers et la sortie des productions d'Espagne pour les colonies, si ce n'est aux conditions fixées par le tarif des douanes, attendu que tout devait être soumis aux mêmes règles dans les affaires mercantiles, sauf les droits acquis par des grâces antérieurement accordées. » Un gouvernement qui agissait avec autant de franchise et de sévérité, qu'il me soit permis de le dire en passant, ne faisait pas grand cas des *douceurs* ou bénéfices dont certaines faveurs sont ordinairement accompagnées. Ceux qui me remplacèrent au pouvoir peuvent-ils se vanter d'avoir eu les mains aussi nettes ? Oh ! ma chère Espagne !

Ainsi n'a pas craint de les désigner *celui* de tous les Espagnols qui a le moins de droits à provoquer des recherches sur cette matière. Il y eut, il est vrai, une période de trois années (je n'étais rien moins que Ministre alors) pendant laquelle on professa, on adopta de bonne foi des théories impraticables en affaires de crédit et de finances<sup>\*</sup>; mais il n'y eut pas de délit. L'application de leur système financier produisit de fâcheux résultats, parce que, se fiant à leurs propres lumières, ils n'écoutèrent point les conseils de l'expérience; mais ils voulaient le bien, ils croyaient suivre la bonne voie. Tous n'étaient pas mes amis : quelques-uns professaient, au contraire, des sentimens hostiles. Je n'en persiste pas moins à les défendre; ils firent des fautes : mais tous furent intègres et purs comme on n'en trouve guère.

Quant à l'époque antérieure de 1792 à 1798 et aux années qui suivirent après la paix de 1801 à 1804, j'ai

\* Je renvoie le lecteur au chapitre L de la première partie, où, à propos de *folles dépenses* ou *déprédations (derroches)*, je cite le royal décret du 5 juin 1798. Le Roi et la Reine vinrent au secours du Trésor public, en y faisant verser la moitié des assignations de leur propre cassette : ils réformèrent jusqu'à la plus étroite parcimonie le service intérieur du palais; ils envoyèrent à l'hôtel de la Monnaie une grande partie des objets d'or et d'argent du service des résidences royales et de leurs chapelles. Beaucoup de réductions de la même nature diminuèrent les dépenses de la chasse, qui jamais, sous le règne de Charles IV, ne furent aussi onéreuses que du temps de Charles III. Du reste, les nationaux et les étrangers même savent quelle était la modicité des frais d'entretien de la Cour. Jamais de fêtes, de bals, de réceptions ni de spectacles; point de dîners; la famille royale, vivant obscurément, silencieusement, se contentait d'une existence privée et bien modeste.

présenté des faits et des pièces surabondantes jusqu'à fatiguer l'attention de mes lecteurs ; ces documens authentiques se trouvent dans les archives du Gouvernement , dans tous les papiers publics étrangers et nationaux. Quiconque voudra les consulter ne pourra s'empêcher de dire avec surprise : « Comment a-t-on fait autant avec aussi peu de moyens ? » Car enfin la puissance financière de l'Espagne est connue ; quelques revenus qu'on puisse lui supposer, dans les années les plus favorables, cette puissance avait reçu de terribles atteintes. Tout ce qu'a écrit M. de Toreno ( pourquoi craindrais-je de le nommer ? ), ses expressions diffamantes contre moi, contre l'administration de Charles IV, sont autant de charbons enflammés qu'il appelle sur sa propre tête ; il a voulu me blesser, il s'est frappé lui-même. La conduite personnelle de mes détracteurs rend ma justification beaucoup plus facile.

Vaines digressions ! dira-t-on. Oui, sans doute ; mais elles sont nécessaires. En écrivant ces souvenirs, ma position est celle d'un voyageur solitaire qui traverse une vaste et sombre forêt : à chaque pas, il aperçoit des bêtes féroces ; il se croit entouré de monstres ; il se tient sur la défensive, toujours prêt à combattre. Je reprends le fil de mon récit.

Les nombreuses pépinières d'enseignement que j'avais pu établir à force de soins et avec le secours d'un grand nombre d'amis, commençaient à prospérer, soit en Espagne, soit en Amérique ; ces récentes institutions ne le cédaient en rien à ce qu'il y avait de mieux dans les pays étrangers. Les examens de l'année 1804 furent brillans. Les hautes sciences, l'art de la guerre

et de la marine, la statistique, les sciences naturelles si heureusement implantées chez nous, avaient fait des progrès remarquables. Sans doute, les archives ministérielles conservent encore les programmes, les recueils, les souvenirs de ces parades littéraires qui attestent la diffusion des lumières et le perfectionnement des arts, ces nobles élémens de la puissance et de la gloire de l'État<sup>1</sup>. Ceux qui auront le bonheur de vivre à une époque moins passionnée, à une époque de réflexion, jetant un coup d'œil sur le passé, ne m'accuseront pas d'avoir gâté le tableau par mon exagération.

Voici des faits.

Parmi ces établissemens que je me hâtai de créer aussitôt que je repris une certaine influence, j'aime à citer le corps des Ingénieurs des ponts, chaussées et canaux; ce corps fut institué en 1801, sous la direction de l'illustre mathématicien et architecte D. Augustin de Bétancourt, aux soins duquel était confié le Cabinet des *Machines* et *Instrumens* de Buen Retiro. D. Joseph Lanz, né en Amérique, élève espagnol de l'École d'application des ingénieurs-géographes de Paris, vint enseigner l'architecture hydraulique; choix excellent, qui produisit bientôt une foule de savans dont la renommée s'étendit au loin. Les examens de 1804, parmi d'autres noms qui échappent à ma mémoire, firent briller en première ligne D. Antonio

<sup>1</sup> Si en lisant ceci, quelqu'un de mes ennemis venait à demander comment et pourquoi ce généreux élan a été comprimé, je lui dirais : C'est vous tous qui n'avez pas laissé mûrir le fruit, et qui avez arraché l'arbre, quand il commençait à produire.

Gutierrez , D. Raphael Bausá , D. Joseph Azas et D. Joachim Monasterio. Leur instruction, leurs bons services , leurs travaux artistiques , comme ceux de Bétancourt et Lanz , acquirent une juste célébrité. Il n'est resté qu'un seul de ces hommes de mérite en Espagne (dernier reste de ce qu'on possédait autrefois), D. Antonio Gutierrez, aujourd'hui professeur de physique , de géométrie et de mécanique appliquées aux arts dans le Conservatoire royal. Que sont devenus Azas et Monasterio ? Je l'ignore. D'autres furent emportés par la tempête qui renversa le trône de Charles IV. Lanz vit encore, solitaire dans Paris, et néanmoins bien connu de tout le monde savant. Bétancourt et Bausá offrirent leurs talens à l'étranger ; la Russie les accueillit avec distinction. Ainsi les connaisseurs aiment à trouver, parmi les ruines d'une cité détruite par les Barbares , des statues mutilées , quelques débris des antiques chefs-d'œuvre de l'art. C'est en Russie, à l'extrémité de l'Europe, que ces nobles réfugiés ont élevé des monumens dont l'Espagne aurait dû s'enorgueillir ; Bétancourt et Bausá dirigèrent les grands travaux que l'empereur Alexandre faisait exécuter dans ses États. Inspecteurs-généraux , l'un et l'autre, des Ponts-et-Chaussées de l'empire, ils sont morts dans cet honorable exil ; et leurs yeux se fermèrent sans avoir pu contempler encore une fois le ciel de la patrie. On n'avait pas même songé à les rappeler !

Un mot sur les premières promotions militaires qui eurent lieu cette année, d'après le nouveau plan d'études. L'instruction et le mérite seuls fixèrent les droits de chacun. La distribution des emplois était ajournée à la

clôture du concours ; on n'écoula ni la faveur, ni la parenté, ni les protections : une génération naissante, riche de zèle et de savoir, s'introduisit dès ce moment dans les cadres de toutes les armes ; les académies militaires, les collèges de nobles, d'autres institutions analogues, fournirent leur contingent. Le mérite, comme je l'ai dit, tenait lieu de la naissance, et la classe des sous-officiers, dont l'instruction n'avait pas été négligée, présenta des candidats remarquables. Ainsi la force et la gloire de l'armée espagnole étaient désormais assurées.

Il restait à pourvoir à l'éducation religieuse du soldat. Les régimens avaient déjà leurs aumôniers ; mais, juste Ciel ! quels aumôniers ! J'en appelle aux souvenirs de l'époque. C'était la lie, le rebut du clergé, des prêtres *marrons*, transfuges de leurs diocèses, dont la vie nomade échappait à la surveillance des chefs spirituels, sans considération personnelle, sans avenir ; en un mot, des *parias* dans la hiérarchie ecclésiastique. Cependant la morale du soldat doit être la première base de la discipline ; un pasteur militaire doit inspirer la confiance et la vertu par la sagesse de sa parole, par la dignité de ses mœurs, bien plus que par la couleur de son habit, ou l'exercice matériel de quelques pratiques de dévotion qu'il expédie en courant, comme pour remplir une obligation de pure forme. Je sentis le besoin d'améliorer la position de ces ministres de l'autel. Il fallait d'abord les payer convenablement et leur donner un avenir. On leur assigna une solde mensuelle de 175 francs, celle de capitaine d'infanterie, avec les honneurs et privilèges de ce grade ; ensuite une

carrière leur fut assurée : des emplois avantageux les attendaient : ils eurent droit à des canonicats et à d'autres bénéfices ecclésiastiques , après un temps de service déterminé dans l'armée ou la marine. Outre ces espérances fondées , leur ministère religieux fut assimilé à celui des curés de paroisse (car ils l'étaient réellement); et les emplois ne se donnèrent plus qu'au concours , suivant les règles très-sévères de l'archevêché de Tolède. Tel fut le décret royal du 10 janvier 1804, mis aussitôt en exécution et soutenu avec fermeté depuis. Cette innovation exigea un surcroît de dépenses de 1,440,000 réaux; 250,000 francs furent pris sur le tiers des pensions assignées sur les mîtres épiscopales, le reste sur le revenu des bénéfices simples (ecclésiastiques)..... Il est clair que cette réforme ou création m'attira de nouveaux ennemis ; mais le bien ne se fait pas autrement : il faut se résigner.

Parmi les établissemens consacrés à l'enseignement des classes supérieures , je dois parler du Séminaire des nobles et de l'École récemment organisée pour les Pages du Roi. Cette fois-ci leurs examens furent plus brillans qu'ils ne l'avaient jamais été<sup>1</sup>. Les gens de

<sup>1</sup> Ceux du Séminaire des nobles durèrent vingt jours. Les premiers prix furent remportés par des élèves à peine sortis de l'enfance : D. Angel Saavedra (a), D. Manuel et D. Joachim Villavicencio (b), D. Diego Colon (c), D. Juan de Salazar, D. Joseph Gil (d), D. Juan Alvarez de Azevedo, D. Luis Gutierrez de los Rios (e), D. Joseph Cuellar, D. Francisco Montalvo, et plusieurs

(a) Des ducs de Ribas.

(b) Des comtes de Benalua, ducs de San-Lorenzo.

(c) Des ducs de Veragua (descendans de Christophe Colomb).

(d) Des comtes de Taboada.

(e) Des ducs de Fernand Nuñez.



lettres, des savans étrangers, y assistaient. Chacun avait la liberté d'adresser des questions aux élèves et d'examiner leur capacité. On reconnut l'excellence de la méthode adoptée pour généraliser et perfectionner l'enseignement.

L'institution des Pages du Roi n'était pas moins habilement dirigée; les études, plus concentrées, furent plus profitables peut-être, parce que le nombre des élèves n'était pas aussi considérable. Ces examens eurent du retentissement non moins que ceux du Séminaire des nobles; il en sortit une foule d'adeptes qui allèrent briller dans les rangs de l'armée, où ils devinrent professeurs à leur tour<sup>1</sup>. Récompenser n'était pas seulement un devoir pour Charles IV; c'était une véritable passion. Ce haut patronage accordé aux sciences et aux nouvelles études ne pouvait manquer d'exciter une émulation généreuse; les provinces riva-

autres aussi distingués par d'heureuses dispositions que par l'éclat de leur naissance; illustre pépinière qui chaque année produisait de nouveaux rejetons : la patrie les a trouvés plus tard.

La religion, les langue latine, anglaise et française comparées, la géographie, l'histoire, les mathématiques, l'astronomie, la physique expérimentale, la métaphysique, la philosophie morale, la poésie, l'éloquence, l'économie politique, la musique vocale et instrumentale, le dessin militaire et civil, l'équitation, tout entraînait dans ces examens.

<sup>1</sup> Parmi les pages qui se distinguèrent figurait D. Joseph-Marie Torrijos, que le Roi nomma capitaine dans le régiment d'infanterie d'Ultonia (a).

(a) Le Prince de la Paix pousse la modération jusqu'à ne pas dire, ne fût-ce qu'en passant, qu'il s'agit ici du brillant colonel Torrijos, fusillé avec quarante-cinq de ses camarades par ordre de Ferdinand VII. L'exécuteur de cet ordre fut ce même général *Moreno* qui a fini par rejoindre les drapeaux de Don Carlos.

(E.)

lisaient avec la capitale. A Séville, l'ardeur fut si contagieuse, que non-seulement la jeunesse déjà initiée au culte des Muses, mais ceux qui, arrivés au terme de leur carrière scolastique, en avaient honorablement parcouru les divers degrés, ne balançaient pas à recommencer comme de jeunes écoliers. On vit ce rare phénomène en 1804. La société des Amis du Pays entretenait deux chaires de mathématiques, régentées par D. Juan de Acosta et D. Sébastien Moreno, professeurs et membres de la société. Eh bien ! parmi les élèves, au milieu de la foule des étudiants, on vit trois docteurs s'asseoir sur les bancs, suivre les cours généraux, et disputer les prix, D. Manuel de Cespedes, D. Joseph-Marie Dominguez, D. François Velasquez ! Cette même année, le célèbre chanoine D. Joseph-Marie Blanco, membre de la même société, et le pro-régent D. Alberto Lista, dirigeaient une Académie et une chaire d'humanités.

Les sciences prospéraient à Valladolid sous la protection de la Société patriotique. L'enseignement de l'économie civile et de l'agriculture attirait un immense concours d'élèves. A Barcelone, à Saragosse, à Valence, à La Corogne, partout le même zèle et des succès remarquables. Le Gouvernement redoublait d'efforts ; il encourageait puissamment ces heureuses dispositions.

Dans le bourg de Cornillas, auprès de Santander, un collège fut créé d'après les mêmes constitutions que le Séminaire des nobles à Madrid, avec le même nombre de chaires largement dotées. A Casa Rubios del Monte, un autre collège pour les demoiselles nobles : l'arche-

vêque de Tolède, D. Luis de Bourbon, paya les frais d'établissement.

Carthagène voulut avoir une Académie de médecine pratique.

A Madrid (rue de *las Tres Cruces*), outre celle de *Buen Retiro*, s'établit l'excellente École de Maignié, pour la confection des instrumens de mathématiques, de physique et de tous les arts. .

La même impulsion se donnait en Amérique. L'industrie, libre enfin des entraves de l'ancien monopole, florissait dans les deux hémisphères; la loyauté des colons récompensait la mère-patrie. Les sciences, servant d'intermédiaires, resserraient noblement les liens d'une heureuse fraternité<sup>1</sup>.

De cette année (1804) date le perfectionnement des écoles primaires, qui sont la base de la morale des masses; mais il ne suffisait pas d'avoir fondé les écoles, il fallait créer aussi des maîtres. Tel fut le but des deux ordonnances royales des 13 février et 19 mars. Cette classe d'hommes utiles sortit de l'abjection et de la misère. On leur assura des droits, des avantages, un

<sup>1</sup> Dans l'un des chapitres antérieurs, j'ai parlé de la supériorité des machines employées au dessèchement des mines du Mexique sur les machines dont on fait usage en Allemagne. En voici une preuve de plus. D. Alexandre Jordan, ancien aumônier de la marine, résidant à Mexico, perfectionna la cloche de M. Hallay. L'expérience en fut faite sur l'étang de Chapultepec, en décembre 1803. La cloche plongea pendant trois heures à peu près; deux hommes étaient dedans. Ils avaient assez de jour pour lire; la ventilation était si facile, que, moyennant la clef ou robinet de l'hydrogène et le mouvement du tonneau, ils pouvaient fumer à leur aise. Les recueils périodiques de l'Europe en firent mention, et donnèrent à l'inventeur les éloges qu'il méritait.

meilleur avenir ; on exigea d'eux l'instruction nécessaire, une moralité éprouvée ; ils furent soumis à des examens ; les places ne se donnèrent plus qu'au concours. Les maîtres d'école formèrent une corporation dans chaque ville ; les titulaires jouirent d'une dotation suffisante : de cette manière, l'enseignement, honoré, bien payé, eut encore l'avantage d'être uniforme. Tous ces actes d'une bienfaisance éclairée appartiennent au règne de Charles IV.

Je finis ce chapitre par la nomenclature des livres utiles publiés en 1804. Je ne cite que les plus importants et les mieux écrits.

---

## CHAPITRE XIX (BIS).

SCIENCES ET LETTRES EN 1804.

D. Isidore Antillon présente au Roi le premier tome des *Leçons de Géographie*, écrites par ordre de Sa Majesté pour le Séminaire des nobles et les autres collèges d'enseignement.

D. Francisco de Clemente Miro, lieutenant de vaisseau, publie le premier tome de la *traduction des OEuvres de Campo* (par ordre et aux frais de Sa Majesté), c'est-à-dire le *Traité de l'éducation et la Bibliothèque géographique*. Miro me fit l'honneur de me dédier sa traduction.

En même temps commençaient à paraître la *traduction* de la *Géographie universelle* de Guillaume Guthrie (par ordre de Sa Majesté et aux frais du Gouvernement) et l'ouvrage original intitulé *Cours de mathématiques, pour l'usage de MM. les Cadets-Gentilshommes du Collège royal de l'artillerie*, par D. Ramon Gianini, professeur émérite du même collège.

Par ordre du Roi, aux frais du Gouvernement et pour l'usage des Écoles des ponts, canaux et chaussées, les *traductions* des œuvres suivantes :

1° *Traité de mécanique élémentaire, à l'usage*

*des élèves de l'École polytechnique de Paris, suivant les méthodes de Prony, par M. Francœur ;*

2° Les *Leçons de Géométrie descriptive* de Monge.

D. Gabriel Ciscar : son *Mémoire élémentaire sur les nouveaux poids et mesures décimales*. Cet illustre marin fut l'un des savans qui concoururent à Paris à l'établissement d'un type universel de poids et mesures.

La Direction des travaux hydrographiques enrichit la marine et rendit de grands services à l'humanité, par la minutieuse exactitude de ses rectifications hydrographiques dans les deux Amériques<sup>1</sup>.

D. Raphael de Rodas publiait les *Fontes legum XII tabularum* ;

D. Antonio Llaguno, par ordre et aux frais du Gouvernement, la traduction des *Tarifs de la Grande-Bretagne pour l'année 1802*, ouvrage spécial parmi tant d'autres publiés par le *Fomento* général du royaume, dont les utiles travaux seront mentionnés ci-après.

<sup>1</sup> Pour donner une idée de l'importance de ces travaux, il suffit d'indiquer les récentes observations de l'excellent marin D. Civiaco Ceballos. La latitude assignée à Campêche présentait une erreur de douze minutes ; celle de Las Bocas, une erreur de quatorze, et ainsi d'autres points. Les erreurs de longitude étaient plus fortes : le canal, entre la côte et le triangle, en offrait une de vingt-deux milles ; l'espace de mer entre Campêche et Las Arcas se trouve plus grand qu'on ne le supposait ; de La Desconocida, auprès de Siscal, jusqu'à Siscalango, vers la lagune de Terminos, l'erreur était de trente-six minutes. La différence de longitude entre le port de l'Alacran et Siscal, jusque là estimée de cinquante

D. Eugène de la Ruga publie le quarante-cinquième tome de son grand ouvrage intitulé : *Mémoires économiques et politiques sur les produits, commerce, fabriques et mines de l'Espagne* ; D. Francisco Escobar, commissaire du Roi aux Canaries, pour former la statistique de ces îles, sa traduction du *Principe d'économie* de Canard ; ouvrage qui avait remporté le prix à l'Institut national de France, en 1801.

D. Isidore Bosarte, secrétaire de l'Académie de San Fernando : *Voyage artistique dans la Péninsule espagnole*. Cet ouvrage contient une critique éclairée des monumens des trois nobles arts et des renseignemens précieux tirés des archives où ils étaient ensevelis.

Le savant D. Jayme Villanueva en était à son troisième volume de la *Visite littéraire des églises d'Espagne* (aux frais et par ordre du Gouvernement).

L'abbé mexicain D. Pedro Marquez, déjà connu de tous les amis des arts par ses *Dissertations sur différens édifices d'architecture romaine et sur l'origine*

minutes, n'en a que vingt : erreur d'un demi-degré entre deux ports si rapprochés, et cause de fréquens naufrages.

D'autres observations également importantes furent publiées sous la direction de nos capitaines et pilotes, telles que celles de D. Philippe del Castillo et D. Joseph de Serra sur différens points de l'Atlantique ; les observations de D. Francisco Ruiz Colorado dans la mer Pacifique ; celles du lieutenant de vaisseau D. Joachim Lafita, dans son voyage de Manille à la Nouvelle-Espagne. Après avoir corrigé les erreurs notables de Juan Bernardino, Lafita rendit à la géographie les îles des Martyrs, de Matalotes et de Cabritas, anciennement découvertes, ensuite regardées comme chimériques par des géographes modernes. Cet officier les visita et fixa leur position.

et les progrès de l'ordre dorique, publiait un autre ouvrage à Rome sur les monumens de notre Amérique septentrionale.

D. Alberto Megino, consul d'Espagne à Venise : ouvrage d'agriculture intitulé : *El Aceyte* (l'huile). Il examine toutes les espèces connues d'arbres et de plantes qui la produisent, la manière de les cultiver, l'art d'extraire l'huile, les instrumens, les machines, les moulins, etc<sup>1</sup>.

D. Francisco de Gastañaza, Biscayen : *Instruction sur l'avoine barbue*. Ce bon patriote la fit venir de France, de l'École centrale d'histoire naturelle et agricole de l'Oise), la cultiva dans ses terres et en distribua la semence gratis.

D. Hippolyte Ruiz, D. Joseph Pavon et D. Isidore Galvez augmentèrent la *Flore du Pérou* par de nouvelles descriptions de plantes précieuses qui venaient d'arriver<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Ce livre ouvrait un nouveau champ à notre industrie agricole, si arriérée dans cette partie : Megino l'avait écrit à ma prière, et le fit imprimer à ses frais au bénéfice des pauvres détenus dans les prisons. Il y traite de la culture de l'olivier principalement ; mais il examine aussi le chou, le navet, le *cacahuate* ou manioc, le pavot, le lentisque, le palma christi, la linace, etc., tous les oléagineux cultivables dans la Péninsule. Il ne se borne pas à expliquer simplement la manière de les soigner ; mais il compare et calcule les bénéfices qu'on peut en retirer, etc. L'auteur offre des prix aux cultivateurs qui en feront l'essai et obtiendront d'heureux résultats. Des prospectus de l'ouvrage furent envoyés à toutes les sociétés économiques.

<sup>2</sup> Ce nouvel envoi de plantes contenait deux genres de plus, des *pentadria* et *didynatiaca*, diverses espèces de *convolvulus*, *yponcas*, etc., etc., et la très-puissante *chinckona rubicunda* de



Le docteur Mitjavila ajoutait à ses autres travaux scientifiques la publication d'un recueil périodique de médecine, chirurgie, chimie et pharmacie.

Les journaux littéraires et scientifiques devenaient plus nombreux. Parmi les plus estimés, je citerai l'*Almanach littéraire*, le *Magasin littéraire* et le *Journal des Théâtres*. Ce dernier fut expressément établi sous l'inspiration du Gouvernement, pour contribuer à la réforme de nos théâtres : on y avait déjà songé auparavant ; plus d'un obstacle fut surmonté ; l'entreprise prospérait... D. Casiano Pellicer, employé à la Bibliothèque royale, publia, à ce sujet, son *Traité historique sur l'origine et les progrès de la comédie et de l'histrionisme en Espagne*. En 1803, il avait aussi publié deux ouvrages importans sur cette matière : le *D. Quichotte des théâtres*, œuvre posthume de D. Candido M<sup>a</sup> Frigueras ; l'*Origine, l'époque et les progrès du Théâtre espagnol*, par un acteur de l'une des compagnies comiques de Madrid, Manuel Garcia de Villanueva Hugalde de Parra.

Plusieurs ouvrages qui parurent ou se terminèrent en 1804 : critique, philosophie, mélanges, etc. On compléta le *Traité historique et critique de l'éloquence espagnole*.

D. Claude et D. Étienne Boutelou : *Traité des Fleurs* ;

quina rouge, distincte des autres quinas rouges du Pérou, dont on attendait impatiemment la description.

D. Hippolyte Ruiz publia sa nouvelle dissertation sur la racine de la *rathania* et l'extrait précieux qu'on en tire ; spécifique bon pour les flux de sang, quelle que soit la cause, etc., etc.

D. Gregorio Bañares : *Philosophie pharmaceutique* ;

D. Ignacio Lacasa et D. Isidore Isaura : *Promptuaire anatomique , pratico-théorique du corps humain* ; ouvrage écrit par ordre et sous la protection du Gouvernement ; à l'imprimerie royale.

D. Louis Garnerio , aux frais et sous la protection du Gouvernement , une *traduction* du '*Traité médico-philosophique de la manie*, par le docteur Pinel '.

D. Lorenzo Hervás : le quatrième tome de son *Catalogue historique et idéologique des langues connues* ;

Douzième et dernier tome de la *Collection classique des philosophes moralistes de l'antiquité*.

D. Juan-Antonio Zamacola commençait à publier par cahiers la *Collection des discours originaux du célèbre Antonio Herrera* ;

Le *Dictionnaire des Hommes illustres*.

D. Ramon de Campos publia son ouvrage idéologique : *El Don de la Palabra* ( le Don de la parole ), appliqué aux langues et à l'exercice de la pensée.

D. Carlos Andres, tome troisième : *Origine , progrès et état actuel de toutes les littératures* : ouvrage de son frère Jean Andres.

D. Félix-Joseph Reinoso ; poème intitulé : *L'Innocence perdue*.

D. Pedro Montengon : *traduction* espagnole des *Poésies d'Ossian*.

<sup>1</sup> Le même écrivain avait déjà publié la traduction de la *No-scographie philosophique* de Pinel.

Valladares : tome sixième de sa *Léandre*.

Enmême temps, et par ordre de Sa Majesté, parurent les *traductions* du *Manuel des mères*, et de la *Doctrine de la Vision, ou Relation des nombres et de la doctrine de la vision relativement aux grandeurs*, par Pestalozzi.

La religion s'enrichit de la publication du deuxième tome des *Entretiens dogmatiques et moraux* de F. Joseph de Salvador ; des *Panégryriques* du célèbre Américain F. Pantaleon Garcia ; du *Sermon d'anniversaire des guerriers espagnols*, en novembre 1803, par le digne chanoine de Saint-Isidore D. Antonio Posadas Rubin de Celis, publié par ordre de Sa Majesté ; de la *Collection des conférences ecclésiastiques d'Angers*, commencée par D. Arias Gonzalez de Mendoza ; de l'*Abrégé du grand Catéchisme* de Pujet, traduction commencée sous la direction de l'ancien évêque D. Antoine Palafox, et continuée sur le même plan et la même méthode par D. Joseph-Eustache Moreno.

J'omets une foule d'autres ouvrages dignes d'estime publiés à Madrid et dans les provinces en cette année 1804. L'émulation la plus généreuse régnait partout : la nation marchait avec le siècle. Rien ne pouvait désormais lui manquer, si ce n'est le temps de voir et de recueillir le fruit des lumières amplement répandues.

---

## CHAPITRE XX.

SUITE DU PRÉCÉDENT. — PROJET DE RELATIONS COMMERCIALES ET POLITIQUES AVEC L'AFRIQUE. — INSTRUCTIONS DONNÉES A D. DOMINGO BADIA (ALI-BEY) ET A D. SIMON DE ROJAS CLEMENTE. — AFFAIRE DE MAROC. — ENTREPRISE MANQUÉE. — INCIDENT REMARQUABLE RELATIVEMENT A CETTE AFFAIRE. — CE QUE SONT DEVENUS LES DEUX VOYAGEURS. — LEURS ÉCRITS.

En terminant le récit des choses qui se firent dans l'intervalle de la paix de 1795 à 1804, je ne dois pas oublier de parler de certaine entreprise dont un accident imprévu arrêta l'exécution au moment où je me flattais de la voir réalisée. Il ne tint pas à moi que l'Espagne ne fût plus riche, plus considérable et plus heureuse. L'industrie et le commerce libres, soit en Amérique, soit dans la Péninsule, commençaient à fleurir. Cependant il ne suffisait pas d'avoir écarté les obstacles qui gênaient la circulation ; il fallait encore se soustraire à l'influence étrangère, attirer la concurrence à nos marchés des deux mondes, s'ouvrir de nouvelles routes vers des points jusque-là peu fréquentés, où l'importation et l'exportation promettaient d'utiles débouchés, créer des *factoreries* à nous, donner aux capitaux, grands ou petits, un emploi assuré, facile : il fallait que la protection du Gouvernement couvrît à la fois et le hardi pavillon qui va flotter au loin sur les mers Atlantiques, et la voile mo-

deste du cabotage qui n'ose s'éloigner de la côte. En un mot, il convenait d'établir le commerce espagnol de telle manière et sur de telles bases que désormais la guerre maritime n'en pût arrêter l'essor ; enfin je désirais que l'existence et la prospérité de ce commerce ne dépendissent plus exclusivement de l'Amérique, que ce commerce vécût de ses propres ressources, comme il vivait autrefois avant la découverte du Nouveau-Monde.

Telle était ma pensée dans l'intervalle de liberté d'agir que nous laissait une paix dont je pressentais la courte durée.

L'une des attributions du ministère d'*Encouragement public* (*direccion del Fomento*) était de recueillir tous les renseignements, toutes les données nécessaires pour travailler avec succès à une résurrection commerciale.

La Junta des mines, monnaies et commerce réunissait tous ces matériaux ; elle en avait déjà préparé de bien précieux, et dont jamais on ne s'était fait une idée à notre ancien ministère des Finances. Que d'éloges ne doit-on pas aux personnes qui consacrèrent ainsi leurs veilles à l'utilité du pays ! On avait appelé à ce concours de ta-

Voici les noms des membres de cette junta, à laquelle furent, en 1802, attribués les bureaux de la direction du *Fomento* général du royaume, ou de la balance du commerce.

D. Gaspard Lerin de Bracamonte ; D. Pantaleon Veramendi ;  
D. Juan Martinez de la Cavalleria ; D. Gregorio Fernandez ;  
D. Juan Soler ; D. N. Ximenes Breton ; D. Jean-Joseph de Guevara Vasconcellos ; D. Manuel de Valenzuela (marquis de Rio Florido) ; D. Jean-Joseph Ybarra ; D. Manuel de Laso ;  
D. Marcos Marin ; D. Juan-Ant. Melon ; D. Andres Tirado ;

lens et de zèle, plusieurs agens consulaires de Sa Majesté, les membres des diverses légations, des employés voyageurs qui parcouraient l'Europe aux frais et pour le compte du Gouvernement.

Parmi ces voyageurs déjà riches d'expérience et d'acquit, il en est deux que je dois faire connaître au lecteur, D. Domingo-Francisco Badia Leblich et D. Simon de Rojas Clemente, l'un et l'autre dignes d'être comptés parmi les savans de l'Europe. Ces deux Espagnols rivalisaient de zèle et d'ardeur patriotique, également actifs, prêts à faire l'application de leurs talens à toutes sortes d'entreprises hardies et généreuses; les sciences naturelles leur étaient familières; ils possédaient, en outre, les langues orientales, plusieurs dialectes de ces mêmes langues, surtout l'arabe moderne, que Badia parlait comme s'il n'en eût jamais appris d'autre. Ma première idée fut de le charger

D. Juan-F<sup>co</sup> de Angulo; D. Juan de Peñalver; D. Juan-Ant. Orovio.

Et plus tard :

D. Manuel-Sixto Espinosa; D. Manuel del Burgo; D. Joseph-Perez Cavallero; D. Manuel de Ortiz; D. Joseph-Marie Puig; D. Manuel de Lomas.

On y comprit ensuite plusieurs membres ou ministres honoraires de la junta, qui lui apportèrent le tribut de leurs lumières, hommes de haute distinction, tels que :

D. Fausto Elhuyar; D. Joseph Murga; D. Erasmo de Gonima; D. Juan-Andres Gomez; D. Joseph Martinez de Hervas (marquis de Almenara); D. Joseph-Ignacio de la Torre; D. Miguel Gonzalez de Lobera; D. Frutos de Alvaro Benito; D. Luis Gonzalez del Rio.

d'une mission en apparence scientifique, et de le faire ainsi voyager en Asie et en Afrique sans exciter des soupçons parmi les naturels du pays. L'objet de la mission fut de chercher les moyens d'étendre nos relations commerciales dans les Échelles du Levant, sur les côtes de Barbarie depuis Maroc jusqu'en Égypte, et surtout en Asie, sans l'intervention d'aucune autre puissance européenne. Badia devait tâcher d'établir des liaisons mercantiles et politiques avec l'empire de la Chine, et d'y organiser un trafic direct de nos piastres; il devait aussi rechercher, étudier avec soin les productions naturelles bonnes à exploiter, s'en emparer autant que possible, et des îles de l'Asie en apporter les germes et la culture dans nos possessions d'Amérique. Ainsi le véritable but de ses instructions, celui auquel je tenais particulièrement et qui me poursuivait jusque dans mes rêves, consistait à procurer à l'Espagne une bonne part du commerce intérieur de l'Afrique par la voie de Maroc. Beaucoup d'articles de notre industrie nationale et de produits de notre sol, peu appréciés dans nos colonies d'outre-mer, pouvaient être estimés en Afrique et donner lieu à des retours avantageux<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> L'intérieur de l'Afrique fournit beaucoup d'objets d'exportation : la poudre d'or, l'ivoire, l'ambre gris, des gommes rares, le piment d'Arabie, des cuirs, le coton, l'indigo, la cire, l'aloès, les plumes d'autruche, etc., à quoi il faut ajouter la traite des noirs, trafic infâme sans doute, mais encore licite, avidement et ouvertement recherché à l'époque dont je parle. Outre les objets apportés par des caravanes qui traversent le pays d'un bout à l'autre, le sol donne une immense quantité de grains, de denrées précieuses et d'un bon débit sur tous les marchés; des bestiaux en abondance, des chevaux excellents pour la cavalerie légère; des

Cette source de richesses était dédaignée par les autres nations commerçantes qui aimaient mieux trouver les denrées de l'Afrique dans les marchés de l'Orient, de l'Arabie ou de l'Égypte. L'Espagne d'ailleurs, grâce à sa position géographique, n'avait à redouter aucune espèce de concurrence. C'était à notre porte; il ne fallait qu'un trajet de quelques heures, sous la protection de nos batteries : nul ennemi à craindre, pas même en cas de guerre. Ces relations avec l'Afrique et l'Asie offraient un emploi utile à de grands capitaux et le bénéfice journalier d'un trafic plus ou moins important, mais toujours à notre avantage.

Il fallait sans doute pour une entreprise de cette nature avoir des ports, des *factoreries*, sur les points convenables de la côte de Maroc, tels qu'en avait autre fois le Portugal, quand il faisait partie de la monarchie espagnole, tels que nous en avons encore nous-mêmes après avoir perdu ce dernier royaume, bien que nous

laines fines, des tissus recherchés, le maroquin jaune que tout l'art de l'Europe n'a jamais pu imiter. D'un autre côté, nous avions la certitude d'être bien accueillis en portant en Afrique des armes à feu, des armes blanches, de la poudre, du plomb, du jais, de la quincaillerie de toute espèce, des tissus communs de laine, de soie et de coton, du laiton, du papier, de la verrerie, des coraux, de la faïence, des grenats, des agates et marchandises que nous pouvions fournir de première main; ce qui aurait alimenté l'industrie de nos provinces, surtout de la Catalogne, de la Biscaye, des deux Castilles, de Valence et de Murcie. Les produits les plus communs de nos fabriques trouveraient un excellent débit dans les foires de Suse, où il se fait un commerce très-actif avec le centre de la Nigritie occidentale, Tombouctou, Djenna, Ségo, et d'autres parties du désert. Ce débouché une fois établi, il n'y avait plus de déchet ni d'objet de rebut dans aucun de nos ateliers.



n'en eussions jamais tiré parti. Dès cette époque, c'est-à-dire dès le commencement du dix-septième siècle, toutes les ambitions se tournaient vers le Nouveau-Monde, qui absorbait nos ressources vitales. Avec des voisins moins âpres, moins barbares que les Maures, rien de plus aisé, de plus naturel, qu'un traité de commerce, réciproquement avantageux pour eux et pour nous, plus avantageux même pour les Africains, à cause du double mouvement imprimé soit à leurs relations, soit à leur industrie locale mise en contact avec l'Espagne. A la vérité, il n'était pas facile de faire comprendre aux Maures leurs propres intérêts et combien ces intérêts gagneraient à s'identifier aux nôtres. Toutefois je conçus l'espérance de profiter de la situation politique dans laquelle se trouvait alors l'empire de Maroc.

Le sultan Muley-Soliman, plus derviche qu'homme d'état, livré à la contemplation studieuse du Coran, négligeait beaucoup trop les affaires mondaines de son empire. Véritable alfaqui (il en avait d'abord exercé la profession), timide, paresseux, étranger à l'art de la guerre, il laissait envahir ses provinces de l'Atlas par les tribus nomades de ces contrées; le schériff Achmet, ayant levé à Suse l'étendard de la révolte, bravait le pouvoir de son maître, et songeait à le remplacer. Schériff pour schériff, despote pour despote, les peuples de Maroc ne pouvaient que gagner au change, parce qu'Achmet avait des talens et des qualités remarquables. Muley était donc à la veille de perdre sa couronne; il la perdit en effet quelque temps après.

La circonstance me parut favorable. Offrir au Sultan menacé l'alliance de l'Espagne et des secours contre ses

ennemis, en un mot lui garantir sa couronne chancelante, n'était-ce pas acquérir le droit de demander en retour *deux ports* au moins, l'un sur le détroit, l'autre sur l'Océan, avec un traité de commerce également avantageux pour les deux pays ? Il eût mieux valu peut-être adopter à l'instant un autre système plus hardi, et qui menait droit au but ; car de toutes manières on avait affaire à des peuples ennemis, toujours à craindre et amis toujours suspects. Cependant la sagesse m'ordonnait d'aller doucement ; il fallait : 1° s'assurer de la volonté du Roi, et Charles IV repoussait à l'instant tout ce qui avait l'air de la violence ou de l'injustice ; 2° il était dangereux d'inspirer de la méfiance et de fournir le moindre prétexte à l'Angleterre.

Mais bientôt s'offrit d'elle-même l'occasion d'une guerre juste et raisonnable. Muley-Soliman, dont la modération s'était jusque-là contentée de quelques légers tributs déguisés sous le nom de cadeaux, et qui nous avait laissés en paix durant toute la dernière guerre, nous vint rappeler brusquement, avec assez de hauteur, que depuis plus d'un an nous avions négligé de payer le tribut ordinaire. Il eut même l'insolence de le réclamer comme un droit acquis, déclarant que notre exactitude à le satisfaire d'avance serait le prix de ses dispositions pacifiques. Pouvait-on ne pas refuser des cadeaux imposés comme une redevance féodale ? Aussitôt, défense de sa part de nous vendre des grains ; nos bâtimens éprouvèrent des avanies ; nos garnisons de la côte (*presidios*) craignaient d'être insultées ; les négocians espagnols étaient vexés à chaque instant, malgré la foi des traités, malgré tous les usages établis.

Voilà des motifs plus que suffisans pour engager une querelle, et demander une satisfaction, les armes à la main.

Mais il entraînait dans mes vues de ne faire la guerre qu'avec prudence et à peu de frais ; je conçus l'idée d'envoyer d'abord auprès de Muley, Badia, non comme Espagnol, mais comme un Arabe voyageur, *Prince descendant du prophète*, ayant traversé l'Europe et retournant en Afrique pour aller visiter La Mecque.

L'objet de Badia devait être de gagner la confiance de Muley et de lui suggérer la pensée de nous appeler à son secours, et même de contracter avec nous une alliance qui le rendrait redoutable aux ennemis de sa couronne.

Si ces inspirations étaient bien reçues : « Badia s'offrira lui-même à venir en Espagne, chargé des pouvoirs du Sultan pour négocier ; si celui-ci ne veut pas lui accorder sa confiance jusqu'à ce point, Badia, en sa qualité de voyageur, aura soin d'examiner attentivement le pays, d'en reconnaître la force, de se procurer des intelligences parmi les ennemis du Sultan, de manière qu'en cas de guerre, nous puissions compter sur leur appui, et agir d'accord avec eux aux conditions ci-dessus exposées, mais sur une échelle plus large, afin d'obtenir, au lieu de quelques ports isolés, telle partie de l'empire qui serait à notre convenance. »

Badia était certainement l'homme qu'il fallait pour une mission de cette nature : courageux, entreprenant, rusé, aventurier par goût, caractère vraiment original, dont la poésie héroïque aurait pu s'emparer ; il y avait

quelque chose d'oriental dans ses idées ; ses passions ardentes, la mobilité de son esprit, le rendaient capable de tout , propre à tout , et singulièrement à la mission que je lui confiais.

Telle fut l'ardeur avec laquelle il accepta l'offre, que, sans consulter âme qui vive , il provoqua lui-même sur sa personne une mutilation douloureuse (la circoncision); il ne lui manquait pas autre chose pour édifier les plus soupçonneux , et bien remplir le rôle difficile qu'il allait jouer parmi les Mahométans. Il partit seul , quoique D. Simon de Rojas eût bien pu l'accompagner en qualité d'ami ou de serviteur ; mais Badia ne le jugea point nécessaire : d'ailleurs son collègue Rojas n'avait point autant de courage personnel, et j'aurais eu trop de peine à voir s'exposer aussi témérairement un jeune homme qui donnait les plus brillantes espérances. Rojas ne suivit point Badia ; il reçut la mission de parcourir la province des Alpujarras, et d'en former une bonne statistique : opération dont il s'acquitta merveilleusement.

Ainsi l'intrépide Badia fut lancé en Afrique, portant sa généalogie avec lui, complète, bien arrangée en bonne forme, et son passe-port chamarré de légalisations. Othman-Bey, *Prince Abasside, parent du Prophète*, arrive à Maroc; il n'eut pas de peine à s'introduire auprès de l'Empereur. Ses connaissances astronomiques et médicales, des cures surprenantes, et surtout une étude approfondie du livre de la loi qu'il savait par cœur, lui attirèrent bientôt l'affection de Muley, à tel point que ce prince voulut absolument le retenir dans ses États; Othman-Bey fut gratifié d'un palais (la

résidence royale appelée Semelalia ), et d'une autre maison meublée auprès de la demeure impériale; deux femmes choisies lui furent envoyées du harem de Muley; il eut un grand nombre d'esclaves: tout cela donné par le Sultan.

Mais tant de confiance, et l'ascendant qu'il avait obtenu sur l'esprit du pieux et crédule empereur, ne purent déterminer celui-ci à rechercher l'alliance de l'Espagne; son fanatisme voyait un énorme péché dans la moindre liaison avec des infidèles; sa haine particulière contre les Espagnols était insurmontable: haine à la fois héréditaire, politique et religieuse! Muley-Soliman avait au contraire l'intention bien arrêtée de nous faire la guerre aussitôt qu'il aurait apaisé les troubles suscités dans ses provinces de l'Atlas. « Bientôt, disait-il, je lâcherai mes dogues sur les deux mers, et je marcherai avec mes peuples contre les présides ou garnisons de ces infidèles. »

Singulière position que celle de Badia!

« Au lieu de chercher des amis et des secours du côté de l'Espagne, ajoutait Muley, rien ne me serait plus agréable que l'accomplissement de la promesse divine au sujet de cette Péninsule, qui tôt ou tard doit nous être rendue, fussé-je condamné à la voir posséder par un autre que moi! Va chercher plutôt les moyens de hâter l'avenir; cherche des amis, des alliés, parmi nos vieux Musulmans; mets-toi à leur tête; fais revivre la gloire de nos aïeux, toi qui, en traversant cette terre autrefois conquise par nos armes, as dû éprouver la généreuse ambition de relever la splendeur antique de nos mosquées! Ton sang n'a-t-il

« pas bouillonné dans tes veines ? Ceux des nôtres qui,  
« mal conseillés, veulent bouleverser notre empire,  
« feraient bien mieux de s'unir à nous, de marcher  
« contre les Chrétiens : ta voix peut les ramener, ces  
« Musulmans égarés. Occupons-nous à mettre un terme  
« à une guerre impie, sans songer à traiter avec les  
« Espagnols, qui sont nos ennemis naturels ; appelons  
« l'Afrique et l'Asie à cette grande ligue dont notre  
« empire doit former le noyau ; que les beaux royaumes  
« de Grenade, de Séville, de Cordoue, reviennent à  
« leurs anciens possesseurs. »

Muley avait la plus grande opinion de son hôte et lui accordait toute sa confiance. Ainsi, maître de multiplier ses relations et de s'entendre avec qui bon lui semblerait, Badia parvint à s'aboucher avec Hescham, fils d'Achmet, sans lui découvrir sa véritable qualité, toujours comme Prince Abasside, venu en Espagne pour accomplir un vœu. Il lui offrit d'intercéder auprès du Gouvernement espagnol pour en obtenir des secours et l'aider, lui Hescham, à monter sur le trône ; quant aux conditions, il attendit que le fils d'Achmet voulût s'expliquer. Le jeune homme promit à l'instant de céder le royaume de Fez. Il restait empereur de Maroc, c'est-à-dire que Tétouan, Larache, Tanger et tout le riche territoire de ce royaume, le plus civilisé de l'Afrique, allait nous appartenir.

Les forces disponibles de Muley consistaient en dix mille hommes, la plupart esclaves ; et quoiqu'en cas de guerre tout Maure soit soldat, il n'était pas à craindre qu'ils prissent feu pour un maître abhorré ; moins encore si nous étions les auxiliaires d'un autre

schériff qui jouissait de beaucoup de crédit. Tout le littoral, opprimé, tyrannisé par Muley, au lieu de le seconder, se serait soulevé contre lui. Notre domination même n'eût pas déplu à ces Maures industriels; ils l'eussent préférée volontiers à celle de l'Empereur, si nous eussions respecté la religion du pays et porté avec nous notre législation mobilière (car la propriété chez les Maures n'a pas de garantie), et si nous eussions donné une liberté entière à leur commerce. Il existait d'ailleurs, parmi certaines peuplades, des souvenirs traditionnels d'un état plus heureux jadis sous le gouvernement des Espagnols et des Portugais.

Y avait-il injustice ou violation de la trêve à se déclarer contre Muley? Je dis *trêve* parce que, depuis la rupture de l'ancienne convention faite par Muley-Éliacit, en 1791, dans toutes les négociations avec la Cour de Maroc, ces Princes ne voulurent jamais entendre parler d'une paix perpétuelle, sinon rester en mesure de réclamer des présens ou des tributs. Ils faisaient de l'incertitude de la paix une sorte de spéculation assez honteuse pour nous. Il fallait donc se résigner à satisfaire leur exigence ou déclarer la guerre; Muley-Soliman nous en menaçait si les tributs n'étaient pas immédiatement payés. Notre querelle avec les Anglais ne nous avait que trop long-temps forcés à ménager le barbare pour n'avoir pas un ennemi de plus sur les bras.

Y avait-il imprudence ou témérité à cause de l'état général de l'Europe? Non : c'est pendant la paix que chacun doit s'arranger et se prémunir contre les accidens futurs. Relativement à la France, la guerre avec Maroc

nous fournissait un prétexte pour augmenter notre état militaire sans que Napoléon se méfiât de nous; le voisinage de cet homme terrible nous avertissait d'être toujours sur nos gardes et de fournir au besoin des excuses ou des raisons plausibles; d'ailleurs cette guerre importait peu à Napoléon. Quant à l'Angleterre, elle savait les prétentions de Muley et notre refus d'y souscrire : il était tout simple que nous ne voulussions pas plier devant les Maures. L'emploi très-naturel de nos forces, loin d'alarmer la jalousie britannique, faisait voir au contraire que l'Espagne ne songeait nullement à des projets communs avec la France, dont le Cabinet de Saint-James aurait pu s'inquiéter. Que lui importait aussi la possession de Fez? Il n'y prétendait rien, et rien n'y attirait sa cupidité. Déjà les Anglais avaient possédé Tanger; et au bout de vingt ans, ennuyés de cette charge, ils l'avaient réendossée aux Africains. Il est vrai qu'étant occupée par nous, cette partie de la côte favorisait notre marine et qu'une pareille augmentation de force dans le détroit pouvait inspirer une certaine jalousie. Mais c'était un motif de plus qui me fortifiait dans mes idées, parce qu'une fois maîtres de ces ports de Barbarie, nous avions plus de moyens de nous faire respecter. Enfin si l'intention de l'Angleterre était de nous entraîner dans sa lutte avec la France, comme on le vit après, pour résister à cette violence il convenait de se mettre en mesure de lui faire une bonne guerre et d'attaquer ses bâtimens soit à l'entrée, soit à la sortie de la Méditerranée et de l'Océan.

Dira-t-on que cette entreprise devait coûter de



grands sacrifices d'hommes et d'argent ? Ni l'un , ni l'autre ; il suffisait de réunir environ quinze mille hommes dans nos présides ou garnisons de la côte et d'y attirer l'attention de Muley. L'insurrection de Heschem devait éclater dans l'intérieur. Il n'y avait qu'à s'avancer à son aide ; Heschem comptait pour lui presque toutes les notabilités de Maroc. De tous les parens de Muley, un seul, celui qui commandait à Mogador, Muley-Abdemeleck, pouvait opposer quelque résistance et disputer le trône. Mais Heschem conservait des intelligences autour de lui ; au premier signal Abdemeleck surpris aurait eu même de la peine à se sauver. Du reste, Heschem, tout-puissant avec notre appui, ne pouvait rien sans nous, parce qu'il manquait d'artilleurs et de train de campagne ; aussi nous offrit-il des ôtages pour mieux garantir les promesses qu'il nous faisait.

Il ne me restait donc qu'à bien m'assurer de l'état véritable des choses. A cet effet, quand le moment fut venu, je mis dans le secret un homme aussi loyal qu'actif et d'une sagacité rare, le consul d'Espagne à Mogador, D. Antonio-Rodriguez Sanchez. Je lui offris une bonne part de la gloire et des succès de l'entreprise en l'avertissant aussi de la responsabilité qui pèserait sur lui, s'il ne calculait pas avec exactitude toutes les chances et s'il nous engageait dans une fausse démarche.

Rodriguez m'assura que les renseignemens donnés par Badia étaient sûrs et fidèles en tout point, que le plan lui semblait très-bien calculé ; que, vu l'état des choses dans le pays, le caractère des hommes qui s'en

mêlaient et la disposition des esprits, le résultat paraissait infaillible autant qu'il est permis de préjuger avec quelque certitude les chances d'une entreprise de cette nature. Il ajoutait même qu'il ne serait pas impossible que l'empire de Maroc tout entier devînt le partage de l'Espagne, si Badia était investi de facultés assez amples pour profiter de l'occasion, quelles que fussent les apparences; car il y avait à Maroc un parti décidé à porter le Prince Abasside, lui-même, sur le trône: ce qui, sans nul doute, lui donnerait le moyen d'ajouter cet empire à la couronne d'Espagne. Il n'y aurait ensuite qu'à le faire occuper par nos troupes, en y établissant un vice-roi maure, à la manière des princes dépendans de l'empire anglo-indien.

Malgré toutes ces belles assurances, j'envoyai sur les lieux le brave colonel Amorós, l'un des principaux employés du ministère de la Guerre, pour s'informer avec soin de ce qui se passait en Afrique. Cet officier était mon seul et principal agent dans cette affaire; je l'avais, dès le commencement, chargé de correspondre avec Badia, et ensuite avec le consul Rodriguez. Amorós, à son retour, confirma la vérité des renseignemens déjà donnés par Badia; il me représenta l'urgence qu'il y avait de mettre la main à l'œuvre avant que les bonnes dispositions ne se refroidissent et que le découragement ou des regrets ne s'emparassent des personnages qui étaient actuellement si pressés de frapper le coup à l'instant où les secours promis seraient arrivés. Aussitôt je donnai des ordres; Amorós se rendit à Cadix, je recommandai au marquis de

la Solana , capitaine-général de l'Andalousie , de veiller à l'envoi des troupes , des armes et des bâtimens qui devaient partir , les uns après les autres , sans éclat , pour ne pas exciter la curiosité publique , ni des soupçons sur la côte opposée. On ferait seulement courir le bruit d'une menace d'attaque de la part des Maures contre nos *présides* ; chose assez fréquente dans ces parages et dont personne ne pouvait s'étonner.

Jusque-là rien ne s'était fait qu'avec le consentement et en vertu des ordres du Roi ; lorsque j'adressai mes instructions au marquis de la Solana , je ne manquai pas de les montrer auparavant à Sa Majesté. Le Roi me dit de les faire partir d'abord , et que , dans un autre moment , il se réservait de les voir en détail. Il me prévint aussi de joindre à ces instructions un précis de la correspondance de Badia. Ce précis était rédigé d'avance , et , ce soir-là même , le Roi m'ordonna de lui en faire la lecture. Dans ses lettres , Badia parlait avec emphase de la donation de la résidence ou palais de Semelalia , ainsi que des autres grâces et faveurs dont Muley-Soliman l'avait comblé. Avec ces lettres se trouvaient le *croquis* ou plan de la *possession* et une copie du firman qui en transférait le domaine à Badia. Lorsque j'arrivai à cet article de la lettre et au moment où je déroulais le dessin , j'aperçus un changement subit dans la physionomie du Roi , qui semblait éprouver une sorte d'horreur. Sa Majesté parcourut des yeux le diplôme de Muley et m'adressa les paroles suivantes ; je les rapporte littéralement , telles que je les ai toujours conservées dans ma mémoire :

« Non , cela ne peut pas être , cela ne sera pas , moi

« vivant. J'ai approuvé la guerre parce qu'elle me  
« semblait juste et utile à mes sujets; j'ai approuvé  
« l'envoi d'un explorateur sur les lieux avant de com-  
« mencer la guerre. Jusque-là c'est une chose licite  
« et d'usage. Mais jamais je ne permettrai qu'en re-  
« tour d'une hospitalité si confiante et si généreuse ,  
« on travaille à la ruine de son bienfaiteur. Eh! j'en  
« serais responsable devant Dieu et devant les hom-  
« mes! C'est un agent envoyé par moi qui commet-  
« trait une pareille félonie! Badia aurait dû ne pas  
« contracter d'obligations, ne pas accepter de faveurs.  
« Qu'il s'en aille de Maroc, qu'il continue ses voyages ;  
« nous chargerons de cette affaire une autre personne  
« plus sage et plus réservée. »

Tel était Charles IV. Je défie tous les princes , tous les gouvernemens de la terre , de lui reprocher avec quelque justice l'ombre seule d'un manque de délicatesse ou de sincérité. Ce monarque dont la conscience fut la pureté même, la morale si rigide , la politique si sage et si mesurée , devait-il être la victime de l'ambition dénaturée des siens, de celle de tant d'autres qui connaissaient bien ses nobles vertus?

« Mais, Sire, lui dis-je, il en coûtera plus pour dé-  
« faire ce qui est fait que pour achever l'entreprise. Il  
« y a des personnes, et parmi ces personnes, des Espa-  
« gnols, dont la tête va tomber, si l'on recule dans  
« une affaire déjà fort avancée.

« — Si ceux qui se trouvent compromis , répliqua le  
« Roi , sont mes sujets, écris sur-le-champ qu'ils re-  
« viennent en Espagne, sans perdre un moment; s'ils

« sont des Maures, ce n'est point mon affaire. D'ailleurs on peut les prévenir.

« — Et qui désormais voudra se fier à nous, quel autre que Badia pourra s'entendre avec les Maures ? Personne n'a les relations qu'il s'est procurées dans le pays ; on le regarde comme un Prince Abasside ; les chefs mêmes de la garde lui sont dévoués, beaucoup de gouverneurs, des pachas ; Sire, il est impossible de le remplacer.

« — Eh bien, dit Charles IV, laissons là tous ces mauvais moyens : faisons la guerre franchement, si Muley ne veut pas s'arranger avec nous. »

J'eus beau représenter à Sa Majesté les avantages incalculables que nous pouvions retirer de ces possessions du littoral de l'Afrique, les ressources qu'y trouveraient notre industrie et notre commerce, la naturalisation probable, facile, des plus riches produits du Tropique dans nos provinces du midi et de l'ouest ; cet heureux supplément aux trésors qui nous venaient de l'Amérique, supplément nécessaire, soit que la guerre empêchât les communications, soit que les colonies vinssent à se détacher de la métropole comme les Anglo-Américains ; combien la possession des côtes de l'Afrique si rapprochées de nous assurerait notre prépondérance sur le détroit ; combien les autres nations commerçantes rechercheraient alors notre protection et notre amitié. Enfin je fis observer au Roi que l'Angleterre même serait tenue de nous respecter ; que l'Espagne retirerait beaucoup de gloire d'une si belle conquête sur les anciens ennemis de notre religion, sur les anciens dominateurs de notre patrie. « Nos forces

militaires s'en augmenteront par l'acquisition de chevaux arabes; nous devons chercher à nous agrandir, nous relever, pour en imposer à la France, notre colossale voisine. » J'eus beau, dis-je, employer toute ma rhétorique, inspiré à la fois par un sentiment de patriotisme et par l'intérêt d'amour-propre que je mettais à la réussite de cette entreprise :

« Tout cela est vrai, répondait Charles IV; tout ce que tu veux, tout ce que tu désires, je le voudrais, je le désirerais, moi aussi; mais ma conscience ne saurait approuver ces moyens : ne commençons point par faire le mal pour obtenir le bien. — Sire, le principe est très-moral, m'écriai-je, espérant avoir trouvé un dernier argument irrésistible : oui, le principe serait excellent si chacun consentait à le reconnaître ; mais il est très-nuisible en politique, si un seul refuse de s'y conformer.

« — Agissons avec droiture, et Dieu nous aidera, » répondit Sa Majesté.

« — Sire, j'ai déjà fait partir un courrier avec les dernières instructions ; Votre Majesté l'avait ordonné.

« — Eh bien ! je retire mon ordre ; qu'on coure après et qu'on l'atteigne. »

Toute la nuit fut employée à défaire ce qu'on avait fait, à le défaire pour toujours. Cinq mois s'écoulaient à peine quand l'Angleterre recommença les hostilités contre nous.

Badia se trouva terriblement compromis ; il s'était engagé avec ardeur, et sa vie dépendait de la discrétion de beaucoup de personnes. Il ne perdit pas la tête ; la merveilleuse sagacité de son esprit le tira d'affaire. Aux

uns, des promesses ; à d'autres, des espérances : il gagna du temps et parvint à s'éloigner de Maroc, sans avoir été trahi par aucun de ses confidens.

Enfin Muley, après trois ou quatre années, vit son empire morcelé, dévoré par les partis ; il fut obligé de renoncer à la couronne en faveur d'Abderamen, son neveu ; ses propres fils n'eurent aucune part à la succession.

Sidi Hescham se fit un Etat indépendant avec les provinces qu'il avait conquises. L'occasion fut désormais perdue ; nous eussions pu la mettre à profit quand elle se présentait à nous. Alors elle était bonne : je l'avais bien jugée.

Tout ce que je viens de dire semble tenir du roman, d'autant plus que très-peu de personnes, en Espagne, furent initiées à ce mystère ; mais parmi celles encore vivantes qui s'en mêlèrent activement, je puis citer le colonel Amorós : il fut l'agent principal de toute l'affaire ; et j'avais mis une entière confiance dans le zèle patriotique dont il fut toujours animé.

On aura trouvé dans mes archives plusieurs documens relatifs à la mission de Badia ; je ne m'attendais guère à les voir publiés de mon vivant ; mais longtemps après ma sortie d'Espagne, je trouvai une partie de ma correspondance avec le marquis de la Solana, traduite en français par M. de Bausset, qui s'en est emparé dans ses Mémoires. Cette correspondance est authentique : nul doute à cet égard. J'ai seulement cru m'apercevoir de quelques négligences dans la version du préfet du palais de Napoléon. Telle qu'il la rap-

porte, j'en copierai quelques fragmens qui donnent une idée exacte des faits dont j'ai parlé<sup>1</sup>.

N'est-il pas bien étrange que mes papiers ayant ainsi passé par tant de mains, il n'ait jamais été question de me les rendre? Comme je l'ai déjà dit, ma maison fut envahie; tous mes bureaux et secrétaires, enfoncés; mes archives, pillées: et je dois m'en féliciter en quelque sorte, puisque mes ennemis, maîtres de tous les secrets de ma vie officielle et privée, ont pu les faire connaître au public mieux que je ne le ferais moi-même, réduit à ne parler que d'après mes souvenirs. L'Espagne et l'Europe entière auront acquis une certitude bien consolante pour moi, c'est que parmi tant de correspondances, de confidences, de notes et de papiers de tout genre, tombés au pouvoir de furieux si intéressés à me perdre, il ne s'est rien trouvé qu'on ait pu produire à mon désavantage. Il me reste à parler ici d'un incident relatif à cette affaire de Maroc; dernière preuve de l'acharnement de ceux qui, à tout prix, voulaient me trouver coupable.

La donation de la maison ou résidence impériale de Semelalia, en faveur de Badia; semblait porter avec elle une sorte de malédiction. Elle fut la cause de la répugnance timorée de Charles IV, et fit échouer l'entreprise. Cette même donation servit de fondement à la plus monstrueuse calomnie suscitée contre moi. Le croquis ou plan de la Semelalia était resté enseveli dans les cartons d'Amorós avec le firman de Muley et la

<sup>1</sup> Ces lettres sont insérées parmi les pièces justificatives n° 3, avec la relation de l'affaire de Maroc donnée par M. de Bausset, et qui affirme la tenir de la bouche de Badia lui-même.



correspondance de Badia, celle-ci presque toute en chiffre. Or, plusieurs maisons de Madrid furent attaquées, saccagées, à l'époque des violences et de la révolte d'Aranjuez, en mars 1808. Le domicile d'Amorós ne devait pas être épargné; sa vie courut de grands dangers; heureusement quelques amis parvinrent à calmer la populace; mais la nouvelle Cour, continuant le système de spoliation, fit saisir tous les papiers du colonel : on y trouva une liasse de ceux relatifs à l'entreprise avortée de Maroc. A la vue du croquis, du diplôme arabe et de toute cette correspondance en chiffre, l'ignorance et la méchanceté combinées crurent avoir découvert les preuves d'un énorme délit. On fit courir le bruit d'une trahison impie dont je m'étais rendu coupable : mon intention était, disait-on, de vendre et livrer l'Espagne aux Maures suivant les uns, à l'empereur de Maroc suivant les autres; on ajoutait que la *seigneurie de la province et de la ville de Semelalia* devait être le prix du marché; qu'un harem somptueux était déjà préparé pour mon usage; que j'allais renier la foi chrétienne et ceindre le turban. C'est un nouveau comte Julien, s'écriait-on, c'est un autre Riperdá, et que sais-je encore? Du fond de la prison où j'étais alors enfermé à Villaviciosa, j'entendais raconter ces belles choses par les vivandières qui venaient s'entretenir avec les soldats à la garde desquels mes assassins m'avaient livré.

Toujours livrer, vendre l'Espagne! C'est l'éternel refrain des Espagnols. Il est aisé d'avoir l'Espagne; mais il ne faut pas songer à la prendre de force, comme Napoléon, ni par des perfidies, comme on l'a essayé plus tard. E.

Grande exultation à la cour de Ferdinand VII ! Amorós fut emprisonné aussi et mis au secret. Trois conseillers de Castille, D. François Duran, D. Ignacio Villela et D. Philippe Canga Arguelles, assistés d'experts en écriture, employèrent plusieurs jours à déchiffrer la mystérieuse correspondance et à dresser un rapport au Roi sur cette singulière affaire.

Le résultat ne fit tort qu'à ce misérable Caballero de qui émanait l'ordre d'arranger cette procédure ; dernier acte du pouvoir ministériel de cet homme qui reçut enfin le prix de sa longue et double félonie : Ferdinand VII le chassa... Cependant la calomnie survécut à la puissance de ses premiers auteurs ; aujourd'hui même, les vieilles femmes des faubourgs de Madrid et les simples habitans de la campagne ou de la province racontent peut-être encore ces stupides niaiseries !

Ajoutons un mot sur les dernières années de Badia et de Rojas Clemente. Le premier passa de Maroc à Tripoli, puis en Égypte ; ensuite il parcourut l'Arabie, traversa la Syrie, vint à Constantinople, et de là, par Boukharest, il retournait en Espagne en 1808, pour me rendre compte de sa mission !.

L'un des motifs de son voyage en Arabie était de visiter La Mecque, afin d'acquérir par cette espèce d'initiation plus d'influence sur l'esprit des Musulmans. Il espérait s'unir à une caravane allant des bords du Nil dans l'intérieur de l'Afrique, voir la ville de Tombouctou, et pénétrer dans ce royaume mystérieux avec plus de facilité. Aucun Européen avant lui n'avait pu visiter le temple de La Mecque, interdit à tous les profanes. Cette pointe jusqu'à Tombouctou était indiquée dans les instructions qu'il avait reçues avant même l'épisode de Maroc.

En arrivant à Bayonne, Badia désappointé y trouva la Cour et toute la famille royale (avril 1808). Là, je pus encore lui rendre quelques services pécuniaires par le moyen d'un banquier de la ville, M. Barbachano ; je le recommandai aussi au ministre Champagny. Voyant de quelle manière on traitait en Espagne tous ceux que j'avais employés pour le service du Roi, Badia s'attacha au parti des Français. On dit que Joseph lui donna un emploi dans l'administration (une préfecture en Andalousie) ; on ajoute que l'originalité de ses manières et l'inopportunité de ses habitudes orientales choquèrent le peuple andaloux. De retour en France, il publia ses voyages, sous le nom d'*Ali-Bey el Abassy*, se bornant uniquement à la partie historique et scientifique. Son livre a mérité d'être lu avec intérêt en Europe (3 vol. in-8°, avec un atlas de cent gravures ; tous les dessins sont de lui ; imprimerie de Didot). Il fut protégé par Napoléon, ensuite par Louis XVIII auquel il dédia son ouvrage. Plus tard il osa retourner en Orient pour le compte et aux frais du Gouvernement français ; ici le fil de son histoire se perd : on n'a plus rien su de sa destinée. Il paraît que Badia fut assassiné à Damas ; avec lui ont péri tous ses manuscrits et les collections d'histoire naturelle dont il s'était constamment occupé.

Son estimable compagnon de voyage, D. Simon de Rojas, ne fut guère moins malheureux. Après avoir fidèlement exécuté en peu d'années le travail dont je l'avais chargé, il écrivit avec beaucoup d'exactitude et d'élégance l'histoire naturelle, civile et politique des deux Alpujarras (haute et basse). Ce savant,

digne à tous égards d'être honoré dans sa patrie, y vécut obscur et caché, durant toute l'invasion française et après le retour de Ferdinand en 1814, jusqu'en 1821. A cette dernière époque, il fut nommé député aux Cortès : dans les quatorze années antérieures, il n'avait pas eu les moyens nécessaires pour faire imprimer son ouvrage. La réaction de 1823 le força de se cacher une seconde fois dans un village de la province où il était né et où il ne cessa de se livrer à l'étude et à la culture des lettres. Enfin son ami, D. Jean-Antoine Melon, put obtenir pour lui la liberté de reparaitre à Madrid, et même son rappel à l'emploi qu'il avait occupé au jardin botanique de Sa Majesté. Mais toujours persécuté par les ennemis du talent et de la vertu, il mourut encore jeune et consumé de chagrins. M. Melon, son exécuteur testamentaire, a eu le bonheur de sauver ses manuscrits, qui sont, à ce qu'il paraît, déposés au jardin du Roi. Dans les derniers temps du règne de Ferdinand VII, M. Melon et quelques amis de Rojas firent beaucoup de démarches auprès du ministre des Affaires étrangères, D. Manuel-Gonzalez Salmon, pour obtenir que ces manuscrits fussent publiés. Il serait trop déplorable que l'Espagne perdît le fruit et la gloire des utiles travaux de Rojas. Ce véritable savant avait les mœurs les plus douces, presque la timidité d'un agneau, et nul homme ne fut plus énergique que lui dans la poursuite des sciences abstraites. C'est dans les affaires civiles, dans le commerce social, qu'il poussait la docilité jusqu'à la faiblesse. Ceux qui le connurent, qui parcoururent avec lui les montagnes des Alpujarras, s'étonnaient de le

voir franchir, braver les précipices ou des roches escarpées, que le pied de l'homme n'avait jamais foulées, pour saisir une plante ou un insecte. Cet esprit si noble, si passionné pour la science, ne savait pas supporter avec courage les injustices des hommes!

---

## CHAPITRE XXI.

ANNÉE 1805. — LA GUERRE ET LA POLITIQUE. — PLANS ET OPÉRATIONS DE LA CAMPAGNE MARITIME. — ESCADRES ESPAGNOLES ET FRANÇAISES. — LEURS MOUVEMENTS COMBINÉS JUSQU'À LA FIN DE JUILLET.

Les auteurs de l'*Histoire de la guerre d'Espagne contre Napoléon Bonaparte* ont écrit par ordre et sous l'influence de mes ennemis alors tout-puissans. Ferdinand VII venait de remonter sur le trône : qui eût osé lui déplaire ? Suivant ces historiens, les alliés de la France forment trois catégories distinctes : 1<sup>re</sup> les uns tenant à l'Empereur par les liens de famille et de parenté ; 2<sup>e</sup> d'autres auxquels son alliance était avantageuse ou nécessaire ; 3<sup>e</sup> ceux que la crainte obligeait à la subir.

Dans cette dernière classe, ils comptent Charles IV, l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse, le Pape et la République suisse. Sans vouloir discuter ici l'exactitude de cette classification, je me contenterai de dire que l'Espagne ne fut point soumise par la force à l'alliance française. Je ne songe pas même à me plaindre de l'injustice avec laquelle je suis traité dans le livre de la commission d'officiers d'état-major. J'aime à leur reconnaître du talent. Que n'ont-ils été les maîtres

d'écrire avec une entière liberté! Mais leur mission était de caresser, de tranquilliser cette Cour dont la conscience n'était pas exempte de remords. Et cependant ils ont dit, soit involontairement, soit avec préméditation, de telles choses, que, tout en se déclarant mes ennemis, ces écrivains semblent avoir pris à tâche de plaider ma cause. Ils m'ont fourni des arguments que je ferai valoir en m'appuyant sur les données que je me plais à leur emprunter.

J'y reviendrai bientôt. A présent je dois seulement prouver que l'alliance de l'Espagne avec la France républicaine ou impériale, tant que je fus le maître de mes actions, loin d'être inspirée par la peur ou imposée par la force, n'eut jamais d'autre base que l'intérêt réel et bien entendu de notre pays.

Mes lecteurs ont déjà vu les puissans motifs qui dictèrent le premier traité fait avec la République en 1796. Lorsque ne pouvant plus conserver notre neutralité, poussés à bout, non par la France qui souscrivait à notre neutralité, mais par l'Angleterre qui bien voulait pas, nous dûmes préférer la paix avec le Directoire et joindre nos efforts aux siens pour repousser les violences du Cabinet de Saint-James. Le seul but, la seule obligation de cette alliance fut de combattre les Anglais sans renoncer toutefois à nos liaisons amicales avec les autres puissances, à cette époque, ennemies de la France. Cela prouve que notre choix était libre et sagement réfléchi. Il n'y avait pas moyen de conserver la paix intérieure, si nous n'étions parfaitement rassurés du côté de la France. Cette considération seule fixa notre politique. Les attaques multipliées de l'Angleterre nous

avertissaient de songer à nous défendre sur toutes les mers. Point de milieu : les flottes de la République et de la Hollande devaient nous aider à protéger ces vastes possessions lointaines qui attiraient la cupidité du ministère Pitt ; et privés de l'appui de cette double marine alliée, comment retenir ces colonies qu'il était facile à nos adversaires de séparer de la métropole ? J'ai dit tout cela fort explicitement aux chapitres XXX et suivans de la première partie de ces *Mémoires*.

L'avénement de Napoléon changea fort peu la nature de nos rapports avec nos voisins.

On a vu que la guerre de Portugal, en 1801, n'était que la conséquence forcée de la guerre avec la Grande-Bretagne. Les bons offices de l'Espagne en faveur de la maison de Bragance, unie par le sang à celle de nos Rois, modérèrent d'abord les justes ressentimens de la France ; mais enfin la condescendance de celle-ci et la nôtre devaient avoir un terme : il était impossible de tolérer plus long-temps l'ingratitude obstinée du Cabinet de Lisbonne. Fallait-il faire encore une fois la guerre à la République pour soutenir le Gouvernement portugais, qui, ouvertement dévoué à l'Angleterre, la favorisait de tous ses moyens contre la France et contre nous ? L'indépendance entière, le libre arbitre de l'Espagne se manifestent dans cette lutte depuis le commencement jusqu'à la fin ; notre volonté fut faite, et non pas celle de Bonaparte : malgré toute sa mauvaise humeur, il respecta la paix que nous avions dictée ; il rappela ses troupes ; il finit par accepter lui-même cette paix sur les mêmes bases que la nôtre. (Chap. V et VI de la II<sup>e</sup> partie.)



Après vint celle d'Amiens, qui dura si peu ; les hostilités recommencèrent entre l'Angleterre et la France. Ici la même indépendance de notre côté : nous restâmes neutres. La Hollande, quoique vivement sollicitée par le Cabinet de Saint-James, qui lui offrait son amitié à la seule condition de rester neutre comme nous ; la Hollande, entraînée par la France, ne put s'abstenir de prendre part à la querelle. L'Espagne, je le répète, se maintint ferme dans sa résolution en dépit de tous les efforts du Gouvernement consulaire. Malheureusement, il est vrai (mais contre mon opinion hautement prononcée), l'Espagne eut la faiblesse de promettre un subside à la France ; compensation inopportune, mal entendue, d'un traité d'alliance qui n'imposait nullement un pareil sacrifice. Au reste, il n'en résulte pas moins que nous étions libres, que nous évitions la guerre, que notre alliance, de quelque manière qu'on veuille l'interpréter, n'excédait point les bornes convenables, que notre indépendance était bien constatée, et que l'Espagne y trouvait des avantages positifs.

Pitt gouvernait le Cabinet anglais. Sa politique toujours la même, toujours celle qui nous forçait à faire la guerre en 1796, plus dure encore, plus injuste et finalement atroce, nous força de nouveau à prendre les armes : il nous provoqua par des insultes, par des outrages inconcevables, inouïs chez les peuples civilisés. Certainement on ne dira pas que ce fut la France qui nous jeta dans cette guerre de 1802. A cette époque, nos relations avec elle étaient entièrement pacifiques, bienveillantes même ; il n'existait aucune dis-

cussion, aucune prétention politique, ni d'un côté ni de l'autre.

Le dernier attentat de l'Angleterre excita l'indignation de tous les Espagnols dans les quatre parties du monde, et cette guerre inopinée, furieuse, qui n'épargnait pas même l'inoffensive barque du pêcheur, il fallait bien enfin la repousser; l'amour-propre national et tous nos intérêts les plus chers étaient compromis<sup>1</sup>.

En vain les ministres anglais dirent-ils que l'enlèvement de nos frégates n'était qu'une mesure de précaution. Si tel fut réellement le seul motif de cette félonie barbare et sans exemple, pourquoi faisaient-ils en même temps saisir, brûler tous les bâtimens espagnols, en quelque lieu qu'ils se trouvassent, même ceux dont la petitesse est dédaignée dans une guerre ordinaire?

Couler à fond, détruire, est-ce prendre des otages? Nous reprochait-on d'avoir été trop prompts à courir aux armes, d'avoir arrêté, emprisonné les personnes, séquestré les biens des Anglais établis ou voyageant en

<sup>1</sup> D. Mariano Izazbiribil, commandant la frégate *la Estremefia*, continuait paisiblement ses observations scientifiques et ses travaux d'hydrographie sur la côte du Chili. Il fut attaqué auprès de Copiapo par un brigantin anglais de la marine royale, qui (le 30 septembre) vint tout-à-coup l'insulter et le cribler de mitraille, justement six jours avant la surprise de nos quatre frégates. Le savant marin, saisi au dépourvu, sans moyens de défense, mit le feu à son bâtiment et se sauva sur un canot à Copiapo, emportant les papiers, dessins et instrumens qu'il put enlever à la hâte. Ce fait seul, parmi tant d'autres de même nature, prouve bien que les ordres étaient donnés depuis long-temps aux vaisseaux anglais, tandis qu'un ministre plénipotentiaire de Londres négociait à Madrid.

Espagne, comme les choses se passèrent en France après la rupture de la paix d'Amiens? Non, certes; notre Gouvernement, trop sage, plus endurant qu'il ne convient de l'être en pareil cas, n'eut pas même l'air de s'apercevoir de l'ignoble félonie commise par les Anglais. Les pourparlers de paix durèrent tout le mois d'octobre; on attendait les explications que le ministre, M. Frère, pourrait donner sur une conduite aussi étrange. D. Pedro Ceballos lui adressa une dernière note en novembre, offrant encore d'admettre tous les tempéramens et donner toutes les sûretés qui ne seraient pas incompatibles avec l'honneur de la couronne. L'envoyé anglais ne répondit pas et partit avec précipitation. Notre Gouvernement tarda deux mois encore à déclarer la guerre. Il ne reçut aucune explication; il espérait toujours que l'Angleterre verrait, dans cette lenteur à prendre un parti, notre désir de conserver la paix, combien le Cabinet espagnol était libre d'agir, et surtout que la France ne nous forçait pas la main. Cependant, à la première nouvelle de l'agression des Anglais, le Premier Consul accourut avec des offres de service, et le Cabinet de Saint-James ne l'ignorait pas. Notre modération aurait dû être mieux appréciée. Mais Pitt voulait la guerre.

Il fallut bien se décider à la faire aussi, puisqu'on nous y forçait, et accepter les secours de la France pour soutenir la lutte contre ces orgueilleux tyrans des mers.

La France et la Hollande combattaient déjà. Rien de plus naturel que de se rallier à ces deux nations. Dira-t-on que la France nous entraînait dans la que-

relle? Nous n'agissions que pour nous-mêmes, que pour notre propre intérêt; et pour agir avec succès, avec plus d'égalité, ne convenait-il pas de joindre nos efforts à ceux de la France et de la Hollande?

M. de Pradt a dit que *la France ne pouvait rien contre l'Angleterre!* Oh! le Cabinet de Saint-James n'eut pas toujours cette sécurité. La fière Albion a connu la peur; elle éprouva des inquiétudes. On mit sur pied une armée de cent cinquante mille hommes, sans compter les volontaires, les armemens provinciaux; on travaillait à se faire, à tout prix, des alliés sur le continent pour amortir le coup dont on était menacé... Croit-on que nous ayons mis du nôtre plus que la France du sien dans cette lutte? La France tout entière concourut au formidable armement qui se préparait contre l'Angleterre, et cet armement était déjà presque complet, lorsque nous vinmes nous associer à la vengeance commune. Chaque département offrait un vaisseau de ligne; les grandes villes, des frégates; les communes même de peu d'importance donnaient un bâtiment de transport, une felouque, une chaloupe canonnière, ou de l'argent à la place. On travaillait sans relâche à Brest, à Toulon, à Cherbourg, dans tous les ports militaires, dans toutes les rades.

A Brest, Lorient, Dunkerque, Rochefort, Boulogne, Étaples, Wimereux, Calais, Ambleteuse, etc., les ailes et le centre de la flottille de débarquement comptaient, vers la fin de juillet, deux mille trois cent cinq bâtimens de toutes grandeurs, seize mille matelots, cent cinquante mille hommes d'infanterie,

dix mille chevaux ; artillerie , provisions , munitions , tout était prêt.

Pour subvenir à ces énormes dépenses , le ministre seul de la Marine recevait 400 millions de francs !

En dehors de l'armement expéditionnaire , il y avait à Brest vingt et un vaisseaux de ligne ; avec ceux des autres départemens , la France pouvait en réunir au moins cinquante accompagnés d'un nombre suffisant de frégates et de bâtimens de diverses portées. La Hollande armait onze vaisseaux de ligne et quinze frégates ou corvettes. On n'avait jamais vu de forces comparables à celles que déployait la France en 1804. Ajoutez-y le merveilleux prestige de Napoléon , marchant à la tête de ses fameux guerriers , Ney , Soult , Lannes , Macdonald , Saint-Cyr , Masséna , qui conduisaient des troupes ivres d'enthousiasme , avides de victoires nouvelles.

C'est à cette France puissante et glorieuse que l'Espagne s'associait , non pas à cette France humiliée , déchue ( vers la fin du règne de Louis XV ) , dont un ministre si vanté , Florida Blanca , rechercha la déplorable alliance. Il ne s'agissait pas ici de fomenter des entreprises déloyales , de soutenir des colons révoltés contre la métropole ; non , l'Espagne , insolemment provoquée , défendait sa dignité méconnue. L'Angleterre avait foulé aux pieds tous les traités , abusé de notre bonne foi. Ne fallait-il pas repousser des insultes multipliées , protéger notre commerce , conserver nos possessions d'Amérique , sauver l'honneur de notre pavillon et forcer les Anglais à respecter le droit des gens ? Le Gouvernement et le peuple étaient parfaitement d'accord ; sans doute

on ne faisait pas la guerre sans quelques regrets : deux ans de fléaux continuels avaient pesé sur le pays ; mais la fierté castillane et le patriotisme inné chez les Espagnols ranimaient tous les courages ; cette nouvelle lutte ne nous effrayait pas. S'il existait parmi nous quelques partisans de l'Angleterre, ils gardaient un profond silence ; l'union avec la France était le vœu général : nul Espagnol n'eût osé conseiller de s'humilier devant les affronts , de se mettre à la solde du Cabinet de Saint-James et de combattre pour lui contre nos voisins, qui défendaient la même cause et dont les intérêts s'identifiaient avec les nôtres. On a pourtant crié sur les toits que pour complaire au chef de la France, pour obtenir son appui ou ses bonnes grâces, je livrai notre marine à sa discrétion. Quelle stupide iniquité ! Et plus tard des écrivains étrangers s'en firent les échos ! Qu'auraient-ils dit de moi, les uns et les autres, si, souffrant lâchement les outrages de l'Angleterre et m'attelant à son char, j'eusse appelé sur nous les calamités dont l'Autriche fut accablée et la tempête qui déjà menaçait la Grande-Bretagne même ? C'est bien alors qu'on aurait pu m'accuser avec une apparence de raison d'avoir vendu et livré mon pays, et supposer que l'or britannique avait payé ma félonie !

Ah ! tout au contraire ; je ne fis que suivre le torrent de l'opinion nationale. Cette opinion voulait qu'on s'unît à la France. Les Espagnols, fiers de s'allier aux guerriers de Napoléon, désiraient prendre part à leurs victoires... Que tous les contemporains encore vivans me servent de témoins ; aucun n'a cru que la plus

forte partie de la charge eût pesé sur nous : on vit bien que la France en supportait au moins les quatre cinquièmes... Et que de belles choses n'aurait-on pas racontées si le succès eût couronné cette alliance !

A-t-on quelque chose à me reprocher ou à qui que ce soit en Espagne ? La question mérite d'être examinée à fond. Généralissime des armées de terre et

On a prétendu que l'Espagne aurait pu se joindre à l'Autriche et à la Russie dans la troisième coalition, vers la fin d'août 1805. C'est une méchanceté ou une sottise, ou plutôt l'une et l'autre. La rupture de l'Angleterre avec nous est du commencement d'octobre 1804. L'Autriche alors, comme je l'ai déjà dit, n'était point encore en état de se mesurer avec la France. La Russie ne demandait pas mieux que de négocier, du moins jusqu'en juillet 1806, et l'Autriche partageait cette disposition pacifique ; la Prusse en était ou feignait d'en être l'officieuse médiatrice : car elle attendait aussi les événemens et se tenait à la cape. Dans les premiers mois de 1805, rien de moins décidé que cette nouvelle coalition à grande peine organisée au mois d'août. La résolution prise par Pitt de nous attaquer dix mois auparavant fut un acte de passion et même une faute politique. Plus tard sans doute, et après avoir complètement rallié une troisième coalition, Pitt aurait pu concevoir l'espérance d'y attirer l'Espagne dès qu'il s'agirait de mettre un frein à l'ambition de Napoléon ; il eût fallu cependant y regarder à deux fois avant de donner à Charles IV le conseil d'entrer dans cette ligue. Certainement jamais l'idée ne m'en serait venue tant que la Prusse n'en eût pas fait partie. Toutefois, en laissant marcher le temps et mûrir l'occasion, le besoin d'affermir l'équilibre et le repos de l'Europe pouvait nous engager à nous réunir aux puissances coalisées pour obtenir ce résultat.

Mais en octobre et novembre 1804, cette résolution, de notre part, était au moins prématurée : les attaques violentes de l'Angleterre ne nous laissaient d'autre alternative que celle de nous joindre à la France et à la Hollande pour repousser des insultes par trop humiliantes. Ce parti une fois pris, désertir une alliance récemment contractée, sans motif légitime, n'eût-ce pas été une véritable infamie ?

de mer, si le résultat de la combinaison de nos forces avec celles de la France et de la Hollande fut manquée par ma faute, certainement la responsabilité doit tomber sur moi ! J'y consens.

Mon premier devoir était de faire des efforts vigoureux. Un armement considérable apparut improvisé en moins de trois mois. Vers le milieu de mars, sans compter les vaisseaux envoyés en Amérique et qui arrivèrent tous à leur destination, trois escadres prêtes dans les ports de Cadix, Carthagène, La Corogne et Le Ferrol n'attendaient plus que le signal d'agir. Un aussi court espace de temps avait suffi pour armer et équiper trente vaisseaux de ligne. L'administration de cette époque n'a pas besoin d'éloges ; ce fait seul atteste sa glorieuse activité. Notre armée navale reçut des renforts successifs : tout fut tiré de nos propres magasins ; l'étranger ne nous y aida en aucune manière ; les équipages se complétèrent sans effort. Il régnait un enthousiasme général, une soif patriotique de vengeance : le dernier matelot ressentait les injures faites à l'honneur national. Quant à la promptitude, à la rapidité du mouvement, il suffit de dire que les escadres espagnoles furent obligées d'attendre les escadres françaises qui devaient marcher avec les nôtres.

Il restait une mesure à prendre, c'est-à-dire à choisir les officiers qui devaient conduire nos vaisseaux. Outre le talent, le patriotisme et la bonne réputation militaire, il fallait chercher des esprits conciliants, des hommes de bonnes manières, qui sussent entretenir honorablement des rapports avec les chefs des forces alliées. Dans la guerre de cinq ans contre l'Angleterre,



au sujet de la *question américaine*, l'une des causes qui firent avorter les meilleures combinaisons des Cabinets de Madrid et de Versailles fut la mésintelligence ou plutôt la rivalité funeste des généraux espagnols et français <sup>1</sup>.

On peut également attribuer les malheurs de cette époque à la manie qu'on avait alors de soumettre à la direction du Cabinet les moindres opérations militaires. On n'osait rien faire sans attendre les ordres ministériels souvent contradictoires et tardifs. Je tâchai de parer à cet inconvénient. Les succès de la guerre dépendent toujours de l'à-propos de l'action et du concours loyal des parties intéressées.

<sup>1</sup> Soixante-huit vaisseaux de ligne, dont trente-huit espagnols, devaient protéger la descente en Angleterre. Une armée de 50,000 hommes était réunie sur la frontière nord de la France. Les bâtimens de transport ne manquaient pas ; la saison (en juin) favorisait l'entreprise ; la terreur et la confusion régnaient de l'autre côté du détroit ; mais à peine l'escadre combinée fut réunie dans le canal où elle dominait sans contradiction, qu'une fatale dissidence éclata parmi les généraux espagnols et ceux de l'armée française. Les premiers voulaient que l'invasion s'effectuât sans retard ; tandis que l'amiral Hardy se tenait loin du détroit et semblait craindre de s'engager contre des forces supérieures. Les Français au contraire ne voulaient pas débarquer jusqu'à ce que l'amiral anglais fût détruit, du moins suffisamment battu. Pendant cette discussion, l'Angleterre eut le temps de se préparer à la défense. L'escadre combinée se pavait dans le canal de la Manche, et le général Hardy, saisissant un moment favorable, vint sans être aperçu s'emboîser dans les ports les plus menacés. L'équinoxe survint ; la contagion se mit dans les équipages, et l'expédition fut abandonnée.

La même dissidence d'opinion causa la ruine de l'escadre commandée par notre général D. Juan de Langara, le double échec de l'expédition contre la Jamaïque, et finalement la défaite du comte de Grasse.

Je n'ai pas besoin de rappeler ici le mérite, le courage à toute épreuve, la haute capacité, la généreuse coopération des chefs espagnols qui furent employés. L'étranger a rendu pleine justice à nos illustres marins; on les a loués dans toute l'Europe, en France principalement, et beaucoup plus que dans leur patrie. Si la fortune nous fut contraire, s'il y eut des fautes commises, nul reproche n'a été adressé à l'Espagne; l'Empereur, mal inspiré, mit à la tête de son armée navale un homme peu propre à soutenir l'honneur des deux marines alliées. L'histoire ne rejettera pas sur nous les désastres qui signalèrent la fin d'une trop mémorable campagne.

Qui pouvait lire dans l'avenir?

Jamais il ne fut conçu de projet plus grand, plus positif, mieux combiné. Napoléon savait bien que sa flottille seule ne pouvait exécuter l'invasion, si une grande armée navale, supérieure aux forces des Anglais, ne balayait auparavant le canal. Tout le succès de l'entreprise était là.

On chercha donc à distraire d'abord l'attention de l'Angleterre par des tentatives réelles ou simulées sur d'autres points importants de l'Europe, de l'Amérique, de l'Afrique, et même dans les Indes-Orientales.

Notre alliance avec les Français permettait de donner à ce plan beaucoup de latitude.

Il devait sortir de Rochefort une escadre qui se rendrait aux Antilles, en dérobant aux Anglais sa marche et la connaissance de sa destination. L'escadre de Toulon, partie en même temps et avec les mêmes précautions, cinglerait vers le détroit, débloquerait

Cadix , y rallierait notre escadre , gagnerait aussi les Antilles , où elle se joindrait à l'escadre de Rochefort , détruisant partout les stations anglaises , attaquant leurs colonies , reprenant la *Trinité* en passant , et de là les deux escadres reviendraient ensemble au mois de juin dégager Le Ferrol , appeler nos vaisseaux qui s'y trouveraient probablement assiégés , et , marchant droit à Brest , s'y renforcer encore par la réunion de la grande escadre appareillée dans ce port , dominer le canal , appuyer la flottille et le débarquement. Tel était le plan combiné...

L'escadre de Rochefort partit en janvier , sous les ordres du contre-amiral Missiessy , triompha des mauvais temps , déjoua la surveillance des croisières ennemies , et arriva à la Martinique le vingt février<sup>1</sup>...

L'escadre de Toulon mit également à la voile en janvier ; mais de forts coups de vent dispersèrent les vaisseaux ; quelques-uns éprouvèrent des avaries. L'escadre fut obligée de regagner le port ; deux jours après les vaisseaux que les vents avaient séparés rentrèrent avec des prises : mais le second départ ne put avoir lieu que le 30 mars. Le commandant en chef de toutes ces forces était l'amiral Villeneuve<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Cette escadre se composait de cinq vaisseaux de ligne , l'un de trois ponts , trois frégates et quelques bricks. Elle portait 3,500 hommes de débarquement , beaucoup d'armes à feu , un bon train d'artillerie et des munitions de tous genres. Ces troupes étaient commandées par le général Lagrange.

<sup>2</sup> L'escadre de Toulon se composait de onze vaisseaux de ligne , sept frégates et deux bricks. Elle avait à bord une forte division de troupes sous les ordres du général Lauriston. Le retard

Cet amiral entra dans le port de Cadix sans aucun accident, le 10 avril ; la station anglaise devant la rade n'était que de cinq vaisseaux et deux ou trois frégates, sous les ordres de sir John Orde. Au premier signal donné par le canon de Gibraltar, les Anglais prirent le large. Ils allèrent rejoindre l'escadre qui bloquait le port de Brest. On ne pardonna point à Villeneuve la vaine ostentation avec laquelle il entra dans le détroit en plein jour. Sir John comptait sur la croisière de lord Nelson du côté de la Méditerranée. Si Villeneuve eût ménagé plus discrètement son arrivée, il lui était facile de surprendre et d'enlever la petite escadre anglaise.

Dans la baie de Cadix, Villeneuve trouva *l'Argonaute*, de quatre-vingts canons, monté par le général Gravina ; *l'Amérique*, de soixante-quatre, par le capitaine D. Juan Darrac ; le vaisseau français *l'Aigle*, et quelques bricks et corvettes. Le surlendemain de sa sortie de Cadix, la moitié de notre escadre mit à la voile pour le suivre : *le Saint-Raphaël*, de quatre-vingts canons, capitaine D. Francisco Montes ; *le Ferme*, de soixante-quatorze, capitaine D. Raphaël Villavincencio ; *le Terrible*, de soixante-quatorze, capitaine D. Francisco Vazquez Mondragon ; *l'Espagne*, de soixante-quatre, capitaine D. Bernardo Muñoz ; la frégate *la Madeleine*, capitaine D. Joseph Caro, et d'autres bâtimens de moindre portée. Cette escadre, partie deux jours après celle de Villeneuve, arriva deux jours avant lui à la Martinique.

éprouvé par cette escadre l'empêcha de se joindre à celle de Missiessy qui l'avait devancée aux Antilles et qui l'y attendit quelques jours, comme il était convenu.

La réunion s'opéra très-heureusement dans la rade de Fort-Royal, le 14 mai; on n'avait rencontré qu'une seule corvette anglaise; nos frégates de chasse s'en emparèrent. On ignorait en Angleterre la direction qu'avait prise la flotte gallo-espagnole; il ne manquait à notre bonne fortune que d'arriver à temps pour trouver Missiessy et rallier les trois escadres. Mais ce contre-amiral avait l'ordre de ne pas y rester plus de quarante jours, et de retourner en Europe, si dans le délai prescrit Villeneuve ne paraissait pas. Le terme étant passé, Missiessy n'attendit pas davantage<sup>1</sup>.

Quand cette escadre sortit en janvier, et aussitôt après celle de Toulon, l'Angleterre conçut de sérieuses inquiétudes. Que de points vulnérables en Irlande, à Malte, en Égypte, dans l'Amérique occidentale, etc. ! Le Gouvernement britannique fut obligé de disséminer ses forces, d'envoyer des escadres de tous les côtés. De notre part, le secret fut si bien gardé, que Nelson lui-même perdit son temps à courir les mers pendant cinq mois sans trouver personne, ni deviner la route que nous avions prise. Les déviations de Nelson nous laissèrent le temps nécessaire pour aller en Amérique et revenir. Une fausse induction de l'amiral anglais sauva peut-être l'escadre de Villeneuve. Voici comment. J'avais à remplir un devoir rigoureux; mon exactitude à m'en acquitter ne faisait que redoubler la haine du

<sup>1</sup> L'escadre de Rochefort fit un grand nombre de prises dans les Antilles; elle avait en outre envahi, dévasté la Dominique, Montserrat, Saint-Christophe et la colonie de Nievès. Chargée d'un immense butin, elle rentra à Rochefort sans trouver un seul ennemi sur son passage.

Prince et de la Princesse des Asturies contre moi. Son Altesse Royale me demanda (je crois fort innocemment) quels étaient les plans de la campagne, l'emploi des forces qu'on préparait, et la combinaison de nos escadres avec celles de la France.....

C'était le secret de l'État; le bon ou mauvais succès de la guerre en dépendait; je ne devais point le révéler pour satisfaire la curiosité du Prince, qui en aurait à l'instant fait part à son épouse. Refuser de répondre, c'était un manque d'égards; dire l'état des choses, connaissant la faiblesse maritale du Prince, c'était une faute impardonnable. Je ne sais si quelqu'un pourra me blâmer d'avoir répondu à Son Altesse d'une manière évasive. Dans ce conflit, entre le respect et le devoir, je dis « que les plans étaient fort vastes, mais qu'ils pourraient varier selon les circonstances; que l'escadre de Rochefort partait pour les Indes orientales; que celle de Toulon allait en Égypte, et que les autres se préparaient à frapper un grand coup en Irlande quand le moment serait venu. »

La Princesse des Asturies, comme je m'en doutais bien, ne tarda point à connaître ma réponse; elle en fit part aussitôt à Naples.

A la première sortie de l'escadre de Toulon, en janvier, Nelson, qui se tenait à la cape entre les îles de Sardaigne, reçut l'avis et se mit en devoir de donner chasse à l'escadre française; mais la tempête qui avait obligé Villeneuve à rentrer dans le port contraria aussi l'amiral anglais. Il passa plusieurs jours à chercher Villeneuve au milieu des orages: ce fut en parcourant les côtes des Deux-Siciles, et s'informant de tous côtés,

qu'il reçut les renseignemens transmis par la Princesse des Asturies ; à l'instant il fit voile vers l'Égypte.

De retour à Malte sans avoir rien trouvé de ce qu'il cherchait, il apprit que Villeneuve, rentré à Toulon à cause de la tempête, s'y préparait à partir de nouveau, et qu'il embarquait des armes, des selles, avec beaucoup de munitions de bouche et de guerre. Nelson ne douta plus que l'expédition ne fût dirigée contre l'Égypte. Afin d'inspirer de la confiance à Villeneuve, il s'éloigna de ces parages, comme pour laisser le chemin libre. Ayant l'air d'abandonner cette croisière, il entra dans le golfe de Lyon, faisant mine d'en vouloir aux îles Baléares, et retourna tout-à-coup à son point d'*observation* sur la côte méridionale de la Sardaigne. Enfin, lassé d'y attendre inutilement, il revira de bord, et s'approcha de Toulon. Il sut en chemin que l'amiral français était parti, et qu'il semblait se diriger vers la côte d'Afrique.

Nelson suivit le canal entre la Sardaigne et la Barbarie, espérant découvrir Villeneuve au nord de la Corse. Toujours frappé de l'idée fixe que l'expédition française allait en Égypte, il se portait encore une fois sur Malte, lorsqu'il apprit enfin que l'escadre avait passé le détroit. Pour comble de désappointement, jusqu'au cinq mai, les vents contraires ne lui permirent pas d'entrer dans l'Océan. Après tant d'incertitudes et de contradictions, il reçut de Lisbonne l'avis positif que Villeneuve cinglait vers l'Amérique. Il ne perdit pas un moment ; c'était le 11 mai ; le 14, l'amiral français jetait l'ancre dans la rade de Fort-Royal, et l'armée franco-espagnole s'y trouvait forte de dix-huit vaisseaux de ligne

et sept frégates. Nelson osait néanmoins la chercher avec dix vaisseaux seulement, mais avec l'espoir de rencontrer en chemin les croisières des amiraux Dacres et Cochrane qui devaient rôder par là, l'un près de la Jamaïque, l'autre près de la Barbade. Villeneuve, de son côté, venait de recevoir deux vaisseaux de plus, *l'Algésiras* et *l'Achille*, tous deux de soixante-quatorze, et la frégate *la Didon*, de quarante, qui apportaient des troupes de débarquement.

Que de belles espérances trompées! Villeneuve, après vingt jours de repos dans la rade de Fort-Royal, prit le parti d'attaquer la roche du Diamant presque aussi escarpée que Gibraltar, et qui gênait réellement le commerce de la Martinique. L'assaut fut ordonné. Cette position, en apparence imprenable, coûta trois journées de feu et de sang; elle aurait tout aussi bien cédé à un blocus de cinq ou six semaines; Villeneuve en avait passé trois sans rien faire dans la rade de Fort-Royal.

C'est à quoi se bornèrent tous nos exploits; nos marins et nos soldats rivalisèrent de courage avec les Français. La première chaloupe qui aborda le rocher sous une pluie de mitraille appartenait à l'escadre espagnole, sous les ordres de Gravina<sup>1</sup>.

Sur les instances réitérées de ce général, Villeneuve consentit à reprendre l'île de la Trinité, comme il était convenu entre les deux Cours. A cet effet, les troupes

<sup>1</sup> Voir les *Moniteurs* de l'époque : On y trouve le rapport de l'amiral Villeneuve au ministre de la Marine impériale. On accorde à nos soldats la part de gloire qui leur est due.



de notre escadre furent renforcées par les garnisons de la Martinique et de la Guadeloupe. Le 6 juillet, l'armée combinée tout entière naviguait vers le sud, au grand contentement des Français et des Espagnols. Le 8, un convoi de quatorze bâtimens marchands, venant d'Antigua, tomba en notre pouvoir; le lendemain, 9, on prit un brick anglais sortant de la Barbade avec des dépêches de lord Nelson pour le commandant de la Jamaïque et l'amiral Dacres. L'officier qui portait les dépêches s'empressa de les jeter à l'eau. Tout ce qu'on put tirer de lui, ce fut que Nelson était arrivé le 4 à la Barbade, où il avait rallié lord Cochrane, avec *quatre vaisseaux de ligne*. L'officier ne disait point la vérité; car Nelson n'y trouva que deux vaisseaux (Cochrane n'en ayant pas davantage, et nous le savions déjà). Le prisonnier ne voulut pas dire quelles étaient au juste les forces de Nelson. Villeneuve, contre le vœu de toute l'armée, qui brûlait d'ardeur et d'envie de se mesurer avec l'audacieux amiral anglais, refusa obstinément de continuer sa route vers le sud. Dans le premier accès de sa juste indignation, Gravina voulut aller seul, avec les six vaisseaux espagnols, attaquer l'île de la Trinité, qui ne devait pas se trouver en état de défense. « Mais après, comment pourrait-il  
« rejoindre l'escadre française qui retournait en Europe?  
« Et si abandonnant Villeneuve, celui-ci venait à être  
« battu par les Anglais, comme il était fort possible,  
« n'aurait-on pas attribué ce malheur à l'absence de  
« l'escadre espagnole? N'aurait-on pas dit que nous  
« avions fait manquer le grand projet dont la reprise

« de la Trinité ne devait être considérée que comme  
« un mince accessoire? »

Gravina se résigne; il donne le signal de virer de bord et de suivre les Français. Les troupes empruntées à la Martinique et à la Guadeloupe sont renvoyées; et tandis que Nelson se dirigeait vers le sud, l'armée gallo-espagnole marchait, voiles déployées, vers le nord.

L'amiral anglais s'avança jusqu'à l'embouchure de l'Orénoque. Désespéré de ne nous trouver nulle part, ou feignant de l'être, il reprit la direction de la Barbade; il y apprit que nous retournions en Europe, et résolut de nous y suivre; (il espérait toujours rencontrer en chemin, ou du moins en approchant des côtes de l'Espagne, quelques divisions qui se joindraient à lui). Il fit si bonne diligence qu'il nous devança de quelques jours. A son arrivée à Gibraltar, il rallia l'amiral Collingwood qui croisait devant Cadix et fit appeler aussi Cornwallis et Calder: le premier était devant Brest; le second bloquait Le Ferrol et La Corogne. Nelson, préoccupé de l'idée que l'Irlande était menacée d'une invasion, s'empressa de s'y rendre personnellement. Là, il jugea convenable de terminer ses longues et inutiles aberrations; ayant couru sept mois après nos escadres sans les trouver. Villeneuve arriva sain et sauf jusqu'à vingt lieues en-deçà des îles Açores vers le nord-ouest; on reprit un galion espagnol, chargé de trois millions de piastres, dont un corsaire anglais s'était emparé. On fit quelques autres prises de moindre importance, marchant toujours et n'ayant d'autres ennemis que les vents contraires; sans cela

nous eussions débouché du cap Finistère lorsque Calder croisait sur la côte de Galice, et il aurait eu bien de la peine à nous échapper ; mais, sur l'avis de Nelson, lord Cornwallis rappela l'escadre de Stirling qui bloquait Rochefort, et lui ordonna de se joindre à celle de Calder pour croiser ensemble pendant quelques jours, afin de voir venir la flotte combinée et de l'attaquer. L'amiral Stirling, dans le cas où la flotte ne se montrerait pas, devait retourner à Rochefort, où sa présence était absolument nécessaire. Si les vents eussent retenu Villeneuve quelques jours de plus, il aurait, en arrivant, trouvé Calder seul avec ses dix vaisseaux.

L'escadre française de Rochefort profita de la disparition momentanée de Stirling et vint au-devant de nous : démarche vraiment hasardée, peu réfléchie, du ministère français, qui ne savait rien de notre retour. Cette escadre ne nous rencontra pas.

Sur ces entrefaites, le 22 juillet, près du cap Finistère, au sud-est, à vingt-cinq lieues de la côte, l'escadre combinée marchait sur trois colonnes, direction à l'est un quart sud-est. Un épais brouillard obscurcissait l'horizon.

Vers midi on découvrit vingt-et-une voiles, la plupart de haut bord ; il y avait effectivement seize vaisseaux deligne, dont trois de trois ponts, et deux *rebajados*, *rasans*. L'escadre combinée forma sa ligne de bataille, les Espagnols à l'avant-garde, et en tête le général Gravina ; Villeneuve occupait le centre.

L'ennemi manœuvrait de manière à faire croire qu'il cherchait à doubler notre avant-garde et la placer entre deux feux. Mais, virant de bord tout-à-coup en sens

inverse, et s'étant couvert entièrement par cette manœuvre qui le rapprochait du centre, le général Gravina arbora son pavillon et commença le feu contre l'avant-garde ennemie...

L'escadre anglaise serra sur nous : l'affaire fut engagée sur deux lignes parallèles. Le brouillard continuait, à chaque moment plus épais : on tirait pour ainsi dire au hasard, sans voir autre chose que l'éclat de la lumière instantanée du canon ; le combat dura quatre heures, de cinq à neuf. Dans la nuit, de notre côté, il y avait constamment quatre boulets en l'air. En ce moment le feu de la ligne anglaise s'éteignit ; l'obscurité ne permettait pas de distinguer les mouvemens de l'ennemi ; on apercevait seulement, et par intervalles, quelques signaux de conserve, qui s'éloignaient peu à peu ; en effet, à la pointe du jour, on revit les Anglais, à grande distance, sous le vent...

Malgré l'avantage de notre position, il était impossible d'en profiter, même de communiquer par signaux. Sans cette malheureuse obscurité, on pouvait aisément couper la ligne anglaise. Gravina le voulait ; malgré tous ses efforts pour se faire entendre, le brouillard ne le permit jamais et l'avantage du vent tourna même contre nous. Nos vaisseaux avaient tous été engagés ; mais parmi les plus avancés de la ligne, *le Saint-Raphaël* et *le Ferme* dérivèrent sur l'escadre ennemie. Vers la fin du combat, au moment d'un *éclairci*, on vit l'un des deux, poussé par le vent, se débattre avec deux vaisseaux anglais dont l'un fut très-maltraité. Le vaisseau français *le Pluton*, qui suivait le nôtre en ligne, s'en étant aperçu, s'efforça d'arriver à son secours. Le

brave capitaine Cosmao le joignit : notre vaisseau avait perdu son grand mât et son mât de misaine. Cosmao eut le courage de se jeter entre lui et les vaisseaux anglais : la fumée et le brouillard empêchèrent d'autres vaisseaux français de suivre les eaux du *Pluton*. Cosmao, se trouvant seul contre trois vaisseaux ennemis, fut contraint de renoncer à sa généreuse entreprise : il sauva néanmoins *l'Espagne*, qui allait aussi tomber sous le vent de la ligne. *Le Saint-Raphaël* ne reçut plus de secours ; on le vit parfois et de très-loin, ayant aussi perdu tous ses mâts et continuant à se battre. Par malheur il n'était pas bon voilier et dérivait beaucoup. Au reste, nos marins, piqués d'honneur, poussaient le courage jusqu'à la témérité pour tâcher de faire encore mieux que nos alliés ; seule et noble jalousie que montrèrent nos officiers dans toute la campagne<sup>1</sup>.

L'escadre combinée attendait le jour, espérant donner suite au combat. Chacun voyait avec douleur que l'amiral anglais allait nous échapper. Calder fuyait en désordre : il avait déjà gagné deux lieues d'avance. A neuf heures du matin, signal pour toute la ligne de

<sup>1</sup> Voici l'ordre de bataille de l'escadre combinée ; les distances gardées à mi-câble : Vaisseaux espagnols : *l'Argonaute*, *le Terrible*, *l'Espagne*, *l'Afrique*, *le Saint-Raphaël* et *le Ferme*. Vaisseaux français : *le Pluton*, *le Mont-Blanc*, *l'Atlas*, *le Berwick*, *le Neptune*, *le Bucentaure*, *le Formidable*, *l'Intrépide*, *le Scipion*, *le Swift-Sure*, *l'Indomptable* et *l'Aigle*.

*L'Argonaute* perdit son mât de misaine, ses vergues, cordages, manœuvres, etc., reçut vingt-un boulets dans les côtés, sur le pont ou à la proue, etc. ;

*Le Terrible*, également criblé de boulets, dont un à fleur d'eau, perdit toutes ses voiles, et eut deux obusiers démontés ;

*L'Amérique* n'avait plus de mâts ; toutes ses manœuvres et cor-

poursuivre l'ennemi ; des acclamations de joie y répondirent. Le triomphe n'était pas douteux si l'on pouvait atteindre Calder ; mais le vent faiblissait, la mer devenait très-houleuse. De midi à quatre heures, malgré toutes les voiles déployées, on n'avait pu gagner qu'une demi-lieue sur les Anglais.

Il était donc impossible de les joindre avant minuit ; toutefois, en continuant la chasse, le lendemain matin nous devons les atteindre de bonne heure. *La Didon*, qui s'en était rapprochée, vit trois vaisseaux trainés à la remorque et tous les autres en mauvais état.

Quel fut l'étonnement général et le dépit, tant des Espagnols que des Français, quand l'amiral Villeneuve refusa obstinément de forcer de voiles dans la nuit ! Le matin, à la pointe du jour, on distinguait à peine les mâts des Anglais qui s'effaçaient dans le lointain ; alors on reprit la chasse, qui dura jusqu'au soir, mais sans espérance de succès, et l'amiral français, renonçant à la poursuite désormais inutile, fit voile vers le sud. Les vents contraires ne lui permirent pas d'entrer au Ferrol. L'escadre combinée jeta l'ancre dans la rade de Vigo. Les deux amiraux n'avaient pas mieux fait l'un que l'autre : Calder chercha son salut dans la fuite ;

dages étaient détruits, ses batteries, brisées, plus de vingt boulets dans les flancs ;

*L'Espagne* démantelée, sans voiles, ni cordages, ni manœuvres ; quatre boulets à un pied et demi à fleur d'eau ; vingt-six dans le corps du bâtiment ; plusieurs pièces de la seconde batterie, démontées ;

*Le Saint-Raphaël* et *le Ferme* ne tombèrent au pouvoir des Anglais qu'après le combat, dans la nuit, parce que, ne pouvant plus manœuvrer, ils dérivèrent sous le vent.

Villeneuve le laissa échapper sans chercher à l'atteindre. Calder fut jugé dans son pays par un conseil de guerre : il alléguait que ses vaisseaux avaient trop souffert le 23 pour tenter un nouveau combat. Cette allégation de sa part fut complètement prouvée. Malgré quarante ans de services honorables, la conduite de ce vieux amiral fut entachée par un *blâme formel*.

Napoléon, ou plutôt son très-mauvais ministre de la Marine, Decrès, se montra moins sévère à l'égard de Villeneuve, qui devait au moins être remplacé sur-le-champ : d'abord, à cause de la mollesse avec laquelle il avait agi ; ensuite, parce qu'il n'inspirait aucune confiance, ni à la marine espagnole, ni à la marine française, l'une et l'autre brûlant d'enthousiasme, d'émulation et de patriotisme.

Au fond, la victoire fut à nous, mais incomplète ; elle nous coûta cher néanmoins : nous perdîmes deux vaisseaux qu'il était bien facile de sauver ; nous perdîmes aussi l'avantage décisif que nous aurions dû remporter.

Ce fut une mince consolation de pouvoir dire qu'il n'y eut pas de notre faute. De quel côté que vînt le tort, l'effet restait le même et donnait peu d'espoir d'un meilleur avenir. Je m'en expliquai très-vivement avec l'ambassadeur français ; il ne se refusa point à transmettre mes plaintes à sa Cour. Mais Decrès, ami et protecteur passionné de Villeneuve, s'obstinait à lui conserver le commandement. Ce malheureux général finit par compromettre l'honneur, l'existence même des deux marines...

Ces graves désappointemens m'étaient d'autant plus

sensibles, qu'ils donnèrent lieu à une très-fâcheuse explication avec le Prince des Asturies. Son Altesse m'en voulait toujours. A propos de cette rencontre des escadres, Ferdinand m'interpellant avec aigreur : « Manuel, me dit-il, j'aime à parler clair; ou on te « trompe ou tu m'as trompé : tu m'avais fait entendre « que l'escadre de Toulon allait en Égypte! — Oui, « Monseigneur, et j'avais dit en même temps à Votre « Altesse que les plans pourraient être modifiés selon « les circonstances. — Pas du tout, s'écria le Prince, « puisque l'escadre de Toulon est partie en droiture « pour l'Océan! — Votre Altesse voudra bien se souvenir que l'escadre est sortie deux fois : il est possible que d'abord elle dût aller en Égypte, et que « Nelson en ayant eu l'avis, on ait cru devoir changer « la destination. — Soit, quant à l'Égypte, répliqua « Ferdinand; du reste, rien de ce que tu m'as dit ne « s'est trouvé exact : ce qu'il y a de vrai, c'est qu'en « matière de gouvernement on ne tient pas plus de « compte de moi que si j'étais le dernier valet de la « maison. Cependant le Prince héritier de la couronne « est l'image du Roi, il a droit à plus d'égards. As-tu fait aussi des mensonges à mon père? — Monseigneur, répondis-je, je n'ai jamais fait de mensonges à mon Roi. Votre Altesse doit l'être un jour : « plaise au Ciel qu'elle ait des serviteurs aussi loyaux, « aussi fidèles que je le suis envers son auguste père! « Je donnerais ma vie pour être agréable à Votre Altesse; c'est là tout ce que je désire, et la chose est « facile; Monseigneur, il y a long-temps que je demande ma retraite sans pouvoir l'obtenir. Que Votre



« Altesse daigne appuyer mes instances ; je l'en supplie ; le poids des affaires m'accable. — Oui, oui ,  
« c'est bon, répliqua le Prince ; c'est encore un moyen  
« par lequel tu voudrais me compromettre, n'est-ce  
« pas ? » J'allais répondre ; Ferdinand me tourna le dos. Tel était l'esprit qui , à cette époque , régnait déjà dans l'intérieur du palais.

Cette altercation et d'autres du même genre, bien ou mal entendues, plus ou moins envenimées, retentissaient dans le public. On m'accusa d'oser manquer au Prince des Asturies et de chercher à humilier l'héritier immédiat de la couronne, celui qui d'un moment à l'autre allait saisir le sceptre, tant la santé du Roi, son père, était menacée par de fréquentes maladies !

J'accomplissais un devoir rigoureux, aux dépens de mon avenir. Certainement j'aurais dû chercher à plaire au Prince des Asturies par des prévenances, par des cajoleries de courtisan, comme le faisaient d'autres personnes ; mais, dans mon opinion et dans l'ordre de mes devoirs, le Roi et le pays passaient avant le Prince des Asturies.

---

---

CHAPITRE XXII.

SUITE DU PRÉCÉDENT. — LES ESCADRES FRANÇAISES ET ESPAGNOLES ENTRENT AU FERROL. — ELLES SE RÉUNISSENT AUX VAISSEaux QUI LES Y ATTENDAIENT ; ELLES PARTENT POUR ALLER A CADIX ET RALLIENT QUATRE VAISSEaux DE PLUS. — COMBAT DE TRAFALGAR. — VICTOIRES DE NAPOLEON EN ITALIE ET EN ALLEMAGNE. — PAIX DE PRESBOURG.

---

Les deux escadres restèrent quatre jours dans la baie de Vigo. Le 21 juillet, elles mirent à la voile laissant trois vaisseaux en arrière pour cause de réparations graves (*l'Espagne, l'Amérique et l'Atlas*, ce dernier, français). Par une manœuvre hardie et bien exécutée, l'armée navale entra à la fois le même jour, le 2 août, dans les ports du Ferrol et de La Corogne. L'amiral Calder, revenu à sa croisière depuis une semaine, ne songea point à contrarier le double mouvement de nos escadres.

On ralliait au Ferrol quinze vaisseaux de plus, dont cinq français de soixante-quatorze : *le Héros, le Fougueux, le Redoutable, l'Argonaute, le Duguesclin*; et les dix espagnols : *le Prince des Asturies*, de cent-dix canons, où l'amiral Gravina avait arboré ses couleurs ; *le Neptune*, de quatre-vingts canons, capitaine, le brigadier D. Gaétan Valdès ; *le Saint-Jean*

*Népomucène, le Montañès, le Saint-Augustin*, de soixante-quatorze, capitaines, les brigadiers D. Côme Churruca, D. Dionis Alcalá Galiano et D. Philippe Gagigal; *le Saint-Ildéfonse, le Saint-Just et le Monarque*, de soixante-quatorze, capitaines, D. François Alcedo, D. Miguel Gaston et D. Théodore de Argümosa; *le Saint-Léandre et le Saint-François*, de soixante-quatre, capitaines, D. Joseph Quevedo et D. Louis de Flores; la frégate *la Flore*, et quelques autres bâtimens de diverses grandeurs, espagnols ou français.

L'escadre de Rochefort en était sortie, comme je l'ai dit au chapitre antérieur, pour aller à la rencontre de celles qui revenaient de l'Amérique. D'après l'avis officiel qu'on avait reçu, il était possible de les trouver à une certaine hauteur en face du cap Finistère. Des bâtimens voiliers furent envoyés à la recherche. L'un de ceux-ci, la frégate *la Didon*, ne reparut pas : on ignora long-temps ce qu'elle était devenue; les autres bâtimens ne rapportèrent aucune nouvelle<sup>1</sup>.

L'armée navale allait partir pour Brest suivant le plan convenu, quand elle reçut l'ordre de Paris et de Madrid de se rendre à Cadix sur-le-champ. C'était au moment même où l'Angleterre et la Russie venaient

<sup>1</sup> *La Didon* fut prise par les Anglais. L'escadre de Rochefort, sous les ordres du chef de division le général Lallemand, n'ayant point aperçu l'escadre combinée, croisa sur diverses hauteurs, et fit des prises considérables, entre autres *le Calcutta*, de cinquante-six canons. Chargé de butin et de matelots anglais prisonniers, il revint à Rochefort sans avoir vu d'ennemis. En Angleterre, on appelait cette escadre *l'invisible*.

d'entraîner l'Autriche dans la troisième coalition que Pitt cherchait à former depuis plus d'un an. La Prusse avait toujours l'air de rester neutre et de vouloir intervenir seulement comme médiatrice en faveur de la paix ; mais elle gardait cent mille hommes prêts à marcher et une réserve d'égale force, sous le prétexte vrai ou supposé de maintenir la paix dans le nord de l'Allemagne. Napoléon se méfiait du Cabinet de Berlin ; il craignait qu'au moment critique, quand la guerre serait bien engagée avec l'Autriche et la Russie, ce Cabinet machiavélique ne se joignît à la coalition. Il fallut donc ajourner le projet d'une descente en Angleterre. Mais la politique de Pitt ne se bornait pas à distraire, à rappeler en Allemagne l'armée française campée sur les côtes du Nord ; l'Angleterre, jusqu'à présent menacée, songeait à menacer à son tour : elle préparait plusieurs expéditions qui devaient attaquer divers points du continent. Il en courut des bruits mystérieux qui excitèrent beaucoup de sollicitude. Par des renseignemens assez bien fondés, on crut savoir que les Anglais voulaient se porter en force sur Cadix, jeter une armée de trente mille hommes sur la côte d'Andalousie et s'emparer du port pour détruire et piller les vaisseaux, les chantiers et la ville même<sup>1</sup>. On parlait aussi

<sup>1</sup> Voici un passage du *Morning-Chronicle* publié vers le milieu de septembre : « L'objet de la grande expédition est devenu celui de toutes les conversations ; à tel point que nous croyons ne pas pouvoir nous dispenser d'en parler. Si les ministres désiraient garder le secret, ils ont mal fait d'en instruire leurs amis ; car ceux-ci, pour se donner de l'importance, en ont fait part à tous leurs affidés. Il s'agirait, dit-on, d'une tenta-

de l'invasion des îles Baléares, de Toulon, de Naples, de la Toscane et autres parties de l'Italie. L'Angleterre craignait avec raison que, même après avoir éloigné l'invasion de ses propres côtes par la guerre suscitée dans le nord de l'Allemagne, l'Irlande ne fût encore exposée à une attaque, si les forces maritimes de l'Espagne, de la France et de la Hollande n'étaient pas occupées ailleurs. Le ministère anglais parvint de cette manière à écarter le danger qui menaçait le pays.

Napoléon nous proposait d'envoyer à Cadix l'escadre combinée avant que les Anglais ne reçussent des renforts.

Ainsi les forces de Gravina et de Villeneuve réunies avec l'autre escadre récemment équipée à Cadix, menaçant à la fois plusieurs points de la Méditerranée et de l'Océan, pouvaient frapper un grand coup, si,

« tive contre Cadix pour s'emparer d'autant de vaisseaux qu'il  
« sera possible, et détruire le reste. Si ce plan s'exécute avec  
« énergie et promptitude, il peut réussir, d'après toutes les probabilités. Lord Nelson attaquera du côté de la mer, afin de protéger le débarquement. On suppose que les Espagnols n'ont pas beaucoup de troupes à Cadix; il ne faut donc pas donner à l'ennemi le temps de se reconnaître; on a perdu des momens précieux, et pour peu qu'il y ait encore du retard, l'occasion favorable est passée. Malheureusement le ministère a montré dans cette affaire importante la même hésitation qui en a perdu tant d'autres. Détruire l'escadre de Boulogne et enlever celle de Cadix, seraient deux événemens qui nous permettraient de disposer en toute liberté de notre armée et de nos escadres pendant la guerre actuelle, tandis que, dans ce moment, il faut en convenir, l'escadre de Cadix et la flottille de Boulogne nous empêchent d'agir. Le pire de tout ceci, et ce dont nous sommes le plus étonnés, c'est que les ministres aient laissé transpirer le secret avant de réaliser le projet; l'ennemi aura le temps de se préparer, etc. »

comme il était à présumer, les Anglais ne refusaient pas le combat; la victoire se déclarant en notre faveur, nous pouvions les expulser de la Méditerranée, bloquer Gibraltar, assiéger Malte, et préparer des succès à l'occident de l'Europe, tandis que la France combattait glorieusement en Allemagne.

D'après ce plan d'opérations, notre quatrième escadre ne devait point quitter le port de Carthagène; une autre division française se complétait à Toulon, et les deux auraient concouru à l'exécution des entreprises de la grande armée navale<sup>1</sup>.

Voit-on qu'il y eût de la légèreté, de l'irréflexion dans ce plan? Certes, l'Espagne ne consultait pas les intérêts seuls de la France, les nôtres marchaient en première ligne. On aurait pu même dire avec raison que, dans cette circonstance, la marine française sembla n'avoir d'autre destination que celle de servir l'Espagne. Je cite des faits historiques connus de tout le monde. Pourquoi donc tant d'écrivains chez nous et en Europe, après dix ans de silence, se sont-ils mis à crier que nos escadres furent lâchement et servilement livrées à la merci de Napoléon?

L'armée gallo-espagnole sortit, le 13 août, du Ferrol; elle entra dans le port de Cadix le 20, sans voir l'ennemi; cinq ou six navires marchands trouvés sur sa

<sup>1</sup> L'escadre de Carthagène se composait de quatre vaisseaux de ligne : le *François-de-Paule*, le *Guerrier*, l'*Asie* et le *Saint-Ramon*, sous les ordres du chef d'escadre D. Justo Salcedo; à quoi il faut ajouter divers bâtimens de guerre de moindre portée. Pendant toute la campagne, cette division ne cessa de faire des sorties pour inquiéter l'ennemi; elle intercepta son commerce et ramena beaucoup de prises.

route tombèrent en notre pouvoir. L'amiral Collingwood croisait devant Cadix avec des forces inférieures de plus de moitié. Villeneuve pouvait couper cette division anglaise : c'était un succès décisif; il n'osa le tenter, ne connaissant pas au juste le nombre des vaisseaux ennemis. Cependant le fait seul de s'éloigner pour nous laisser passer prouvait clairement que Collingwood se sentait trop faible. Il n'avait pas encore reçu les renforts qu'il attendait; l'amirauté anglaise avait donné ordre à sir Robert Calder de le rejoindre et fait passer le même avis aux vaisseaux que Nelson laissait à lord Cornwallis; mais ces vaisseaux, ayant eu besoin de quelques réparations, ne pouvaient de sitôt retourner en Europe. Enfin Nelson prit le commandement général de toutes les forces anglaises le 29 septembre.

Aussitôt que l'escadre combinée fut arrivée à Cadix, l'amiral Gravina vint à Madrid rendre compte de ce qui s'était passé jusque-là, et prendre les instructions du Gouvernement. Les projets nouvellement adoptés lui parurent tout-à-fait convenables dans la circonstance; cependant il fit observer que Villeneuve n'était pas l'homme qu'il fallait pour l'exécution. « L'amiral  
« français n'a point cette force de volonté, cette présence d'esprit, cet élan qui décident la victoire dans  
« les momens critiques; il ne manque pas de courage,  
« mais il est irrésolu, lent à prendre un parti; il pèse  
« minutieusement le pour et le contre, comme le  
« marchand qui pèse de l'or; il calcule même les éventualités les plus improbables; il ne voudrait rien laisser à la fortune. Quant à ses talens et à ses connais-

« sances, Villeneuve n'en a pas moins qu'un autre  
« marin de son temps; malheureusement il tient beau-  
« coup trop aux théories de l'ancienne école; il goûte  
« peu les méthodes nouvelles de la marine anglaise :  
« Villeneuve, attaché à ses idées, repousse tout conseil  
« qui s'écarte de la vieille routine. » Gravina ajoutait  
encore : « Villeneuve, dominé par une crainte ex-  
« cessive de déplaire à l'empereur Napoléon, songe  
« avant tout à l'instruction qu'il en a reçue de  
« veiller spécialement à la conservation des escadres,  
« et de ne pas donner lieu à un triomphe des An-  
« glais; sa timidité, mal interprétée par les marins,  
« lui a fait perdre la confiance des Espagnols et celle  
« de ses compatriotes. »

Oui, sans doute, Villeneuve n'était point l'homme qu'il fallait opposer à Nelson. Je recommandai à Gravina de ménager autant qu'il pourrait l'amiral français, d'éviter tout choc que la conservation de Cadix et l'honneur des armes alliées ne rendraient pas absolument nécessaire. Enfin je lui dis confidentiellement que dans peu de jours *Villeneuve serait remplacé* : « Gardez-en bien le secret, mon cher Gravina; entretenez avec lui la même bonne harmonie que jusqu'ici, excepté dans le cas d'une témérité folle, peu à craindre de la circonspection naturelle de Villeneuve; du reste, prêtez-lui un loyal concours, et qu'on ne puisse jamais nous accuser d'avoir fait manquer l'occasion de nuire à l'ennemi. »

Déjà quatre vaisseaux espagnols de plus augmentaient les forces rassemblées dans le port de Cadix; le fameux *la Trinité*, de 140 canons, parfaitement équipé,



monté par le chef d'escadre D. Balthasar Hidalgo de Cisneros ; *la Sainte-Anne*, par le général D. Ignacio de Alava ; *le Raro*, de 100 canons, par le chef d'escadre D. Henri Macdonell ; et *le Bahamá*, de 74, par le brigadier D. Dionis Alcalá Galiano. Parmi les vaisseaux venus du Ferrol, on fit désarmer *le Terrible*, qui n'était pas en état de servir... Force totale : trente-trois vaisseaux de ligne, cinq frégates, et quelques autres moindres bâtimens de guerre.

Nelson avait sous ses ordres (le 10 octobre) vingt-sept vaisseaux de ligne, dont sept à trois ponts, quatre frégates et quelques bricks. On ne savait point au juste à Cadix quel était le nombre de ces vaisseaux. Différens avis portaient qu'il n'y en avait que vingt-et-un, ce qui fut vrai pendant quelques jours ; mais on ignora qu'il venait de recevoir des renforts. Nelson les cachait avec soin ; les vaisseaux récemment arrivés se tenaient le plus loin possible de la côte afin de ne pas être reconnus.

Quelle dut être la surprise générale en voyant l'amiral Villeneuve sortir tout-à-coup de son apathie ordinaire ! L'ordre formel de son Gouvernement était de ne pas compromettre l'escadre réunie et de se maintenir sur la défensive, si les Anglais tentaient une attaque contre Cadix ou quelque autre point de l'Andalousie ; il ne devait rien engager à moins qu'il n'eût la certitude de combattre avec un grand avantage<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Ces ordres très-positifs lui furent envoyés, lorsque l'amiral Rosily venait d'être nommé pour le remplacer. Celui-ci se mit en route vers le milieu du mois d'octobre ; il arriva à Cadix trois ou quatre jours après le combat de Trafalgar.

A la vue de ces ordres, Villeneuve jugea que son honneur était compromis, et plus encore quand il lut dans *le Moniteur*, où rien ne s'imprimait sans l'aveu du Gouvernement, « *qu'il ne manquât à la marine française qu'un homme d'un caractère décidé et qui eût beaucoup de sang-froid.* » Il apprit en même temps qu'un autre amiral venait le remplacer; il en fut vivement affecté. Autant il avait jusque-là montré de tiédeur à profiter de plusieurs occasions où il aurait pu attaquer l'ennemi avec succès, autant il devint jaloux de réparer son honneur à tout prix; il lui tardait de combattre, tant il était pressé d'acquérir une illustration qui lui manquait !

Un bâtiment ragusais entra dans le port; il apportait la nouvelle qu'à Corfou et à Malte, les Anglais préparaient à la hâte une expédition de guerre, et qu'on mettait l'embargo sur tous les navires marchands pour les employer au transport des troupes. Nos espions de Gibraltar disaient que Nelson avait détaché cinq ou six vaisseaux de son escadre pour une expédition sous les ordres de sir James Craigh.

Sur ces informations, Villeneuve crut que le moment favorable se présentait à lui; il voulait attaquer Nelson avant que celui-ci reçût de nouveaux renforts. Après l'avoir battu, comme il aimait à s'en flatter ayant des forces doubles de celles qu'il espérait trouver, Villeneuve comptait laisser à Cadix une partie de l'escadre, et se diriger avec les autres vaisseaux sur l'île de Malte pour détruire l'expédition de Craigh, sur laquelle on avait des données positives. Mais on n'en avait pas pour contrôler et vérifier les nouvelles de Gibraltar, qui, ordinaire-

ment, n'étaient pas fort exactes. Gravina tâchait de persuader à l'amiral français qu'il serait bon d'attendre encore un peu, et, à force d'instances, il put gagner quatre jours. On recevait cependant d'autres nouvelles qui confirmaient les premières relativement aux forces de Nelson; les avis les plus exagérés lui donnaient vingt-deux vaisseaux de ligne, en ajoutant néanmoins qu'il en attendait d'autres incessamment. D'après toutes ces données et craignant de laisser perdre l'occasion favorable, Villeneuve, animé d'une ardeur qui n'était pas habituelle chez lui, résolut d'aller livrer combat à l'ennemi. Le 19 octobre, il fit part à Gravina de sa résolution prise de partir le lendemain, si lui, Gravina, ne refusait pas de l'accompagner. Gravina dut alors céder moins à sa conviction personnelle qu'à l'engagement contracté avec nos alliés et aux devoirs qui lui étaient imposés. Le 20 au matin, plusieurs bâtimens espagnols et français mirent à la voile, les autres ne purent les suivre; d'abord le vent s'était tourné au sud-est avec une telle violence qu'il fallut prendre deux ris.

Ce contre-temps dura quelques heures. Enfin le vent passa au sud-ouest, et il fut possible de s'aligner. Conformément au plan de Villeneuve, la formation présentait cinq divisions : trois devaient faire la ligne de bataille de sept vaisseaux chacune, et les deux autres de six vaisseaux composant la réserve. Villeneuve était au centre. Notre général Alava commandait l'avant-garde, et M. Dumanoir l'arrière-garde; Gravina conduisait la réserve, dont la première division sous ses ordres immédiats, la deuxième sous les ordres de M. Magon. Celui-ci et Dumanoir étaient contre-amiraux.

Nos frégates avancées avertirent l'ennemi, qui montrait seulement dix-huit voiles. On vira de bord comme pour gagner le détroit, sans changer la ligne déjà prise. Vers le soir, nos bâtimens d'observation annoncèrent qu'ils voyaient encore les dix-huit vaisseaux en ligne de bataille. Notre escadre s'aligna sur les navires qui étaient au vent; et c'est ainsi que le 21, elle se trouva en face de l'escadre anglaise, également formée devant nous; mais au lieu de dix-huit vaisseaux, elle en présentait vingt-sept, dont sept à trois ponts, et quatre frégates, avec cinq ou six bricks.

A sept heures du matin, l'ennemi s'avancait, voiles déployées, vent en poupe, manœuvrant sur notre centre et l'arrière-garde.

On le vit d'abord se former sur trois colonnes; mais bientôt l'une de ces colonnes s'étant partagée, il n'y en eut plus que deux au moment du combat.

Villeneuve ordonna de virer de bord sur toute la ligne; par cette évolution, l'ordre de la bataille fut changé : l'arrière-garde devint l'avant-garde, et réciproquement, la proue tournée au nord. L'objet de cette manœuvre était d'avoir toujours Cadix sous le vent s'il arrivait un échec. Immédiatement après, le vaisseau chef de file reçut l'ordre de serrer le vent, et tout le reste de suivre ses eaux. L'alignement ne put s'établir avec une parfaite exactitude; le vent faible retardait beaucoup la marche; il importait cependant de se rapprocher et d'appuyer aux vaisseaux placés sous le vent; il n'y avait pas une minute à perdre; l'ennemi venait à nous. La partie la mieux formée de notre ligne était l'arrière-garde, depuis *la Sainte-Anne*, commandée par

Alava, jusqu'au *Prince des Asturies*, sur lequel flottait le pavillon de l'amiral Gravina ; et cependant trois vaisseaux y manquaient encore à leur poste. Le centre surtout, véritable point de mire de Nelson, avait quatre vaisseaux de moins restés en arrière. L'ennemi voyait devant lui cette large *solution de continuité*.

A peu près vers midi, les deux colonnes de l'escadre anglaise commencèrent le combat : Nelson, à la tête de la sienne, se porta directement sur le *Bucentaure*, où l'amiral français avait arboré ses couleurs. Collingwood, à la tête de l'autre colonne, marchait contre la *Sainte-Anne*.

Nelson montait le *Victory*; deux vaisseaux à trois ponts le suivaient. Il voulut d'abord couper la ligne entre la poupe de la *Trinité* et la proue du *Bucentaure*. Le général Cisneros ordonna sur-le-champ de lui faire face, tout en se rapprochant du *Bucentaure*, de telle manière que Nelson se vit obligé de renoncer à son audacieuse tentative. Il y perdit beaucoup de monde. Le *Victory* fut excessivement maltraité par le feu terrible auquel il s'était exposé. Il chercha néanmoins encore à s'ouvrir un passage sous la poupe du *Bucentaure*. Le vaisseau qui aurait dû serrer celui-ci en ligne se trouvait éloigné sous le vent; mais le brave capitaine Lucas, qui commandait le *Redoutable*, s'empressa d'arriver et d'occuper le poste : il eut à la fois à combattre le *Victory* de Nelson et un autre vaisseau anglais, le *Téméraire*, tous deux à trois ponts. Vivement pressé par le *Téméraire*, et entraîné sous le vent, le *Redoutable* ouvrit sans le vouloir un passage à l'ennemi en arrière du *Bucentaure*. La plus

forte moitié restante de la colonne de Nelson attaqua nos vaisseaux du centre, tandis que l'autre moitié, menaçant l'avant-garde, et manœuvrant de manière à la tenir en respect, tourna brusquement et vint aussi tomber sur le centre déjà attaqué.

Les Anglais ne s'inquiétaient guère de nos vaisseaux retenus sous le vent ; ils dirigeaient tous leurs efforts contre *la Trinité* et *le Bucentaure*, qui parfois avaient à se défendre contre sept ou huit Anglais à la fois, et leur faisaient éprouver de grandes pertes ; d'un autre côté, *le Redoutable* se trouvait engagé corps à corps avec *le Victory*, le premier de soixante-quatorze, et le second de cent vingt. Cette lutte fut sans doute la plus acharnée et la plus meurtrière ; les deux vaisseaux s'étaient accrochés avec une égale résolution ; on se battait sur les ponts, sur le tillac, dans les hunes ; de chaque côté, la même fureur. C'est au milieu de cette grêle de mitraille et de mousqueterie que tomba Nelson, et la victoire parut décidée en faveur du *Redoutable*. Pendant quelques instans, *le Victory* restait abandonné, désert. Mais *le Téméraire*, se détachant aussitôt de *la Trinité*, courut sur *le Redoutable*, par le côté opposé au *Victory*. Ici recommença le combat : le vaisseau français, mis entre deux feux, soutint ce double choc jusqu'à ce qu'il menaça de couler bas ; et il ne fut pas besoin d'amener son pavillon : le mât de misaine s'écroula de lui-même.

Alors tout le fort du combat se reporta sur *la Trinité* et *le Bucentaure* ; il y avait encore de l'espoir, si nos vaisseaux de l'avant-garde, jusque-là intacts, fussent arrivés à notre secours. Villeneuve leur ordonnait de

virer de bord, vent arrière et sous le vent de la ligne, pour mettre entre deux feux les Anglais eux-mêmes qui avaient coupé la nôtre; mais tous n'accouraient point avec la même précision, tous ne comprirent pas bien les signaux : *le Neptune*, *le Saint-Augustin*, *l'Intrépide* et *le Héros* arrivèrent plus tard qu'ils ne l'eussent voulu, mais aussitôt que le vent le permit; *le Saint-François* et *le Rayo*, moins heureux ou moins bons voiliers, venaient lentement. Le contre-amiral Dumanoir, qui commandait l'avant-garde, aurait dû se porter de lui-même au secours du centre; il fut au contraire le dernier à se mouvoir, et sans écouter les signaux, après avoir viré de bord, il serra le vent et fila devant les deux escadres; inutile spectateur de la lutte dont il ne voulut partager ni les périls, ni la gloire<sup>1</sup>.

*Le Bucentaure* avait amené après trois heures de combat; démâté, fracassé, il ne lui restait pas même un canot pour transporter l'amiral Villeneuve à un autre bord; on ne vint pas le prendre à la remorque : la frégate *Hortense*, qui lui servait de matelot, aurait dû remplir ce devoir à tout prix : on prétend que la chose ne fut pas possible.

Une heure après, également privé de tous ses mâts, criblé de boulets, les ponts, le gaillard, couverts de cadavres, des ruisseaux de sang courant de toutes parts,

<sup>1</sup> Dumanoir emmenait avec lui *le Formidable*, qu'il montait, *le Duguay-Trouin*, *le Mont-Blanc* et *le Scipion* (a).

(a) Dumanoir, échappé au danger de Trafalgar, vint se faire prendre par les Anglais devant le port de Brest. Rentré plus tard en France, il fut acquitté par un conseil de guerre.

E.

le vaisseau *la Trinité* se battait encore avec une constance héroïque : les Anglais firent tous leurs efforts pour maintenir à flot ce colosse, dont ils auraient bien voulu faire arriver les débris jusqu'à Londres ; efforts inutiles ! Ce grand vaisseau disparut sous les vagues. A côté de *la Trinité*, *le Neptune*, *le Saint-Augustin* et *l'Intrépide* s'efforçaient en vain de le défendre. *Le Héros*, qui s'en était le plus rapproché, avait d'abord perdu son capitaine Poulain ; tout percé de boulets, avec tous ses mâts endommagés, il tâchait de regagner le vent et de s'éloigner pour ne pas être totalement enveloppé. Les trois autres vaisseaux continuèrent à se battre contre huit ; le général Valdez, commandant *le Neptune*, se couvrit de gloire, non-seulement par son courage, mais par la présence d'esprit et l'habileté qu'il déploya dans cette longue mêlée. Cagigal et l'Infernet, l'un capitaine du *Saint-Augustin*, l'autre de *l'Intrépide*, ne furent pas moins dignes d'éloges. Deux vaisseaux anglais empêchèrent *le Rayo* et *le San-Francisco* d'arriver au secours de leurs braves camarades.

Cependant à l'autre moitié de la ligne, depuis *la Sainte-Anne* jusqu'au *Prince des Asturies*, qui fermait l'arrière-garde, régnait le même acharnement.

La division de Collingwood s'y était portée ; l'Anglais voulut d'abord s'ouvrir un passage par la proue de *la Sainte-Anne*. Alava se tint prêt : il fit face au *Royal-Souverain* et n'hésita point à l'aborder ; on tira à bout portant ; les deux vaisseaux furent réciproquement démâtés : trois autres vaisseaux ennemis essayèrent aussi de percer par la proue du *Prince des Asturies* ;



mais Gravina le commandait : forçant de voiles et vomissant un feu terrible, il contraignit l'ennemi à prendre une autre direction. La ligne cependant fut coupée ailleurs; dès-lors les Anglais ne luttèrent plus corps à corps, vaisseau contre vaisseau. Une fois le passage ouvert, ils attaquaient en groupes et mettaient entre deux feux les nôtres déjà tournés.

Dès que l'un de nos vaisseaux était démantelé, hors d'état de manœuvrer, ils couraient sur d'autres plus ou moins séparés et retenus par le vent qui favorisait les Anglais... Et il faut bien le dire aussi, plus habile, plus exercé, meilleur tacticien que nous, l'ennemi parvint à rompre notre ligne de bataille; il y jeta la confusion, choisissant pour ainsi dire son terrain, se multipliant sur tous les points, s'exposant à tous les dangers, ne craignant pas d'acheter, au prix de son sang et de ses propres vaisseaux, la victoire qui lui était disputée.

Il en coûta cher à la division de Collingwood pour compléter son triomphe dans cette partie de la lutte.

Quinze vaisseaux, depuis *la Sainte-Anne* jusqu'au *Prince des Asturies*, français ou espagnols, furent engagés dans la mêlée, et si le succès ne couronna point leurs efforts, on ne saurait contester la gloire dont nos marins se couvrirent tous également<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voici l'ordre de la ligne, à partir de *la Sainte-Anne* jusqu'au *Prince des Asturies*. J'ai déjà parlé de l'intervalle laissé dans le centre par le *Neptune*, le *Saint-Léandre*, le *Saint-Just* et l'*Indomptable*, plus ou moins retenus sous le vent. L'*Indomptable* était le dix-septième; le *Pluton*, l'*Algésiras*, le *Bahamé*, l'*Aigle*, le *Swiftsure* et l'*Argonaute*, tous bien et dument à leur poste. Ensuite le *Moutaños*, le *Berwick*, le *Saint-Jean-Népomucène*, le *Saint-Ildefonse*, le *Prince des Asturies* et l'*Achille*.

On a dit alors, et répété depuis, que *l'Argonaute*, français, et *le Moutañés*, espagnol, ne s'étaient pas trouvés parmi le reste de l'avant-garde ; mais on a su que l'un et l'autre avaient perdu leurs mâts. Le capitaine du *Moutañés*, Alcedo, fut tué d'un coup de mousquet, ainsi que son second, D. François Castaños. Toutes les pompes du vaisseau constamment occupées ne suffisaient plus à repousser les eaux de la mer qui l'envahissaient.

A cette extrémité de la ligne, l'engagement durait depuis six heures environ, lorsqu'au milieu de la sanglante échauffourée où les vainqueurs et les vaincus se détruisaient réciproquement, *l'Achille* parut tout enflammé.

*Le Prince des Asturies* combattait auprès de ce vaisseau, tous deux luttant avec une constance rare contre des forces triples dont ils étaient entourés. *L'Achille*, en proie à l'incendie, ne songeait qu'à se battre et laissait faire le feu. Alors les Anglais, redoutant l'explosion, s'éloignèrent. La victoire s'était déclarée

qui devait être le trente-deuxième ; *le Prince des Asturies* et *le Saint-Ildéfonse*, n'ayant pu joindre au moment de la formation, vinrent se placer à côté de ce dernier. *L'Indomptable*, *le Neptune*, *le Saint-Just* et *le Saint-Léandre*, long-temps arrêtés sous le vent, ne purent prendre une part active au combat du centre, et dérivèrent sur l'arrière-garde, dont ils partagèrent les efforts. Par compensation, *le Fougueux*, devant lequel les Anglais traversèrent la ligne, vint se réunir au centre, où il trouva d'autres dangers et une ruine complète. *Le Saint-Just*, commandé par Gaston, et *le Neptune* par le capitaine français Maistrail, se rangèrent auprès du *Prince des Asturies*, où ils combattirent avec une grande valeur.

en leur faveur : le vaisseau français sauta en l'air<sup>1</sup>.

L'escadre anglaise n'était pas moins maltraitée que la nôtre ; quand Dumanoir fila devant l'ennemi avec ses quatre vaisseaux , nul Anglais ne songea à lui bar-  
rer le passage.

Sur toute la ligne de bataille , le pavillon de Gravina fut le seul qui ne cessa point de flotter. Jamais on n'a montré plus de force d'esprit , ni bravé le danger et le malheur avec une plus noble fermeté. Le vaisseau de notre amiral était démantelé , démâté , criblé de boulets , et l'ennemi le craignait encore. La frégate *le Temps* vint le prendre à la remorque ; l'ennemi vit et respecta sa glorieuse retraite. Gravina put rallier dix-huit bâtimens , onze vaisseaux de ligne , cinq frégates et deux bricks , malgré le vent peu favorable qui soufflait avec violence. A dix heures et demie , l'amiral atteignit le Placer de Rota , et le lendemain il jetait l'ancre dans le port de Cadix avec toute sa conserve.

Sur dix-sept vaisseaux de l'escadre combinée qui furent mis hors de combat , deux espagnols seulement purent aller jusqu'à Gibraltar , traînés à la remorque , *le Saint-Ildefonse* et *le Saint-Jean-Népomucène*. *La Trinité*, *le Bahamá*, *le Saint-Augustin* et *l'Argonaute* coulèrent à fond peu d'instans après la ba-

<sup>1</sup> Les Anglais eurent la générosité d'envoyer des canots pour recueillir les Français qui eurent le temps ou la volonté de se sauver. Le capitaine commandant , son second , le troisième officier supérieur , étaient déjà morts. Un enseigne qui les avait remplacés et la plus grande partie de l'équipage disparurent avec le vaisseau.

taille ; les autres qui échappèrent à l'ennemi vinrent échouer sur nos côtes.

La perte en hommes et en vaisseaux fut à peu près égale des deux côtés. La marine française et la marine espagnole conservèrent l'honneur , triste et unique satisfaction ! Nos archives militaires gardent le souvenir des guerriers qui brillèrent dans ce combat, le plus terrible, le plus vigoureusement disputé qu'on ait vu depuis cent ans. Nelson avait recommandé, par un ordre *trois fois répété*, de ne combattre qu'à *bout portant*. On combattit en effet presque toujours à la portée du pistolet.

L'amiral Gravina mourut de ses blessures. Le brigadier Churruca , savant illustre, et son second, D. François Moyua ( du *Saint-Jean-Népomucène* ), D. Dionis Alcalá Galiano , autre savant et l'un de nos marins les plus distingués ( du *Bahamá* ), D. Juan Alcedo et son second ( du *Moutañés* ), furent tués. On compte parmi les blessés, le général Alava et D. Joseph Gardoqui ( de la *Sainte-Anne* ), le général D. Balthasar Hidalgo Cisneros, le brigadier D. Juan Uriarte et le capitaine en second , D. Ignace Olaeta ( de la *Trinité* ), D. Antoine Escaño <sup>1</sup>, chef d'escadre et major-général ( du *Prince des Asturies* ), le brigadier D. Philippe Ca-

<sup>1</sup> Ce brave marin fut blessé à la jambe ; une décharge de mitraille à bout portant balaya tout ce qu'il y avait à côté de lui, excepté un seul artilleur qui fut blessé. Escaño continuait à commander sans parler de sa blessure ; on s'aperçut bientôt que le sang coulait de sa botte, et on le força de recevoir quelques soins. Escaño pressait le chirurgien d'en finir, et revint presque aussitôt sur le gaillard, où il ne cessa de commander que lorsque le combat fut terminé.

gigal et son second, D. Joseph Brandaño (du *Saint-Augustin*), le brigadier D. Gaëtan Valdez (du *Saint-Ildefonse*), le capitaine commandant D. Théodore Argumosa (du *Monarque*), D. Thomas Rameri, capitaine du *Bahamá*. En officiers de divers grades et gardes-marines, la perte fut grande... Soldats et matelots, douze cent cinquante-six morts ; douze cent quarante-un blessés <sup>1</sup>. La marine française perdit le

\* Parmi les officiers qui se distinguèrent le plus et qui moururent pour la patrie, je nommerai D. Juan Gonzalès Cisneros, D. Joachim de la Sala, D. Juan Matute, D. Augustin Mouzon, D. Joseph Donestève, D. Ramon Amaya, D. Raphael Bobadilla, D. Martin Urias, D. Pedro Miñano, D. Joseph Raso, D. Juan de Medina, D. Luis Perez del Camino, D. Gaston Picado, D. Alonse Behague, D. Benito Bermudez, D. Miguel Garcia, D. Geronimo de Salas, D. Hyacinthe Guiral, D. Diego del Cavillo, D. Aniceto Perez, D. Manuel Briones, D. Antoine Bobadilla. Nommons aussi les officiers de l'armée de terre qui périrent dans cette sanglante journée : D. Joseph Granelli, D. Augustin Mariano, D. Juan Justiniani, D. Miguel Vivaldo, D. Bernardo Corral, D. Miguel Cebrian, D. Carlos Velorado ; et ceux des équipages de la marine, D. Juan Calderon, D. Marcos Gurruceta, D. Joachim Jorganes, D. Luis Moreno, D. Raphaël de Luna, D. Manuel de Ribera, D. Juan del Busto, D. Ignacio del Valle, D. Pedro Nuñez, D. Joseph Salado, D. Pedro Brigler, D. Pedro Raso, D. Juan Balsola, D. Nicolas del Rio, D. Joseph de la Serna, D. Diego del Castillo, D. Jacobo Aleman, D. Jérôme Obregon, et un nombre considérable de gardes marines tous blessés grièvement, sans compter les autres officiers qui reçurent des blessures moins graves ou de fortes contusions ; car peu s'en tirèrent sains et saufs. On raconte mille traits de valeur tant de la part de ces braves officiers que de celle des soldats et matelots, qui furent admirables dans le combat. Il serait encore temps de recueillir ces traditions pour les perpétuer en l'honneur de nos excellents équipages. Les vieillards qui ont survécu à ce glorieux désastre doivent en parler souvent à leurs fils et petits-fils, à la génération nouvelle en qui repose l'avenir d'un peuple généreux depuis long-

contre-amiral Magon , mort glorieusement à bord du vaisseau *l'Algésiras* ; les capitaines Baudin (*le Fougueux*), Gourége (*l'Aigle*), Camas (*le Berwick*), Poulain (*le Héros*), Nieport (*l'Achille*), et une infinité d'officiers de différens grades moins élevés. La valeur des marins espagnols et français ne laissa rien à désirer. *Tout se perdit, fors l'honneur* : le sceptre des mers, si noblement disputé à Trafalgar, resta désormais à l'Angleterre.

Oui sans doute , la marine britannique triompha ; mais sa victoire lui coûta cher. Nelson , le major-général Bickerton , beaucoup d'autres officiers distingués , y perdirent la vie. Les relations anglaises, quoique soigneusement atténuées, reconnaissent une perte de seize cents tués ou blessés. Celle du matériel de leur escadre n'est pas inférieure à la nôtre <sup>1</sup>.

temps condamné à souffrir , et dont les hauts faits passent presque inaperçus.

<sup>1</sup> Pertes de l'escadre anglaise , d'après les relations les plus dignes de foi, publiées à cette époque :

*Le Britannia* de 120 canons, *le Prince* de 110, *le Neptune* et *le Prince de Galles* de 98, coulés dans le combat ;

*Le Donegal* de 80 et *l'Orion* de 74 , démâtés, échoués à la côte d'Afrique ;

*Le Tigre* de 80 , échoué et coulé bas sur la plage Sainte-Marie ;

*La Défense* et *le Colosse* de 74 , brûlés par les Anglais eux-mêmes après le combat, auprès de San-Lucar ;

*Le Spartiate* de 74, coulé après le combat ;

*Le Victory* de 120 , démâté , rasé dans le combat ;

*Le Royal-Souverain* de 120, qui disparut : il avait 200,000 livres sterling à bord ;

*Le Spencer* de 74 , démâté, traîné à la remorque avec peine jusqu'à Gibraltar ;

Qui donna la victoire à nos adversaires? La supériorité de leur tactique.

Nelson avait calculé d'avance et tracé le plan du combat.

Voici les instructions dictées par lui :

« L'ordre de bataille sera le même que celui de la  
« marche. Trois ou deux colonnes suivant les circon-  
« stances au moment de l'attaque. On se portera sur le  
« centre et de là jusqu'à l'une des deux extrémités de  
« la ligne de l'ennemi, qu'on tâchera de couper sur  
« plusieurs points, toujours avec des forces supérieures  
« et à bout portant, autant que possible... Ne pas s'in-  
« quiéter de l'avant-garde. Probablement la ligne sera  
« si prolongée qu'il faudra du temps pour que les vais-  
« seaux de cette avant-garde manœuvrent et puissent  
« arriver au secours de la partie attaquée ; et même ce  
« mouvement de l'ennemi sera gêné, contrarié par la  
« mêlée des vaisseaux engagés. On doit espérer que la  
« victoire sera déjà décidée avant que l'avant-garde  
« puisse rentrer dans la ligne de bataille. En tout cas,  
« l'armée de Sa Majesté Britannique sera prête à rece-  
« voir la partie intacte de la ligne ennemie ou à la  
« poursuivre, si elle cherche à fuir. »

Ce plan audacieux fut exécuté dans presque tous ses

*Le Canopus* de 98, *la Reine* de 98, en partie démâtés, criblés de boulets ;

*Le Tonnant* de 80, *le Swiftsure* et *le Zeloso* de 74, *le Dread-Nought* de 98, très-maltraités, percés de boulets ;

*L'Atrevido* de 74, démâté, échoué tout près de Gibraltar ;

*Le Liger*, démâté, traîné à la remorque jusqu'à Gibraltar ;

*L'Achille* et *le Polyphème*, en partie démâtés et percés de boulets.

détails suivant l'instruction de Nelson... Nous devions perdre la bataille, et nous la perdîmes en effet. A qui la faute, puisqu'il y eut du courage de reste, un mépris généreux de la vie, une intrépidité au-dessus de tout éloge et six vaisseaux de plus de notre côté?

A Villeneuve seulement et exclusivement. Ce général aurait dû se faire tuer; et enfin, il se tua lui-même à son arrivée en France (à Rennes). Nous avons inutilement demandé qu'il fût remplacé au commandement. Le remplaçant allait arriver à Cadix, comme je l'ai déjà dit. Ce ne fut point la faute de Napoléon, mais celle de son ministre de la Marine; un retard de quatre jours fit tout le mal, un mal désormais irréparable.

Cependant Napoléon, de son côté, courait de victoire en victoire. Mes ennemis, ne pouvant m'attribuer le désastre de Trafalgar, se rejetèrent sur ma politique continentale. « L'Espagne, disaient-ils, entre pour « moitié dans les mauvaises affaires; la France garde « pour elle seule tous les triomphes. » Hommes injustes! l'Espagne pouvait-elle guerroyer dans le Nord, où elle n'avait pas d'ennemis? Que n'aurait-on pas dit encore, si, joignant nos troupes à l'armée française, nous eussions concouru avec Napoléon à ruiner l'équilibre de l'Europe? car c'était la seule part que l'Espagne aurait prise aux victoires de la France en Allemagne? Croit-on que l'Espagne eût mieux fait de s'humilier, de se mettre aux gages de l'Angleterre, et d'aller repousser les légions qui la menaçaient de l'autre côté de la Manche?

L'Autriche et la Russie l'entreprirent, cette guerre



qu'on m'accuse de n'avoir pas voulu faire. La Russie fut profondément désappointée et battue. L'Autriche, encore plus maltraitée, ne put échapper à sa ruine totale qu'en souscrivant le traité de Presbourg. Vingt mille chariots avaient porté les soldats de Boulogne sur les bords du Rhin et du Danube. En moins de trente jours Napoléon entra dans Vienne, et, quelques semaines après, la troisième coalition, désarmée, confondue, noyée dans le sang, désavouait humblement cette funeste échauffourée. Le jeune Alexandre ne dut son salut et sa liberté qu'à la générosité de Napoléon. François II vint en personne saluer le bivouac du soldat victorieux et lui demander la paix... On daigna la lui accorder; mais celles de Campo-Formio et de Lunéville étaient bien glorieuses en comparaison du traité de Presbourg. Les États vénitiens, le Brisgau, la principauté d'Eichstadt, le territoire de Passau, le comté du Tyrol, les villes de Trente et de Brixen, les seigneuries du Vorarlberg, les comtés de Hœnen et Koenigsegg-Rothenfeld, les seigneuries d'Argus et Ternang, de Landau, les cinq villes du Danube, le comté de Kakenberg, la préfecture d'Altorf, les villes et territoires de Willingen et Grentingen, l'Ortenau et la commanderie de Meinau : tel fut le prix de la rançon que payait la maison de Lorraine, sans parler des contributions de guerre, de la spoliation des arsenaux, des magasins, du sang inutilement répandu.

Et cependant, malgré tous les dangers dont l'Autriche était menacée, elle devait faire cette guerre. Le traité de Lunéville n'avait pas été observé; l'empereur des Français manquait à toutes les conditions

stipulées : il se faisait roi d'Italie ; l'indépendance de cette péninsule n'existait plus , pas même de nom. La Hollande, la Suisse , le pays de Naples , recevaient des garnisons françaises ; la principauté de Lucques devenait l'apanage d'Élisa Bonaparte ; la Ligurie n'était désormais qu'une province de l'Empire<sup>1</sup>. Il ne suffit pas d'avoir de bonnes raisons pour faire la guerre : la prudence défend aussi de s'exposer à une ruine certaine, sauf le cas où des attaques réelles, des intentions hostiles clairement manifestées, ne laissent plus

<sup>1</sup> Voici quelques passages du manifeste publié par la Cour de Vienne :

« L'état de paix entre les puissances ne consiste point seulement à cesser de se battre les uns contre les autres ; il consiste dans la fidèle exécution des traités. Celui qui les viole ou refuse d'écouter les justes réclamations n'est pas moins agresseur que celui qui attaque à main armée.... Toute entreprise dont le but est de forcer d'autres puissances à adopter une forme de gouvernement ou de constitution , à reconnaître un souverain non librement élu et consenti avec une entière indépendance, est une offense à l'égard de toutes les nations dont l'existence indépendante doit être solidaire de l'une à l'autre.

« La paix éteint tous les droits que la victoire a fait surgir.....

« La conservation des États et le repos des peuples veulent que chacun, s'il n'est provoqué ou offensé, reste dans ses limites, et respecte les droits des autres, des faibles contre les forts.

« Ce repos est troublé, la sûreté commune est compromise, lorsqu'une puissance veut s'attribuer des droits de protection, d'occupation, ou exercer une influence contraire aux droits des gens et aux traités existans. Quand cette nation emploie la force et la terreur pour imposer des lois à ses voisins, modifier leur constitution d'après la sienne, les forcer à des concessions, des actes de soumission, etc., quand une nation enfin se soustrait à l'autorité du droit commun qui régit les autres, etc. »

d'autre parti que celui de se défendre. La troisième coalition était fondée sur de justes motifs sans doute; néanmoins trop faiblement liée, elle ne pouvait réussir sans la coopération toujours douteuse de la Prusse.

N'eût-il pas mieux valu attendre et laisser mûrir l'occasion? Il n'y avait urgence que pour l'Angleterre: la faute des Autrichiens et des Russes fut de céder aux instances du Cabinet de Saint-James, qui ne cessait d'aiguillonner la politique du continent.

Aussi le prix de tous les sacrifices faits par ses alliés fut-il recueilli par l'Angleterre, nation à cette époque non moins ambitieuse que Napoléon lui-même. Elle survécut, elle triompha, mais aux dépens des autres coalisés. Et fit-elle des efforts pour les sauver? L'Autriche fut abandonnée à son sort; le roi de Naples, séduit, après avoir promis solennellement de rester étranger à la querelle, ouvrit ses ports aux Anglais et aux Russes: ne fut-il pas aussi dans le moment du danger livré sans défense à la colère de Napoléon? Les Anglais auraient-ils été plus loyaux, plus reconnaissans, plus fidèles à notre égard qu'envers la Russie, l'Autriche et le roi des Deux-Siciles?

On sait toutes les douleurs de cette époque: l'Europe entière s'en émut. Nos revers en Espagne ne furent pas les plus terribles. Nous perdîmes la bataille de Trafalgar, coup fatal assurément pour notre marine et pour celle de la France. Quelque chose du moins nous consola de ce malheur: notre défaite fut glorieuse, et l'honneur de nos armes resta intact.

---

---

CHAPITRE XXIII.

ÉTAT DES FINANCES EN 1805. — LA LIBRAIRIE. — LA PRESSE.  
— ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL. — AMÉLIORATION DES THÉÂTRES.  
— ABOLITION DES COMBATS DE TAUREAUX.

---

On vit en peu de temps quatre escadres équipées, armées, prêtes à tenir la mer; des forces permanentes de toutes les armes protégeaient le double littoral de la Péninsule et l'immense prolongement des côtes de l'Amérique. Des flottilles, des milliers de bâtimens légers, surveillaient, déjouaient les tentatives de l'ennemi. Nos corsaires l'incommodaient beaucoup. Tous nos points vulnérables étaient couverts... Je n'ai pas sous la main les documens nécessaires pour dresser un état régulier de dépenses; mais je parle d'une époque dont il reste une infinité de témoins oculaires : les habitans de l'Amérique s'en souviennent encore. Rien ne serait plus facile que de grouper des chiffres, de présenter des sommes rondes... Ici les *faits* connus indiquent assez les efforts du Gouvernement et l'emploi des fonds qui furent consacrés à la défense du pays.

Les Anglais, croyant nous prendre au dépourvu, et bien instruits d'ailleurs de nos embarras financiers, se flattaient de rompre quelques anneaux de la chaîne, de percer la ligne sur divers points, soit en Espagne, soit dans le Nouveau-Monde. Déjà puissante à d'autres

époques, l'Angleterre, dans les deux siècles antérieurs, nous avait porté les plus rudes coups. Sous le règne de ce monarque si redouté en Europe, sous le règne de Philippe II, la ville de Cadix fut prise et saccagée. Philippe IV perdit la Jamaïque; Philippe V, Gibraltar, l'île de Minorque, le port de Vigo (en Galice), Puerto-Belo, en Amérique. Charles III, sous les ministères de Wall, de Grimaldi, d'Aranda, vit les Anglais s'emparer de La Havane, de Manille et des Philippines; plus récemment encore, D. Joseph Moñino, Florida Blanca, ne put empêcher que cinq cents hommes, soldats, matelots ou colons de la baie de Honduras, n'enlevassent d'assaut la ville d'Omoa, clef de la province de Guatemala, où ils trouvèrent plusieurs bâtimens du Roi chargés de 3 millions de piastres (15 millions de francs), deux cent cinquante quintaux de vaisselle d'argent et une riche provision de mercure. La forteresse d'Omoa fut détruite de fond en comble.

Et peut-on s'en étonner, quand on voit l'Espagne vulnérable sur tant de points et à de telles distances? Mais comment se fit-il que, dans la guerre si acharnée, si tenace, de 1804 à 1808, les Anglais n'aient pu nous enlever un seul pouce de terrain ni en Espagne, ni en Amérique? Est-ce qu'ils n'en voulurent pas? Buénos-Ayres et bien d'autres places résistèrent à leurs armes et à leurs intrigues. Ne puis-je en tirer un peu de vanité, moi qui commandais en chef les forces militaires de la nation? Cependant je me borne à repousser des calomnies si lâchement et si sottement répandues. J'ai dit et fait voir en quoi et comment se prodiguaient

les fonds de l'État, ces fonds à grand'peine suffisans pour couvrir les besoins du service, dont aucune partie ne fut négligée. Non, il ne s'agissait pas de fêtes, de banquets, de vaines dépenses; moins encore de remplir d'or mes coffres particuliers... Il s'agissait de garder le pays, de le défendre, de le maintenir sain et sauf dans les quatre parties du monde... On vous l'a laissé intact, cet empire que Charles IV vous conserva glorieusement, à vous qui n'avez pas su garder ce noble dépôt, à vous qui, sous le règne de son fils, avez, en un instant, dévoré tout ce qui restait... L'histoire nationale dira que le gouvernement de Charles IV soutint avec honneur cette guerre qu'assurément il n'avait pas provoquée<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> En parlant des opérations financières de ce Gouvernement, je veux encore déclarer ici que les affaires de cette nature étaient tout-à-fait étrangères à mes attributions, et que, pendant tout le temps où j'ai eu quelque part au pouvoir, je n'ai jamais franchi les limites que je m'étais imposées moi-même, en ce qui regardait le maniement des deniers publics. Plusieurs ont osé dire le contraire; je les défie d'en fournir la moindre preuve. Je conviens cependant de deux faits : 1° la direction de l'encouragement public (*fomento* général), dont les bureaux s'adjoignirent plus tard au ministère des Finances, fut créée de mon temps; j'y pris le plus vif intérêt, la part la plus active; j'en partageai les travaux; j'encourageai ses projets de réforme et d'amélioration; 2° le Roi m'ayant fait l'honneur de me consulter au sujet des embarras du Trésor, je manifestai mon adhésion à quelques mesures qui furent adoptées : je dis à *quelques mesures*, non pas à toutes sans exception; car beaucoup de ces mesures, plus ou moins fondées sur l'impérieuse nécessité de l'époque, s'exécutèrent contre mon avis; avis toujours donné avec franchise et une entière conviction, mais sans jamais chercher à gêner l'action de ceux qui, dans ces temps difficiles, devaient faire face aux besoins du Trésor et soutenir le crédit de l'État.

Tous les conseillers du Roi possédaient l'entière confiance de

On chercha d'abord de l'argent prêté pour sortir des premiers embarras. Le commerce de Madrid, les cinq Gremios, la banque de Saint-Charles, firent des avances; mais le Gouvernement n'exigea rien par force. Les secours furent noblement offerts et noblement acceptés.

Les fonds destinés à l'amortissement des valès royaux servirent d'abord aux premières dépenses de la guerre, en attendant qu'il y fût pourvu d'une autre manière. De nouvelles assignations, des valeurs supplémentaires, garantirent la dette publique, et le pape *voulut bien* nous accorder le *septième* des propriétés religieuses<sup>1</sup>.

Sa Majesté et la méritaient par une intégrité bien éprouvée, ainsi que par des talens reconnus : bons Espagnols, pleins de zèle et de probité. Le comte de Toreno les représente comme de  *pauvres faiseurs de projets (arbitristas)* ! C'est ainsi que ce ministre d'un jour ose appeler un *Manuel-Sixto de Espinosa*, qui pendant de si longues années sut maintenir à flot le vaisseau des finances ballotté par des orages continuels : cet administrateur sans contrôle possible, par les mains duquel passèrent tous les fonds et toutes les ressources de l'État, et qui mourut en Espagne réduit à demander l'aumône ! Le comte de Toreno eût beaucoup mieux fait de se taire, d'étudier avec respect la conduite exemplaire d'Espinosa, et surtout de l'imiter (a).

<sup>1</sup> La mise en vente de la *septième partie* des biens ecclésiastiques suivant les mêmes règles, formalités et conditions que les immeubles des *œuvres pies (obras pias)*, loin d'être nuisible, était au contraire utile au clergé : en effet, il recevait, en équivalent des immeubles vendus, le 3 p. 0/0 des sommes qu'ils avaient produites. Cette vente ne fut pas moins utile à l'État : 1° pour subvenir aux besoins du Trésor ; 2° épargner au peuple des impôts inévitables sans cette ressource, et donner plus de valeur aux effets publics ; 3° augmenter considérablement la production ou la richesse

(a) Les réflexions du Prince de la Paix sont parfaitement justes et mesurées. Le comte de Toreno ne doit pas se plaindre. E.

Au bout de six mois, le Gouvernement fit ouvrir un emprunt de cent millions de réaux en cinquante mille actions, avec intérêt de cinq et demi pour cent. Les Espagnols goûtaient généralement cette manière d'employer leurs fonds. 1,687,500 réaux furent divisés en six mille deux cent cinquante lots de cinquante à trois cents réaux, lesquels devaient être payés avec le capital au fur et à mesure du remboursement.

Pour augmenter la confiance, cet emprunt était laissé aux soins et à l'administration des divers consulats ou tribunaux de commerce, sous la direction de celui de Cadix, avec assignation de moyens spéciaux pour le paiement. Ces moyens consistaient en une retenue temporaire de 1 o/o sur les denrées, marchandises, etc., introduites en Espagne, venant de l'étran-

générale : car ces immeubles rentrés dans la circulation, s'améliorant dans les mains d'un plus grand nombre de possesseurs, l'accroissement des valeurs foncières ou de la production rendait très-légère la charge de 3 p. 0/0 en faveur des anciens propriétaires. Cette opération si avantageuse, si urgente, s'exécutait néanmoins avec une extrême économie, avec tant de ménagement pour la classe moyenne ou peu riche de l'Église, sans doute la plus intéressante, qu'en 1808, la concession faite par le Saint-Siège n'était pas épuisée ; il s'en fallait de beaucoup.

Le clergé espagnol put reconnaître alors, et surtout depuis, que, dans cette vente, l'esprit de parti n'entraînait pour rien et que le Gouvernement ne cédait point à un entraînement révolutionnaire. Nous n'eûmes pas le temps de voir le résultat de ces excellentes dispositions, préludes d'une sage réforme dont Charles IV nourrissait la pensée, et qui ne devait ruiner personne, pas plus le clergé que les autres classes de l'État. On attendait le moment de la paix générale pour réaliser cette grande amélioration. Cependant on avait déjà fait au-delà de ce qu'il semblait permis d'espérer dans des circonstances aussi difficiles. J'en parlerai encore.



ger ou exportées à l'étranger, retenue qui avait lieu également dans les ports des colonies ; de plus le demi pour-cent sur les ouvrages d'or ou d'argent de l'Amérique ; et dans le cas où ces produits seraient insuffisants, la caisse générale de Consolidation devait y suppléer, sauf à se réintégrer ensuite au moyen des retenues ci-dessus mentionnées. Les actions de cet emprunt se transféraient par endossement, ainsi que les *valèss royaux* ; elles étaient reçues comme numéraire métallique pour l'achat des biens ecclésiastiques ou *œuvres pïes* et pour la rédemption des cens ou charges dont ces biens étaient grevés, admises par conséquent pour leur valeur nominale, capital et intérêts. (Cédule de S. M. et son Conseil, 29 juin 1805.)

Dans l'intérêt de l'État et du commerce, la caisse de Consolidation fut autorisée à prendre à l'intérêt de trois pour cent toutes les sommes qu'on y verserait librement comme capital effectif, moyennant un *tiers versé* comptant ; les deux autres tiers, en créances liquidées contre le Trésor public. Pour le remboursement de ces capitaux, on fixait le terme aux cinq premières années qui suivraient immédiatement la publication de la paix.

Les porteurs de ces actions pouvaient les négocier comme *traites* de commerce par un simple endossement ; ils avaient en outre l'avantage d'escompter à la caisse les lettres de change ou des effets à trois mois d'échéance, intérêt de six pour cent et sans autre garantie que le dépôt d'actions équivalentes ; bien entendu que les porteurs devaient être commerçans, reconnus tels, ou s'appuyer d'une signature commerciale.

Enfin tout est dit à présent sur les *emprunts*....

Je passe à l'article des contributions ; les voici :

1° Un trois et demi pour cent en numéraire sur les fruits ou récoltes qui ne payaient point la dîme ;

2° Une demi-annate des bénéfices laïques à chaque provision nouvelle ;

3° Un trois et demi pour cent sur le produit des donations de la couronne aux *mainmortes*, charge qui fut ensuite réduite à deux pour cent ;

4° Une retenue temporaire de quatre maravédís<sup>1</sup> sur chaque *quartilla* de vin consommé dans le royaume ; (la *quartilla* est le quart de l'*arrobe* ; l'*arrobe* vaut vingt-cinq livres de poids ; la *quartilla*, environ six livres un quart, à peu près trois litres). Au sujet de cette contribution, le Roi voulut bien me demander mon avis ; je m'expliquai formellement contre la mesure. Ce tribut semble d'abord peu de chose ; mais, tout minime qu'il soit, on sent très-bien qu'il devait être impopulaire et même onéreux. L'Espagne produit une immense quantité de vins de qualité inférieure ; la vigne occupe une grande étendue de terrain qui n'admettrait pas un autre genre de culture ; et ces vins inférieurs se boivent dans le pays qui les produit, attendu qu'il est difficile de les garder au-delà d'une année et à peu près impossible de leur donner un débouché quelconque, même au plus vil prix ; à tel point que souvent le propriétaire est réduit à vider ses futailles sans

<sup>1</sup> Trente-deux maravédís font un réal de veillon ; le réal vaut environ vingt centimes ; vingt réaux, une piastre, ou peso-duro, c'est-à-dire cinq francs et quelques centimes de plus, suivant le cours du change. E.

aucun profit, uniquement pour faire place à la récolte nouvelle. Dans cette funeste abondance, la production dépassant la consommation, charger encore d'un tribut cette production, c'est grever l'agriculture bien plus que le consommateur. . . . . Et en outre « ce nouvel impôt aurait quelque chose de minutieux, de tracassier qui en rendrait la perception difficile. » Je l'exposai longuement dans mon rapport à S. M.; il n'en fut pas moins établi. Le véritable auteur de cette exigence fiscale était le ministre Caballero, qui, à cette époque, *réunissait dans ses mains*, avec le portefeuille de la Justice, celui de la Guerre par *intérim*, et qui, affectant un beau zèle pour le service de l'État, se mêlait encore des affaires de finances. . . . . Le roi Charles IV le voulait ainsi : nouvelle preuve de l'exagération avec laquelle on a parlé de ma toute-puissance,

Au reste, voilà tous les moyens que l'on mit en usage pour faire face aux dépenses d'une guerre extrêmement onéreuse.

Les hommes de bonne foi qui ne dédaigneront pas de jeter un coup d'œil sur cette administration si méconnue et si calomniée, s'écrieront : « Eh! comment « cette administration put-elle soutenir un fardeau si « lourd, maintenir la confiance publique et le crédit « sans négliger le service courant, sans abandonner « aucune entreprise commencée, aucun établissement « utile dont un aussi petit nombre d'années de paix « avait permis de concevoir la pensée ou de jeter les « premières bases ? » Les intérêts de la dette publique se payaient à l'échéance prescrite ; la banque de Saint-Charles distribuait un dividende annuel ; la compagnie des

Philippines , celle de la Bonne foi (*Buena fé*) , remplissaient leurs engagements ; le cours des *valès* se soutint plus ou moins ferme suivant la vicissitude des événemens de la guerre , toujours avec estime : l'emploi de ces valeurs dans l'achat des biens ecclésiastiques et des *œuvres pies* leur donna toujours un bon crédit. Le commerce éprouva de la gêne , il est vrai ; mais il ne succomba point : il vécut ; très-peu de faillites ; dans les négociations d'outre-mer , il y eut d'heureuses et larges facilités : les Espagnols formèrent des associations avec les Neutres , et , par ce moyen , fournirent aux besoins de nos colonies lointaines. Les relations mercantiles avec le Portugal et la France prospéraient ; l'agrandissement de l'Empire offrait de nouveaux débouchés à une foule de produits de la Péninsule. Les prises faites sur les Anglais réparaient , pour ainsi dire , nos pertes. La propriété de ces prises fut abandonnée entièrement aux armateurs. Le bon effet de cette concession ne tarda point à se faire sentir. Jamais , dans aucune autre guerre , il n'était sorti de nos ports une aussi grande quantité de corsaires soit en Europe , soit en Amérique. Il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur les papiers publics de ce temps-là. Combien de traits de valeur et d'audace mériteraient d'être consignés dans les fastes de notre marine marchande durant cette dernière guerre !

N'omettons pas de compter , parmi les dépenses de l'année 1805 et suivantes , les libéralités vraiment royales de Charles IV en faveur de nos braves marins de toutes les classes : à ceux qui survécurent au combat de Trafalgar , le grade supérieur à celui qu'ils avaient

déjà ; les morts furent récompensés dans la personne de leurs veuves <sup>1</sup>. Ceux qui s'étaient particulièrement distingués eurent aussi des pensions et des décorations. La loyauté nationale suivit l'exemple du généreux monarque. Il y eut des souscriptions en faveur des orphelins, des blessés, des veuves : l'Espagne entière voulut y contribuer. Le commerce de Madrid, toujours prêt à s'associer aux nobles efforts du Gouvernement, se mit à la tête de ces patriotiques souscriptions, pour offrir des secours aux victimes et réparer les pertes de notre marine. Cette émulation de civisme et de fraternité gagna jusqu'au dernier homme de l'armée ; les régimens se cotisèrent : chose vraiment inouïe ! la modeste solde du pauvre soldat vint grossir la masse du don national ! Des manifestations de cette nature prouvent assez l'heureuse sympathie, l'accord touchant qui régnaient dans toutes les classes de la population <sup>2</sup>. Les muses nationales firent éclater leur enthousiasme... *Quintana, Moratin, Arriaza*, et bien d'autres, con-

<sup>1</sup> Afin que les pensions fussent plus fortes, le Gouvernement supposait à l'officier tué deux grades de plus qu'il n'avait eu réellement. Les veuves des soldats et matelots conservèrent la solde de leurs maris et reçurent en sus une gratification de trois trimestres.

<sup>2</sup> En des circonstances encore plus malheureuses peut-être que celle de Trafalgar, le règne antérieur n'avait pas obtenu de pareilles démonstrations de la sympathie publique. On apprit les désastres de l'expédition d'Alger, la destruction des *batteries flottantes* de Gibraltar, et la sensibilité nationale n'en fut pas émue ; une douleur sombre et muette marquait de réprobation les actes du Gouvernement. Des pamphlets satiriques circulaient de main en main : les mécontents semblaient y trouver une sorte de satisfaction. Ces diatribes se glissaient partout malgré les vives poursuites de l'autorité. A-t-on pu oublier ces choses-là ?

sacrèrent, sinon le triomphe que la fortune nous refusa, du moins le grand souvenir de cette bataille où les vaincus s'étaient couverts de gloire<sup>1</sup>.

On a déjà vu que les exigences de la guerre n'empêchèrent pas le Gouvernement de suffire aux besoins du service intérieur. Les entreprises d'utilité publique ne furent pas négligées; citons-en quelques preuves : la jonction du canal d'Aragon avec l'Èbre ne tenait plus qu'à un dernier effort (9 lieues à parcourir); déjà le bienfait de l'irrigation vivifiait une grande étendue de terrain; des barques de toutes les grandeurs, jusqu'à mille quintaux de portée, descendaient et remontaient le canal sur une ligne de 18 lieues<sup>2</sup>. On craignit un moment que les travaux ne fussent discontinués à cause des circonstances; mais le Gouvernement y veillait. Il fut accordé en faveur de l'entreprise une *loterie*, qui excita l'intérêt particulier par l'appât d'un gain licite; et, malgré la gêne que la guerre occasionnait, la direction du canal obtint par ce moyen environ quatre millions de plus de réaux!

<sup>1</sup> Voici quelques strophes de la belle composition de D. Jean-B. Arriaza :

« .....Que n'ai-je à célébrer des victoires! mais le dieu de  
« l'harmonie, dispensateur de la gloire, estime peu les revers  
« de fortune. Il se plaît à chanter la valeur couronnée par le  
« succès... Il est des mortels privilégiés à qui le Ciel sourit dès  
« le berceau : la victoire leur est acquise; de faciles lauriers  
« croissent devant eux; le bonheur s'attache à leurs pas. La mul-  
« titude fascinée voit en eux des héros, des demi-dieux... Pour  
« moi, ce nuage d'encens n'offusque point ma raison; c'est dans  
« la lutte douteuse, quand le sort trahit la vertu, que j'aime à  
« contempler mes héros, etc..... »

<sup>2</sup> Lieues de pays : de 6,000 toises.

Les travaux commencés dès l'année précédente, pour donner de l'occupation à la classe pauvre, au lieu d'être interrompus, se multiplièrent : par exemple, ceux de *Sacedon*, où la négligence des propriétaires avait laissé dépérir de grands et beaux édifices destinés à recevoir la multitude des malades qui accouraient à ces bains salutaires. Je sollicitai vivement, et j'obtins que les ruines fussent réparées ; les visiteurs retrouvèrent des secours, des habitations commodes. Le Conseil de Castille surveilla et dirigea cette bienfaisante restauration ; le trésor royal en fit les frais. Déjà, vers le milieu de l'année, tout était prêt : des chambres convenables qui touchaient aux bains, des médecins habiles, suffisamment dotés, une pharmacie complète, un chapelain éclairé, une hôtellerie bien pourvue de toutes sortes de comestibles, non-seulement de première nécessité, mais de luxe, un directeur principal chargé de veiller à la bonne tenue de l'établissement... L'ancien chemin fut reconstruit ; un nouveau chemin, commencé. Pour que rien n'y manquât, je fis traduire de l'arabe le livre intitulé : *Traité des eaux médicales de Salim Bir* (Sacedon), ouvrage du onzième siècle, écrit par le médecin de Tolède *Ben Abdala*. Ce livre (traduit par le docteur D. Mariano Pozzy, médecin fort instruit, et qui enrichit le texte de notes intéressantes) indique l'usage de ces eaux renommées.

La construction des cimetières *extra-muros* était poussée avec vigueur dans tout le royaume, et terminée aux trois quarts, à peu près, vers la fin de l'année, malgré tous les obstacles qu'il y eut à surmonter.

La mendicité disparaissait peu à peu ; une dévotion mal entendue s'efforçait en vain de la protéger ; le Gouvernement ne cessa de la poursuivre avec une inflexible sévérité. La capitale fut délivrée de cette plaie. Voyez les journaux du temps. Je m'abstiens de les copier, parce qu'ils sont trop louangeurs. Au fait, les bras oisifs eurent de l'emploi ; les infirmes reçurent des secours ; un asile honnête s'ouvrit pour eux ; ils y trouvèrent tout, excepté la liberté de promener leur dégoûtante misère dans les rues.

De là viennent les écoles, les *ateliers de travail* établis dans les maisons de détention.

Mais le soin principal du Gouvernement fut de veiller à la sûreté publique : 1° il fallait prévenir le retour des maladies contagieuses dont le pays avait tant souffert ; 2° combiner les précautions sanitaires de telle sorte qu'elles ne pussent entraver le commerce.

On y parvint à peu près. Je puis me flatter d'avoir contribué à introduire l'usage des fumigations de *Guyton de Morveau*. Trente mille appareils, construits sous la direction de D. Pedro Gutt<sup>a</sup> Bueno, furent envoyés dans les provinces : il en résulta beaucoup de bien.

On prit aussi toutes les mesures possibles pour empêcher le retour de la disette. Grâce aux progrès des connaissances économiques, la liberté des approvisionnements n'éprouva plus de contradiction ; on vit cesser enfin le monopole des blés, qui ne sert qu'à faire renchérir les subsistances au préjudice de la production et du commerce. Le Conseil de Castille était bien pénétré de cette vérité. La capitale, toutes les résidences royales,



jouirent de cette libre circulation inconnue pendant plus de deux siècles <sup>1</sup>.

La guerre n'empêcha point les arts de fleurir, les manufactures de prospérer. Celles-ci gagnèrent même tout ce que perdit la contrebande, plus étroitement surveillée. A Madrid, à Barcelone, dans la province, l'industrie fit des progrès; le Gouvernement prodiguait l'instruction et les primes d'encouragement: il donnait l'exemple lui-même en appelant les industries nouvelles, qu'il tâchait de nationaliser, entre autres, une fabrique de liqueurs dans le genre de celle de *Zara*, qui disputèrent le prix aux meilleures distillations d'origine française, et ne coûtaient pas aussi cher; cette fabrique fut établie aux frais de l'État, sous la direction de don Joseph Maricoudi, vulgairement Rossi. D'autres fabriques obtinrent la même protection; d'abord onéreuses, leurs produits furent bientôt généralement adoptés et mis à la portée de tout le monde. Je n'abuserai pas de la patience de mes lecteurs; seulement, pour montrer quel fut le progrès des arts scientifiques dans la ville de Barcelone, où ils étaient cultivés avec autant de succès que dans les capitales les plus industrieuses de l'Europe, je

<sup>1</sup> Cette liberté fut accordée par le Roi sur la proposition unanime du Conseil de Castille, toutes les chambres assemblées. Les avantages du monopole, la jouissance des forêts, des pâturages, les droits de magasinage, etc., passèrent aux producteurs et fabricans de l'intérieur: dispositions toutes favorables au bien commun, d'autant plus méritoires que le fisc obéré ne pouvait guère se priver d'aucune de ses ressources; les parties intéressées, les directeurs des approvisionnemens, offrirent des sommes importantes pour conserver leurs privilèges. Le Gouvernement ne se laissa point fléchir. Telles furent la sagesse et la probité de l'administration de Charles IV.

citerai la pompe à vapeur, à effet double, avec un seul récipient : elle fut exposée (en juin 1805) sans mystère, sans jalousie, à l'examen des étrangers et des naturels du pays : invention exclusivement espagnole et supérieure aux machines anglaises de cette époque. Sans doute, il en existe encore des témoins oculaires. L'inventeur, D. Francisco Sanpons, né en Catalogne, était le directeur de statique et d'hydrostatique de l'Académie des Arts et Sciences naturelles de Barcelone ; l'architecte D. Ignace March fit construire les fourneaux économiques de la pompe ; D. Jean-Paul Pere de Gordi, la chaudière et les divers accessoires ; D. Antoine Pujadas, toute la partie du charronnage et un robinet qui en simplifiait l'action.

Je pourrais augmenter à l'infini les pages de ces *Mémoires*, si je faisais mention de tous les travaux utiles de ce temps là ; mais qu'on me pardonne une dernière citation...

Les habitans de *San Lucar de Barrameda*, ville pour laquelle je fis beaucoup, désiraient que ce district devînt une province séparée ; que son port fût ouvert aux produits de l'Amérique et de l'étranger ; qu'il y fût créé un tribunal consulaire indépendant de celui de Séville... Moyennant ces concessions, la province, négligée, déchuée depuis deux cents ans, soumise à des restrictions qui paralysaient son industrie et ses relations mercantiles, espérait reconquérir l'ancien éclat dont jadis elle avait brillé. Je protégeai sa demande, qui fut exaucée par S. M., non par un coup d'autorité arbitraire, mais après avoir entendu le Conseil de Castille et sa proposition formelle à cet égard. J'aime à le

répéter de temps en temps , pour qu'on ne l'oublie pas : jamais en aucune affaire , pas même pour opérer le bien , je ne voulus agir par moi-même et sans m'astreindre aux formes légales établies. Afin d'éviter toute jalousie et rendre le bienfait commun aux provinces de l'Andalousie , il fut dérogé solennellement à l'*acte* de 1720 , et à tout autre qui pouvait gêner la navigation du Guadalquivir. Il y eut ample liberté pour les produits du pays comme pour ceux de l'étranger. Outre cela , le Gouvernement fit exécuter tous les ouvrages nécessaires dans le port et sur les rives du fleuve. Au bout de quatre mois , on avait déjà vu dans cette rade si commode 76 bâtimens chargés de marchandises de tous genres , et , parmi ces bâtimens , 14 frégates et 20 brigantins. L'entrée et la sortie étaient parfaitement sûres , tant le jour que la nuit.

A mesure que ces bonnes œuvres s'exécutaient , la direction de l'*encouragement public* (fomento) recueillait avec soin les données et renseignemens nécessaires pour établir enfin une bonne démarcation provinciale et régulariser le développement des ressources de chaque localité.

.....

Le Ciel , dans ses hautes prévisions , n'a pas voulu que tant de biens fussent réalisés !

Je ne pousserai pas plus loin ce rapide examen des actes de l'administration à laquelle je pris part directement d'abord , et après , avec plus ou moins d'influence. J'en ai dit assez pour faire voir l'injustice avec laquelle on m'a traité.

Tandis que j'étais officiellement , exclusivement oc-

cupé des soins de la guerre, dont j'étais seul responsable, le ministre Caballero, fidèle à son système et fort des attributions qui lui étaient confiées, ne cherchait, de son côté, qu'à paralyser le progrès des lumières. Maître à peu près absolu sur ce terrain, il employait tous les avantages de sa position pour atteindre son but.

Des hommes de mauvaise foi, ceux qui affectaient de vouloir des choses en ce temps-là évidemment impossibles, m'ont attribué les méfaits de Caballero, ou m'ont accusé de ne les avoir pas empêchés.

Plus d'une fois (il m'en coûte beaucoup de revenir si souvent sur cet article), plus d'une fois, dis-je, j'ai parlé de la guerre ouverte ou cachée que ce ministre ne cessa de me faire, et des triomphes qu'il obtint à diverses reprises, triomphes assez positifs pour arrêter le cours des améliorations que je voulais procurer au pays. Il déclare lui-même « qu'il ne fut jamais mon « ami ; que je travaillai inutilement pour le renverser ; « que je ne pus jamais y parvenir, parce qu'il *était* « *bien appuyé.* » (Lettre à D. Juan-Antonio Llorente, publiée dans les *Mémoires* de celui-ci, déjà cités.) Oui, je le reconnais, Caballero dit la vérité : il a raison. Cette lutte constante, dans laquelle il eut souvent l'avantage sur moi, est un fait positif. Qui pourrait en douter ? Je l'avoue moi-même ; et, d'ailleurs, tous ceux qui fréquentèrent la Cour le savent : quiconque a eu le moindre accès dans les bureaux des ministères peut en rendre témoignage... Voici pourtant le comte de Toreno qui, s'échauffant d'une colère factice, veut absolument me trouver des torts et me ravalier à tout

prix. Le voici, dis-je ; il s'explique avec autant d'amertume que de mauvaise foi.

« Tandis qu'il protégeait une science nouvelle ,  
 « créait une chaire ou favorisait un projet d'améliora-  
 « tion , il *souffrait* que le marquis de Caballero , en-  
 « nemi déclaré de toute instruction , de toutes les  
 « bonnes études , imaginât un plan général d'ensei-  
 « gnement public pour les Universités , plan tout-à-  
 « fait incohérent et peu digne du siècle. D. Manuel  
 « Godoy *permettait* aussi que ce ministre de la Jus-  
 « tice altérât nos Codes législatifs par des lacunes de  
 « haute importance. » ( Histoire de l'insurrection , de  
 la guerre et de la révolution d'Espagne , etc. , livre I<sup>er</sup>.)  
 M. de Toreno a choisi pour épigraphe ce passage de  
 l'orateur romain : *Quis nescit primam esse historiæ  
 legem nequid falsum dicere audeat* , etc. Ceux  
 qui liront ceci , sans autre antécédent , doivent me  
 regarder au moins comme le complice de Caballero.  
 Et c'est ainsi que l'on écrit l'histoire ! Les lecteurs de  
 celle du comte de Toreno l'ayant trouvé assez fidèle  
 en d'autres parties de son ouvrage , seront portés à  
 croire ce qu'il dit dans cette occasion où il ment à sa  
 propre conscience , où il avance ce qu'il sait n'être pas  
 vrai , où il omet malicieusement ce qui est en ma fa-  
 veur , ce qu'il ne lui est pas permis d'ignorer.

J'ai raconté , dans la première partie de ces *Mémoi-  
 res* , comme un fait public et notoire , qu'à ma sortie  
 du ministère , en 1798 , je laissai à D. Melchior-Gas-  
 pard de Jovellanos un très-bon plan d'enseignement  
 public , ouvrage d'hommes de haute instruction parmi  
 lesquels figuraient D. Francisco Saavedra , collègue

de Jovellanos et D. Jean-Antoine Mélon (ce dernier vit encore ; il est actuellement à Paris). J'ai raconté aussi qu'ayant pris la place de Jovellanos, Caballero s'empara de ce plan d'études et le fit disparaître. Comment Toreno aurait-il pu croire que, ainsi blessé dans mon amour-propre, contrarié dans mes projets bien connus, je vis avec indifférence le plan mesquin, misérable, substitué au mien par le nouveau ministre? Lorsque j'eus connaissance de cette production avortée, subreptice, elle était déjà convertie en loi. Que pouvais-je y faire? Certes, on ne m'avait pas consulté. Eh! pourquoi M. de Toreno garde-t-il le silence sur tant d'autres études nouvelles que j'avais soigneusement encouragées au sein de la capitale, et qui, grâce à mon impulsion, s'étendirent dans tout le royaume, dans toutes les écoles de philosophie, de mathématiques, de sciences naturelles et d'économie politique? Il a été ministre comme je le fus avant lui; mais il *présidait le conseil*: position bien autrement favorable, puisqu'il était à la tête d'un ministère compacte et d'un gouvernement libre. L'historien futur de son administration dira ce que les sciences, les arts et les lettres ont dû à la protection éclairée du comte de Toreno.....

Il n'est pas moins injuste, en disant que je permis à Caballero d'altérer le texte de nos codes<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Caballero avait ordonné d'améliorer et de réimprimer la *novísima recopilación* (collection des lois). Le 2 juin 1805, il surprit la religion du Roi et en obtint un *ordre réservé* adressé au Conseil de Castille pour supprimer, dans la nouvelle édition, quelques anciennes lois relatives à la constitution du royaume,

Quand il se rendit coupable de cette félonie, j'étais, de mon côté, exclusivement occupé des affaires de la marine : il s'agissait de l'armement de deux escadres qu'on équipait au Ferrol et à Cadix. La première nouvelle de l'escobarderie du ministre de la Justice ne parvint à moi que deux ans après qu'elle était consommée : tant le secret fut bien gardé ! tant Caballero avait usé de précaution pour l'ensevelir dans un profond mystère ! Il y avait là une perfidie, une déloyauté diamétralement opposées à mon caractère connu. Voyez les deux programmes de l'Académie de l'Histoire en 1801 et en 1804, l'un et l'autre excités, encouragés par moi, prônés par mes amis membres eux-mêmes de l'Académie. Il est offert, par ces programmes, un prix à l'auteur d'un *résumé historique de notre législation*, ou, pour mieux dire, d'une *histoire légale de cette législation* divisée en quatre époques, qui devaient embrasser la jurisprudence tout entière, *sans aucune réserve*. Les hommes qui alors composaient l'Académie n'auraient pas voulu transiger avec le pouvoir au préjudice de leur pays : parmi eux se trouvait le chanoine Marina, qui, à ma connaissance et d'accord avec moi, rassemblait et coordonnait les riches matériaux qu'il a publiés plus tard sur *notre droit national*. Celui qui veut juger la conduite des hommes d'État doit rechercher consciencieusement les faits et

lois fondamentales pour la plupart. Ce grave délit, Caballero s'efforça de le cacher en ordonnant en même temps, *de par le Roi*, que le décret relatif à cette suppression restât consigné dans les archives, avec injonction de ne rompre le sceau que sur un ordre exprès de S. M.

ne pas laisser courir sa plume avec une coupable légèreté. Le comte de Toreno s'est mis à déblatérer contre le règne de Charles IV, oubliant que, sous ce règne ami des lumières, il put acquérir librement, facilement, son éducation littéraire ; que moi-même, étant ministre en ce temps-là, je mis le plus grand zèle et un véritable courage à lever les entraves qui gênaient la circulation des connaissances utiles, m'exposant aux reproches, à la haine de ceux qui en étaient les ennemis déclarés... En 1801, Toreno m'impute encore une autre connivence coupable avec le ministre Caballero ; il est trop aisé de le réfuter. A mon insu et mystérieusement, comme il faisait toujours, Caballero voulut enlever l'une de ses premières attributions au Conseil de Castille, au depositaire de nos lois, au conservateur né des droits du monarque et du peuple, c'est-à-dire *l'inspection ou la censure de la librairie*.

Il avait le dessein de s'en emparer pour son compte et de la faire exploiter par un juge spécial, avec inhibition des autres tribunaux quels qu'ils fussent. Je l'appris quand le mal était fait. Faute de mieux, je songai à neutraliser le poison, à le convertir même en remède salubre. Je suppliai le Roi de nommer à ces fonctions un savant connu par un amour éclairé des sciences et des lettres. Le choix de S. M. fut appelé sur D. Jean-Antoine Mélon, que j'ai tant de fois cité dans ces *Mémoires*. On sait avec quelle modération il exerça un pouvoir dont il aurait pu facilement abuser. Que les contemporains le disent, il en existe encore beaucoup aujourd'hui ; la presse jouit d'une grande



liberté : les publications de cette année en sont la meilleure preuve <sup>1</sup>.

Les questions les plus délicates d'économie politique devinrent l'objet de tous les programmes de nos sociétés patriotiques : les unes donnaient des prix d'encouragement ; celles de Madrid et de Saragosse constataient les progrès des idées, dissipaient les vieilles erreurs qui avaient causé la décadence du pays..... Mais il fallait avant tout préparer le terrain. On y travaillait avec zèle.

On a prétendu que j'étais *obligé* de faire des merveilles. A-t-on bien examiné l'époque où nous étions ? sous quel règne antérieur s'occupait-on plus sérieusement à préparer des réformes volontaires et durables ? Je dis *volontaires*, car ce qui est imposé par la force, ce qui n'est pas le résultat de la conviction, a peu de consistance ; et malheur à la nation qui, après avoir essayé de *marcher en avant*, s'arrête découragée et

<sup>1</sup> L'Académie de l'Histoire compléta son quatrième volume par un *Mémoire sur le Vœu de Saint-Jacques (Voto de Santiago)* de D. Joachim-Antonio del Camino. D. François Rodriguez de Ledesma, avocat du collège de Madrid, démontra l'injustice de ce tribut et la fausseté du *privilege* sur lequel il était fondé.

D. Joseph de Vinuesa, autre avocat de Madrid, dans un ouvrage intitulé modestement : *La Dîme laicale*, débrouilla la grande question sur l'origine de la dîme en Espagne ; il creusa dans les profondeurs de l'histoire, et fit voir clairement que cette contribution, inconnue jusqu'au dixième siècle, fut une véritable concession royale, subrogée aux biens envahis par l'Église, et qu'ainsi la dotation du clergé, ample, proportionnée autant que l'exigeaient ses fonctions et son caractère, était une affaire de l'État, indépendante de l'Église (Pour l'époque on n'allait pas mal).

retombe dans l'ornière! Cette nation est atteinte d'un mal sans remède.

Des lumières au peuple, largement répandues dans la masse, des sciences positives, celles qui nourrissent l'homme, qui font connaître à tous les secrets de la production, de la richesse commune fondée sur le travail et qui donnent à la fois de bonnes mœurs et le sentiment d'une noble indépendance! C'est d'après ces principes que je tâchai d'élargir le système de l'enseignement général, de le mettre à la portée de la classe nombreuse. Aussi je ne me contentai pas de voir des écoles primaires jusque dans les hameaux; les écoles des grandes villes (autant qu'il fut possible d'avoir des maîtres, et il s'en formait tous les jours) propageaient l'étude du dessin linéaire : on l'appliquait à la description d'objets d'histoire naturelle; on vulgarisait les connaissances usuelles de la géométrie, les expériences de physique; des lectures graduellement ménagées soutenaient l'attention des élèves; on traduisait Berquin, Gauthier, Blanchard, Jauffret, Campe et d'autres écrivains amis de l'enfance et de la jeunesse. Je ne cessais de demander à nos littérateurs, à nos savans, des *manuels* d'hygiène, d'économie rurale et domestique, des devoirs sociaux et civils, d'enseignement religieux *harmonisé* avec les autres études; je parlerai bientôt de Pestalozzi et de sa méthode introduite dans nos collèges.

Je crus devoir donner une attention particulière à l'art dramatique. Cette branche de l'instruction populaire avait toujours été négligée. Personne ne me démentira quand je dis que la décence, la morale, le

bon goût, régnèrent sur la scène. Cette amélioration radicale de nos spectacles fut mon ouvrage et celui de mes amis.


Je recevais avec plaisir chez moi, les poètes, les musiciens, les acteurs, non pour célébrer des concerts et des fêtes (on sait bien que la gravité de mon hôtel ne fut jamais troublée par de bruyantes distractions), mais pour exhorter, animer les artistes à concourir à une sage réforme qui éprouvait aussi des contradictions, comme tant d'autres... et cette réforme s'opéra. Les répertoires des théâtres, le bon exemple de cette époque, servent encore aujourd'hui; mes efforts n'ont pas été perdus; la décence, une fois introduite sur la scène, s'y est conservée<sup>1</sup>.

A cette même année 1805 appartient l'abolition des combats de taureaux. Il y eut des murmures; mais tous les hommes de bon sens l'approuvèrent. Sans doute je ne fus point étranger à cette disposition gouvernementale : ce n'était point une affaire de caprice; le Conseil de Castille s'en occupa sérieusement avec toute la maturité convenable.

A peine arrivés au pouvoir, mes successeurs ne manquèrent pas de rétablir ces spectacles de sang; ils

<sup>1</sup> En 1801, Quintana publia la tragédie de *Pélage (Pelayo)*; D. François Sanchez, auteur d'un opuscule très-estimé : *Principes de rhétorique et de poétique* (parmi les arcades Torralbo Corinthio), publia aussi son poème sacré : *Saül*; D. Felix Castillon, D. Damaso Ururquiza, D. Gaspard Zavala, D. Vicente Rodriguez de Arellano et d'autres, écrivirent des comédies. On vit les mêmes progrès dans la musique : D. Mateo Perez de Albeniz, Fr. François de Sainte-Marie, donnèrent des ouvrages élémentaires sur cet art, et furent très-goûtés.

en ont fait la pâture quotidienne de la multitude.....  
Des combats de taureaux en échange des libertés, des  
droits qu'un peuple héroïque avait conquis avec tant  
de peine!..... Des combats de taureaux et pas de pain!  
On dit que ce peuple infortuné s'en contente !



## CHAPITRE XXIV.

1806. — LA TROISIÈME COALITION ET SES RÉSULTATS. — DÉVELOPPEMENT DU GRAND SYSTÈME IMPÉRIAL. — DÉPART D'UNE DIVISION DE TROUPES ESPAGNOLES POUR LA TOSCANE. — MOTIFS DE CETTE MESURE. — EXIGENCES DE NAPOLEON. — L'ESPAGNE SE REFUSE A LES SATISFAIRE. — VINGT-QUATRE MILLIONS AU LIEU DE SOIXANTE-DOUZE. — INTERVENTION DE D. EUGÈNE IZQUIERDO DANS CETTE AFFAIRE. — SA MISSION DIPLOMATIQUE. — EXPLICATIONS ENTRE LES COURS D'ESPAGNE ET DE FRANCE AU SUJET DU NOUVEAU ROI DE NAPLES. — CHARLES IV NE VEUT PAS LE RECONNAÎTRE. — INTENTION MANIFESTE DE NAPOLEON. — L'ESPAGNE EST COMPRISE DANS LE SYSTÈME IMPÉRIAL. — TOUTES LES DYNASTIES BOURBONNIENNES DOIVENT DISPARAÎTRE. — SITUATION DE LA PRUSSE ET DU NORD DE L'ALLEMAGNE. — QUATRIÈME COALITION. — CONSEIL QUE JE DONNE A CHARLES IV. — MES EFFORTS POUR FAIRE ENTRER L'ESPAGNE DANS CETTE COALITION. — DÉMARCHES A CET EFFET. — L'INTRIGUE DE MES ENNEMIS RENVERSE TOUS MES DESSEINS.

Quelles auraient pu être les chances politiques et militaires, si la troisième coalition ne fût pas venue se jeter à la traverse et empêcher l'exécution du projet préparé avec tant de soins, médité depuis si longtemps contre la superbe Angleterre ?

La question vaut la peine d'être examinée.

Plusieurs ont cru que l'intention de Bonaparte ne

fut jamais de réaliser cette expédition colossale ; qu'il voulait seulement effrayer le ministère britannique et fomenteur des troubles dans le pays ennemi , tandis que , fascinant les regards de la France , s'entourant d'une grande masse de soldats sous le prétexte d'une conquête nouvelle , commandant le respect au dedans et au dehors , il ne songeait qu'à monter sur le trône , soutenu par les baïonnettes , rayonnant de tout le prestige de ses victoires.

Je crois bien qu'au milieu de ses projets d'envahissement à l'extérieur, il ne perdait pas de vue la couronne qu'il ambitionnait ; mais je crois également que Napoléon n'aurait pas renoncé à son entreprise de l'autre côté de la Manche , si l'Autriche et la Russie à la fois ne l'eussent imprudemment rappelé sur le continent. Ah ! que ne lui laissait-on le temps de s'engager dans son expédition ! Une fois compromis , après tant de jactances , il ne pouvait reculer sans ignominie , sans perdre entièrement sa réputation , soit en France , soit en Europe.

Cependant je ne supposais guère qu'il voulût hasarder sa personne avec son armée , au-delà du détroit.

Monarque d'un jour , à peine assis sur un trône refait à la hâte et dont les héritiers naturels ne renonçaient point à leurs droits , Napoléon devait-il , laissant derrière lui des feux mal éteints , s'exposer aux dangers d'une guerre lointaine ? Ne suffisait-il pas que ses généraux en courussent les chances ? Si l'entreprise réussissait , la gloire en revenait à lui tout naturellement ; si l'on échouait , les torts de l'exécution retombaient sur ses lieutenans.

Au reste, de quelque façon que l'empereur des Français eût combiné son affaire, l'Europe devait souhaiter que l'expédition fût sérieusement engagée : car enfin, l'Angleterre pouvait être entamée et non pas conquise. Tout un peuple animé de patriotisme attendait chez lui, sur son propre terrain, prêt à repousser l'ennemi. Non : l'Angleterre n'avait rien à craindre pour son existence<sup>1</sup>, et il eût fait beau voir se prendre corps à corps les deux nations rivales dont la prépondérance sur la terre ou sur la mer était une calamité pour le reste du monde.

Au moindre revers, la chance tournait contre les Français ; victorieux, des obstacles renaissans prolongaient la lutte ; et pour peu que l'astre de Napoléon eût pâli, l'adversité lui aurait appris à se modérer, à se renfermer dans de justes limites. Enfin, si l'inconstance naturelle de la fortune eût alternativement partagé les succès entre la France et l'Angleterre, leur épuisement réciproque amenait forcément la paix. Alors chacun retrouvait son indépendance et sa liberté.

Il était donc sage de laisser les deux colosses se heurter, se contenir l'un par l'autre. Que nous faisaient à nous les coups que se portaient mutuellement la France et l'Angleterre, ces deux véritables fléaux de l'univers ?

<sup>1</sup> Il y avait alors en Angleterre cent quatre-vingt mille hommes de troupes de ligne ou milices régulières ; trois cent mille volontaires enrégimentés ; un enrôlement général depuis l'âge de dix-sept ans offrait d'immenses ressources pour un cas extrême ; les côtes étaient garnies de flottilles ; plus de mille bâtimens, trente mille soldats de marine, enfin quatre cents vaisseaux de guerre, devaient concourir à la défense du pays.

Quel fut le résultat de cette troisième coalition mal combinée ? délivrer l'Angleterre du péril qui la menaçait ; épargner à Napoléon les embarras d'un terrible compromis ; lui rendre la libre disposition de ses phalanges ; le ramener de nouveau sur les champs de bataille où sa fortune et ses talents lui avaient fait remporter de si éclatantes victoires...

Pourquoi, je le répète, la Russie et l'Autriche ne laissèrent-elles pas le nouveau chef de la France commencer une lutte désespérée entre l'amour de la patrie, d'un côté ; de l'autre, l'honneur des guerriers de Napoléon ? Durant le conflit, celui-ci aurait du moins permis au continent de respirer : il n'eût pas été sourd à des propositions raisonnables... Peut-être aurait-il tout perdu en un seul jour, comme il arriva, trop tard sans doute, quand les rois de l'Europe avertis, éclairés par l'expérience et le danger commun, surent profiter de la désastreuse retraite de Moscou.

Déclarer la guerre à Napoléon au moment où il allait de lui-même s'enfermer, se précipiter dans une périlleuse entreprise, c'était vraiment et uniquement courir au secours de l'Angleterre ; c'était prodiguer en faveur de cette puissance le sang qui n'aurait dû être versé que pour défendre ou rétablir l'équilibre sur le continent ; et dans ce cas, de tous les points de l'Europe, on serait accouru pour abattre une prépondérance audacieusement fondée sur la force des baïonnettes.

En vérité Pitt fut un grand homme : il sauva sa patrie à jamais préservée de la redoutable invasion des armées françaises, n'importent les moyens qu'il employa. Dans les périls extrêmes, le premier soin est de sau-



ver sa maison. Telle n'était pas la marche de ceux qui prirent d'abord la tâche de sauver l'Angleterre afin d'en obtenir des subsides, pour se sauver ensuite eux-mêmes...

Si la première coalition formée, mal conçue, indiscrètement prolongée, éveilla, développa le terrible génie de Napoléon, la deuxième lui ouvrit le chemin de l'empire ; la troisième plaça le diadème sur sa tête...

Et tout ne se borna point là : ses victoires dans la Moravie, ses étonnantes ressources militaires, les fautes des coalisés, mirent toute l'Europe à sa discrétion... Lui-même, ébloui par l'éclat de sa gloire, ne pouvant plus souffrir des égaux et voulant régner sur les autres rois, il fatigua sa propre fortune ; il creusa de ses propres mains le tombeau de Sainte-Hélène où dort sa dépouille exilée.

Mais par quelle série d'épreuves et d'angoisses il a fallu passer avant de secouer le joug de Napoléon ! Long-temps ses désirs et ses projets ne connurent pas de limites : il trouva des prétextes pour tout oser ; il brava cette pudeur que la civilisation actuelle ordonne aux puissances de la terre de respecter.

Après la paix de Presbourg, après avoir dépouillé une première et une seconde fois l'Autriche de ses meilleures provinces, un signe de la volonté de Napoléon fit disparaître l'Empire Germanique ; il n'en resta que des principautés isolées, des vassaux à demi couronnés dont il se fit suivre à la guerre, prêts à combattre leurs anciens collègues dans cette vieille association de dix siècles.

Les ducs de Bavière et de Wurtemberg, le margrave

de Bade, le landgrave de Hesse-Darmstadt, devenus rois ou grands-ducs par la grâce de Napoléon, renonçant à l'ancienne constitution impériale, liés à la France, les uns par la peur, les autres par l'intérêt, formèrent l'avant-garde française au-delà du Rhin<sup>1</sup>. Le drapeau de recrutement y fut arboré; chaque jour s'accroissait la foule de ces nobles conscrits, naguère souverains chez eux, simples soldats devant les aigles de Napoléon. Ferdinand de Lorraine (frère de l'em-

<sup>1</sup> Voici le préambule du traité de la Confédération souscrite à Paris, le 14 juillet 1806.

« S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, d'une part; et de l'autre, LL. MM. les rois de Bavière et de Wurtemberg, l'électeur de Bade, le duc de Berg et de Clèves, le margrave de Hesse-Darmstadt, les princes de Nassau-Usingen et de Nassau-Wilbourg, etc., voulant par des stipulations convenables assurer la paix intérieure et extérieure du midi de l'Allemagne, pour la conservation de laquelle l'expérience a prouvé depuis, et tout récemment encore, que la constitution germanique n'offre plus aucune garantie, ont nommé plénipotentiaires, etc. »

Par ce traité *léonin*, l'empereur des Français fut mis à la tête de la confédération nouvelle sous le titre de Protecteur; les confédérés s'imposaient l'obligation de faire cause commune avec la France dans toutes les guerres continentales, et de la soutenir envers et contre tous. Nul ne devait prendre les armes sans le commandement exprès que devait leur adresser l'empereur des Français, sous la forme d'une invitation. Aussitôt qu'elle en serait requise, la Confédération fournirait soixante-trois mille soldats, suivant le contingent assigné à chacun de ses membres; ils ne devaient prendre des engagements politiques qu'avec les confédérés eux-mêmes ou des alliés de la Confédération, sous peine de perdre leurs États, qui, par ce fait seul, seraient dévolus à leurs héritiers naturels. Le prince qui voudrait céder ou aliéner ses États, en tout ou en partie, ne pourrait exercer cette faculté qu'en faveur d'un autre prince de la Confédération. Véritables esclaves attachés à la glèbe! Ainsi furent désignés ceux qui se lièrent avec l'empereur des Français par ces engagements.

pereur François ), grand-duc de Wurtzbourg, s'enrôla comme tant d'autres.... Ce n'est point avec une maligne satisfaction que je rappelle le souvenir de toutes ces illustres condescendances ; mais encore est-il permis de citer des faits que tant de gens affectent d'oublier.

Une cause pressante, irrégulière, fatale, brisait les ressorts de la vieille machine gubernative dans toute l'Europe. Les empires tombaient l'un sur l'autre ; la valeur et la prudence n'empêchaient rien ; le défaut d'accord augmentait le danger ; *c'était un sauve qui peut* général ; chacun cherchait à saisir une planche dans le naufrage.

Vraiment tout le monde avait raison ; les historiens sont forcés d'en convenir.... mais aucun n'a rendu justice à l'Espagne, qui, seule parmi tous les peuples voisins de la France opprimés, bouleversés, conserva son indépendance nationale vis-à-vis du terrible désorganisateur du continent.

Je ne blâme personne : les intentions furent louables ; on voulait se sauver, soit en cédant à la force, soit en combattant avec plus ou moins de courage.

Dans une pareille déroute, où était la bonne voie de salut ?

Le vénérable François II n'est-il pas encore digne d'intérêt et de respect, lorsque, abandonné par la moitié des princes de l'Empire, et pliant sous le poids de l'infortune, à la vue des souffrances de son peuple, il cherche à le consoler, à essuyer ses larmes, et renonce au diadème des Césars !

<sup>1</sup> « Nous, François II, etc.

« Depuis la paix de Presbourg, j'ai mis toute ma sollicitude à

A partir de cette année et depuis, que de malheurs pesèrent sur l'Europe ! La Prusse encore intacte, mais craignant de se compromettre, s'appliquait à ne pas donner le moindre prétexte de guerre. En paix avec la France depuis dix ans, elle conservait sa neutralité dans le nord de l'Allemagne. Aucun effort du cabinet anglais ne put faire dévier celui de Berlin du système qu'il avait adopté ; il chercha de bonne foi avec zèle, quoique sans y parvenir, à rapprocher mutuellement la

satisfaire, avec une scrupuleuse fidélité, mes engagements contractés pour assurer à mes peuples le bien de la paix.

« J'espérais que les modifications survenues me permettraient encore de remplir mes devoirs comme chef de l'Empire Germanique suivant la teneur de l'article d'élection qui m'avait placé à sa tête.

« Mais les conséquences de certains articles du traité de Presbourg aussitôt qu'il fut publié, et aujourd'hui même, des événemens bien notoires dont l'Empire est devenu le théâtre, me donnent la conviction que, dans les circonstances actuelles, il me serait impossible de remplir les obligations contractées. En jetant un coup d'œil sur les relations politiques de l'Empire, qui aurait prévu de pareils bouleversemens ? La convention du 12 juillet, signée à Paris, et aussitôt approuvée par les parties contractantes, la séparation de plusieurs États importans et leur confédération ne laissent plus aucune espérance de pouvoir conserver la dignité de chef suprême de l'Empire. Ainsi, pleinement convaincu de l'impossibilité d'en exercer les fonctions, mes principes et mon devoir m'ordonnent de renoncer à une couronne désormais sans valeur, quand je ne puis plus répondre à la confiance des Électeurs, Princes et autres États. Nous déclarons, par les présentes, que les liens qui jusqu'à ce jour nous unissaient au corps dudit Empire sont dissous, et nous regardons comme éteinte par l'établissement de la confédération du Rhin la dignité de chef de l'Empire Germanique ; nous considérant à cet égard comme libre et dégagé de toutes nos obligations, nous déposons la couronne impériale, et déclarons les Électeurs, Princes et États, pareillement libres et dégagés de toute obligation envers nous, etc. »

France, l'Autriche et la Russie. Lorsque la troisième coalition éclata, la Prusse refusa le passage dans ses États aux troupes moscovites, et Napoléon, de son côté, respecta d'abord les frontières prussiennes. Bientôt, tandis que Frédéric-Guillaume s'efforçait d'étouffer dans son germe une guerre qui pouvait devenir si dangereuse pour l'Allemagne et seulement utile à l'Angleterre, les armées françaises traversèrent tout-à-coup son territoire, violèrent sa neutralité, moins par une nécessité absolue de suivre cette route que parce qu'il était tout simplement à la convenance de Napoléon de réaliser son plan de campagne par le chemin le plus court.

Le landgrave de Hesse-Cassel, neutre aussi et allié de la Prusse, essuya la même injure. Ce manque d'égards, ce double mépris des droits des peuples indépendans, irritèrent le Cabinet de Berlin et le jetèrent dans la coalition. Mais, toujours conséquent et ami de la paix, Frédéric-Guillaume envoya un ambassadeur à Bonaparte pour tâcher de contenir son ardeur guerrière, en consultant à la fois les intérêts de toutes les parties. Le nouvel empereur était au fond de la Moravie, à une grande distance de son point de départ et des secours de la France. Les archiducs Charles et Jean s'avançaient à la tête de quatre-vingt mille hommes. La Hongrie et la Bohême se levaient en masse; les Russes arrivaient en Silésie avec de nombreux renforts.... Si, dans ce moment, une armée de cent cinquante mille Prussiens, Hessois et Saxons fût venue prendre part à la lutte, Napoléon était perdu; quelques retards le sau-

vèrent; il triompha; la scène fut changée en un clin d'œil.

Le héros d'Austerlitz rentrait victorieux sous sa tente, lorsque le comte d'Hawgwits, venant lui signifier l'*ultimatum* de la Prusse, trouva l'empereur François qui demandait humblement la paix.... et l'empereur Alexandre s'éloignant à la hâte, trop heureux d'avoir obtenu la permission de regagner ses États.

Hawgwits, au lieu de faire entendre des menaces de la part de son maître, dut se confondre en félicitations, et songer à sauver son pays d'une guerre dont il aurait eu à supporter seul tout le poids.

Déjà les rôles sont troqués : c'est Napoléon qui hausse la voix, qui gourmande le malencontreux messager de Berlin. Il veut avoir les territoires d'Anspach, de Bayreuth et de Clèves : « *Je vous donne en échange le Hanovre*, » disait-il. (Les Russes l'occupaient encore.) Et il fallut accepter cette compensation dérisoire, rompre avec l'Angleterre et lui fermer ses ports<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> On a blâmé la conduite de la Prusse : c'est une injustice. Le Cabinet de Berlin avait, dès le principe, refusé d'entrer dans la coalition. Sa réserve était louable; la coalition, mal combinée. Si plus tard, attaqué dans son honneur, voyant son territoire violé, Frédéric-Guillaume eut la pensée de se joindre à l'Autriche et à la Russie, on ne peut que louer encore cette détermination. Il avait jusque-là observé une neutralité armée, régulière, honorable. Après l'étonnante victoire d'Austerlitz et la retraite des Russes, quand l'empereur François demandait la paix, le roi de Prusse, forcé de plier devant la nécessité commune, devait-il braver seul la puissance de Napoléon? Celui-ci fait la loi. L'Allemagne subit la paix de Presbourg. La Prusse accepte le Hanovre, bien moins pour s'agrandir que pour empêcher les Français de s'y installer.

On ne veut tenir compte à personne de la situation parti-

L'Empereur triomphant se déploie à son aise dans toute l'Allemagne ; il poursuit son système de dominer à la fois le Nord et le Midi. Ennemis, amis, neutres, tous sont également tenus de fournir à l'entretien des légions victorieuses. Qui eût osé sourciller ? La Hollande est adjugée à l'un des frères de Napoléon : cette République famense qui figura si long-temps en Europe, qui fut comptée pour beaucoup dans la balance politique, sollicite aujourd'hui l'honneur d'être gouvernée par un maître. Au lieu de menacer la France, elle en devient le premier boulevard<sup>1</sup>. Les villes an-

culière où chacun s'est trouvé. Les historiens doivent suivre la chaîne des précédens et remonter à la source ; je les accuse tous de précipitation et d'injustice : c'est pourquoi je leur oppose si souvent des comparaisons entre ce qui s'est fait en Espagne et ce qu'à une époque corrélatrice faisaient les autres puissances de l'Europe. Tout homme libre de haine ou de passion jugera qu'au milieu des angoisses dans lesquelles la France et l'Angleterre étaient les États du continent, le système du Gouvernement espagnol fut sage et digne d'un peuple jaloux de son indépendance. Plus tard, une force majeure envahit la Péninsule, il n'est que trop vrai... La trahison vint de ceux-là mêmes sur la fidélité de qui on devait naturellement compter.

<sup>1</sup> Napoléon, en accordant le roi que les députés hollandais lui demandent, laisse tomber du haut de son trône ces paroles adressées à son frère Louis :

« Protégez la Hollande ; mais soyez toujours Français : vous et vos descendans, vous serez connétables de l'Empire. N'oubliez jamais vos devoirs envers moi. Les places fortes de la Hollande sont d'une haute importance à mes yeux ; elles protègent le nord de mon empire. Inspirez à vos sujets des sentimens d'union et d'affection à l'égard de la France, etc. »

Parmi les droits que Napoléon se réserve, il compte celui de pourvoir à la régence, en cas de *minorité*, comme chef suprême et perpétuel de la famille impériale. Ainsi la monomanie du grand empire suzerain se manifeste au grand jour.

séatiques touchent au terme de leur indépendance : la subversion du Midi va s'étendre aux États du Nord. La Saxe voit briller la couronne royale qui a déjà fasciné la Bavière et le Wurtemberg. La Prusse est réduite à elle-même, à ce qu'elle était il n'y a pas long-temps ; les légions françaises pullulent sur le Mein, dans les deux Souabes et la Franconie. Nul ne veut essayer une résistance inutile et désespérée : en Italie, la puissance de Napoléon s'établit encore mieux. Une bonne moitié de cette péninsule entre déjà dans le cercle impérial, ou, pour mieux dire, l'Italie entière y est comprise...

Le roi de Naples a commis une faute. Après avoir juré de rester neutre, il a ouvert ses ports à l'Angleterre, à la Russie.

Puissance faible, sans appui autour d'elle, rien ne peut la sauver ! Ici Napoléon n'eut pas besoin de paraître généreux, pas même d'affecter cette modération dédaigneuse dont il usait envers l'Autriche qu'il n'était pas facile de culbuter entièrement. Il gardera donc le royaume de Naples pour un autre de ses frères. Encore un feudataire de l'Empire ! Plus d'indépendance en Italie : la Toscane, les États du Saint-Siège, sont des enclaves. Napoléon ajourne encore un instant l'exécution de son plan audacieux ; il s'abstient de toucher au *domaine utile* ; mais il a déclaré que le *domaine direct* lui appartient<sup>1</sup>. Et pour qu'on s'y

<sup>1</sup> Napoléon ne s'en cachait plus ; dans son discours adressé le 2 mars au Corps Législatif (1806), il dit : « Mes ennemis sont humiliés et confondus ; la maison de Naples a cessé de régner ;



accoutume d'avance, il improvise en Allemagne, en Suisse et ailleurs, une foule de petits princes, vassaux qui relèvent de lui.

Suzerain médiateur, protecteur, il embrasse tout, et veut tout gouverner à sa fantaisie.

Après avoir jeté les yeux sur ces grands reviremens, l'historien dira que l'Espagne, voisine de la France, et assez importante pour exciter son ambition, n'en fut pas moins le *seul* État respecté, parmi tous ceux qui se trouvaient à la portée de l'envahisseur universel.

Veut-on que ce soit un pur effet du hasard ? Nous avons suivi constamment le même système soit à l'égard de la République, soit à l'égard de l'Empire ; on voit notre refus obstiné de prendre part à la guerre sur le continent, notre coopération expressément bornée à combattre l'ennemi des deux nations, cet ennemi qui nous força lui-même à prendre les armes.....

Ainsi l'Espagne, amie utile et bienveillante, mais fière et chatouilleuse dès que son indépendance était menacée, ne dut qu'à sa politique honorable et ferme le bonheur d'échapper au joug que tant d'autres peuples subissaient.

On sait que Bonaparte essaya de franchir cette barrière ; il prit quelquefois le ton de la menace, ce qui néanmoins ne prouve pas qu'il méprisait l'Espagne ; ni alors, ni depuis, ni même quand il songeait à l'envahir, il ne voulait de guerre avec nous : car, de tout temps, il avait rencontré une noble et vigoureuse opposition. Je vais rappeler quelques faits.

« la Péninsule italique tout entière fait partie du grand empire, etc., etc. »

Parmi les objets de curiosité que le maréchal Berthier envoya de Vienne à Paris comme des trophées de guerre, figurait l'armure entière de François I<sup>er</sup> fait prisonnier à la bataille de Pavie. Il ne manquait plus que l'*épée* de ce monarque, laquelle était restée en Espagne. Beurnonville reçut l'ordre de nous la demander comme un gage d'amitié qui compléterait une restitution à laquelle on tenait beaucoup en France. Je répondis sur-le-champ, que la chose était *impossible*.

« Mais, dit l'ambassadeur, le refus de cette bagatelle peut refroidir l'amitié que l'Empereur se plaît à témoigner à Charles IV?

« — Non, lui répliquai-je, par cela même que c'est une bagatelle; je ne crois pas que l'amitié réciproque entre nos souverains puisse dépendre de si peu de chose; les sentimens du Roi pour l'Empereur sont connus : il y en a des preuves réelles; sympathie fondée sur des intérêts communs, sur la gloire commune de la France et de l'Espagne. Tout récemment S. M. l'Empereur a déclaré en public combien il était sensible aux témoignages d'attachement que le Roi lui avait donnés<sup>1</sup>. Outre cela, quand même la chose serait praticable, ce que je ne crois point, Charles IV voulût-il se défaire d'un gage précieux de notre ancienne gloire nationale, il n'en serait pas le maître. Cette épée est comprise,

<sup>1</sup> Le 2 mars, à l'ouverture de la session du Corps Législatif, l'Empereur avait dit : « Les tempêtes nous ont fait perdre quelques vaisseaux après un combat imprudemment engagé. Je ne saurais trop me louer de la grandeur d'âme et de l'attachement que le roi d'Espagne a montrés dans ces circonstances pour la cause commune. »

« engagée dans le *majorat* de la couronne ; elle appartient aussi bien à la nation qu'au Roi, et au même titre. Je n'en rendrai pas moins compte à Sa Majesté de votre demande, c'est mon devoir. Mais quant à mon opinion, si le Roi me consulte ( je pense qu'il n'en a nul besoin ), je vous préviens qu'elle ne sera pas de vous rendre l'épée de François I<sup>er</sup>.

« — Prince, me dit alors Beurnonville, c'est penser noblement ; mais vous vous nuisez à vous-même dans l'esprit de l'Empereur ; vous ne soignez guère vos intérêts personnels. « Les Rois font de la loi tout ce qu'ils veulent », dit un de vos proverbes. »

« — Non pas de la loi de l'honneur, » répondis-je à Beurnonville. « Au surplus, mon cher général, je vous l'ai déjà dit, je n'ambitionne que ma retraite. Vous avez aussi vos proverbes, vous autres Français : « A quelque chose malheur est bon ! » Une disgrâce ne m'effraie pas. »

Cependant, je parlai au Roi de cette affaire. L'épée de François I<sup>er</sup> ne sortit point de nos mains !

C'est au successeur de Charles IV qu'il était réservé de livrer ce trophée national : Napoléon désirait l'avoir. La première chose demandée en son nom au prince des Asturies en 1808, et sans reconnaître sa nouvelle dignité royale, fut l'épée de François I<sup>er</sup>..... Ceux qui m'ont accusé d'une lâche faiblesse, les conseillers, les précepteurs de Ferdinand VII, livrèrent

*' Allá van leyes donde quieren reyes.*

cette épée à Napoléon , espérant conserver, à force de bassesses, la protection qu'ils avaient mendiée...

Si la concession n'était pas honorable de sa nature, la manière dont elle fut faite et annoncée au public la rendait ignominieuse. Voici la copie de l'article officiel inséré dans la *Gazette de Madrid* (5 avril 1808) :  
« S. A. I. le grand-duc de Berg et de Clèves avait donné à entendre à S. E. don Pedro Cevallos , premier secrétaire d'État , que Sa Majesté l'empereur des Français , roi d'Italie , désirait posséder l'épée rendue par François I<sup>er</sup> dans la fameuse bataille de Pavie , sous le règne de l'invincible Charles V , laquelle était conservée en Espagne , avec tout le soin et l'intérêt convenables , dans le royal dépôt d'armes (*real armeria*) depuis l'année 1525..... S. A. I. le grand-duc avait , en même temps , chargé le premier secrétaire d'État d'en parler à Sa Majesté..... Le Roi , profitant de cette occasion pour témoigner à son intime allié l'empereur des Français sa haute estime pour sa personne et son admiration pour tant d'exploits inouïs , a sur-le-champ ordonné que ladite épée serait remise à S. A. I. le grand-duc de Berg , qui , formé à l'école de l'Empereur et célèbre lui-même par ses hauts faits militaires , est digne plus que tout autre d'être chargé d'un si précieux dépôt et de le présenter à S. M. I. et R.

« A cet effet , en vertu de l'ordre de S. M. , S. E. le marquis d'Astorga , grand-écuyer du Roi , exécuta la remise de l'épée de François I<sup>er</sup> , de la manière suivante :

« Au fond d'un riche carrosse *de gala* reposait l'épée sur un plateau d'argent , couvert d'un drap de soie couleur de feu , orné d'un large galon d'or et la

frange de même. Sur le siège de devant étaient l'armurier en chef honoraire D. Carlos Montargis, et son aide D. Manuel Trottier ; six mules attelées ; harnais de gala ; de chaque côté, trois valets du Roi, en grande livrée, ainsi que les cochers.

« Dans un second carrosse ayant le même attelage et deux valets de pied de chaque côté, entra d'abord S. E. le duc del Parque, lieutenant-général des armées et capitaine des gardes-du-corps de Sa Majesté. Un courrier de cabinet précédait le carrosse. Dans l'intérieur, sur le siège de devant, à la gauche, se plaça l'écuyer honoraire D. Joseph Gonzalez, ainsi qu'il correspond à la dignité de grand-écuyer.

« Sa Majesté voulut aussi que le cortège fût accompagné par un détachement de sa maison militaire, un sous-brigadier, un cadet, vingt gardes-du-corps dont quatre ouvraient la marche ; les seize restans suivaient le carrosse où était l'épée.

« Vers l'heure de midi, le 31 mars, le cortège partit de l'hôtel de S. E. le marquis d'Astorga pour se rendre à celui qu'occupait S. A. I.

« En arrivant vis-à-vis de la porte d'entrée, les deux armuriers sortirent du carrosse, d'où l'honoraire Trottier retira le plateau. LL. EE. le grand-écuyer et le capitaine des gardes survinrent aussitôt ; Montargis et Trottier marchèrent devant eux jusqu'au salon où le grand-duc de Berg les attendait. « Ayant remis une lettre du Roi à S. A. I., le marquis d'Astorga saisit à son tour le plateau, et, après *une courte harangue* »

' La révolution d'Aranjuez éclata dans cette résidence royale,

adressée au grand-duc, lui présenta l'épée de François I<sup>er</sup>, que le prince reçut avec beaucoup d'affabilité;

le 17 mars; le lendemain (18 ou 19), Charles IV avait abdiqué. Son fils s'était emparé du trône. Au bruit de cet événement, qui déplaçait toute la question politique, le grand-duc de Berg accourut de son quartier-général (Buytrago, à sept ou huit lieues de Madrid) avec une partie de son armée, et entra dans Madrid le 23. Ferdinand, roi depuis quelques heures, avait déjà condamné son père et sa mère à l'exil; une ordonnance écrite à la main, affichée aux coins des rues, dépouillait le Prince de la Paix de tous ses titres, honneurs et *biens, confisqués en attendant qu'il fût jugé par les tribunaux* ! Des courriers en portaient la nouvelle dans les provinces, et l'usurpation fut proclamée d'un bout à l'autre de l'Espagne. Néanmoins, Ferdinand hésitait à venir d'Aranjuez à Madrid; ses conseillers l'y déterminèrent. Murat eut l'air de ne pas s'apercevoir de sa présence, du moins officiellement; il ne communiquait avec lui que par des messages indirects, faciles à désavouer, si Napoléon se prononçait contre l'élévation inopinée du Prince des Asturies. Or, celui-ci régnait au palais de Madrid et en province; l'armée française, dans la ville. Inquiets de l'avenir, les directeurs politiques de Ferdinand imaginèrent d'envoyer officieusement au grand-duc de Berg l'épée de François I<sup>er</sup>, espérant obtenir du lieutenant de l'Empereur au moins *une phrase de remerciement* dans laquelle il ne refusât point à Ferdinand le titre de *Majesté*, ce qui dès lors aurait eu l'air d'une *reconnaissance*. Tel fut le véritable motif de la concession intéressée que le grand-duc n'avait point encore demandée officiellement. Aussi en parut-il assez embarrassé : il parla de François I<sup>er</sup>, de l'honneur français, de la valeur espagnole; mais pas un mot du roi Ferdinand, dont la lettre resta sans réponse, et le discours du prince français ne fut point rapporté dans la Gazette officielle, où les moindres détails de la cérémonie sont minutieusement consignés.

Récemment appelé à faire le service d'officier d'ordonnance auprès du grand-duc de Berg, je fus témoin oculaire de toute la représentation. La Gazette ministérielle suppose à tort que le grand-écuyer marquis d'Astorga fit une courte *harangue*; cette Excellence ne dit rien du tout.

M. Osorio de Moscoso, comte d'Altamira, marquis d'Astorga,

il répondit au marquis par un discours très-expressif.

« Après la cérémonie, pendant laquelle les gardes-du-corps restèrent à cheval, faisant face à l'hôtel du grand-duc, LL. EE. sont revenues dans le même ordre, avec le même cortège, au palais du Roi, pour rendre compte à Sa Majesté de leur commission scrupuleusement exécutée. »

Ce récit, élaboré par le ministre Ceballos et le

duc de Sessa, etc., issu en droite ligne de la plus ancienne race noble d'Espagne, je dirais même de toute l'Europe (a), seigneur héréditaire de plus de 500,000 piastres de revenu, n'avait pas été aussi favorisé par la nature que par la fortune. Il ne possédait aucun de ces avantages extérieurs qui parlent aux yeux ; sa dignité le condamnait à faire acte de présence, mais il ne pouvait pas être l'orateur de la députation.

Ce fut le duc del Parque, capitaine des gardes-du-corps, qui porta la parole ; il s'exprima en français avec une facilité remarquable. Parmi les fadeurs oratoires qu'il débita, j'ai retenu ce passage. « Le Roi, mon maître, prie V. A. I. de vouloir bien accepter l'offre de cette épée célèbre, ancien trophée de la valeur espagnole : S. M. veut qu'il ne reste plus chez nous le moindre souvenir de nos querelles passées ; l'Espagne et la France désormais ne doivent faire qu'une seule nation, qu'une seule famille, etc. » Le grand-duc de Berg répondit longuement : il baisa au moins dix fois l'épée en signe de respect pour la mémoire du *roi-chevalier* ; il évita soigneusement de s'expliquer à l'égard de la personne de Ferdinand... Cet illustre et infortuné guerrier brillait surtout à la tête d'une grande charge de cavalerie..... Dans un tournoi du quinzième siècle, comme il eût fait battre le cœur des nobles dames de la Cour de ce François I<sup>er</sup> dont il aimait à reproduire le costume chevaleresque !... La mort du roi Murat, jugé par une commission militaire, sans aucune protestation des autres souverains qui fraternisèrent avec lui pendant dix ans, a beaucoup simplifié toutes les questions d'inviolabilité. E.

(a) La maison *Osorio*, comme celle de *Velasco*, jouit, depuis mille ans bien constatés, d'une illustration et d'une richesse non interrompues. (Voyez *Salazar de Castro : Origine des dignités séculières de Castille.*)

chanoine Escoïquiz conjointement, était surtout l'œuvre de ce dernier ; production aussi plate que l'action elle-même !

Espagnols, comparez (car c'est ici l'occasion de le faire), comparez ma politique avec celle de mes ennemis, qui ont tant cherché à me déshonorer, à me flétrir à vos yeux ! Peut-on me reprocher un seul acte de cette nature ?..... Quand Escoïquiz, Ceballos et consorts affichaient une aussi déplorable bassesse, j'étais dans les fers, au fond d'un cachot !!!

La deuxième demande du capricieux empereur fut d'une nature plus grave, le port du *Passage*<sup>1</sup>. Le prétexte de cette demande, le voici : on savait ou l'on prétendait savoir que les Anglais voulaient attaquer ce port, s'en emparer, s'y ménager un asile permanent pour leurs croisières sur la double côte de la Péninsule, avoir un point d'appui sur la frontière de l'Empire, etc. Cette prétention saugrenue fut le motif d'un débat où Beurnonville s'emporta jusqu'à la menace. Aussitôt que la discussion prit cette tournure, je l'arrêtai sur-le-champ : « Ne parlons plus de cela, » dis-je à l'ambassadeur avec vivacité ; « ce que l'amitié ne donne pas (sans doute parce qu'il y a impossibilité), rien au monde, et moins que toute autre chose, la peur, ne le ferait accorder. L'Empire fran-

<sup>1</sup> Ce port, comme la position de Santoña, peut devenir un autre Gibraltar, dans le golfe Cantabre... C'est là que la légion anglaise, sous les ordres du général Evans, s'est empressée d'établir son quartier principal. Les auxiliaires de la reine Christine n'ont encore montré de l'énergie et de l'habileté qu'à se maintenir dans cette position.



çais et le royaume d'Espagne ont chacun leurs limites sacrées ; nous ne sommes point ici en Italie : notre alliance n'est point un vasselage. L'Espagne n'a donné des marques de faiblesse ni à ses amis ni à ses ennemis. Nous sommes en état de nous défendre chez nous , sans que d'autres viennent s'y loger pour nous aider, sans y appeler un voisin plus fort que nous. »

Cette conversation passablement vive termina l'affaire. Il ne fut plus question du port du Passage.

Mais les prétentions de Napoléon se renouvelèrent. Demandant aux uns, exigeant de la part des autres ; épuisant, fatiguant ses amis comme ses ennemis avec une insatiabilité dont aucun roi de l'Europe, même les plus tourmentés de la rage du pouvoir ou de l'esprit de conquête, n'avait donné le scandale, Napoléon ressemblait à ces aventuriers du moyen âge qui rançonnaient les châteaux, et leur faisaient acheter par force une protection onéreuse et humiliante.

La neutralité vis-à-vis de l'Angleterre nous avait coûté le *subside*, auquel le roi et Ceballos<sup>1</sup> eurent la faiblesse de consentir, malgré moi (Voir à ce sujet le chapitre XIV). La guerre ayant recommencé par les violences du Cabinet de Saint-James, dès-lors il n'y eut plus de contingent à payer à la France. Napoléon ne s'obstina pas moins à le demander, alléguant pour motif que la France avait employé des forces plus considérables et qu'elle supportait d'excessives dépenses. La réponse était facile. « Dans une guerre commune et pour la même cause, chaque puissance y concourt proportion-

<sup>1</sup> Alors ministre des Affaires étrangères.

nellement à ses forces , et l'Espagne a déjà dépassé les bornes prescrites par le traité d'alliance »..... Alors Napoléon abandonnant cette première idée , mais sans toutefois s'avouer vaincu par notre raisonnement , imagina de nous demander quelques secours , comme *alliés* et *amis* , dans la gêne pécuniaire où il disait se trouver. Au fond , cette gêne était réelle. On sait que le trésor de France avait éprouvé une crise peu de mois auparavant , lorsque la faillite Desprez compromit une foule de maisons. On sait aussi que les fonds publics baissèrent beaucoup , et que la Banque elle-même fut obligée de suspendre ses paiemens. Malgré le succès des armées impériales dans la Moravie , cette crise financière produisit une sensation douloureuse ; le crédit public en fut très-affecté. Au moment où Napoléon rentrait dans Paris , l'escompte du papier sur cette capitale se faisait à 22 pour o/c. Les cédules de la Banque éprouvaient une perte considérable. De pareils *sinistres* ne se réparent pas tout de suite. Dans ce conflit , Napoléon demandait à Charles IV un secours quelconque ; il n'exigeait pas , il priait ; il promettait de renouveler bientôt le traité d'alliance avec des conditions moyennant lesquelles tout devait être arrangé à la satisfaction de l'Espagne , et les charges également réparties : « Il ne faut pas tout refuser , dit le Roi ; ne tenons pas à l'argent puisque l'honneur n'est pas compromis ; donnons ce que nous pourrons. » Sur les soixante-douze millions qu'avait d'abord demandés l'Empereur , il fut accordé *le tiers* , c'est-à-dire vingt-quatre.

Ce sont les *vingt-quatre millions* au sujet desquels le

comte de Toreno fait tant de bruit dans son *Histoire*; mais il en a parlé avec si peu de connaissance de cause, avec une si révoltante mauvaise foi, qu'il serait trop heureux d'échapper à la réponse qu'il mérite. « Il dit  
« que D. Eugène Izquierdo, homme subtil, adroit,  
« fécond en expédiens, et que j'avais chargé de mes  
« *affaires particulières*, sous le prétexte d'autres mis-  
« sions politiques, tenait de la bouche même de Napo-  
« léon que S. M. I. me saurait beaucoup de gré, si je  
« contribuais à lui faire avoir des secours pécuniaires;  
« que tout joyeux, enchanté de connaître cette disposi-  
« tion de l'Empereur, Izquierdo, sans aucune autorisa-  
« tion, disposa tout de suite de *vingt-quatre millions*  
« *de francs*, appartenant à la caisse de *Consolidation*;  
« qu'il en signa la convention à Paris le 10 mai, et que,  
« de mon côté, approuvant sa conduite dans l'espérance  
« d'être *élevé à un poste plus éminent* pour prix du  
« service rendu, je fis donner à Izquierdo des pouvoirs  
« au nom de S. M. le 26 dudit mois de mai, afin que  
« la négociation fût couverte par un traité formel. »

Il serait vraiment impossible de travestir les faits avec plus d'ignorance et de méchanceté.

D'abord l'historien ex-ministre aurait dû savoir qu'Izquierdo était un bon serviteur, connu depuis long-temps par son zèle et sa capacité. Ses premiers pas dans la carrière dataient du règne de Charles III, qui lui avait confié plusieurs missions graves et réservées. Il mérita successivement l'estime du marquis de Grimaldi, du comte de Florida-Blanca, du comte de Llerena; du bailli Valdez, de tous les ministres du Roi : ancien directeur du cabinet d'histoire naturelle, litté-

rateur distingué<sup>1</sup>, versé dans les sciences positives, lié avec les savans étrangers, surtout avec ceux de Paris où il était admis dans la meilleure société; homme irréprochable dans ses mœurs, dans toutes ses habitudes, *dans ses affaires*; ennemi du luxe et de vaines distractions, circonspect, habile, propre à toutes les négociations honorables sans être un *intrigant*, comme le comte de Toreno affecte de le dire, pour jeter sur Izquierdo une défaveur qui s'attache bien plus naturellement à d'autres noms<sup>2</sup>.

Izquierdo n'avait pas d'ambition personnelle; il ne demanda jamais rien au Gouvernement. C'était un de ces hommes de mérite qui ne se jettent point à la tête des gens, et qu'il faut aller chercher dans leur retraite...

Je résolus de l'employer, avec l'approbation du Roi, pour suivre les affaires difficiles qui, à chaque instant, surgissaient dans la cour orageuse et machiavélique de l'empereur des Français...

La haute position d'un ambassadeur enchaîné par l'étiquette, esclave des formes diplomatiques, convenait peu à un pareil genre de négociations. Il fallait des hommes moins apparens, plus dégagés, pour ainsi

<sup>1</sup> La meilleure traduction du français en espagnol que je connaisse est celle de Buffon. Elle est due à Fajardo et à Izquierdo. E.

<sup>2</sup> Cette deuxième partie des *Mémoires du Prince de la Paix* va paraître au moment où M. le comte de Toreno, exilé, proscrit à son tour, vient chercher un asile en France. Le Prince de la Paix a dû défendre son honneur, indignement attaqué. M. de Toreno, je le répète, n'a pas le droit de se plaindre. E.

dire des *pilotes côtiers*, connaissant toutes les sinuosités, habiles à conduire leur barque au milieu des écueils; et même avec tous ces avantages, il n'était pas facile de s'en tirer, à l'époque et à la Cour dont je parle.

Quant à des missions pour mon compte, Izquierdo n'en eut jamais aucune à remplir. Ce qu'en dit le comte de Toreno est absolument faux. Tout le monde sait (la chose est prouvée jusqu'à l'évidence) que je n'avais nul intérêt personnel, nulle espèce d'affaires particulières d'*argent* hors d'Espagne, moins surtout en France que dans aucune autre partie de l'Europe. Les dernières lettres officielles ou confidentielles qu'Izquierdo m'adressait de Paris en mars 1808 tombèrent entre les mains de mes ennemis déclarés; ils eurent beau les commenter, en torturer le sens, mon patriotisme et ma loyauté ressortent de mes communications les plus intimes. On a fini par livrer au public ces lettres interceptées. Je n'ai pas eu besoin d'autre justification. Napoléon lui-même fit faire plus d'une fois des recherches sur ma fortune, et, n'en trouvant aucune trace, aucun indice à Paris, il crut que j'avais des fonds placés en Angleterre; il disait assez publiquement « que j'avais pris la précaution de les y envoyer parce que je ne voulais point me fier à la France <sup>1</sup>. » Que D. Eugène

<sup>1</sup> De toutes les démarches de Napoléon pour savoir quelle était ma fortune et où je l'avais placée, je n'en citerai qu'une. C'est assez pour fermer la bouche au comte de Toreno sur cet article. M. Michel, banquier de Paris, revenait d'Espagne, je ne saurais fixer l'époque précise de ce voyage. On avait dit à Bonaparte que ce banquier était en relation intime avec moi. A son arrivée à Paris,

Izquierdo soit intervenu dans cette *négociation*, *prêt* ou *concession*, comme on voudra l'appeler, du 10 mai 1806, nul doute à cet égard ; mais il n'en est pas moins vrai que les soixante-douze millions demandés par l'Empereur, avec les plus vives instances, furent réduits à *vingt-quatre*, et cela vaut la peine d'être remarqué ; il est important de le faire connaître. Le comte de Toreno, ex-président du Conseil, n'a pu l'ignorer. La Hollande, l'Italie, l'Allemagne, et tant d'autres pays pressurés, rançonnés par Napoléon, avec plus ou moins de rigueur à cette même époque, durent s'étonner qu'il fût mis tant de modération envers nous <sup>1</sup>.

la police, qui le surveillait, le fit amener en droiture de la barrière au ministère, avec ses malles et tous ses effets ; ses papiers furent examinés soigneusement ; il ne s'y trouva rien qui pût satisfaire la curiosité de l'Empereur. M. Michel subit un long interrogatoire sur les richesses que je possédais : on voulut savoir de lui si j'avais des fonds à la banque d'Angleterre ; sa réponse est consignée dans les diverses publications du temps, surtout dans les *Mémoires de Desmarests*, alors chef de la *division du personnel de la police* : « Le prince, dit M. Michel, n'a de l'argent ni à Londres, ni dans aucune banque étrangère ; toute sa grande fortune consiste en immeubles situés en Espagne. »

Au chapitre XV de cette seconde partie, mes lecteurs ont déjà vu des recherches faites plus tard sur le même sujet, lorsque j'étais à Marseille, où le roi d'Espagne, mon maître, faisait vendre ses propres bijoux pour subsister ! On voulait encore savoir si j'avais des *terres* en Amérique (aux États-Unis). En vérité, de pareilles mesquineries sont peu dignes d'un homme tel que Napoléon ! Je suis heureux néanmoins de pouvoir les citer pour répondre aux perfides insinuations du comte de Toreno.

Je n'ai jamais été *négociant*, ni *faiseur d'affaires d'argent* ; ma fortune tout entière reposait sur le sol de mon pays bien-aimé, exposée au grand jour...

<sup>1</sup> L'histoire garde le souvenir des scandaleux brocantages qui eurent lieu à Paris, au sujet des *indemnités* pour refaire le patri-

Oui, D. Eugène Izquierdo reçut des *pouvoirs* pour négocier et *traiter* en France<sup>1</sup>. J'ai dit que l'Empereur nous avait proposé de renouveler l'ancien traité d'alliance sur des bases convenables, afin d'équilibrer les charges entre les deux puissances. Izquierdo fut chargé de cette négociation. Il nous convenait de mettre un terme à toutes les exigences, de savoir enfin au juste sur quoi il était permis de compter avec ce terrible voisin. Si le traité ne se fit pas, la faute ne vint pas de nous, ni d'Izquierdo non plus. Napoléon trouva des prétextes pour gagner du temps : dès le mois de juin, il commençait à traiter avec l'Angleterre<sup>2</sup>; il sa-

moine des princes du Midi de l'Allemagne entrés de gré ou de force dans la Confédération du Rhin. Qui ne sait les immenses sacrifices pécuniaires des villes Anséatiques? *vaches à lait de l'Empire*, dit M. de Bourrienne, qui s'y entendait : il faut convenir que Napoléon ne traita nulle autre nation avec autant de ménagement que l'Espagne.

<sup>1</sup> Si quelqu'un désirait savoir pourquoi les *pouvoirs* ne furent point donnés à l'ambassadeur, prince de Maserano, je réponds qu'on avait à craindre qu'il ne fût trop aisément joué par Napoléon. Ce noble diplomate, parfaitement propre à représenter avec ostentation le rôle d'ambassadeur, n'avait pas l'intelligence ni la discrétion nécessaire dans la circonstance délicate où il se trouvait; la hauteur de sa position ne lui permettait guère d'agir avec la facilité que possédait Izquierdo, de pénétrer partout; je ne dis rien de la supériorité relative de ce dernier, de ses relations particulières, dont il savait tirer bon parti...

<sup>2</sup> Pitt venait de mourir (janvier 1806); Fox lui avait succédé, moins pour faire triompher ses premiers principes que parce qu'il croyait en effet possible de traiter avec la France. Il envoya successivement à Paris lord Yarmouth et lord Lauderdale, pour entamer la négociation, qui dura jusqu'au 5 ou 6 octobre. Alors Lauderdale se retira; Fox venait aussi de mourir, le 13 septembre...

vait bien que la paix ne se ferait pas : il n'en voulait lui-même d'aucune manière raisonnable ; mais il avait besoin de fasciner la France et le reste de l'Europe : « Pourquoi, disait-il à Izquierdo, précipiter notre traité avant de terminer les négociations commencées avec la Grande-Bretagne ? » Ces négociations finirent par la rupture de la Prusse, et l'Empereur partit pour l'Allemagne. Voilà ce qui empêcha la conclusion de notre traité. M. de Toreno, ex-président du Conseil, a-t-il pu l'ignorer ?

Mais, entraîné par le plaisir qu'il trouve à me calomnier, il ne craint pas de se contredire lui-même. Il affirme que le secours pécuniaire accordé à Napoléon fut consenti par moi, dans l'espérance d'être *élevé à un poste plus éminent, pour prix d'un service rendu !* Homme injuste et perfide ! à quel *poste plus éminent* pouvais-je aspirer par de semblables moyens ? Entendez-vous ici parler de cette *principauté des Algarves* où, plus d'une année auparavant, Napoléon eut un instant la pensée de me refouler, de m'exiler, pour écarter un obstacle à ses projets sur l'Espagne ? Même en supposant qu'il vous fût permis d'ignorer ma résistance formelle aux prétentions exorbitantes de Napoléon, ne venez-vous pas de dire vous-même, quelques pages plus haut, que l'Espagne se refusait obstinément à reconnaître le nouveau roi de Naples ? Comment alors osez-vous m'accuser d'une lâche condescendance ? Vous avez commencé par démentir les imputations qui échappent ensuite à votre coupable légèreté. L'esprit le plus grossier serait frappé d'une pareille inconséquence. Quoi ! « Je cherchais à *complaire à Napo-*



« *l'éon ; j'espérais de lui mon élévation à un poste éminent,* » et je lui résistais en face ! Je repoussais la prétention qui lui tenait à cœur plus que toutes les autres ! Si ma fortune était dans ses mains , si c'est de lui que je l'attendais , rien de plus facile , de plus naturel que de conseiller à Charles IV de reconnaître tout simplement le roi de Naples , de saluer ce monarque nouveau , frère de l'homme audacieux devant lequel s'abaissaient tous les souverains de l'Europe. Le Pape , l'Autriche , vingt autres Cours , donnaient l'exemple. Il y avait même un danger réel à ne pas accepter le système de relations politiques récemment établi par Napoléon , système réduit à ces mots : *Ce que je veux , ou la guerre.* Qu'allait devenir , en cas de rupture avec lui , la branche royale d'Étrurie ? Charles IV et presque tous ses conseillers furent d'avis de céder , pour éviter de plus grands maux. J'aurais pu me joindre à cet avis et faire ainsi ma cour au chef ambitieux de la France... Cependant je n'eus point cette faiblesse ; au contraire , je la blâmai : ma résistance triompha ; la maison royale d'Espagne ne commit point cette lâcheté.

Et le comte de Toreno prétend que je cherchais tous les moyens de complaire à Napoléon , afin d'*être élevé à un poste plus éminent* que celui où je me plaçais en résistant face à face à l'empereur des Français , en soutenant avec courage l'honneur , la dignité , le caractère de mon roi et de mon pays ! Le comte de Toreno sent-il bien la force de cet argument ?

Nous voici donc à cette question de Naples , à cette époque grosse d'une longue suite de tragédies et de

fléaux. Napoléon, ébloui par l'éclat de ses victoires, par les flatteries que la France prodiguait à son idole, voulut réaliser le projet d'asservir l'Europe entière.

Sourd aux conseils de l'Espagne, le roi de Naples rompit déloyalement le pacte qu'il avait signé; il se laissa entraîner dans la troisième coalition (j'en ai déjà parlé explicitement). A peine S. M. le roi des Deux-Siciles commençait-il à se jeter en avant, qu'il se trouva seul engagé dans la querelle.

Napoléon avait le droit de se venger... Cependant Ferdinand IV était le frère du roi d'Espagne, du seul allié digne de ce nom resté fidèle à la France; seul digne de ce nom, parce que notre alliance ne fut pas l'ouvrage de la peur, ni d'aucun sentiment de faiblesse, mais le résultat d'un choix volontaire et d'une politique réfléchie. La Hollande, l'Italie et la Suisse, soumises par la force des armes, n'étaient point libres : l'Espagne ayant fidèlement observé son traité, « l'Empereur lui-même se félicitait publiquement d'avoir trouvé *un allié si loyal, si généreux*, que les expressions lui manquaient pour exprimer sa reconnaissance. » (Discours adressé au Corps Législatif, le 2 mars de cette année, 1806, déjà cité.)

Le roi d'Espagne n'avait-il pas aussi quelque droit à ce qu'on fût généreux envers son frère? Napoléon n'avait-il pas daigné s'adoucir en faveur de François II et de l'empereur Alexandre?

La première communication officielle adressée à Charles IV, au sujet du roi de Naples, fut la même que reçurent les autres Cours, ni plus ni moins; pas une seule expression de regret d'être forcé d'user de rigueur.

et de détrôner un souverain, frère du roi d'Espagne !

Beurnonville « reçut l'ordre de me faire savoir que  
« l'Empereur craignait que la Toscane ne devînt un  
« nouveau *pied-à-terre* d'où les Anglais chercheraient  
« à susciter des troubles en Italie ; que la Toscane et  
« Rome offraient encore deux portes ouvertes, et  
« qu'il fallait les fermer à l'ennemi. « Personne ne  
« doit s'étonner (paroles de Napoléon) que mes troupes  
« les gardent : si l'on s'endort, les chances de la guerre  
« pourraient devenir telles que je fusse obligé de  
« prendre à l'égard de ces deux États les mêmes dis-  
« positions de rigueur que Naples va subir. »

« — Monsieur l'ambassadeur, s'il fallait tout pré-  
« voir de si loin et agir d'avance d'après ces prévisions,  
« il n'y aurait pas de raison pour s'arrêter, pour cesser  
« de s'agrandir ; car on aura toujours des voisins, des  
« frontières, des dangers éventuels à courir... Il faudra  
« tout prendre. Au reste, de quelque manière que  
« l'Empereur veuille considérer la chose, quant à la  
« Toscane, l'Espagne en répond moralement ; les deux  
« cabinets n'en forment qu'un seul, qui est le nôtre.  
« L'Espagne pourrait aussi bien se charger de dé-  
« fendre militairement la Toscane, à moins que S. M.  
« ne trouve des inconvénients à ce que ce pays soit oc-  
« cupé par les troupes espagnoles. Nous lui avons  
« déjà fait la même proposition, dès que la guerre avec  
« la Grande-Bretagne a recommencé... Toutefois, re-  
« lativement au royaume de Naples, bien que vous ne  
« soyez chargé d'aucune communication officielle à cet  
« égard, vous pourriez écrire aussi à l'Empereur que

« Charles IV ne perd pas l'espérance de voir s'arranger  
« les affaires d'un frère qui lui est cher. »

Napoléon crut accorder beaucoup en se prêtant à ce que la Toscane fût gardée par nos troupes. Ceux qui ont dit qu'il l'exigea sont tout-à-fait dans l'erreur. Napoléon crut nous avoir donné une preuve de confiance et d'amitié. Cinq mille hommes furent envoyés sous le commandement de D. Gonsalve Offarril. Pour ce qui est de l'affaire de Naples, Napoléon affecta de ne pas en dire un seul mot <sup>1</sup>.

Joseph Napoléon fut installé : Charles IV ne le reconnut pas. Il y eut à ce sujet de longues et vives discussions ; Napoléon oublia les égards qu'il devait à son auguste allié. L'ambassadeur de France en vint à des termes jusque-là inusités entre nous, soit qu'il fût autorisé à proférer des menaces, soit qu'il se permit d'aller aussi loin pour son propre compte (ce qui me paraît fort douteux). Enfin, je vis clairement que la maison de Bourbon *était marquée*, comme ces arbres de la forêt qui font partie de la coupe réglée et convenue.

« Prince, me dit un jour le général ambassadeur,

<sup>1</sup> Je ne daignerai pas réfuter l'imputation d'avoir appauvri notre armée par l'envoi d'une faible division en Toscane. On a dit aussi que ce fut une galanterie servile de notre part. S'il fallait compter les troupes espagnoles envoyées en Italie depuis le roi Pierre III d'Aragon jusqu'à Philippe V et ses fils, il y aurait de quoi remplir un volume. Dans cette circonstance, il s'agissait de préserver la Toscane, moins de l'invasion des Anglais que des intrigues et de l'ambition de Napoléon, à qui la présence de nos troupes ôtait un prétexte d'y *caser* les siennes, d'occuper le pays, de le dévorer et même de le garder, comme il venait de le faire des États du Pape.

je suis le premier à rendre justice à votre dévouement ; je ne puis que louer votre fidélité à votre Roi et à toute sa famille ; j'ai été comme vous fidèle à cette famille auguste , qui régnait aussi en France ; mais il est des situations tellement irrésistibles qu'il y aurait de la folie à lutter contre la destinée. Au point où sont les choses, après tant de guerres et de bouleversemens, tout autre qui serait roi de France, même avec beaucoup moins de pouvoir que Napoléon, aurait déjà fait disparaître jusqu'au dernier prince de cette famille. Car, tant qu'il en restera un seul, celui-ci regardera toujours la couronne de France comme son héritage dont il est injustement dépouillé. Charles IV, à la vérité, n'a pas eu cette arrière-pensée : sa bonne politique, la grandeur de son âme, supérieure à des intérêts de famille, le tiennent encore debout. Mais cependant n'est-il pas à craindre qu'une complication politique, ou tout autre motif quel qu'il soit, n'amène un pénible conflit ? Et ce conflit pourrait venir de l'affaire de Naples. Alors, qui serait exposé en première ligne, dans cette fâcheuse mêlée ? C'est contre vous, prince, qu'éclateraient toutes les rancunes, toutes les irritations, du moins celles que nous connaissons déjà, et qui fermentent, je veux dire celles de l'Empereur. Vous avez vu la chute de Colloredo, de Lamberti, d'Avesperg, de Collenbach et de vingt autres, dans la catastrophe de l'Autriche ; les monarques sont les premiers à lâcher leurs amis, quand la fortune est contraire ; si l'Espagne, à son tour, venait à...

« — Je ne le crains pas, mon cher général, m'écriai-je, en l'arrêtant au milieu de sa phrase. Mais, supposons

tout ce qu'il est possible d'imaginer, du moins je n'aurai pas le regret ni la honte d'avoir fui le danger et conseillé une bassesse à mon souverain. Monsieur l'ambassadeur, ce que Napoléon, dans une pareille circonstance, ne voudrait pas faire pour son compte, serait-il juste, serait-il digne d'un ami d'exiger que Charles IV le fit? De souverain à souverain, l'honneur du roi d'Espagne vaut celui de l'empereur des Français. Charles IV souffre et se résigne : ne demandez pas qu'il se déshonore, qu'il renie son propre frère; c'est impossible! Et d'ailleurs, détruire toute une famille royale qui a des racines séculaires n'est pas une entreprise facile... La nation napolitaine est accoutumée à recevoir le joug du plus fort : nous ne sommes pas dans la même disposition. L'Espagne ne perd rien de sa force réelle, en perdant quelques possessions en Italie : nos sympathies en auront à souffrir. Charles IV sentira vivement le malheur de son frère; mais, après tout, Naples n'a jamais été pour nous qu'une charge, une grandeur de luxe... L'Espagne aime ses rois jusqu'à l'idolâtrie; sur toute l'étendue de notre sol, chaque monticule, chaque buisson, chaque pouce de terrain coûterait une victoire disputée. L'Empire de Napoléon reçoit plus de force de l'appui d'un Bourbon, roi dans les deux mondes, que ne pourrait lui en donner la chute de cette dernière branche de la famille. Je ne veux pas croire, ni même penser qu'une pareille idée entre dans la tête de notre grand ami et allié.... Enfin l'Espagne pourrait être un écueil. Le sort du monde s'est plus d'une fois décidé dans notre Péninsule...

« — Très-bien , prince ; à ce que je vois, *vous êtes à la guerre...*

« — *A tout ce que Dieu voudra*, répondis-je à l'ambassadeur. *Par amour pour l'humanité, je désire la paix ; mais je n'écouterai jamais aucune proposition qui puisse blesser l'honneur de mon roi<sup>1</sup>.*

« — C'est beaucoup dire , répliqua Beurnonville ; au reste , tout ceci n'est pas une conférence diplomatique : je vous ai parlé en ami , confidentiellement , et vous avez cru que la chose venait de plus haut... Napoléon ne dit ses secrets à personne. Je ne crois pas qu'il en ait aucun contre l'Espagne : sans doute il regarde en général les Bourbons comme ses ennemis ; mais le roi Charles IV fait exception ; l'Empereur l'aime et le respecte. Vous voyez cependant qu'il n'y a là qu'un seul individu entre les Bourbons et lui... Qui nous répond du prince des Asturies ?

« — Pour ce qui est de l'existence , de la vie du prince des Asturies ( la dernière phrase de Beurnonville renfermait beaucoup de malice ) ; pour ce qui est , dis-je , du maintien de l'honneur et de l'indépendance du pays,

<sup>1</sup> La vive émotion que je venais d'éprouver m'inspira l'idée de faire mettre au bas de mon portrait placé dans mon cabinet les paroles ci-dessus soulignées. Ces phrases ne contiennent rien de remarquable sans doute ; elles expriment seulement ce que je pensais dans la situation critique des affaires du jour, et ma résolution prise de tenir tête à l'Empereur, dont les exigences dépassaient toutes les bornes. Beaucoup de personnes encore vivantes connoissent la circonstance qui donna lieu à l'inscription mise au bas du portrait ; il n'y en avait aucune, quand il sortit des mains du célèbre Goya.

toute l'Espagne en répond... Quant aux relations politiques avec la France, je suis persuadé qu'il les respectera, qu'il les entretiendra avec une fidélité scrupuleuse, lorsqu'il sera sur le trône, ainsi que son père lui en donne l'exemple, et tant que, de son côté, la France respectera ces relations.

« — Non, non ; parlons franchement, reprit l'ambassadeur : le prince des Asturies n'est point l'ami de la France, et moins encore le vôtre. C'est assez vous dire que vous ne devez pas trop vous engager ; le poste est glissant ; n'allez pas vous trouver un jour entre deux feux ; vous me comprenez, je pense...

« — Monsieur l'ambassadeur, je vous remercie de l'intérêt que vous me témoignez, si c'est un effet de votre bonne volonté personnelle ; mais je n'accepte pas le conseil : dussé-je me voir entre *mille* feux, je ne changerais pas de conduite. Pour le Prince, comme pour son auguste père et le dernier rejeton de sa royale famille, je donnerais cent fois ma vie, si la chose était possible : en me dévouant pour Charles IV, à qui je dois tout, je ne fais pas un grand effort ; si son fils est mon ennemi, alors je n'en aurai que plus de mérite ; de la main de Dieu, et de celle des rois, il faut accepter respectueusement le bien et le mal.

« — Ah oui ! dit l'ambassadeur, *voilà le droit divin !*

« — Les rois, répliquai-je, représentent aussi les peuples : se sacrifier pour la patrie, fût-elle injuste à notre égard, c'est remplir un devoir. Il me semble que votre empereur ne saurait désapprouver ces principes..... Tâchez donc d'employer votre influence auprès de lui ; éloignons, évitons un funeste malentendu. Que



de maux entraînerait une rupture entre deux nations encore si heureusement unies ! L'honneur défend au Roi de sanctionner lui-même la ruine de son frère... Il y a plus d'une chance à courir, d'ici à la paix générale... *Il ne faut pas trop presser son cheval, ni son ami.* C'est encore un vieux proverbe. »

Au bout de quinze jours, tout au plus, Beurnonville revint à la charge. Cette fois-ci, plus sincère, ou averti de le paraître, il s'expliquait avec une sorte de franchise; mais quelle franchise !... Il ne s'agissait pas d'égards ni de protestations en faveur de Charles IV; Beurnonville me fit lire ses instructions : « La politique de l'Empereur exige des sacrifices extraordinaires pour atteindre son objet principal, c'est-à-dire la paix générale. L'Espagne ne veut pas reconnaître le nouveau roi de Naples. C'est un prétexte que ne manqueront pas de saisir d'autres puissances déjà mal disposées. La négociation avec l'Angleterre va devenir plus difficile. Depuis long-temps S. M. I. a compris que la maison des Bourbons était incompatible avec la sienne; mais sa modération, et ensuite l'amitié qu'il a trouvée établie entre l'Espagne et la République, avaient décidé l'Empereur à reconnaître ce lien, à le resserrer même, non-seulement avec Charles IV, mais aussi, à cause de lui, avec son frère de Naples, l'ennemi obstiné de la France. Si celui-ci eût voulu être avec nous, il règnerait encore; il a perdu sa couronne : qu'il en accuse sa propre perfidie et non pas l'Empereur. Si Charles IV prend fait et cause pour son frère, ne fût-ce même que d'une manière passive ou indirecte, il devient

« lui-même ennemi de la France; et il peut arriver  
« tel cas où l'honneur de l'Empire exige ce qu'au-  
« jourd'hui la politique conseille. La question serait  
« décidée par les armes, comme tant d'autres questions  
« encore pendantes en Europe. L'Empereur ne recule  
« pas dans la carrière qu'il s'est ouverte; si l'on veut  
« contrarier sa marche, il n'en ira que plus loin, etc. »

Quant à moi personnellement, dans une autre note que l'ambassadeur me montra, en affectant d'y mettre beaucoup de mystère, comme s'il manquait à son devoir, on chargeait Beurnonville de me faire observer une fois pour toutes, « que ma loyauté chevaleresque  
« était considérée par l'Empereur comme un obstacle  
« malencontreux à ses vues politiques; j'avais grand  
« tort de vouloir m'adosser à un vieux mur qui me-  
« naçait ruine; la vertu n'est plus qu'une chimère,  
« quand elle va trop loin; chacun doit juger son *bon*  
« *quart-d'heure*, et ne pas le gaspiller; la fortune a  
« des ailes, » et d'autres phrases de cette espèce...  
« Vous lui direz (ainsi finissait la note) : *De deux*  
« *choses l'une, qu'il monte ou qu'il descende.* »

Que ceux qui m'ont blâmé d'avoir songé à faire la guerre se mettent un instant à ma place; qu'auraient-ils fait? Si j'eusse consenti à me couvrir d'infamie, à écouter ces iniques propositions, ou à céder à ces insolentes menaces, qu'auraient alors dit de moi ceux qui m'ont accusé de légèreté, d'avoir compromis la patrie avec l'empereur des Français?

Pour Napoléon, ces mots, *alliance* ou *vasselage*, étaient synonymes; amis, ennemis, devaient également se courber sous le joug. Aux yeux de Napoléon,

*pouvoir vaincre ou avoir déjà vaincu*, c'était aussi la même chose : il fallait, de toute manière, souscrire à sa volonté.

J'ai raconté ce qui se passait derrière le rideau, pour ainsi dire dans la coulisse, ce que peu de gens savaient bien ; les chroniqueurs en ont parlé à leur manière ; mais chacun peut inférer par ce qui transparaît dans le public combien l'Espagne fut profondément blessée, et ses projets de résistance, légitimement fondés. La première base proposée par l'Angleterre, acceptée par Napoléon, « était que la paix serait honorable, non-seulement pour les parties contractantes, « mais aussi pour leurs alliés respectifs. »

Napoléon permit que cette base nous fût communiquée, tandis qu'en même temps, sans autre règle que son caprice, il offrait d'indemniser le roi de Naples par une cession des îles Baléares, et les Anglais, par la cession de Porto-Rico ou même de La Havane. Fallait-il se prêter à ces dispositions ? Si, moyennant de tels sacrifices à nos dépens, l'Angleterre et la France faisaient la paix, voici l'alternative qui nous était réservée : boire le calice jusqu'à la lie, et perdre nos riches possessions coloniales, ou soutenir la guerre contre la France et l'Angleterre à la fois...

Quel moyen de vivre en paix avec un ambitieux aussi déhonté, avec un allié capable de tant de perfidie et d'ingratitude ? A cette époque, on vit en France et ailleurs paraître une foule d'écrits dirigés contre les dynasties bourbonniennes, sans que la maison royale d'Espagne fût exceptée. On célébrait à dessein la politique de Louis XIV et de Louis XV, qui avaient su amal-

gamer les deux monarchies *par le moyen d'un pacte de famille*, pacte désormais difficile à rétablir, impossible même, *parce qu'on ne raccommode pas du vieux avec du neuf.*

Ces pamphlets circulaient sous les yeux de la censure impériale, ordinairement si chatouilleuse et si sévère !

Les paroles de Napoléon venaient à l'appui des libelles anonymes. L'histoire a retenu cette phrase significative : « Ma dynastie sera bientôt la plus ancienne de l'Europe, » et celle-ci : « Les rayons du cercle de l'Empire doivent s'allonger vers le midi. » Quand il apprit que Charles IV ne voulait pas reconnaître le nouveau roi de Naples : « Eh bien ! dit Napoléon : son successeur le reconnaîtra. »

Outre ces avertissemens, et sans parler des faits particuliers déjà racontés, l'exorbitance de ses projets de suprématie *occidentale* n'a-t-elle pas choqué toute l'Europe ? Si jusqu'à cette année, 1806, on a pu dire avec quelque raison qu'il ne fut pas toujours l'agresseur, comment expliquer désormais son irruption en Allemagne, au milieu de la paix, avec toute son armée ? Le roi de Prusse, après onze années de condescendance pour éviter la guerre, prit enfin le parti de combattre, quand il vit son indépendance ouvertement attaquée. Qui pourrait l'en blâmer ? Il avait souffert avec résignation beaucoup d'actes arbitraires, cédé trois provinces de son royaume pour arrondir la Bavière et doter deux généraux français convertis en princes souverains<sup>1</sup>. N'avait-il pas accepté en échange le pays

<sup>1</sup> Murat, grand-duc de Berg et de Clèves; Berthier, prince de Neuchâtel.

de Hanovre, qu'il fallait d'abord arracher des mains de l'Angleterre et de la Suède, fermé les ports à ces deux puissances et déclaré la guerre à l'une et à l'autre ? Renonçant à sa position d'*État neutre*, il s'était fait l'allié de la France. Ne devait-il pas enfin, lorsque le vieil Empire germanique tombait en pièces, chercher à recueillir quelques débris, et songer à la sûreté du Nord ? La cause de la Prusse devint celle de l'Europe, de l'Espagne surtout, qui avait suivi le même système à l'égard de la France, et dont les nobles sacrifices n'étaient pas mieux récompensés. L'Espagne, avertie par l'exemple de la Prusse et les malheurs de l'Autriche, voyait l'audace de Napoléon s'accroître de jour en jour...

Dès-lors, plus d'espoir de salut qu'en s'unissant aux puissances résolues à faire la guerre.

Il fallait cependant vaincre les répugnances de Charles IV, qui ne craignait rien pour lui-même, et craignait tout pour son peuple ; le sort de l'Autriche l'effrayait : il sentait bien la nécessité de repousser le torrent qui allait fondre sur nous ; il se décida finalement à la guerre ; mais, toujours hésitant sur l'opportunité de la déclaration, il voulait qu'on ne se pressât point, qu'on ne se liât par aucun engagement positif avec d'autres puissances, de peur d'être compromis, si, comme on l'avait déjà vu, l'Autriche et la Prusse venaient à s'arranger avec la France. Nous étions au mois de septembre : le ministre de Berlin, M. Knobelsdorf, résidait toujours à Paris ; les apparences se montraient pacifiques ; l'ambassadeur Laforêt recevait à Potsdam les marques d'une bienveillante disposition...

Je savais tout ; nos envoyés à Berlin et à Saint-Petersbourg connaissaient ma pensée (D. Benito Pardo Figueroa et le comte de Noronha). Ils m'écrivaient que la guerre était certaine ; que l'empereur d'Autriche avait sur le cœur la défaite d'Austerlitz , et n'épargnerait aucun moyen pour venger cette humiliation ; que la Prusse allait se lever en masse pour défendre son indépendance , si sa nombreuse armée prête à entrer en campagne n'y suffisait pas.

On m'envoyait les états détaillés des forces dont les deux puissances pouvaient disposer. Ces nouvelles s'accordaient avec les communications reçues par le baron de Strogonoff, nouvel envoyé de Russie, homme parfaitement honorable et sûr ; muni des pouvoirs nécessaires pour s'entendre avec nous, il me fit les premières ouvertures.

Cette heureuse facilité m'épargnait les détours et les délais de négociations à suivre avec les divers cabinets engagés dans la coalition. J'avais besoin d'user de réserve à l'égard du Cabinet anglais, ne voulant pas m'exposer à des révélations indiscrètes dans le cas éventuel où la Prusse et la Russie transigeraient avec la France ; car, peu de mois auparavant, le ministère britannique avait, en plein parlement, compromis la diplomatie de Berlin, afin de brouiller la Prusse avec Napoléon. Toute ma diplomatie, à moi, se bornait à des conventions hypothétiques avec le baron de Strogonoff, à des conférences de bonne foi mutuelle, sans exposer le nom de l'Espagne par des notes ou des traités.

Les pouvoirs de ce ministre l'autorisaient pleinement à négocier au nom de l'empereur Alexandre avec la

clause expresse de ne jamais traiter de paix sans que l'Espagne y fût comprise, satisfaite des conditions, et bien assurée de ne jamais rester seule dans l'arène. Aucune puissance ne devait déposer les armes, tant que son assistance nous serait nécessaire. Cela bien convenu, Strogonoff se chargea de tout diriger lui seul, jusqu'à ce que la rupture eût éclaté; il se chargeait également de nous procurer les fonds nécessaires soit par des emprunts dans l'étranger, soit en comprenant ces emprunts dans les subsides que l'Angleterre devait fournir à la Russie et à la Prusse.

Je cherchai à éviter, sur ce point plus particulièrement, toute espèce d'obligation directe et onéreuse avec l'Angleterre<sup>1</sup>, afin qu'elle ne pût, en aucun cas, joindre ses forces aux nôtres *dans la Péninsule. L'indépendance de notre sol avant tout, même pour nos amis et nos alliés.* Si les Anglais devaient coopérer avec des forces effectives, ce ne serait point en Espagne ni en Portugal, mais en Italie, en Hollande, en Suède ou partout ailleurs, suivant la circonstance. Il suffisait d'avoir le Portugal pour nous aider, sans nous compromettre ni pouvoir abuser du voisinage. Je connaissais très-bien les dispositions du Cabinet de Lisbonne. Il courait les mêmes dangers que nous. Je n'en usai pas moins de la plus grande retenue avec le ministère de Portugal; Napoléon y avait un parti: mais la princesse du Brésil exerçait un pouvoir absolu sur l'esprit de son époux. Fille de Charles IV, Espagnole de cœur, elle possédait notre secret. On pouvait compter sur elle.

<sup>1</sup> Le comte de Toreno écrit dans son livre déjà cité, qu'à l'é-

Et nous ! quels étaient nos moyens pour soutenir convenablement cette levée de boucliers ?

poque dont je parle, il fut donné par moi « une *mission secrète* » à son ami, D. Augustin Arguelles, pour aller ouvrir des négociations de paix en Angleterre. »

J'ai beau chercher dans ma mémoire, je n'y trouve pas le moindre souvenir d'une semblable mission donnée à M. Arguelles que je ne connaissais pas du tout. Je pus avoir un moment l'idée d'envoyer quelqu'un pris hors du corps diplomatique, pour faire connaître verbalement nos intentions au Cabinet de Saint-James, proposer la cessation des hostilités, de part et d'autre, et surtout demander la restitution des piastres enlevées sur nos frégates en 1804. Mais le baron de Strogonoff m'ayant offert ses bons offices pour ménager discrètement l'affaire, je mis à peu près certain de n'en avoir chargé nulle autre personne.

Au reste, la mémoire est fragile ; je puis être dans l'erreur, mais j'ai peine à croire que, si en effet je donnai cette preuve de confiance à D. Augustin Arguelles, il y ait répondu par des injures contre moi, telles que M. de Toreno les lui fait dire. J'aime mieux penser que ce dernier s'écarte de la vérité dans cette circonstance comme dans beaucoup d'autres ; car cet historien, ne songeant qu'à me ravalier, a trop laissé voir la passion dont il est animé ; par exemple : il prétend que son ami Arguelles « *entre-* voyant dans cette mission un *nouveau moyen* (quel était l'ancien ?) de contribuer à la chute de l'homme qui avait détruit la *liberté*, accepta enfin l'importante mission confiée à son zèle ; mais (continue Toreno) Arguelles ignorait ce qui se traitait avec Strogonoff ; on lui fit entendre seulement qu'il fallait à tout prix faire la paix avec l'Angleterre *sous peine de perdre l'Amérique*, où Buénos-Ayres venait d'être pris par le général Beresford. »

En lisant un pareil tissu de vaines suppositions et d'incohérences, concevra-t-on qu'une mission de cette nature fût donnée à Arguelles, ou à tout autre, *sans aucune instruction*, sans autre titre qu'une simple indication verbale de la nécessité de faire la paix avec la Grande-Bretagne ? Se figure-t-on cet envoyé tombant des nues à Londres, pour dire en arrivant : *L'Espagne veut la paix parce qu'elle craint de perdre l'Amérique ?*

M. de Toreno ! pour mentir, il faut encore un peu d'art et des



Malgré les dépenses multipliées de la guerre maritime, je songeais continuellement à l'amélioration et à l'augmentation de l'armée de terre. Sur le pied de paix, elle s'élevait alors à *cent mille hommes de toutes armes*, en service actif, sans compter quarante mille hommes de milices toujours prêtes, disponibles, ni quarante bataillons de marine, qui, au besoin, pouvaient se joindre à l'armée, soldats aguerris, accoutumés à tous les dangers.....

En cas de rupture avec la France, un nouvel enrôlement déjà réglé donnait une réserve suffisante; de sorte que l'on pouvait compter sur une force effective de *deux cent mille hommes*.

Trente mille Portugais attendaient notre signal. J'ai déjà parlé de l'enseignement militaire qu'avaient reçu les différens corps de l'armée. Le moral de la troupe était excellent : résultat de cinq ans de sages réformes

précautions, si l'on veut obtenir quelque croyance. En donnant une mission, on aurait dit au négociateur qui partait : « Le Gouvernement a l'intention de se séparer de la France, même de rompre avec elle ; » car le négociateur n'aurait pu le deviner lui-même ; on lui aurait ensuite indiqué, tracé les bases, les conditions qu'il convenait d'établir, en un mot, des *préliminaires quelconques*. Si rien de tout cela n'a existé, comment vient-on nous dire qu'il s'agissait d'une *mission importante* confiée à l'ami de M. de Toreno?... Il n'y eut *ni commission importante*, ni rien du tout. C'est une supposition purement gratuite de l'historien. M. Arguelles n'aurait pu recevoir une mission en l'air et la juger importante.

Au reste, il faut le redire souvent, c'est ainsi qu'on fait de l'histoire ; c'est ainsi que dans un ouvrage sérieux, grave de sa nature, on trouve à chaque instant les plus niaises absurdités...

dans toutes les branches du service et d'une bonne discipline soigneusement maintenue<sup>1</sup>.

L'Espagne pouvait enfin se lever en masse, tout entière, s'il le fallait, pour défendre son indépendance contre un ennemi qui la menaçait ouvertement...

Mais, dira-t-on, aviez-vous des généraux, des officiers à opposer aux fameux capitaines de Napoléon? La réponse est facile. J'avais ceux qui, douze années auparavant, s'étaient mesurés avec les Français républicains excités par le double enthousiasme de la gloire et de la liberté. Je comptais sur les jeunes guerriers formés à l'école de 1793, 1794 et 1795; les mêmes qui bientôt après, dans les champs de Baylen, firent voir aux vainqueurs d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland, qu'ils n'étaient pas invincibles; ceux qui les premiers,

<sup>1</sup> Les auteurs espagnols de l'*Histoire de la guerre contre Napoléon Bonaparte* écrivirent, comme j'ai eu occasion de le faire remarquer, sous l'influence et la direction de mes plus grands ennemis, au moment où ceux-ci triomphaient et secondaient de tous leurs moyens la haine implacable de Ferdinand VII contre moi.

Néanmoins, lorsqu'ils parlent de notre armée, ces auteurs n'ont pu s'empêcher de me rendre quelque justice. Malgré la surveillance de la censure, cette histoire, corrigée, augmentée, mutilée avant de voir le jour, conserve encore plus d'un témoignage en ma faveur.

« Le généralissime, possédant la confiance du souverain, entouré de tous les hommes de mérite connus, ayant sous les yeux les plans, les réglemens de toutes les armées de l'Europe, avait pu donner à la nôtre la forme la plus convenable; mais il serait injuste de ne pas reconnaître qu'il l'améliora considérablement. » (*Histoire de la Révolution*, etc.) (Je dois dire au lecteur que n'ayant pu me procurer cet ouvrage en espagnol, j'ai copié ce passage dans la traduction française publiée à Paris en 1818.)

en Europe, arrêtaient le vol des aigles impériales, à Valence, à Saragosse, à Gironne, à Ciudad Rodrigo, etc., où les Espagnols *seuls*, sans secours étranger, ressuscitaient les prodiges de Numance et de Sagonte.

Tous ces jeunes et vieux guerriers vivaient à l'époque dont je parle; ils étaient connus, employés; amis ou ennemis (j'ignore s'il y en avait de ces derniers), ils occupaient les premières places dans l'armée; ils comptaient sur mon appui, sur ma sincère amitié; je ne voyais en eux tous que de nobles et utiles défenseurs de la patrie, sans faire aucune distinction...

Là ne figuraient point, il est vrai, un *Infantado*, un *Montijo*, un *Jaurégui*! Les hommes d'Aranjuez et l'Escurial les réservaient pour d'autres exploits...

Pardón, lecteur; je vais reprendre le fil de ma narration; j'abrègerai. Les souvenirs du passé me brisent le cœur, le souvenir surtout de ce mois d'octobre 1806, où l'Espagne pouvait repousser au loin les calamités prêtes à fondre sur elle. Dès ce moment fatal, les plus funestes présages vinrent assombrir un avenir dont j'avais espéré d'abord tant de gloire et le bien de l'Europe entière!...

Les prétextes ne manquaient pas pour mettre notre armée sur le pied de guerre. L'Angleterre avait l'air de vouloir nous attaquer<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Quelque temps auparavant, vers le milieu d'août, lord Saint-Vincent entra dans le Tage avec une forte escadre et des troupes de débarquement. L'objet de l'expédition était d'encourager le Portugal et la Péninsule à déclarer la guerre. La proposition m'en

Notre mouvement allait enfin commencer... Et par malheur, sans se dédire absolument, le Roi mollissait, vacillait, d'autant plus qu'il se gardait bien de consulter qui que ce soit, de peur d'ébruiter son secret. Je voyais cette hésitation qui augmentait à l'approche du moment décisif...

Presque tout le monde, mes amis, mes ennemis, blâmèrent la *Proclamation du 6 octobre*; et ce qui est plus fort, je savais moi-même qu'il n'était pas encore temps de la publier. Mais je craignais excessivement que le Roi ne changeât d'avis et ne frustrât tout-à-coup mes desseins. La proclamation lancée était le seul moyen d'engager le Roi à tenir bon. Je ne la publiai point sans l'aveu de Sa Majesté; cependant il avait fallu la corriger, la modifier. Charles IV me la fit retoucher, varier de mille manières!... Elle parut<sup>1</sup>. Si je commis une erreur, que mon ardente loyauté me serve d'excuse; je songeais uniquement à servir mon Roi, son auguste famille, et mon pays, dont les dangers occupaient toute ma pensée...

On a prétendu qu'il fallait conseiller au Roi de s'adresser lui-même à ses sujets, et de leur faire entendre

fut faite; je résistai, quoiqu'au fond elle s'accordât avec mes intentions; le temps ne me paraissait pas opportun, et d'ailleurs *je ne voulais pas d'Anglais chez nous. Le Portugal gardait la même retenue, et sans doute aussi la même arrière-pensée....* On parlait d'un armement mystérieux que préparait l'Angleterre et qui semblait regarder l'Espagne. Faux ou non, ces bruits suffisaient pour nous fournir des prétextes. Nos dispositions militaires ne devaient point alarmer la susceptibilité française.

<sup>1</sup> On la trouvera avec les ordres envoyés aux différentes autorités parmi les pièces justificatives n° 4.

sa voix directement. Je réponds que le temps n'était pas encore venu ; le Roi ne devait parler qu'à l'instant critique de la déclaration de guerre, quand tout serait prêt pour commencer les hostilités. Ma proclamation ne fut qu'un cri d'alerte ou , comme je l'ai dit auparavant , une espèce de ruse pour engager la volonté du Roi, qui hésitait à se prononcer. Ma loyauté m'inspirait cette manière d'agir, *afin de rester seul compromis en cas de revers*. Je voulais épargner au monarque toute espèce de responsabilité. Si le sort nous était contraire, il ne restait plus qu'à tâcher de calmer , de contenter Napoléon... Eh bien ! la victime était prête : Charles IV pouvait me renvoyer, m'exiler, faire tomber ma tête que j'aurais livrée avec joie pour sauver mon maître : et vraiment, si ce ne fut pas ainsi que les choses tournèrent d'abord, je n'en tombai pas moins à la fin sous les coups de mes ennemis dont j'avais contrarié les coupables intrigues en poussant à la guerre... Telles sont les vicissitudes qui composent la chaîne de nos destinées !

Si la guerre eût éclaté, la princesse des Asturies devenait un appui pour moi ; ses vœux étaient satisfaits ; mais , par une fatalité bien déplorable (on doit la déplorer surtout en Espagne à cause de la circonstance), S. A. R. venait de mourir<sup>1</sup>. Tant qu'elle vécut,

<sup>1</sup> Le 21 mai de cette année. Je ne daignerai pas réfuter les iniques soupçons répandus par de misérables calomniateurs. Ils ont supposé que la princesse mourut empoisonnée. Tout le monde a su qu'elle était depuis long-temps atteinte d'une phthisie tuberculeuse, et que cette maladie mit fin à ses jours. Le roi et la reine de Naples, en cachant cette infirmité, rendirent un bien mauvais

mes ennemis, pour lui complaire, affectaient de se montrer plus Anglais qu'Espagnols; ils me présentaient à ses yeux comme un obstacle à tout changement de système politique. C'était le moyen de se faire valoir et d'obtenir la protection des deux jeunes époux. On travaillait sourdement à ma ruine, en servant les intérêts de l'Angleterre. Escoïquiz sentait pourtant qu'il y avait encore bien des difficultés à vaincre. La mort de la princesse lui fit voir un nouveau ciel ouvert. Napoléon cherchait des alliances royales; il songeait à relever sa famille et à se donner des alliés. Le prince héritier de la couronne d'Espagne aurait pu convenir à ses vues; la Péninsule entrerait dans le cercle impérial; c'était aussi le moyen d'isoler Charles IV, de le confiner dans une retraite, de mettre le fils à la place du père..... Et lui, Escoïquiz, à l'exemple du prêtre Alberoni, tenant tous les fils de l'intrigue dans ses mains, il devenait l'*homme* de l'Espagne. Qu'importait le reste, pourvu qu'il atteignît l'objet de ses vœux!

En ce temps, le succès ennoblissait tout. On n'allait pas demander compte à ceux qui, en Suisse, en Italie, en Allemagne, en Hollande, avaient livré leur pays, à ceux qui s'étaient attelés au char de Napoléon... Ainsi pensait Escoïquiz. Comme il fut déconcerté quand

service à leur fille : ils la sacrifièrent; exposée aux rigueurs d'un climat si différent de celui de Naples, la princesse n'y put résister; elle reçut les soins les plus empressés, les plus éclairés. Sept professeurs de la Chambre du Roi veillèrent à la santé de Marie-Antoinette; à force d'art ils prolongèrent sa vie autant qu'il fut humainement possible, mais le mal était sans remède.

il vit ma proclamation ! Il devina le but de cette levée de boucliers ; tous ses nouveaux projets s'évanouissaient en fumée. Notre alliance avec l'empereur des Français allait être dissoute. La faction domestique qu'il dirigeait du fond de son presbytère avait des ramifications dans le royaume ; cette faction fut alarmée : elle criait partout que je voulais perdre l'Espagne, lui enlever un allié dont la gloire rejaillissait sur nous-mêmes ; que je voulais attaquer le *grand homme* qui venait de rétablir la *monarchie* et la *religion*, exposer le pays à tous les maux, provoquer une révolution fatale comme celle qui avait fait perdre la couronne à Ferdinand IV de Naples...

Ces insinuations pénétraient partout, principalement (ce qui est digne de remarque) dans les hautes classes de la société, parmi les prêtres et les moines. Les choses montèrent plus haut. Des écrits anonymes parvinrent jusqu'à Charles IV. J'en reçus quelques-uns, entre autres, un exemplaire de ma proclamation avec une apostille pleine d'injures et de menaces ; le prince des Asturies porta lui-même un de ces pamphlets au Roi, son père, en disant qu'il l'avait trouvé dans son portefeuille. L'auteur anonyme, avec un art perfide, louait mes intentions et mes vues, tout en les jugeant impraticables ; il faisait ensuite le tableau des forces colossales de Napoléon....

Tels étaient les moyens qu'Escoïquiz employait pour arriver à son but<sup>1</sup>. Les intrigues pullulaient et se croi-

<sup>1</sup> Ce ne sont point ici de vaines conjectures, des imputations vagues ; jusque-là j'ignorais les perfides menées d'Escoïquiz ; je n'en fus instruit que plus tard, lorsque dans l'affaire de l'Escorial,

saient dans le palais. J'en ai dit assez. On conçoit l'impression qu'elles devaient produire sur l'esprit du Roi déjà irrésolu, craignant l'éclat et les suites de la guerre... Sa Majesté voyait aussi la perplexité de ses conseillers, les uns tièdes, les autres timides, plusieurs véritablement effrayés. Au milieu de cette fluctuation, ou, pour mieux dire, de cette pusillanimité presque générale, arriva tout-à-coup la nouvelle du grand désastre de l'armée prussienne (Iéna) : il n'y eut plus qu'une voix pour exhorter Sa Majesté à désavouer l'entreprise commencée. Je restai seul à lutter contre le découragement de tous. J'eus beau exposer par écrit les solides motifs sur lesquels on pouvait fonder l'espoir d'une réussite complète ; les dangers bien plus terribles d'une *reculade* si on déposait les armes sans combattre, dans une conjoncture où le triomphe était presque assuré : « car, disais-je, si au milieu d'une paix profonde, après avoir donné tant de preuves d'une sincère amitié, après avoir rempli tous les devoirs d'un allié fidèle, nous voyons Bonaparte manifester son projet d'éliminer aussi les Bourbons de la dynastie espagnole, que devons-nous en espérer quand il reviendra victorieux de ses ennemis et n'ayant plus rien à craindre des autres puissances de l'Europe, surtout s'il trouve un motif

après avoir obtenu le pardon de son père, le prince Ferdinand, parmi ses nombreuses révélations, déclara que l'écrit anonyme venait de son instituteur, ainsi que tous les autres libelles jetés avec profusion dans le palais. Ferdinand déclarait aussi qu'en même temps on avait envoyé à Napoléon un *mémoire contre moi*. Le duc de l'Infantado promit à S. A. R. de lui en donner copie, ce qu'il ne fit pas.



plus ou moins plausible de se déclarer contre nous, restés seuls devant lui ?

D'un autre côté, j'expliquais à Sa Majesté l'impossibilité où se trouvait Napoléon d'attaquer le Midi avec des forces considérables ; la position difficile dans laquelle il était, n'osant démembrer son armée du Nord, obligé de lutter contre la Russie qui arrivait sur le théâtre de la guerre avec des troupes supérieures en nombre et sans s'éloigner de ses propres frontières et de ses ressources militaires ; les rigueurs du climat ; l'assistance de la Suède encore intacte et pleine d'ardeur ; la diversion que ferait le roi de Naples pour occuper l'armée française en Italie, où l'esprit d'insurrection fermentait encore, où l'Angleterre jetterait des secours continuels, où bientôt arriveraient aussi des renforts de la Sicile et dix mille soldats espagnols<sup>1</sup> ; l'attitude de l'Autriche (j'étais instruit de ses dispositions secrètes), de l'Autriche silencieuse, mais dont les blessures saignaient toujours, ayant une armée de cent mille hommes dans la Bohême, épiant l'occasion d'agir et de prendre sa revanche ; enfin, « il ne se présentera  
« plus en Europe une aussi belle occasion de secouer  
« le joug intolérable de la France et l'ambition excessive de Napoléon... Et l'Espagne aurait l'honneur,  
« la gloire de sauver l'Europe et de se préserver elle-même d'une attaque fatale et prochaine<sup>2</sup>. »

<sup>1</sup> D'après le projet approuvé par le Roi, on allait envoyer en Calabre cinq mille soldats espagnols, auxquels un nombre égal serait ajouté pour garnir la Toscane. Nos Infants devaient se rendre en Espagne et laisser une régence qui gouvernerait le pays jusqu'à la fin de la guerre.

<sup>2</sup> Les hommes impartiaux doivent reconnaître que j'avais rai-

Je prêchais dans le désert. Quelques-uns goûtaient pourtant mes raisons ; mais la plupart craignaient d'exposer à un coup de dé la fortune du pays. Trompés par les intrigues de mes ennemis, ils pensaient que l'Espagne ne voulait point d'une pareille guerre. O rigoureuse destinée ! Qui désira plus que moi le maintien de la paix et le bien-être de la patrie, pourvu qu'elle conservât son honneur et son indépendance ? Sans la vigueur de ma politique, n'eût-elle pas été vingt fois entraînée dans les folles et impolitiques guerres du continent ? Mais le moment était décisif ; on pouvait encore sauver définitivement l'Espagne..... Ceux qui avaient voulu déjà la précipiter dans les coalitions où elle eût trouvé sa ruine certaine ; ceux qui n'avaient cessé de prêcher l'alliance avec l'Angleterre, devenus tout-à-coup partisans de la France, travaillaient en sa faveur, sacrifiant le pays à leurs infâmes desseins, à leurs espérances criminelles !

Ils triomphèrent, ces misérables ! Charles IV contre-

son. Tout le monde sait combien fut pénible et chanceuse la campagne de Pologne : lutte de six mois, dans laquelle il se fit une telle consommation d'hommes, que les conscriptions anticipées (de 1807 et 1808) ne pouvaient y suffire. La France déplorait cette guerre ; l'armée en était lasse : quels horribles combats entre les Français et les Russes ! La rareté des vivres, l'intempérie des climats, les torrens de sang versés à Poulitusk, à Eylau, les vicieuses douteuses que chaque parti s'attribuait... On a connu tout cela ? Et que serait-il advenu, si, en ce moment, deux cent mille Espagnols et Portugais eussent attaqué la France, si l'Autriche eût lancé, de son côté, les cent mille hommes de l'armée de Bohême qui n'attendait plus que la nouvelle de notre déclaration de guerre ? Oui, l'Espagne était sauvée, et l'Europe avec elle.

manda tristement la guerre. A mes yeux, dès ce moment fatal, sa couronne ne tenait plus sur sa tête. Oh ! que de fois ce noble vieillard me l'a dit ensuite, après que mes funestes prédictions s'étaient accomplies ! Dès ce jour, fautes sur fautes ; la peur commandait. « Vite un ambassadeur extraordinaire pour aller féliciter Napoléon ! S'il a l'air de douter de notre sincérité, qu'on multiplie les bassesses, les fausses protestations ! »

Pendant cette époque de vertige, je m'étais éloigné de la Cour, pleurant sur ma patrie infortunée, honteux de tant d'humiliations, moi qui seul n'en avais point à rougir !... Mais bientôt, apprenant la nomination d'un ambassadeur extraordinaire, je courus auprès du Roi ; je le conjurai de la manière la plus pressante de choisir un autre moyen pour calmer Napoléon : « Ce moyen ,  
« Sire , c'est de me bannir de votre présence , de m'at-  
« tribuer tous les torts , de m'accuser seul d'avoir voulu  
« la guerre ; cette satisfaction suffira ; l'empereur des  
« Français sera content, et mon honneur me restera  
« tout entier. Si, plus tard, mes tristes pressentimens  
« venaient à se réaliser, Sire, vous me verrez encore  
« à vos pieds, prêt à verser jusqu'à la dernière goutte  
« de mon sang... » Vains efforts ! inutiles prières ! Charles me refusa obstinément la permission de me retirer. Je restai, victime dévouée, pieds et poings liés, tendant la gorge...

---

## CHAPITRE XXV.

SUITE DU PRÉCÉDENT JUSQU'AU MOIS DE MARS 1807. — SITUATION DIFFICILE DU CABINET. — EXPLICATION DE NAPOLEÓN AVEC NOTRE AMBASSADEUR A BERLIN. — MES CONSEILS RELATIVEMENT AU PORTUGAL. — LE NOUVEAU ROI DE NAPLES EST RECONNU. — CRÉATION DE L'AMIRAUTÉ. — ARRIVÉE DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE, M. FRANÇOIS DE BEAUHARNAIS. — COMMUNICATION OFFICIELLE DU DÉCRET DU BLOCUS CONTINENTAL. — OBSERVATION SUR CE DÉCRET. — NAPOLEÓN DEMANDE UNE DIVISION DE NOS TROUPES. — JE M'OPPOSE A CETTE CONCESSION. — CHARLES IV Y ACQUIESCE. — NOS TROUPES PARTENT POUR LE NORD, SOUS LES ORDRES DU MARQUIS DE LA ROMANA. — MES INSTRUCTIONS ET MES DERNIÈRES PAROLES A CET OFFICIER-GÉNÉRAL.

---

C'est précisément à cette époque (1806), dans les deux dernières années de mon existence politique, comme généralissime grand-amiral, que le vulgaire a cru voir l'apogée de ma puissance. « Il tient les rênes de l'État dans ses mains, » disaient-ils. Déception bizarre et fatale ! jamais le cercle de mon autorité ne fut plus rétréci : sans doute, j'avais l'air de tenir *les rênes de l'État*, mais sans pouvoir les tirer à mon gré, ni dévier un seul instant de la route impérieusement tracée.

Qu'on se mette à ma place. Il venait d'être commis, selon moi, une faute capitale; le Roi avait contre-mandé la guerre; il restait désarmé, n'ayant plus à opposer à Napoléon que la force de la justice et du bon droit. Qu'on ne m'accuse pas d'avoir conseillé cette abnégation; la volonté expresse du Roi, ou celle de bien d'autres, me fut imposée.

Où est donc cette influence sans bornes qu'on m'attribue? Non, je n'étais pas un favori, sans rival; il est aisé d'en juger, surtout par cette grave circonstance. Mes ennemis triomphaient pleinement de ma faveur prétendue; le Roi n'écouta point mes conseils et préféra les leurs....

Humble créature du monarque dont les bienfaits accumulés sur moi le montraient à mes yeux comme une divinité tutélaire, comme un être excellent et sacré sans la permission duquel je ne devais rien faire, pas même le bien, donner pour lui ma vie c'était peu; je lui devais aussi le sacrifice de tout ce que l'homme public a de plus précieux au monde: l'opinion de ses contemporains et le jugement de la postérité.

La *servitude* ou la *guerre*: tel était le cartel insolent de Napoléon, adressé à toutes les puissances du continent. J'avais choisi la guerre, et j'étais prêt: je la voulais dans ce moment péremptoire où la fortune semblait disposée à couronner de généreux efforts. On aima mieux solliciter par de lâches avances, par de honteuses flatteries, ce qu'il fallait obtenir ou perdre glorieusement les armes à la main.

Ne dites pas qu'une vaine ambition m'empêcha de jeter loin de moi le bâton du commandement.... Je

restai à mon poste , et je voyais déjà s'avancer le flot qui allait m'engloutir !

En m'éloignant , je pouvais me sauver. Je ne craignais aucun reproche : j'avais fait autant de bien que possible , de mal à personne ; préservé mon pays des malheurs dont tous les peuples voisins de la France avaient eu à gémir ; maintenu la paix avec tout le continent , l'Espagne intacte , glorieuse , dans les deux mondes. Quand le moment paraissait favorable , je voulais entrer dans la lice où devaient se joindre à nous tant de peuples long-temps comprimés , impatients de briser leurs chaînes.... En cédant à mes ennemis le terrain qui devait un jour leur être fatal , ma gloire réelle , véritable , je la conservais tout entière.... L'éclat des honneurs s'évanouit comme la fumée. Je me dérobaï à la haine menaçante du prince des Asturies que je n'avais point offensé , aux yeux duquel on me peignait cependant comme un obstacle à ses désirs , à ses projets. Une fois éloigné , perdu dans la retraite , les idées du Prince auraient pu s'adoucir ; peut-être même , en voyant à l'œuvre ses tristes conseillers , S. A. R. eût fini par me rendre plus de justice ; peut-être eussé-je , dans son esprit , gagné quelque chose par la seule comparaison.

Croira-t-on que je me privais volontairement de tous ces avantages positifs , évidens , pour retenir un pouvoir précaire , contrarié , presque tombé dans le mépris ? Ce serait une grande erreur. Auprès de Charles IV , je n'étais pas maître de ma volonté ; il fallait obéir à la sienne. Était-ce une vertu , ou bien une faiblesse de ma part ? Ni l'un ni l'autre ; c'était un sacri-

face, une complète abnégation de moi-même. Si quelqu'un osait en douter, qu'il explique comment, après la triple catastrophe de l'Escorial, d'Aranjuez et de Bayonne, loin de m'attribuer ses malheurs, Charles IV se reprocha constamment d'avoir fait le mien, et prit si fort à cœur de me sauver, de me défendre ! Les rois sont-ils souvent aussi généreux ? D'où vient cette exception, dont on voit bien peu d'exemples dans l'histoire<sup>1</sup> ? Charles IV a dit mille fois de parole et par écrit, en parlant de moi : *Il s'est sacrifié pour m'obéir.*

En novembre 1806, je demandais à Charles IV, avec les plus vives instances, la permission de me retirer, si la guerre ne se faisait pas ; je représentais à S. M. que la faiblesse de reculer devant une guerre indispensable aurait les plus fâcheuses conséquences. Le Roi me dit ces mémorables paroles, restées à jamais dans mon souvenir : « Je suis plus ton ami que tu ne  
« l'es de toi-même : si, en suivant ton avis, il arrivait  
« une catastrophe, je pourrais te reprocher d'avoir  
« conseillé cette guerre ; mais en obéissant à ma vo-  
« lonté, en te soumettant à ce que je t'ordonne, tu  
« n'es responsable de rien. » Charles IV tint religieusement sa promesse : tout le monde l'a vu. Loin de m'accuser des événemens, ce bon Prince, plus touché de mon malheur que des siens, dans les momens les plus critiques se hâta d'élever la voix en ma faveur : il me défendit hautement ; il ne s'occupa que de me

<sup>1</sup> Le comte de Toreno, dans son Histoire, n'a pu s'empêcher de faire cette observation toute en faveur du Prince de la Paix. E.

sauver, et, jusqu'au dernier moment de sa vie, il m'honora de son amitié : il fut mon unique soutien contre l'injustice des hommes.

Voici donc l'époque où notre alliance avec la France allait devenir une véritable servitude, non toutefois aussi dure que pour d'autres puissances depuis longtemps refoulées dans l'orbite planétaire de l'Empire. Napoléon eut un moment l'air de nous craindre, nous et l'Autriche, tant qu'il luttait encore contre la Russie, et que nous pouvions jeter des bâtons dans les roues de son char de triomphe. Il nous caressait alors avec cet art, cet *aigre-doux* qu'il savait si bien employer pour tempérer à la fois et faire sentir ses menaces. Les protestations d'amitié ne lui coûtaient rien ; ses reproches étaient affectueux.

Ces moyens lui réussirent ; mais lorsqu'il eut bien toisé notre portée morale, lorsqu'il nous vit céder sans avoir combattu, alors l'aigle altier déploya ses ailes, et prit son vol vers le Midi et l'Occident : son affaire était faite en Allemagne.

Le roi d'Espagne avait contremandé ses préparatifs belliqueux. Notre Cabinet, sans attendre qu'on le lui demande, s'empresse d'expliquer, d'excuser les préparatifs *rendus nécessaires*, disons-nous, *par la menace d'expéditions anglaises prêtes à jeter sur notre territoire des forces redoutables*. On ne ré-

Le 11 décembre 1806, l'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste, entra dans la Confédération du Rhin ; toutes les branches de sa famille suivirent son exemple. Peu de temps après, beaucoup d'autres princes s'y joignirent, tels que ceux d'Anhalt, Schaumbourg-Lippe, Reuss, Waldeck, etc., etc.



pondit pas un mot à ces explications *plausibles* : les mêmes bruits avaient couru en France. Si l'on ne nous crut pas sur parole, on eut l'air de croire ; mais, à Berlin, Napoléon ne montra pas cette outrecuidance. Le général D. Benito Pardo y résidait, en qualité d'ambassadeur extraordinaire de S. M. C. L'Empereur affecta de le traiter avec distinction. Un jour, le conduisant à son cabinet, il eut avec lui une de ces grandes conversations auxquelles Napoléon aimait à se livrer quand il était en veine, ou qu'il avait intérêt à parler.

L'entretien fut pacifique, mêlé d'amitiés et de plaintes habilement fondues. A la fin, il invita Pardo à mettre par écrit la conversation, et à l'envoyer à notre Cour. L'Empereur voulut s'assurer par lui-même que l'ambassadeur n'avait rien omis, ni exagéré ; il indiqua même quelques mots à rectifier, pour adoucir des expressions trop vives qui lui avaient échappé. Plusieurs personnes ont parlé de cette conversation avec plus ou moins de variantes. Voici tout ce qui m'en est resté dans la mémoire ; je n'ometts rien d'essentiel, et je suis bien sûr de ce que je dis.

L'Empereur commença par demander des nouvelles de la santé du Roi, exprimant le désir qu'il vécût long-temps pour être, comme jusqu'à ce jour, le lien de la paix entre les deux nations et son allié le plus constant, le premier dans ses affections.

Pardo répondit dans les mêmes termes. Après ces compliments : « Eh bien ! dit l'Empereur, vous voyez  
« que je sais apprécier les vertus et le loyal caractère  
« du roi d'Espagne !... Je verrais de mes propres yeux  
« sa signature au bas d'une déclaration d'hostilité

« contre moi, je n'y croirais pas; je soutiendrais que  
« la signature est fausse, tellement je suis intimement  
« convaincu de son amitié pour moi; mais je ne vous  
« le cache pas, et il faut le lui écrire. Au fond de  
« cette amitié véritable que Charles IV a pour moi,  
« il y a un ver rongeur qui la mine et peut la gâter :  
« c'est une fausse crainte, une certaine méfiance  
« répandue dans votre Cour au sujet de ma po-  
« litique. On me regarde comme un ambitieux; ce-  
« pendant je ne le suis pas. Mes ennemis m'ont forcé  
« de le paraître; il s'est déjà présenté plus d'une occa-  
« sion pendant ces dernières années.... Qu'on me  
« montre un seul de mes amis auquel j'aie fait tort.  
« Tout au contraire, je partage avec mes alliés les  
« triomphes et les avantages que j'obtiens. Votre Es-  
« pagne, par exemple, il y a long-temps qu'elle  
« aurait dû régner sur le Portugal. A qui la faute?  
« C'est vous qui n'avez pas voulu. Le Portugal appar-  
« tient à l'Espagne; vous devriez l'avoir. Je vous l'au-  
« rais cédé volontiers. N'en seriez-vous pas plus puis-  
« sant? Et moi, j'y gagnerais un bon souci de moins....  
« Je suis vraiment satisfait des efforts et des sacrifices  
« héroïques de Charles IV dans la guerre maritime;  
« mais aussi j'ai ménagé l'Espagne, je n'ai pas exigé  
« qu'elle concourût aux guerres du Nord. Autrichiens,  
« Russes, Prussiens, Suédois, tous ceux qui m'ont  
« attaqué et qui m'attaquent encore, sont *Anglais*,  
« puisque l'Angleterre les paie.... En vérité, M. l'am-  
« bassadeur, si la France venait à succomber dans  
« cette lutte, l'Espagne succomberait aussi, et son lot  
« ne serait pas le moins douloureux... Tous mes alliés,

« l'Espagne exceptée, combattent dans mes rangs,  
« tandis que vous savourez les loisirs de la paix, au  
« sein de vos foyers, depuis plus de dix ans! La  
« France vous sert de rempart contre les agres-  
« sions du côté de la terre; elle n'y épargne pas son  
« sang, qui coule à grands flots dans ces guerres susci-  
« tées par le Cabinet de Saint-James.... Il est juste  
« que vous compreniez cela, que vous m'en sachiez  
« un peu de gré, au lieu d'écouter les perfides insi-  
« nuations de ce cabinet machiavélique..... Non;  
« n'ayez pas l'air de vous en formaliser, je parle en  
« ami; je sais tout, M. Pardo. Les Anglais excitent  
« les méfiances qui règnent dans votre cour; je con-  
« nais leurs menées, leurs efforts pour animer les  
« esprits contre moi, et je n'ignore pas qu'ils ont  
« trouvé un appui dans le parti du prince héritier de  
« la couronne. Serait-il possible que les Anglais par-  
« vinssent à leur but, et que le Prince de la Paix,  
« pour se raccommoier avec Ferdinand, sacrifiait  
« l'Espagne à l'Angleterre?

« — Que ces bruits fâcheux aient pris une certaine  
« consistance et causé quelque fermentation dans les  
« esprits, je n'en disconviendrais pas, répondit le gé-  
« néral Pardo; que les auteurs et fauteurs de ces bruits  
« soient Anglais ou partisans des Anglais (bien que  
« ceux-ci n'abondent guère chez nous), la chose est  
« possible encore; mais qu'ils soient accueillis dans  
« le palais par le prince des Asturies, je supplie Votre  
« Majesté de ne pas le croire, malgré tout ce qu'on  
« peut lui en dire. S. A. R. ne se mêle point des af-  
« faires du gouvernement. Quant au Prince de la Paix,

« je le connais bien à fond : aucune espèce d'influence,  
« de quelque part qu'elle vînt, ne lui ferait accepter  
« le joug de l'Angleterre.

« — Mais général, dit l'Empereur, ignorez-vous  
« qu'il est question d'un armement extraordinaire?

« — Sire, répondit Pardo, mes instructions m'éclair-  
« rent assez pour que je puisse expliquer toute augmen-  
« tation de nos forces militaires; mais je n'ai pas vu de mes  
« yeux la *proclamation* du 6 octobre. L'entrée de lord  
« Jervis dans le Tage, avec une escadre considérable, a  
« dû alarmer notre Gouvernement, et la réponse vigou-  
« reuse faite par les deux Cours de Madrid et de Lis-  
« bonne faire craindre que le Cabinet de Saint-James  
« ne voulût arracher par la force ce qu'il ne pouvait  
« obtenir par les négociations. A Falmouth, dans les  
« dunes de Buckland et ailleurs, on rassemble des es-  
« cadres. On parle de deux expéditions, l'une sous  
« les ordres de sir Arthur Wellesley, l'autre com-  
« mandée par sir Georges Prévost. Il court des bruits  
« menaçans pour la Péninsule : à Deptford on réunit  
« des' milliers de chevaux ; on frappe d'un *embargo*  
« tous les bâtimens de transport pour un service de  
« trois mois : on fait de grands approvisionnemens, sur-  
« tout en fourrages... Mes ordres les plus précis sont  
« de prendre des informations détaillées sur le but de  
« ces armemens. Faut-il s'étonner que l'Espagne, étant  
« réduite à ses propres forces (puisque celles de Votre  
« Majesté sont engagées dans la présente guerre),  
« prenne, de son côté, des mesures pour se défendre?

« — Oui, tout cela est vrai, répliqua l'Empereur ; mais  
« j'en reviens toujours à cette proclamation : elle est

« d'une nature fort équivoque : ce que vous dites peut  
« être exact... On a vu la Prusse, il y a quelque temps,  
« faire semblant d'armer contre mes ennemis et se  
« joindre à eux tout-à-coup pour venir m'attaquer.  
« On ne doit pas s'étonner que je sois un peu méfiant.  
« Tenez, M. Pardo, sans la bonne leçon que je viens  
« de donner aux Prussiens, l'Autriche elle-même,  
« cette Autriche toute meurtrie des coups qu'elle a  
« reçus, je l'aurais encore une fois sur les bras... L'Es-  
« pagne est au bout de l'Europe; les mensonges, les  
« faux bruits, se répandent avec une inconcevable vi-  
« tesse : on écrit que la France est épuisée, que l'Italie  
« est sans défense, que Masséna est mort, que mon  
« frère s'enfuit à Rome, que Marmont a été détruit  
« en Dalmatie; que la déroute des Prussiens n'est  
« qu'une ruse de guerre pour m'attirer et m'envelop-  
« per; qu'il va tomber sur moi cinq cent mille Russes,  
« et qu'enfin on aura pleine justice de la France et de  
« ses alliés. C'est ainsi que les Anglais me font la  
« guerre, sans mettre réellement un soldat en cam-  
« pagne.

« — Ils n'en ont jamais fait d'autre, dit Pardo; et  
« ils n'en sont pas plus avancés. On est blasé sur ces  
« gasconnades. Pourquoi l'Espagne changerait-elle  
« de politique?

« — Il est une autre espèce de mensonge, continua  
« l'Empereur, qu'on pourrait employer avec succès à  
« votre Cour : on a dit et répété que, dans mes com-  
« binaisons politiques, j'éliminais définitivement tous  
« les Bourbons; que je regardais l'Espagne avec une  
« arrière-pensée, et voulais en mettre la couronne sur

« la tête de quelqu'un des miens. Si l'on ajoute foi à ce  
« bruit, il est tout naturel que votre Gouvernement  
« soit mon ennemi. On m'attribue des paroles mena-  
« çantes qui trahissent mes intentions à ce sujet,  
« comme si, en tout cas, je ne savais pas garder pour  
« moi ma pensée ou mon secret. Il y a eu des follicu-  
« laires, des écrivailleurs, qui, cherchant à me faire la  
« cour à l'occasion de cette affaire de Naples, se sont  
« déchaînés contre les Bourbons ; ils ont essayé de ré-  
« chauffer la politique de Louis XIV à l'égard de l'Es-  
« pagne... Aussitôt que j'en ai été informé, ces pam-  
« phlets ont cessé de courir, et les publicistes qui  
« raisonnaient sur cette matière, et ceux qui auraient  
« dû empêcher la publicité de ces raisonnemens, ont  
« passé un mauvais quart d'heure.

« J'ai présumé aussi que mon ambassadeur en Es-  
« pagne s'était prononcé assez indiscrettement, lorsque  
« Charles IV n'a pas voulu reconnaître mon frère...  
« Ce n'est pas de vous que je l'ai appris, j'ai entrevu  
« cela dans les rapports de Beurnonville. Votre Gou-  
« vernement aurait dû s'en expliquer tout de suite  
« avec moi, et s'en plaindre, s'il y avait lieu. La seule  
« présomption de pareils excès commis par l'ambassa-  
« deur m'a suffi : je l'ai rappelé ; j'ai envoyé à sa place  
« un homme poli, de bonnes manières, connu surtout  
« par son ancien attachement aux Bourbons. Je n'ai  
« pas eu d'autre motif pour choisir *Beauharnais*...  
« Jamais je ne me refuse à des explications quand je  
« dois en donner : vous conviendrez qu'agissant moi-  
« même de cette manière, j'ai le droit de vouloir qu'on  
« me parle avec la même sincérité ; autrement il n'y a,

« ni ne peut y avoir d'amitié véritable.... Je n'ai sup-  
« planté personne encore, ni ami ni ennemi : citez-en  
« un seul qui se plaigne avec raison. Pour agrandir  
« la France, je n'ai employé que le droit de la guerre  
« et quand mes ennemis l'avaient eux-mêmes provo-  
« quée; en usant de ce droit, je n'ai pas dépassé les  
« bornes de la modération. Comment voulez-vous que  
« je songe à détrôner Charles IV? Quel intérêt plus  
« puissant que les bons offices mutuels et la parfaite  
« réciprocité qui existe entre lui et moi? Que diraient  
« mes alliés ? qui pourrait compter sur mon alliance ?  
« Outre cela, ce serait une faute politique de changer  
« la dynastie espagnole; je ne ferais que servir la cu-  
« pidité de l'Angleterre. En affaiblissant les liens qui at-  
« tachent l'Amérique à ses anciens maîtres, je livrerais  
« moi-même à mes ennemis ce qu'ils convoitent avec  
« le plus d'ardeur, ce vaste continent dont le patrio-  
« tisme espagnol leur a toujours fermé l'entrée. Que  
« serait ensuite l'Espagne sans l'Amérique? Une charge  
« onéreuse pour la France, une nation pauvre, sans  
« ressource, qui épuiserait notre trésor et une grande  
« partie de nos forces; car il faudrait la garder, la tenir  
« dans la dépendance, de quelque manière qu'on  
« voulût s'y prendre. Ne voilà-t-il pas ce royaume de  
« Naples qui est grand comme la main, et il me faut  
« une armée pour comprimer quelques bandes de Ca-  
« labrais! L'Angleterre saurait bien alimenter les  
« mêmes résistances sur votre immense et double lit-  
« toral, en ravivant partout la haine de la domination  
« étrangère.

« Croyez-vous que je ne connaisse pas votre fierté

« nationale, la puissance de votre noblesse et celle de  
« votre clergé ?

« Tandis que je serais sérieusement occupé dans  
« votre Péninsule, pourrais-je me défendre dans le  
« Nord, où sont mes plus grands ennemis ? Supposez  
« que je suis un ambitieux : à la bonne heure ; mais  
« ne croyez pas que je sois un insensé. Je suis l'ami de  
« l'Espagne, par devoir, par sentiment, par intérêt ;  
« ma politique le veut aussi ; je vous ai parlé avec fran-  
« chise, avec cette noble franchise dont le langage est  
« bien permis à celui qui, après tout, est placé de ma-  
« nière à ne craindre personne.

« — Tout est dit, répliqua l'ambassadeur ; ces rai-  
« sonnements, qui, dans la bouche de Votre Majesté,  
« ont un si grand poids, maintiendront l'alliance et  
« l'amitié qu'un grand monarque se plaît à entre-  
« tenir avec nous. Sire, ce n'est point flatterie de ma  
« part : si je pensais autrement, je saurais me taire.  
« L'empereur des Français, au faite du pouvoir su-  
« prême où tant de victoires l'ont élevé, n'a pas en  
« France des amis plus dévoués, des admirateurs plus  
« ardents que les Espagnols, fiers d'être vos alliés. Ce  
« n'est pas non plus une flatterie quand je dis que ce  
« titre glorieux ajoute encore à la fierté nationale dont  
« Votre Majesté vient de parler. Marcher à côté des  
« Français, non comme des auxiliaires subalternes,  
« contraints, mais d'égal à égal, mais par une bonne  
« volonté spontanée, c'est pour l'Espagne une gloire  
« nouvelle dont aujourd'hui peu d'autres nations au-  
« raient le droit de s'enorgueillir. Si Votre Majesté  
« voyait avec quel enthousiasme ses exploits sont cè-



« lébrés dans les chaumières comme à la Cour, elle se-  
« rait bien persuadée que notre dévouement n'est pas  
« moins sincère que celui des Français eux-mêmes.  
« Autant les Espagnols mirent de vigueur à combattre ,  
« aux premiers jours de la République, quand le  
« trône et l'autel étaient menacés, autant vous les  
« verriez aujourd'hui prêts à soutenir le Restaurateur  
« de la monarchie et de la religion. Non , Sire, vous  
« n'avez pas de meilleurs alliés que nous, vos alliés  
« volontaires par conviction, désintéressés de crainte  
« et de servitude. Tout autre moins habile, moins  
« clairvoyant que Votre Majesté, méconnaissant le ca-  
« ractère espagnol, songerait peut-être à exploiter  
« leurs bonnes dispositions et à se faire leur maître ;  
« il justifierait les vagues soupçons d'envahissement  
« que l'imprudence ou la malice a fait circuler, et  
« de justes méfiances ne tarderaient pas, je l'avoue ,  
« à troubler l'heureuse harmonie qui règne entre les  
« deux Cours : bientôt l'Espagne tout entière se lève-  
« rait indignée, sans que son propre gouvernement  
« pût la contenir. Dans la masse espagnole, le senti-  
« ment de la nationalité n'est pas moins vif que chez  
« les Français, quand il s'agit de repousser le joug de  
« l'étranger.

« — Mais à quoi bon charger les couleurs du ta-  
« bleau ? s'écria Napoléon, interrompant le général  
« Pardo ; n'ai-je pas dit moi-même tout ce qu'on peut  
« dire ? Je suis très-éloigné de vouloir toucher à votre  
« couronne d'Espagne ; personne n'estime plus que  
« moi le caractère personnel de Charles IV ; personne  
« ne connaît mieux et n'apprécie davantage les vertus

« et le courage du peuple espagnol ; sans remonter  
« plus haut, on vous a vus à Trafalgar... Mais toute-  
« fois n'allez pas vous figurer que, dans un cas ex-  
« trême (Dieu veuille qu'il ne se présente jamais!),  
« tout ce que vous pouvez me dire , et ce que je vous  
« ai dit moi-même, fût capable de m'intimider, s'il  
« arrivait chez vous la même chose qu'à Naples. Quels  
« que soient les peuples (et tous les peuples se ressem-  
« blent plus ou moins), il y a des moyens pour en  
« venir à bout ; il ne s'agit que de varier ses moyens  
« et la tactique suivant les circonstances. J'ai fait la  
« guerre en Égypte autrement que je ne la fais dans  
« la Prusse. En Italie ou en Allemagne, la manière  
« n'était point la même.... Mais ne parlons plus de  
« guerre. Je ne crois pas que l'Espagne songe à me la  
« faire ; il n'y va pas de son intérêt... Écrivez cette  
« conversation ; je désire qu'elle soit transmise à votre  
« Cour, sans rien omettre , ni déguiser. Comme je ne  
« doute point de l'amitié de l'Espagne, je ne veux pas  
« qu'elle puisse le moins du monde douter de la  
« mienne. Écrivez aussi à votre ami le Prince de la  
« Paix ; sa position est telle que, s'il ne la gâte pas ,  
« l'histoire lui réserve un témoignage honorable, ex-  
« ceptionnel : il a préservé son pays des révolutions  
« qui, tour à tour, ont fatigué les autres pays. Dites-  
« lui qu'il soit reconnaissant. C'est à moi qu'il doit  
« en partie cette position : car j'ai ménagé l'Es-  
« pagne plus que tout le reste de l'Europe. Dans la  
« guerre du Portugal, on a fait ce qu'il a voulu, non  
« ce que je voulais moi-même. Après la rupture de la  
« paix d'Amiens, je consentis à ce que l'Espagne de-

« meurât neutre; et, par égard pour elle, je me privai  
« d'un secours important, celui de ses escadres, dont  
« j'aurais pu réclamer la coopération. Quand il n'y  
« eut plus moyen de reculer, quand les Anglais (non  
« la France) forcèrent l'Espagne à faire la guerre, je  
« lui ouvris mes bras; elle vit clairement que son repos  
« et son honneur dépendaient de l'union de ses armes  
« avec les nôtres. J'ai supporté, sans me plaindre, les  
« refus qu'on a plusieurs fois opposés à mes justes de-  
« mandes. L'Espagne m'a fait des minauderies, comme  
« ces belles dames qui ont l'air d'aimer un peu, mais  
« qui sont très-avares de faveurs positives. J'ai souffert  
« tout cela, parce qu'au fond j'y voyais de la loyauté,  
« de la bonne foi, ce qui vaut bien son prix. M. Pardo,  
« dites au Prince de la Paix (comme un simple avis  
« cependant) que s'il veut vivre tranquille, il ne  
« transige en aucune manière avec ses ennemis actuels :  
« le prince des Asturies et la faction à laquelle il est  
« livré ne pardonneront jamais, quoi qu'il fasse, au  
« ministre favori de Charles IV; le Prince de la Paix  
« est perdu, s'il cède ou s'il change de politique. Le  
« but de la faction est de le précipiter dans l'abîme.  
« Au premier signe de ma part, tous ces gens-là se tour-  
« neraient de mon côté; ils se détacheraient de l'An-  
« gleterre même, si c'était le moyen de renverser le  
« généralissime. Écrivez-lui aussi que mon ambition  
« unique est d'arriver à une paix générale, en triom-  
« phant de tous les obstacles que l'Angleterre me sus-  
« cite. Les reviremens d'États et de provinces que  
« l'on me reproche, et qu'on aura peut-être encore à  
« me reprocher, sont indispensables.!

« La paix est le grand besoin du continent : j'atta-  
« querai quiconque voudra empêcher cette paix ; je  
« veux rallier tout le monde contre l'Angleterre. Je  
« compte sur l'Espagne pour faire entrer le Portugal  
« dans cette grande ligue, soit par force, soit par  
« d'autres moyens plus doux....

« Mais aussi voilà tout ce que j'exige de votre part.  
« Que l'Espagne agisse d'ailleurs et fasse ses affaires  
« comme une grande puissance indépendante, amie,  
« et non l'esclave de la France.

« Enfin, vous lui écrirez encore ce que vous avez  
« vu ici de cette guerre contre des fanfarons qui  
« parlaient de me renvoyer en France, et voulaient  
« m'imposer *une route par étapes déterminées*...

« N'hésitez pas à prédire, sur ma garantie, que la  
« seconde partie de cette affaire, si l'on en vient là,  
« finira comme la première. La paix n'est pas éloi-  
« gnée.

« Encore un dernier mot, général. Il serait plus  
« digne de la politique espagnole de ne pas attendre  
« que mes ennemis aient reconnu mon frère Joseph ;  
« mon alliée, ma véritable amie, ne doit pas marcher  
« à la suite des autres puissances. »

Pardo rédigea cette longue conversation, et la mit  
sous les yeux de l'Empereur avant de la faire partir  
pour Madrid. Napoléon adoucit, à sa manière, quel-  
ques expressions, approuva tout le reste, et recom-  
manda particulièrement à l'ambassadeur de m'envoyer  
la dépêche par une voie sûre.

Si l'Empereur se fût expliqué de cette manière en  
toute autre circonstance, on aurait pu ajouter plus de

foi à ses paroles ; mais ici la débonnairété de son langage devait nous être suspecte, il avait besoin de nous ménager. L'Autriche et l'Espagne, en se déclarant contre lui, jetaient un poids décisif dans la balance... Charles IV croyait à la sincérité des hommes : les promesses de Napoléon ne lui paraissaient pas douteuses. « Le voilà qui vient à nous, disait ce bon roi ; il se hâte, il court au-devant des explications que j'avais à lui demander. Tu es trop méfiant, Manuel ; il est certainement touché de ma persévérance à rechercher, à prévenir son amitié, malgré les justes motifs de plaintes que je puis avoir contre lui : il ne faut pas que, de son côté, Napoléon ait à se plaindre de nous. Il est temps de reconnaître son frère ; avoir différé jusqu'à présent, c'est assez pour remplir toutes les convenances à l'égard du mien. On ne dira pas que la peur nous fait agir.... Depuis long-temps ne suis-je pas d'ailleurs accoutumé à sacrifier mes affections personnelles pour le bien de mon peuple? »

Je répondis : « Puisque V. M. veut décidément la paix, malgré tout le chagrin que j'en éprouve, je conviens qu'il est prudent de reconnaître le nouveau roi de Naples, d'autant plus qu'il est possible de faire cette démarche de manière à ne pas trop compromettre l'honneur de V. M. Reconnaissons le *fait* tout simplement, sans donner d'autre gage d'adhésion ou d'approbation qui établisse le *droit* <sup>1</sup>. C'est un grand

<sup>1</sup> La reconnaissance de Joseph ne fut que la simple reconnaissance d'un *fait accompli*. La Cour d'Espagne avait, de tout temps, auprès de celle de Naples, un ambassadeur choisi parmi les grands d'Espagne les plus qualifiés. Charles IV ne voulut avoir

sacrifice en faveur de la paix ; je trouve cependant qu'il y en aurait à faire un autre plus grand et plus utile. Bonaparte ne nous trompe pas si complètement que nous ne puissions nous en apercevoir, et même en tirer parti contre lui. Il tient le Portugal en réserve pour ses desseins ultérieurs. Vous le voyez, Sire, dans sa conversation avec Pardo, le Portugal est un appât, moyennant lequel il espère nous attirer dans ses filets. Eh bien ! il n'y a qu'à le prévenir ; nous y sommes à temps : puisqu'il a dévoilé ses projets, marchons plus vite que lui ; ôtons-lui tout prétexte, toute occasion de venir s'introduire dans notre Péninsule ; faisons d'abord sentir au Portugal la nécessité de s'unir à nous contre l'Angleterre, et si les bons conseils ne suffisent pas, franchissons la frontière, occupons les ports, et que Bonaparte n'ait plus rien à voir ici.

auprès de Joseph qu'un *chargé d'affaires*. Ce fut don Pio Gomez de Ayala, ancien secrétaire d'ambassade, lequel avait toujours résidé à Naples.

Dans notre *Almanach de la Cour*, chaque tête couronnée porte le titre de roi, et Joseph n'y fut désigné qu'en ces termes : « Joseph Napoléon, frère de l'empereur des Français, proclamé roi de Naples et de Sicile, le 30 mars 1806. » Cette désignation, adoptée en 1807, fut maintenue en 1808. Il est à remarquer, à ce sujet, que les autres frères de l'Empereur, Louis et Jérôme, furent inscrits dans cet almanach comme les autres rois qui l'étaient de droit et de fait. On y lisait : « Louis-Joseph Napoléon, roi de Hollande, connétable de France ; Jérôme Napoléon, roi de Westphalie, » et ainsi de suite les Rois, Princes et Ducs souverains à qui Bonaparte avait donné l'investiture. Petite subtilité ! dira-t-on ; mais elle sert à prouver du moins une sorte de mesure et de gravité de la part de notre gouvernement, même lorsqu'il commençait à plier, à se courber devant Napoléon ; en dépit de la résistance que je ne cessais d'y opposer.

« — C'est bien pensé , disait Charles IV ; je suis d'accord avec toi ; mais pas de précipitation , pas de violence. Comment pourrais-tu justifier aux yeux du monde cette invasion subite que tu proposes ?

« — *Par le bien général qui en résulterait pour les deux pays*, Sire. L'Europe nous a donné des exemples récents. Dans la troisième coalition, l'Autriche envahit la Bavière, pour la forcer à soutenir les intérêts de l'Empire ; la Prusse a fait la même chose à l'égard de la Saxe, pour l'obliger à concourir à la défense commune ; mais n'allons pas chercher si loin des autorités. Votre auguste père envahit le Portugal dans des circonstances moins critiques, pour lui faire prendre les armes, d'accord avec la France et nous, contre l'Angleterre. Quant aux motifs que nous pouvons alléguer aujourd'hui, Votre Majesté sait bien que le Brésil est en ce moment le point de départ des expéditions britanniques dirigées contre Buénos-Ayres, et qui menacent les côtes de la Terre-Ferme.... Et sans cela, Sire, que Votre Majesté me permette de lui adresser une question : Si, plus tôt ou plus tard, la présente coalition étant vaincue et l'Europe encore une fois réduite à se taire, Napoléon voulait passer la frontière et tomber sur le Portugal en nous invitant, pour la forme, à joindre notre armée à la sienne, que ferions-nous ? Il ne serait pas facile de dire *non*. Adhérer, consentir, c'est se mettre entre ses mains, à sa discrétion, et concourir sans gloire, forcément, à cette invasion que Votre Majesté repousse aujourd'hui comme injuste. Souvenons-nous de la guerre de 1801 ; il fut alors très-difficile de sauver le Portugal

et l'Espagne de l'ambition de Bonaparte, qui n'était encore que Consul de la République ; à présent c'est bien autre chose : arbitre souverain du continent, il se promène à volonté dans toute l'Europe.... Sire, nous pouvons nous rendre maîtres du Portugal sans que Napoléon vienne nous y aider. Il n'aura plus de prétexte pour s'en mêler, pour traverser les Pyrénées : bon gré mal gré, il faudra bien qu'il regarde comme un service de notre part ce coup hardi porté à l'ennemi commun.

« Nous aurons contraint Napoléon à se borner dans ses projets, ou, pour mieux dire, nous les aurons complètement déjoués ; ayant une fois dans nos mains un gage tel que le Portugal, nous obtiendrons de bonnes conditions lorsqu'il s'agira finalement de faire la paix. Votre Majesté sera toujours libre de se montrer généreuse envers la cour de Lisbonne, moyennant un traité qui l'attache à nous pour toujours.

« Croyez-moi, Sire, s'emparer du Portugal, c'est un double succès ; c'est triompher à la fois de l'Angleterre et de la France. Votre Majesté ne veut pas de guerre avec cette dernière : prévenons une collision qui serait en effet dangereuse ; sinon je ne réponds pas de l'avenir.

« — Tout cela est vrai, j'en suis convaincu, répondait Charles IV ; mais je ne crois pas qu'il y ait urgence. Napoléon est engagé avec les Russes : on ne sait quel sera le résultat de cette grande lutte. L'Autriche s'en mêlera-t-elle ? L'Angleterre fournira-t-elle tout ce qu'elle a promis à la Russie et à la Suède ?



N'allons pas trop vite ; craignons de compliquer les événemens.

« — Sire , j'ai fait mon devoir en conseillant ce que je crois utile au service de Votre Majesté, dussé-je fatiguer son attention. Ce qui est aujourd'hui convenable, facile, peut n'être rien de tout cela demain. L'Autriche ne se montrera que si Napoléon éprouve des revers. L'assistance des Anglais sera, comme toujours, tardive ou funeste ; Napoléon jouera son jeu : Dieu veuille qu'ensuite il n'en fasse pas tourner définitivement les chances contre nous !

« — Bien, nous verrons, ne me presse pas tant, s'écria le Roi ; nous y penserons. »

Ainsi, la fatalité nous poussait à notre ruine ! Que d'éléments contraires se combinaient pour nous accabler ! La timorée délicatesse de Charles IV, les lâches ou perfides conseils qui troublaient son esprit, les trahisons secrètes qui s'ourdissaient autour de lui.... Je n'y comprenais rien alors ; je m'y perdais. Et le Roi ne m'avait jamais donné plus de preuves de son affection ; et jamais il n'avait aussi complètement dédaigné mes avis !

Pour comble de malheur, on ne manquait pas au dehors du palais de m'attribuer tout ce qui s'y faisait. Ajoutons que cette croyance ne paraissait pas dénuée de fondement.

Charles IV venait de me nommer grand-amiral de l'Espagne et des Indes, protecteur du commerce, avec les mêmes prééminences, traitement, honneurs, et facultés que l'infant D. Philippe, sous le règne de Philippe V. Ainsi mon auguste maître, en me prodi-

quant les marques de sa généreuse amitié, ne faisait que parer la victime dont le sacrifice était résolu. Mais le noble vieillard ne s'en doutait pas.

On a généralement supposé que je désirais être élevé à ce poste éminent : permis à chacun d'en croire ce qu'il voudra. La seule ambition que j'avais alors, et sans pouvoir la satisfaire, c'était de trouver une issue pour me dérober à ces dangereuses faveurs. Le Roi croyait, à force de grâces et de distinctions accumulées, m'élever au-dessus de toutes les atteintes de mes ennemis, m'attacher plus étroitement à son service.... Cependant il se gardait bien de laisser les rênes à ma disposition, ou la faculté d'agir librement selon les circonstances. De nouveaux titres ne me donnaient pas plus de pouvoir réel. Malgré ces apparences dorées, le nombre de mes ennemis s'augmentait, s'enhardissait, et le prince des Asturies, alarmé par d'insidiieuses dénonciations, craignait que je n'aspirasse à le devancer sur le trône....

D'un autre côté, ceux qui voyaient de près mes efforts et mon zèle applaudissaient à mon élévation : ils espéraient que mon influence aplanirait toutes les difficultés ; que les réformes utiles, tant souhaitées, se réaliseraient : ils connaissaient ma ponctualité, mon ardeur à suivre les affaires qui m'étaient confiées autant qu'il dépendait de moi ; enfin tous les hommes de quelque talent voyaient ma porte, mes bras ouverts, sans exiger d'autre tribut que celui de leurs idées patriotiques : car, étranger à toutes les petites passions de l'esprit de parti, j'accueillais indistinctement le mérite. Nul n'osera me démentir, si ce n'est quelque sollici-

teur désappointé dont le Gouvernement ne crut pas devoir écouter les prétentions. Les faveurs du Roi n'étaient accordées qu'à des personnes dignes de les obtenir. Je cite avec une entière confiance les almanachs de la Cour, états nominatifs de tous les employés dans les départemens confiés à ma direction : plusieurs de ces bons serviteurs, récompensés à cette époque, vivent encore aujourd'hui pour l'honneur et la gloire de la patrie.

Ma nomination de grand-amiral fut reçue avec enthousiasme dans quelques provinces ; il y eut des fêtes publiques, adulations intéressées peut-être, car je rendis plus d'un service important ; mais ces adulations n'émanaient pas d'une crainte servile : mon pouvoir n'effrayait personne. Hélas ! ces témoignages de l'intérêt public redoublaient les fureurs de l'envie, qui me fit payer cher une courte satisfaction.

Le prince des Asturies regardait les hommages dont je fus l'objet comme une part de l'affection populaire que je lui enlevais. Ma ruine était jurée. La haine de Son Altesse contre moi dépassa toute mesure depuis ce moment <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> On a supposé que l'idée de créer la dignité d'amiral venait de moi : création louable, utile sans doute, mais qui ne m'appartenait pas. C'est dans les fréquentes communications du ministre des Finances avec la junta de commerce, mines et monnaies, à laquelle était incorporée *la direction nouvelle de l'encouragement public*, comme je l'ai déjà dit, que l'établissement de l'amirauté fut jugé convenable et nécessaire. Il s'agissait d'animer le commerce, de soutenir le crédit public, de relever notre marine, surtout de renforcer nos croisières en Amérique, où les Anglais nous faisaient une guerre obstinée et très-dangereuse dans la

Lorsque je fus élevé à la dignité de grand-amiral, les musiciens de la capitale se réunirent pour me donner une pompeuse sérénade. Cette démonstration s'adressait plutôt à LL. MM. qu'à moi; car, enfin, je n'étais autre chose que leur créature. Néanmoins le prince des Asturies en fut piqué; il y voyait une sorte de mépris pour lui, à tel point, que, presque sous les yeux du Roi, il tenait ce propos à son frère D. Carlos :

partie du sud. Il fallait donc créer des ressources nouvelles, établir un bon système de guerre défensive, protéger nos expéditions commerciales, veiller à la fois sur les propriétés de l'État et sur celles des particuliers...

La création d'un amiral n'était pas une innovation chez nous; plusieurs seigneurs espagnols en avaient exercé les fonctions depuis l'ancien capitaine Ramon de *Bonifaz*, nommé par le roi Ferdinand (le Saint), jusqu'à don Juan Alonso Henriquez de *Cabrera*, dans la famille duquel cet emploi fut, pour ainsi dire, héréditaire pendant deux siècles. Après vinrent don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, le second don Juan d'Autriche, fils de Philippe IV, et enfin l'infant don Philippe, beau-père et oncle de Charles IV...

S. M. n'ajouta rien aux facultés déjà connues de cette charge: c'étaient les facultés du *généralissime*. Mais en m'accordant le traitement et les honneurs dont jouirent les trois princes mes devanciers, Charles IV ne fit qu'exciter encore plus la jalousie de mes ennemis et la susceptibilité de son fils...

Il faut encore faire observer que mon pouvoir en qualité d'amiral n'était ni absolu, ni exclusif, comme celui des anciens amiraux: il fut établi en même temps un *conseil d'amirauté* (à l'exemple de l'amirauté anglaise); conseil non pas purement nominal et de perspective, mais bien réel et composé des hommes les plus estimés, les plus habiles, les plus dignes de la faveur publique et de la confiance du Roi: les lieutenans-généraux de la marine don Ignace-Marie de Alava, don Antonio Escaño et don Joseph Salcedo; don Louis-Marie de Salazar, intendant-général; le chef d'escadre don Joseph de Espinosa Tello, secrétaire; le capitaine de vaisseau don Martin Fernandez de Navarrete, contrôleur; don Manuel Sixto de Espinosa, trésorier de l'amirauté, etc, etc.

« Godoy, mon sujet, me dérobe l'affection du peuple; il s'empare de tous les hommages. » A quoi répondit le jeune prince : « *Ne t'en inquiète pas; plus on lui donne, plus tu lui ôteras sous peu*<sup>1</sup>. » Charles IV et Marie-Louise ne surent rien de tout cela; mais je ne manquai pas d'en être bientôt instruit.

Ainsi je ne doutais plus de ma ruine prochaine, et sans pouvoir m'y soustraire. Quelle position! entre la haine déclarée du fils, qui allait monter sur le trône, et l'affection presque tyrannique du père, qui régnait encore!

Sur ces entrefaites parut un nouveau personnage qui devait jouer un grand rôle dans mes infortunes, et prêter son appui à la faction du prince des Asturies. L'ambassadeur Beauharnais contribua beaucoup à la ruine de Charles IV, et, j'ose le dire, aux malheurs de l'Espagne. Aucun de ses prédécesseurs ne nous avait apporté de plus belles protestations d'amitié de la part de son Gouvernement. Ses manières étaient nobles, pleines de courtoisie; on retrouvait en lui les façons et le langage de l'ancienne Cour; ce n'étaient plus le ton soldatesque, la brusque franchise de Beurnonville.... Le marquis de Beauharnais prodiguait ces tours aimables, ces expressions gracieuses qui, sans donner une garantie certaine de l'intention, caressent l'amour-propre et satisfont la personne qui en est l'objet. Je le voyais peu; j'évitais soigneusement toute

<sup>1</sup> C'est don Carlos qui parle, le don Carlos qui prend aujourd'hui le titre de *Charles V*, dont les lieutenans, Gomez, Cabrera, Sanz, etc., parcourent toute l'Espagne et qui de sa personne habite les montagnes de la Biscaye. E.

espèce de discussion politique avec lui. Dans la composition de sa physionomie, l'ambassadeur tâchait de reproduire la majesté impériale de son maître, pâle reflet de la lumière cachée sous un verre mat. Et tout son savoir n'allait pas plus loin ! il affectait beaucoup de réserve et de gravité ; il se tenait dans une obscurité mystérieuse, suivait en tâtonnant la route oblique que le maître lui avait tracée. On a dit que je fis mal de ne pas m'entendre avec lui, de ne pas m'en rapprocher plus intimement. Mais que pouvais-je gagner avec un diplomate guindé, nébuleux, dont les paroles et les démarches étaient réglées, comptées d'avance ? Il ne m'aurait pas donné son secret ; je ne devais pas lui confier le mien. J'espérais toujours, si la fortune me souriait un instant, vaincre les répugnances de Charles IV et le déterminer à prendre un parti vigoureux.... Enfin, si j'eus tort de ne pas me jeter dans les bras du précurseur de Napoléon en Espagne, du moins ma loyauté n'en fut que mieux constatée ; et, malgré tant de bruits calomnieux répandus à dessein pour me nuire dans l'esprit de mes concitoyens, on est forcé de reconnaître que Beauharnais ne compta pas sur moi pour servir les desseins de son maître. C'est à mes ennemis connus qu'il s'adressa ; c'est avec eux qu'il combina les moyens de lutter contre mon influence et de me détruire. S'il eût trouvé quelque accès auprès de moi, Beauharnais aurait-il eu besoin de suivre ces voies tortueuses, peu dignes d'un gentilhomme, d'un ambassadeur auprès du roi d'Espagne et *non auprès de son fils* ? Beauharnais se serait-il fait l'entremetteur, le courtier d'une

poignée de traîtres et de factieux ? Je reviendrai bientôt sur ce déplorable sujet.

La première communication du nouvel ambassadeur nous apprit le fameux décret du *blocus continental*, daté de Berlin (le 21 novembre 1806).... Beaucoup de publicistes ont loué cette mesure comme le juste contre-poids de la tyrannie maritime exercée par les Anglais.

D'autres l'ont amèrement critiquée comme une tyrannie nouvelle qui imposait aux peuples du continent d'insupportables privations. Au lieu de ruiner l'Angleterre, ce système, que l'accord parfait de toutes les puissances aurait seul pu rendre efficace, ne servait, disait-on, qu'à ruiner des milliers de familles européennes. Le *blocus continental* était dirigé réellement contre les propriétés de ceux-là mêmes que Napoléon prétendait soustraire à la rapacité des Anglais.

Les régences barbaresques, les anciens soudans de la Perse et de l'Égypte, ne poussèrent jamais aussi loin le mépris des lois générales du commerce.

L'Italie, la Suisse, la Hollande, subirent des vexations, des spoliations qui passent toute vraisemblance. Qu'on ne m'accuse pas d'exagérer. Je vais citer les propres paroles de M. de Bourrienne, à la fois acteur et témoin, auquel on peut bien s'en rapporter.

« Le fameux système continental, dont on a tant parlé, va actuellement m'occuper. Plus qu'aucun autre peut-être, j'ai été à même d'en connaître toute la fourberie et d'en apprécier les funestes résultats. Ce système naquit pendant la guerre de 1806, le

21 novembre, enfanté par un décret de Berlin. D'ineptes conseillers l'avaient conçu, et, voyant la juste indignation de l'Empereur contre la duplicité de l'Angleterre, ils le déterminèrent à lancer le décret, que je ne puis regarder que comme un acte de démesure et de tyrannie européenne. Ce n'était pas un décret, mais des flottes qu'il fallait : sans flottes, sans marine, il était ridicule de déclarer les îles Britanniques en *état de blocus*, tandis que les flottes anglaises bloquaient les ports français. C'est pourtant ce que fit Napoléon par le décret de Berlin, et voilà ce qu'on appela le système continental, système d'argent, de fraude et de pillage!... On a de la peine aujourd'hui à concevoir comment l'Europe a pu souffrir un seul jour cette tyrannie fiscale, qui faisait payer à des prix exorbitans des denrées que trois siècles d'habitudes avaient rendues indispensables aux pauvres comme aux riches. Il est si peu vrai que l'on ait eu pour but unique et exclusif d'empêcher l'Angleterre de vendre ses marchandises, que l'on vendait des *licences* à un haut prix à qui avait assez de crédit pour en obtenir, et l'or seul donnait ce crédit.... La spéculation des licences fut portée jusqu'au scandale, et cela pour enrichir quelques flatteurs et contenter les vues courtes et l'entêtement des faiseurs.... A Hambourg, en 1811, sous le gouvernement de Davoust, un pauvre père de famille a failli être fusillé pour avoir introduit dans le département des Bouches-de-l'Elbe un petit pain de sucre dont sa famille avait besoin, et au même instant Napoléon signait peut-être une licence pour en introduire un million de pains. La



contrebande en petit était punie de mort , et le Gouvernement la faisait en grand. La même cause remplissait les coffres d'argent et les prisons de malheureux.... Cet odieux et brutal système, digne des temps d'ignorance et de barbarie, qui , quand il eût été admissible en théorie, eût été impraticable dans l'application, n'a pas été assez stigmatisé....

« Elles étaient bien peu amies de l'Empereur les personnes qui lui conseillèrent cet extravagant système qui, en indignant et soulevant toute l'Europe, ne pouvait manquer de réagir contre le torrent qui la dévastait. La prohibition du commerce et la sévérité habituellement si cruelle dans l'exécution de cette odieuse conception, n'étaient au vrai qu'un *impôt continental*. Des quantités énormes de marchandises anglaises et de denrées coloniales d'autres pays s'accumulaient dans le Holstein, où elles arrivaient presque toutes par Kiel et Hudsum, et tout traversait la ligne moyennant une prime de 33 à 40 p. o/o. Je proposai à l'Empereur, au moment où il allait réunir les villes anséatiques à l'Empire français, de laisser passer librement ces denrées moyennant un droit de 33 p. o/o. L'Empereur écouta sans hésiter mon avis, et, dans l'année 1811, il entra dans ce lieu seul plus de 60 millions de cette spéculation, et les flagorneurs en pied et de service de toujours s'écrier avec enthousiasme : « On ruine l'Angleterre en lui fermant les débouchés de ses denrées coloniales ! Le décret insensé de Berlin devait réagir le plus fortement contre la fortune de l'Empereur, en indisposant les populations entières contre lui.... Il faut avoir été témoin, comme je l'ai été (dit en

concluant M. de Bourrienne), de tant de vexations, de tant de misères causées par le déplorable système continental, pour concevoir combien ses auteurs ont fait de mal à l'Europe, causé de haines, amassé de vengeance et contribué à la chute de Napoléon <sup>1</sup>. »

Malgré le système de paix et de condescendance qui commençait à prévaloir dans notre Cour, l'Espagne n'eut point à souffrir toutes les vexations exercées dans les pays alliés de la France. La prépondérance tyrannique de Napoléon ne pesa pas autant sur nous. Sous le prétexte d'y coordonner l'exécution du système de blocus avec les mesures prises en France et chez les autres alliés, le Gouvernement impérial nous suggéra la mauvaise idée des *commissions militaires ambulantes* (cours prévôtales) pour punir les contrebandiers, même de la peine de mort. Tous les Espagnols savent que cette rigueur fut simplement comminatoire, et la contrebande, poursuivie de la même manière qu'auparavant. Les prévenus conservèrent leurs juges accoutumés. L'Espagne cependant ne manqua ni de sucre, ni de cacao; nos bâtimens de commerce, protégés par la marine royale, nous apportèrent en abondance tous les produits coloniaux, à tel point que nous pûmes vendre l'excédant de notre consommation à la France et à d'autres pays du continent.

Au fait, tout bien examiné, nous n'étions pas malheureux autant que ceux qui subissaient de près le joug de Napoléon. Il est vrai que la France resplendissait de gloire, mais d'une gloire achetée au prix de

<sup>1</sup> Mémoires de M. de Bourrienne, tome VII, chap. xv, depuis la page 227 jusqu'à la page 240.

fleuves de sang, mais en échange de sa liberté perdue, car à cette brillante époque la France ne fut que la première esclave, l'esclave favorite parmi tant d'autres qui formaient le harem du sultan de l'Europe....

Quand bien même il n'eût pas laissé entrevoir ses desseins sur le Portugal dans son entretien avec le général Pardo, le décret de Berlin levait tous les doutes; il était clair que Napoléon ne tarderait pas à vouloir que ce royaume fût totalement séparé de l'Angleterre. Mes inquiétudes redoublèrent quand je m'aperçus que Napoléon, sachant que nous avions des forces disponibles et suffisantes pour tenter l'entreprise, ne nous invitait point à les y employer, et forcer la cour de Lisbonne à rompre son alliance avec les Anglais.... Oh ! comme je l'eusse désiré ! Quelle excellente occasion de pousser Charles IV hors de la barrière qu'il hésitait à franchir, de nous emparer du Portugal, ainsi que je n'avais cessé de le conseiller ! Mais l'oracle se tut : l'Empereur gardait l'entreprise pour son propre compte. Malgré la méfiance que lui avaient d'abord inspirée nos dispositions militaires, il n'en parla ni directement, ni indirectement. Il s'agissait pourtant de compléter le *blocus continental* et de s'assurer de nous. D'où venait donc cette singulière indifférence ? Je m'efforçai de faire comprendre au Roi le danger prochain qui nous menaçait, la nécessité de nous arrondir promptement par l'agrégation du Portugal, et de faire ainsi disparaître le *point de mire* sur lequel Napoléon avait sans doute les yeux fixés. Charles IV saisissait fort bien la question ; il trouvait le conseil sage, mais il espérait toujours que le cabinet

de Lisbonne comprendrait mieux ses propres intérêts et les *délicatesses* de notre situation. Sa Majesté ne voulait agir qu'à la dernière extrémité ; le temps s'écoulait, et le fatal jalon restait debout !

Napoléon n'oublia pas de nous demander un autre gage de nos bonnes dispositions. Dans les terribles momens de la campagne de Pologne, lorsque la fortune semblait douteuse, il fit un appel à notre amitié ; il sollicita l'envoi d'une division de troupes espagnoles. Cette demande était vraiment justifiée par le besoin qu'il avait de renforts. La bataille d'Eylau lui avait occasionné une grande perte : encore deux victoires comme celles-là et Napoléon n'y eût pas survécu. La Russie expédiait chaque jour de nouveaux soldats ; l'Angleterre menaçait d'agir activement. D'après le plan de lord Morpeth, la grande armée française pouvait se trouver entre deux feux ; on parlait de réunir, dans la Poméranie suédoise, quarante mille Anglais, quinze mille Russes, dix mille Prussiens, vingt mille Suédois, pour tomber sur les derrières de l'armée impériale, tandis que les Russes l'attaqueraient de front. De son côté, Napoléon voulait former une seconde armée de quatre-vingts ou cent mille hommes sur la ligne de Magdebourg à la Baltique, mais sans affaiblir celle qu'il commandait en personne. A cet embarras, il faut ajouter l'incertitude qui le tourmentait à cause des préparatifs de l'Autriche. Cette puissance, sous un prétexte de neutralité armée, levait à la fois quatre corps commandés par les archiducs Charles, Jean, Ferdinand et Maximilien : ces troupes, déjà sur le pied de guerre, présentaient un effectif de trois cent

mille hommes ; d'autres mesures , l'organisation des milices , en Bohême surtout , rembrunissaient de plus en plus l'horizon. L'Autriche avait beau faire grand bruit de son *intervention médiatrice* , ses véritables desseins n'étaient pas connus. C'est alors que Napoléon demandait la conscription anticipée de 1808 (décret daté d'Ostende , 20 mars 1807 <sup>1</sup> ).

Il exigeait de plus forts contingens de la part des confédérés d'Allemagne. La Hollande , la Suisse , l'Italie , étaient inhumainement pressurées....

Mon avis , au sujet de la demande d'une division espagnole , fut encore une fois de *faire la guerre*. L'Autriche , jusque-là *médiatrice* , ne pouvait tarder à se déclarer en faveur des états opprimés ; la capitale et les provinces de la France cachaient à peine leur mécontentement : on y craignait un éclat. Peu de personnes savent qu'une première conspiration du général Mallet fut tramée à cette époque ; tous les sénateurs n'y étaient pas étrangers.

Cette disposition des esprits donnait des craintes

<sup>1</sup> Dans son message adressé au Sénat conservateur , on voit son embarras : « Tous les États environnans prennent les armes : L'Angleterre met sur pied deux cent mille hommes ; d'autres puissances font des levées considérables : quelque nombreuses et redoutables que soient nos forces , les dispositions qu'énonce le projet adressé au Sénat conservateur nous paraissent sinon absolument indispensables , du moins sages et utiles. Il faut que nos ennemis , voyant la triple barrière que forment nos armées et la triple chaîne de forteresses qui défendent nos plus importantes frontières , perdent toute espérance , etc. » Le rapport du ministre de la Guerre Berthier était encore plus pressant , plus explicite , et la situation de Bonaparte bien plus dangereuse qu'il ne le disait. Les fonds baissèrent considérablement.

générales ; au moindre échec dans le Nord , l'édifice impérial pouvait s'écrouler. Avais-je tort de *vouloir la guerre* ?

On dira qu'il y a une sorte de contradiction de ma part à vouloir , d'un côté , déclarer la guerre à Napoléon , et , de l'autre , envahir le Portugal , ce qui semblait favoriser ses vues.

Non , cela n'est point contradictoire ; il s'offrait deux voies de salut : si l'on voulait ne pas adopter la première (celle de la guerre), je conseillais la seconde , l'une et l'autre également convenables et bien indiquées. Occuper le Portugal plus ou moins long-temps et le forcer à suivre le même système que nous , ce n'était pas seconder les desseins de l'empereur des Français , mais bien plutôt les faire tourner contre lui en ayant l'air de les favoriser. Il est vrai cependant que , n'ayant plus de prétexte pour venir chez nous , il n'eût pas commis quelque temps après la faute capitale qui contribua si fort à sa ruine et à le couvrir d'une tache ineffaçable... En le servant indirectement , nous faisons d'abord notre affaire ; nous le tenions éloigné de la Péninsule.

De toute façon , autre serait ma destinée si *l'un* de mes avis eût prévalu ! Pour le malheur de l'Espagne et le mien , tous les *deux* furent rejetés , et j'ai payé bien cher la faute que je n'avais point commise ! Que nul reproche n'en soit adressé à Charles IV , il était subjugué par de fatales inspirations.... Ici je suis forcé d'introduire sur la scène un nouvel acteur qui jamais n'avait pris part aux affaires de l'État , qui jusque-là vécut obscur , seulement occupé de ses pratiques de dévotion , de son aiguille à broder ou de la rustique musette

dont il faisait ses délices (*zampona gallega*, musette de Galice). Le pacifique infant D. Antoine Pascal, frère du Roi, sortit de sa pieuse nullité pour s'associer à la faction dénaturée du prince des Asturies. Déplorable instrument des conspirateurs, il exerçait néanmoins une sorte d'influence sur l'esprit de Charles IV; il se fit le prédicateur de la paix à *tout prix*, le plus ardent apologiste des vertus de Napoléon. Incapable de pénétrer les intentions de ceux qui le poussaient contre son propre frère, D. Antoine Pascal ne cessait de l'exhorter à se livrer entièrement à l'empereur des Français, rêvant, lui aussi, les *noces impériales* si sottement imaginées par les directeurs politiques de Ferdinand....

Enfin le secours demandé fut accordé, non pas aussi complet que Napoléon le voulait, toutefois suffisant d'après ses idées. Ce n'est pas qu'il songeât à nous affaiblir en divisant nos forces; une partie de ces troupes était déjà en Toscane depuis une année. L'Empereur n'avait d'autre dessein que de nous compromettre vis-à-vis des puissances belligérantes, d'ôter à celles-ci l'espérance qu'elles pouvaient fonder sur notre coopération, de décourager l'Autriche et de s'assurer de nous jusqu'après la campagne du Nord.

Il eut donc la satisfaction de voir le drapeau castillan flotter à côté du sien. Pendant la longue durée de mon influence dans les affaires, le soldat espagnol n'avait jamais guerroyé que contre nos ennemis reconnus. Pour la première fois, notre Cabinet s'écarta d'une politique jusque-là irréprochable. Certainement je continuai à m'élever contre une pareille faiblesse,

espérant toujours qu'une occasion favorable nous rendrait notre indépendance; je croyais avec une foi vive, avec une foi espagnole, qu'il nous serait bientôt permis de combattre pour le salut de l'Europe et celui de notre pays que je voyais fortement menacé.

Les dernières paroles que j'adressai au marquis de la Romana, quand il vint prendre congé de moi, furent celles-ci :

« Mon cher marquis, mon ami véritable à qui je puis dire toute ma pensée; tant qu'il s'agira de combattre à côté des Français et pour eux, soutiens l'honneur de nos armes comme tu as su le faire lorsque tu combattais contre eux.... Mais tiens-toi sur tes gardes; il n'est pas impossible que les choses prennent une autre tournure, et qu'ils deviennent encore nos ennemis. Dans ce cas, je t'en préviendrai à temps par la voie de Hambourg; tâche de sauver ta division; il ne faut pas qu'elle soit enlevée et faite prisonnière de guerre. Compte sur la Suède, où tu trouveras un asile. Que sais-je? peut-être la fortune t'offrira l'occasion de gagner beaucoup de gloire et d'immortaliser ton nom. »

---



---

## CHAPITRE XXVI.

SUCCÈS DE NOS ARMES EN AMÉRIQUE. — INCURSION DU CHEF DE PARTI D. FRANÇOIS MIRANDA DANS LES PROVINCES DE LA TERRE-FERME. — ATTAQUE DE SIR HOME POPHAM CONTRE BUÉNOS-AYRES. — CETTE VILLE EST REPRIS PAR D. SANTIAGO LINIERS. — NOUVELLE TENTATIVE DES ANGLAIS. — ILS ATTAQUENT UNE SECONDE FOIS BUÉNOS-AYRES. — DÉFENSE HÉROÏQUE DE LINIERS. — DÉROUTE DE L'ARMÉE BRITANNIQUE. — CAPITULATION ACCORDÉE. — REPRISE DE MONTEVIDEO. — EXPULSION TOTALE DES ANGLAIS. — TRAIT DE GÉNÉROSITÉ DE LORD HOLLAND. — RETOUR DE BALMIS. — IL A PROPAGÉ LA VACCINE DANS LE NOUVEAU-MONDE, ET FAIT LE TOUR DU GLOBE.

---

Les haines politiques de Pitt et son projet de hâter l'émancipation de l'Amérique, afin d'ouvrir au commerce anglais nos immenses et riches possessions, passent à ses successeurs ministériels, qui les acceptent comme un dépôt sacré. Ni la guerre, ni la paix, ne font abandonner le système de Pitt. Charles IV eut à soutenir une lutte pénible, mais enfin glorieuse pour nous. L'ambition britannique ne fut satisfaite que sous le règne suivant, celui de Ferdinand VII, lorsque les Anglais étaient les alliés de l'Espagne.... et mes ennemis déclarés, les maîtres du Gouvernement.

Ici, je dois rappeler à mes lecteurs les triomphes qui signalèrent les dernières années de l'administration de l'auguste vieillard que j'ai fidèlement servi. Ses détracteurs l'ont injustement calomnié; mais l'histoire doit le venger.

Pitt venait de mourir : ses intrigues, ses menées, dans l'Amérique espagnole, furent un moment suspendues; les graves affaires de l'Europe avaient forcé le ministère anglais de tout ajourner.... Bientôt sir Home Popham, commandant-général de l'expédition destinée à l'attaque du Cap de Bonne-Espérance, reçut la double mission d'envahir d'abord les provinces de la Plata et d'enlever, s'il était possible, la capitale de la vice-royauté (Buénos-Ayres), tandis que le *soi-disant* général Miranda, dont on s'était déjà servi d'autres fois assez infructueusement pour agiter nos provinces du Sud, se jetterait de nouveau sur le pays de Venezuela et arborerait dans la Colombie le drapeau de l'indépendance. Pitt et Dundas (lord Melville) ayant approuvé ce plan, sir Home Popham et Miranda partirent pour l'exécuter<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> D. Francisco Miranda, né à Caracas, avait commencé son aventureuse carrière militaire et politique à l'époque de l'insurrection des colonies anglaises contre leur métropole. Ayant abandonné sa patrie (a), il se joignit aux volontaires français qui passaient au service des Anglo-Américains.

Par une inconséquence d'esprit assez difficile à expliquer, à

(a) Il y a beaucoup à dire sur le général Miranda. Le Prince de la Paix en parle comme un ministre espagnol devait le faire, sans s'arrêter aux *circonstances atténuantes*. Miranda, capitaine ou lieutenant-colonel d'infanterie dans l'armée de S. M. C., quitta le service et son pays pour se dérober à la poursuite du tribunal de l'inquisition, qu'il s'était probablement attirée par la liberté de ses opinions philosophiques, dites *libérales* depuis. Son colonel, qui l'aimait, le prévint et lui conseilla de s'éloigner; j'ai su le fait de la bouche du colonel

Miranda courut à New-York, abondamment pourvu d'argent, sur une goëlette anglaise mise à ses ordres et chargée de munitions. Il s'y lia avec des armateurs; quelques enthousiastes de liberté se joignirent à lui; il réunit une foule d'aventuriers, frêta un bâtiment (*le Léandre*), et ne devant pas prolonger son séjour dans

peine de retour en Europe, on le voit dans l'armée de l'impératrice de Russie, Catherine II. Au premier cri de la Révolution française, il accourt à Paris. Là du moins il était dans son élément naturel : l'exagération de ses principes démocratiques lui donne une grande popularité; il se jette dans les premiers bataillons, et, en très-peu de temps, devient général division-

lui-même, le marquis de Casa Cagigal, mort depuis peu d'années, et l'un des officiers-généraux les plus distingués de l'armée espagnole. Miranda ne vit la Russie que comme simple voyageur, et sur l'autorisation particulière qu'il en reçut de l'impératrice elle-même, Catherine II, laquelle, à cette époque, affectait de bien traiter les philosophes et les *libéraux* de quelque célébrité. Miranda fut très-bien accueilli par la Sémiramis du Nord, dont les goûts n'étaient point exclusifs ou n'étaient pas exclusivement arrêtés sur un seul objet. J'ai vu au doigt du fils aîné de Miranda un très-beau camée qui représentait la tête de l'immortelle Catherine : c'était un cadeau qu'elle avait fait au voyageur espagnol. Je crois que la famille de celui-ci possède plusieurs lettres originales de cette *grande femme*. Miranda ne les montrait pas à tout le monde..... Ses démêlés avec Dumouriez au sujet de la bataille de Nerwinde, sa plaidoirie au Tribunal révolutionnaire, la fuite de Miranda en Angleterre, tout cela est connu de reste. Quant à ses entreprises *révolutionnaires* en Amérique, il est à considérer que Miranda désirait que son pays natal secouât le joug de la métropole et fût *indépendant*. Le Prince de la Paix voit en cela une trahison; on peut n'y voir qu'un patriotisme ardent et un amour de la *liberté* bien pardonnable.

Tout le monde convient que Miranda possédait beaucoup de talent et d'instruction. Si quelqu'un peut être soupçonné de trahison dans l'affaire de Nerwinde, la suite a fait voir que Dumouriez était moins franc du collier que Miranda.... Les Anglais ne lui ont rien reproché, que je sache, malgré de fréquens revers dans les entreprises qu'il fit pour leur compte. Ses compatriotes américains chérissent encore sa mémoire. J'ai pu m'en assurer sur les lieux. La manière dont il fut livré au général Monteverde, après la capitalation, n'est pas bien connue. Personne ne veut y avoir contribué. Peut-être que Bolivar eût à se reprocher des torts dans cette circonstance, qu'il déplorait profondément lorsqu'il en parlait avec ses amis.... Le Gouvernement anglais a pris soin des enfans de la veuve du général Miranda. Lord Bexley (Vansittart) accepta et remplit les fonctions de tuteur avec un pieux empressement. Le Prince de la Paix devait ignorer ces particularités.

E.

un port ami de l'Espagne, il se rendit à Jacmel (dans l'île de Saint-Domingue), où d'autres forces lui furent envoyées du Port-au-Prince, entre autres deux corvettes, le *Bacchus* et l'*Abeille*, bien équipées et bien armées. Ce fut dans ce dernier port que Miranda organisa ses bataillons, leur donna une instruction militaire, nomma des officiers, se fit reconnaître en qualité de commandant-général des troupes colombiennes, et prépara ses plans d'insurrection, ses proclamations, ses correspondances avec les provinces, etc. Ayant reçu l'avis que le général anglais allait, de son côté, former une attaque contre Buénos-Ayres, Miranda mit à la voile le 10 avril et parut le 19 sur la côte

naire. Bientôt dépopularisé, il est mis en jugement pour sa conduite dans la bataille de Nerwinde, où les Français furent battus, et dans laquelle il commandait l'aile gauche de l'armée. Miranda plaida lui-même sa cause devant le Tribunal révolutionnaire et parvint, non sans peine, à lui dérober sa tête; mais sa réputation militaire en souffrit beaucoup. Ensuite, s'étant jeté dans les intrigues des partis, il fut obligé de quitter la France. Son ambition, désappointée en Europe, se tourna du côté de l'Amérique. Miranda se flatta d'être le Washington des colonies espagnoles. Peu scrupuleux sur les moyens, il alla les chercher en Angleterre et s'offrit à la servir contre sa patrie. Pitt trouva dans Miranda un instrument propre à remplir ses vues et le chargea de missions révolutionnaires en Amérique.

La dernière entreprise de ce genre où Miranda figurait, sous le règne de Charles IV, aussi vaine que les précédentes mais plus sérieuse, fut celle de 1805 concertée avec le ministre anglais, et mise à exécution l'année d'après, 1806. . . . Plus tard, en 1810, les provinces de la Terre-Ferme s'étant soulevées, Miranda ne manqua point d'y paraître; les insurgés de Caracas le choisirent pour leur général et dictateur. Ici finit sa déplorable carrière; forcé de capituler avec le général Monteverde, auquel il livra la Colombie, ses compatriotes irrités, le livrèrent lui-même au général espagnol, qui l'envoya en Espagne sous bonne escorte. Il y mourut en prison à Cadix.

de Caracas. On avait tout préparé pour la défense ; et ce qui valait mieux encore, c'était la bonne disposition des habitans prêts à repousser avec vigueur toutes les tentatives de l'ennemi. Les proclamations de Miranda ne trouvèrent pas d'écho ; il eut beau jeter sur la côte des écrits incendiaires, des promesses de tout genre ; à peine les pamphlets tombaient entre les mains de quelques naturels du pays, on s'empressait de les porter aux autorités publiques. Plusieurs lettres furent glissées dans les correspondances commerciales, et les négocians les remirent entre les mains du Gouvernement, sans crainte d'être eux-mêmes soupçonnés de connivence avec le rebelle. Il n'y eut qu'une voix, un seul cri de fidélité parmi ces dignes enfans de la mère-patrie.... Le danger parut d'abord plus grand qu'il n'était en effet ; chacun offrait des armes, de l'argent, des chevaux, sa personne, pour la défense commune.

Et le Gouvernement ne resta point en arrière de tant de générosité. Il s'abstint religieusement de toute mesure violente ; il compta plus sur la bonne volonté des Américains que sur la force des baïonnettes.... De quoi auraient-elles servi contre la population, si elle se fût levée en masse ? Chose difficile à croire et pourtant vraie ! Miranda n'eut pas un seul complice, pas un seul partisan déclaré ; nulle arrestation ne fut nécessaire ; personne n'excita des soupçons. Ce fait peut être attesté par une foule de témoins oculaires qui vivent encore<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Il est à remarquer qu'en aucune partie de l'Amérique les idées d'indépendance et de liberté n'avaient circulé aussi libre-

On pourra demander d'où vint à Miranda l'audace de tenter la conquête d'un aussi vaste territoire sans

ment que dans la Colombie. Ce fut à Caracas que séjournèrent assez long-temps les volontaires français allant au secours des colonies américaines insurgées. Florida-Blanca donna l'ordre de les y accueillir. Miranda se joignit à eux. Il en resta dans le pays des germes d'exaltation libérale qui, plus tard, produisirent leur effet. On se souvient encore de la formidable insurrection de 1781 dans la province de Socorro, pour une cause de la même nature que celle de l'insurrection des Anglo-Américains ; car il était question d'un nouveau tribut imposé assez arbitrairement. Florida-Blanca, qui avait permis l'entrée du pays aux ardens volontaires français, punit ensuite les peuples d'une faute qu'il avait occasionnée lui-même ; il déploya une rigueur extraordinaire contre des habitans déjà soumis, non par la force des armes, mais par l'intervention pieuse de l'archevêque de Bogota. Les ressentimens et les plaintes des Colombiens durèrent long-temps ; douze années du règne de Charles IV suffirent à peine à calmer l'irritation des esprits. Cependant, à la longue, le généreux système adopté et graduellement suivi en Amérique produisit dans la Nouvelle-Grenade les mêmes bons résultats que dans les autres vice-royautés. La fidélité des Américains, chaque jour mieux établie, devint plus sincère et plus générale qu'auparavant. Avis à ceux qui craignent toujours le progrès des lumières !

La facilité de circulation qui fut accordée pendant mon ministère dans ces régions lointaines où si long-temps la science fut un objet de contrebande plus redouté que la peste ; cette facilité, dis-je, prudemment accordée, contribua beaucoup à maintenir la soumission éclairée et la fidélité volontaire dont les Américains, sous le règne de Charles IV, donnèrent tant de preuves.

Des peuples ignorans supportent le joug avec plus ou moins de résignation, tant que rien ne les émeut ; ces mêmes peuples deviennent tout-à-coup furieux, déloyaux, indomptables, dès qu'une impulsion quelconque les pousse à la révolte.... En vérité, ce ne fut point l'abus des lumières qui, plus tard, égara l'esprit des Américains, mais bien une mauvaise politique, et l'imprudence avec laquelle on s'écarta du système de tolérance de Charles IV et surtout les rigueurs inusitées qu'employèrent les barbares agens de Ferdinand VII. Jusque-là, tous les efforts des Anglais y avaient échoué.

y être attendu par des affidés; lui-même, il l'a dit à ses amis : « il reconnut la vérité trop tard : sa parole était « engagée ; ses créanciers le pressaient de l'accomplir, « et plus que les autres, le Gouvernement anglais, qui « avait fait presque tous les frais. Il aima mieux passer pour un téméraire que pour un mauvais payeur « ou un lâche. » Mais il fut entièrement découragé quand il vit devant lui le pays tout entier garder un morne silence. Quelques officiers avec une poignée de soldats, ayant mis pied à terre dans la nuit, tentèrent d'enlever par surprise et à la faveur de l'obscurité la forteresse d'Ocumare; tous restèrent prisonniers sans qu'il fût tiré un coup de fusil. Le reste de l'expédition devait les suivre et commençait à débarquer, lorsque deux vaisseaux espagnols, *l'Argus* et *le Zeloso*, tombant sur les deux corvettes ennemies, s'en emparèrent. Miranda put se sauver sur *le Léandre*, sans s'arrêter à recueillir une foule de malheureux qui se jetaient dans les flots pour arriver jusqu'à lui; la goëlette anglaise vira de bord dès le commencement du combat.

Ce déplorable échec ne corrigea point l'intrépide aventurier. Arrivé à la Trinité, il y recruta de nouvelles troupes; le Gouvernement anglais lui fournit de l'argent et surtout des forces navales respectables pour ces parages : deux frégates de guerre, une corvette, trois brigantins, deux goëlettes et quelques barques de transport. L'expédition, prête à la fin de juillet, se montra de nouveau sur les côtes de Colombie, menaçant divers points à la fois et se promenant avec orgueil le long du rivage pour exciter les colons à se

déclarer; dernière espérance de Miranda, qui se flattait d'en imposer par l'étalage de ses forces. Il essaya d'abord de s'emparer de la Marguerite <sup>1</sup>, pour y établir son arsenal et son plan d'opérations. Repoussé avec perte deux fois, il osa finalement se porter sur Coro <sup>2</sup>, où, profitant de la dispersion de nos troupes dirigées vers d'autres points que l'on croyait menacés, il parvint à débarquer six cents hommes. Tous les principaux habitants se retirèrent dans l'intérieur.... Le commandant du port prit position à une lieue de distance et s'y retrancha en attendant les renforts qui venaient le rejoindre; ces troupes tardèrent six jours.... Miranda ne pénétra pas plus avant : il espérait toujours apprendre le résultat d'un coup de main tenté contre La Guayra <sup>3</sup>; mais le danger y parut si évident, que l'attaque fut abandonnée. Cependant les troupes accouraient de l'intérieur et se réunissaient à Coro. Après un combat dans lequel Miranda perdit deux cents hommes, forcé de se rembarquer, il dut renoncer à tous ses projets, qu'il était impossible de réaliser, puisque le peuple ne se montrait nullement disposé à le recevoir. C'est à Coro que Miranda put se convaincre de l'inutilité de ses efforts : pas un seul homme ne voulut se rallier à son drapeau; l'argent, les proclamations, les promesses, tout fut vainement prodigué;

<sup>1</sup> L'île de la Marguerite, l'une des Antilles, à vingt lieues de la côte de Caracas. E.

<sup>2</sup> Ville du continent, sur le lac de Maracaïbo. E.

<sup>3</sup> Petit port, ou rade, sur la côte, à quatre lieues de la ville de Caracas. E.



depuis l'Orénoque jusqu'au Darien , personne ne répondit à son appel <sup>1</sup>.

Vers le même temps à peu près , les Anglais , avec moins de forces mais avec plus de talent et d'audace , surprirent la ville de Buénos - Ayres. D'abord il y eut négligence de la part du vice-roi , marquis de Sobremonte , qui ensuite manqua totalement de présence d'esprit. Les Anglais firent croire qu'ils arrivaient au nombre de six mille hommes. Le grand nombre de voiles et de barques de transport qui se promenaient sur le fleuve accréditèrent ces bruits exagérés. Outre cela , des manœuvres habiles , le partage apparent de ces vaisseaux en quatre divisions et les divers mouvemens qu'ils ne cessaient de pratiquer , inspiraient à la fois des craintes pour la baie de Barragan , les Balises , la pointe des Oliviers et les Conchas. Le vice-roi avait perdu la tête ; il éparpilla maladroitement ses troupes , ne comprenant rien au plan de l'ennemi. Les Anglais attaquèrent effectivement le Barragan ; ils y furent repoussés. Le lendemain matin , ils s'emparèrent de la position de Guilmes , où on ne les attendait pas , et en deux jours , la ville de Buénos-Ayres fut occupée par mille six cents hommes qu'on supposait n'être pas moins de six mille ; et même , dans cette fausse croyance , les habitans demandaient à grands cris des armes pour se défendre ; mais le vice-roi ne voulut pas se persuader que la

<sup>1</sup> Le capitaine-général qui commandait la province de Venezuela était le maréchal-de-camp D. Manuel Guevara Vasconcellos ; le gouverneur de la Marguerite , le colonel D. Miguel de Herrera ; le commandant de La Guayra , le colonel D. Joseph Vazquez ; et celui de Coro , le colonel D. Joseph Franco.

résistance était possible, tant il sut mal apprécier le patriotisme des colons ! Il aima mieux s'enfoncer dans l'intérieur, avec l'espoir d'y rassembler un corps d'armée imposant. Le fort de Buénos-Ayres capitula le 28 juin, le vice-roi étant à Cordova.

Cependant les Anglais ne purent se soutenir à Buénos-Ayres plus d'un mois et quelques jours. Les habitans indignés n'attendaient qu'un *homme* à leur tête pour faire justice de cette poignée d'étrangers. Plusieurs s'offrirent à diriger l'insurrection : un officier de la marine royale obtint la préférence, D. Santiago (Jacques) Liniers, connu dans la province par sa loyauté, sa valeur et ses talens militaires<sup>1</sup>. Il venait de se distinguer à Barragan, d'où il avait repoussé les Anglais avec beaucoup de gloire... Il pénétra dans la ville sous un habit de paysan, au moment où elle venait de se rendre, et détourna les habitans du téméraire projet d'attaquer les Anglais avant de pouvoir compter sur l'appui d'une force militaire bien disciplinée qu'il se chargea de leur amener. A cet effet, il se rendit à Montevideo. Déjà le commandant de ce port, D. Pascal Ruiz Huidobro, préparait une expédition de deux mille hommes pour reprendre Buénos-Ayres, quand Liniers vint s'offrir à délivrer la capitale avec six cents hommes d'élite et les marins et artilleurs qu'il com-

<sup>1</sup> On trouve dans plusieurs relations que Liniers était un aventurier français. Le fait est que cet officier entra au service du Roi en 1775 en qualité de garde-marine ; il était chevalier de Malte. Après avoir concouru aux principales expéditions de ces temps-là, il avait obtenu le grade de capitaine de vaisseau ; quand les Anglais débarquèrent dans le Rio de la Plata, il commandait la flottille de Montevideo.

mandait lui-même dans ce port. Les bâtimens que Huidobro avait réunis suffisaient pour conduire les troupes. Liniers fit observer qu'il serait dangereux de trop diminuer les forces de Montevideo, ayant appris en route que les Anglais n'attendaient qu'un renfort pour attaquer cette place, dont ils préféraient la possession à celle de la capitale. Trois vaisseaux de ligne, une frégate, deux brigantins, deux ou trois bombardes et dix chaloupes canonnières se tenaient en vue et à portée de Montevideo : Huidobro ne pouvait confier l'entreprise à des mains plus habiles ; il connaissait bien Liniers. Six cents soldats furent choisis ; quatre *zumacas* (grandes barques côtières), deux goëlettes, six chaloupes canonnières et dix bâtimens de transport partirent pour la colonie del Sacramento<sup>1</sup> : cette flottille fut confiée à l'excellent capitaine de vaisseau D. Juan Gutierrez de la Concha, qui trompa la vigilance de la croisière anglaise. De son côté, Liniers se rendit à Sacramento par terre, après avoir surmonté d'incroyables obstacles, souffert une pluie continuelle, franchi des rivières débordées, des marais impraticables. Sa troupe y fut renforcée par cent hommes de plus, tirés de la milice du pays ; dans la nuit du 3 août, il mit à la voile et vint prendre terre à quelque distance de la ville, chassant devant lui successivement les postes avancés qu'il rencontra. Le 10, il occupait la position des Matadores de Miserere, déjà précédé par le bruit de sa marche victorieuse. Ses artilleurs eurent bientôt mis en fuite les chaloupes canonnières des Balises, et

<sup>1</sup> Peu distante de Buénos-Ayres, sur la rive opposée du fleuve.  
E.

Liniers lui-même voulut pointer une pièce dont le boulet, dirigé contre la frégate anglaise, coupa fort heureusement le mât de misaine ; le pavillon britannique tomba dans l'eau, présage favorable pour nos troupes, qui dès-lors se flattèrent d'une victoire assurée.

Arrivé aux portes de la ville, Liniers ordonna son plan d'attaque et somma le général Beresford de se rendre : celui-ci avait du haut du rempart compté le petit nombre des assaillans ; il repoussa la sommation avec arrogance. La moitié de sa troupe défendait le Retiro, l'autre moitié occupait les terrasses des maisons et les avenues des places qui étaient barricadées. Enlever ces batteries et s'emparer du Retiro ne fut pour nos soldats que l'affaire d'un moment. L'ennemi, déconcerté par une pluie d'obus, courut se réfugier dans la ville, abandonnant ses magasins et ses munitions. Le surlendemain (le 12), Liniers força l'entrée de la ville. Les habitans de la campagne accouraient par milliers ; ils traînaient l'artillerie, se précipitaient dans les maisons ouvertes... L'ennemi fut attaqué à la fois par ceux qui venaient du dehors et par ceux qui étaient dans la ville où chaque habitant s'était fait soldat. Quatre cents Anglais morts ou blessés jonchaient les rues ; les autres, refoulés dans le château, voulaient tenir encore ; nos soldats demandaient l'assaut ; la vue des échelles déjà prêtes, le mouvement de cette multitude rugissante, glacèrent le courage de Beresford ; il n'osa faire feu et fit arborer le drapeau blanc. *A l'assaut ! à l'assaut !* criaient toujours les assaillans, dont le chef et les officiers ne pouvaient plus contenir l'exaltation ; ils ne voyaient pas le danger qui les me-

naçait si le général anglais ouvrait le feu ; mais comment l'eût-il osé ? La population tout entière se pressait autour du fort ; toutes les cloches sonnaient le tocsin... Beresford jeta son épée du haut du rempart et fit entendre par mille signes qu'il se rendait à discrétion. *Le drapeau espagnol !* criait toujours la foule innombrable ; *le drapeau espagnol !* et les couleurs nationales flottèrent à l'instant sur les quatre boulevards. Alors la fureur populaire s'apaisa. Aux accens de fureur succédèrent des acclamations , des fanfares , de longues salves d'artillerie.

Le général anglais *se rendit à discrétion* : douze cents hommes restèrent prisonniers de guerre ; les marchandises britanniques , entassées dans la place à l'approche du siège , furent confisquées.

Le montant des prises et du butin , de l'aveu même des Anglais , s'éleva à plus de trois millions de piastres fortes (quinze millions de francs). Une partie des contributions imposées par l'ennemi fut recouvrée ; tout ce qui n'avait pas encore été transporté sur les vaisseaux anglais rentra dans les caisses du Roi ; on rendit l'argent aux particuliers. Ici je dois citer un fait remarquable. Les Anglais racontent eux-mêmes que , pendant l'occupation du pays , ils ne purent vendre *une seule aune d'étoffe* dans le marché qu'ils étalèrent aux yeux des colons. Pas un seul individu ne voulut y toucher , quoique tout fût donné au plus bas prix. Tel était le patriotisme désintéressé du peuple américain<sup>1</sup> !

<sup>1</sup> Je dois ajouter que la reddition du fort de Buénos-Ayres fut annoncée en Angleterre comme le résultat d'une capitulation ho-

Cependant le ministère anglais recevait des félicitations au sujet de cette conquête, et songeait à s'en assurer la possession par l'envoi de renforts considérables, lorsqu'il apprit la nouvelle de la perte soudaine de Buénos-Ayres.

Alors, par une inconséquence ou plutôt par une in-

norable faite avec le général Liniers. Les Anglais ne dirent point la vérité, sans toutefois mentir absolument. Le généreux Liniers voulut ménager la réputation de Beresford. Quoique s'étant rendue à discrétion, la garnison reçut les honneurs militaires, et huit jours après, Liniers consentit à ce qu'il fût rédigé un acte de capitulation qui servît de titre au général anglais auprès de son gouvernement. Liniers crut devoir cette sorte d'égards à ce général, parce qu'il avait eu le mérite d'empêcher les batteries du fort de tirer sur les assaillans, lorsque, malgré la vue du drapeau blanc hissé sur le rempart, ils se précipitèrent en foule sur le pont-levis pour envahir la place (a). Ensuite Beresford reconnut mal ce noble procédé du commandant espagnol; il viola sa parole d'honneur sous la garantie de laquelle il restait libre dans la ville de Buénos-Ayres. On fut obligé de lui retirer bientôt cette liberté à cause de ses intrigues; il essayait de corrompre la fidélité des habitans. Il fut envoyé dans l'intérieur, à Luxan (à quelques lieues de la capitale). Là il prit la fuite avec le colonel Pack, alléguant pour excuse que la capitulation n'était pas observée, et calomniant de mille manières son loyal et généreux vainqueur, Liniers (b).

(a) « J'ai fait plusieurs campagnes et de plus rudes campagnes que celles où « s'était rencontré le général Beresford avant qu'il ne fût nommé général de « l'armée portugaise. J'ai donc quelque droit à parler d'abord de son expédition « à Buénos-Ayres, qui fut le coup d'essai de S. S. comme général en chef; je « connais plusieurs détails curieux sur cette affaire, détails racontés par des « témoins qui l'ont vue de leurs propres yeux.... Mais il suffit de dire que lord « Beresford fut complètement battu, et qu'il mit bas les armes, etc. » W. J. P. NAPIER, *Histoire de la guerre de la Péninsule*, etc. — Réplique, page 31, tome I.

Ce que le brave et sévère Napier ne dit pas, laisse à deviner tout ce qu'il aurait pu dire..... E.

(b) Liniers mourut quelque temps après victime de misérables assassins, dont on n'a point osé rechercher les instigateurs..... E.

gratitude machiavélique dont les hommes d'État ne se font pas faute, on voulut se justifier aux dépens de l'amiral sir Home Popham ; il fut accusé d'avoir tenté l'invasion par un pur caprice, en négligeant d'autres opérations que l'amirauté lui avait formellement prescrites<sup>1</sup>. Le ministère voulut, en même temps, réparer un échec aussi humiliant pour les armes britanniques, et l'entreprise manquée recommença avec un nouvel acharnement.

<sup>1</sup> Sir Home Popham fut traduit devant un conseil de guerre le 6 mars 1807. Il prouva que les ordres de Pitt étaient bien ceux dont j'ai parlé plus haut ; que le ministère avait approuvé et ordonné les deux expéditions, l'une contre la *Côte-Ferme*, l'autre contre les provinces de la *Plata* (Buénos-Ayres) ; il cita comme témoins lord Melville, lord Barrham, M. Sturges Burne, secrétaire de la trésorerie sous le ministère de Pitt, M. Huskinson et d'autres personnages compromis dans les instructions, plans et mesures adoptés pour soulever l'Amérique du Sud et l'arracher à la métropole. Sans tous ces témoignages il existait assez d'autres preuves, les ballots de marchandises fabriquées à Londres et saisies à Buénos-Ayres et à Coro, dont les emblèmes, les devises, les inscriptions faisaient connaître l'identité de vues et le parfait accord entre les deux expéditions de Popham et de Miranda. Je ne citerai ici qu'un grand mouchoir envoyé à notre cour, comme un échantillon. On y voyait aux quatre coins les portraits de sir Home Popham, du major général Beresford, de Washington et de Miranda ; au centre, celui de Christophe Colomb entouré d'insignes maritimes, arrachant d'une colonne les armes de Castille ; les mots suivans sortaient de sa bouche : *Aurore du jour de l'Amérique méridionale*. On y voyait aussi l'Angleterre brisant les chaînes de l'Amérique, à ses pieds un lion mourant, un port couvert de vaisseaux pavoisés de toutes les nations ; la déesse de la liberté avec tous ses attributs, Astrée dictant une constitution américaine. Voici les inscriptions : *Ce n'est point de conquête mais d'union qu'il s'agit ; la religion et ses ministres protégés : liberté individuelle, liberté de conscience, liberté de commerce, etc.*

On voulait à tout prix s'emparer des provinces de la Plata. Outre les forces que sir Home Popham avait déjà, d'autres vaisseaux lui furent envoyés; les uns partis d'Angleterre, conduits par l'amiral Stirling; plusieurs rappelés du cap de Bonne-Espérance et de Sainte-Hélène, sous les ordres de l'amiral George Murray, qui prit le commandement général. L'armée d'opération, destinée à l'envahissement de la vice-royauté, d'après les rapports officiels publiés en Angleterre, était forte de quinze mille hommes. La colonie du *Sacramento* ne put opposer aucune résistance; elle fut occupée sans difficulté. Montevideo soutint un blocus, je dirai presque un siège formel de quatre mois; il y eut des attaques-réciproques très-obstinées tant sur mer que sur terre. La ville repoussa deux assauts, et finalement succomba (février 1807), après avoir attendu le troisième. Maîtres de la rive gauche, et par conséquent du fleuve sillonné par plus de quatre-vingts bâtimens de toutes les grandeurs, les Anglais tardèrent encore quatre mois avant de s'avancer jusqu'à Buénos-Ayres. L'argent, les menaces, les promesses, le pompeux étalage de leurs forces navales et expéditionnaires, rien ne put corrompre ni intimider les habitans. Les soldats et les colons jurèrent tous de vaincre ou de mourir les armes à la main. Liniers avait dix mille hommes, vieilles troupes, milices du pays bien disciplinées, corps de volontaires accourus de l'intérieur<sup>1</sup>. La défense fut si

<sup>1</sup> A ce nombre il faut ajouter trois mille hommes que le vice-roi marquis de Sobremonte envoya de Cordova, où il était de sa personne, malade ou feignant de l'être, pour ne pas s'exposer à un mauvais accueil dans la ville qu'il avait abandonnée lors de



bien combinée que , malgré l'énorme supériorité numérique des Anglais (des forces triples) , tous leurs efforts devaient échouer. Ils commencèrent l'attaque vers la fin de juin. Voici l'état nominatif des troupes qui chantaient d'avance leur victoire dont elles ne doutaient pas.

Les régimens 5, 38 et 87 d'infanterie , sous les ordres du brigadier-général sir Samuel Achmuty ;

8 compagnies du 95<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> d'infanterie légère , commandées par le brigadier-général Crawford ;

Tous les dragons démontés et cinq compagnies d'infanterie légère (colonel Lloyd) ;

4 escadrons du 6<sup>e</sup> de dragons gardes , le 9<sup>e</sup> de dragons légers , et les régimens 40 et 45 d'infanterie ( colonel Mahon ) ;

Le 17<sup>e</sup> de dragons légers et les 36<sup>e</sup> et 38<sup>e</sup> d'infanterie (brigadier-général William Lumbey) ;

4 escadrons de carabiniers ( lieutenant - colonel Kingston ) ;

3 brigades d'artillerie légère (capitaine Fraser) ;

440 artilleurs de marine avec les équipages correspondans (capitaines Rowley, Prevost et Joyces) ;

Un corps de réserve de marins et soldats détachés de marine pour soutenir le débarquement (Baynton).

Toutes ces troupes furent mises à terre le 25 juin ,

la première attaque des Anglais. Avec ce renfort, le vice-roi envoyait aussi des pouvoirs généraux à Liniers en vertu desquels celui-ci continuerait à commander les troupes et la province entière. En quoi le marquis de Sobremonte ne fit que confirmer le choix et le vœu de la population en faveur du héros qui l'avait délivrée.

dans la rade de Barragan , sous la protection de la nombreuse flotte dirigée et commandée par l'amiral George Murray en personne. Il avait auprès de lui les capitaines et commandans du vaisseau *le Sarrasin*, des frégates, bricks et *zumaques* (grosses barques côtières), *la Méduse*, *la Thisbé*, *la Fly*, *le Faisan*, *le Haughty*, *la Bolla*, *la Raisonnable*, *le Flying-fish*, *l'Encounter*, *la Olympia*, etc.

« Il fallait voir, disent tous les rapports, le luxe de  
« vaisseaux, de chaloupes canonnières, de barques de  
« service que les Anglais déployèrent sur le fleuve. A  
« une certaine distance, c'était une longue forêt blan-  
« chie par la neige et qui se meut au souffle des vents.  
« Les bâtimens allaient, venaient, remontant ou des-  
« cendant le fleuve, et menaçant à la fois tous les  
« points abordables. On voyait très-bien que l'intention  
« de l'ennemi était d'attirer nos troupes sur le rivage,  
« dont elles s'éloignaient volontairement. Les Anglais  
« cherchaient à combattre sous la protection de leurs  
« vaisseaux, effrayer les habitans de la ville, et ob-  
« tenir qu'elle se rendît, sans être forcés de risquer  
« une attaque dangereuse. Mais loin d'être découragés  
« par cet appareil menaçant, les habitans comptaient  
« sur l'armée et mettaient un orgueil patriotique à  
« concourir à la défense de leur ville héroïque; tous  
« étaient soldats, tous étaient armés. Chaque maison  
« était une forteresse qu'il fallait prendre. Les muni-  
« tions de guerre ne manquaient pas; un bataillon à  
« l'entrée de chaque rue; la population entière brûlant  
« de zèle, de patriotisme; soldats et citoyens pous-  
« saient le même cri; *Espagne, victoire!* »

L'ennemi fut donc forcé de combattre hors de la protection de ses vaisseaux, où il ne devait plus rentrer qu'après une défaite humiliante. L'armée anglaise mit quatre jours à s'avancer jusqu'aux Quilmes, sans trouver d'autres obstacles que les marais, les ravins et les difficultés que présentait un sol inégal et fangeux... Le général Whitelock marchait à la tête des troupes, qui formaient un corps de dix mille hommes. La colonne de droite était sous les ordres du major-général Levison-Gower; celle de gauche était commandée par Achmuty, et le centre par le général Crawford; une colonne de réserve suivait de loin, sous la direction du général Lumbey.

Liniers, ayant laissé les troupes nécessaires dans la ville avec des officiers de génie pour diriger les efforts de la population armée, s'établit avec le gros de ses forces sur la droite du petit fleuve, auprès du pont de Barracas. L'ennemi devait nécessairement y passer, s'il voulait s'approcher de Buénos-Ayres, à moins qu'il ne traversât le fleuve et ne prît sur la gauche un chemin très-difficile pour l'artillerie.

Liniers avait à peu près huit mille hommes avec lui, dont six mille en position défendaient le passage, et derrière lui une réserve de deux mille hommes : son aile droite, commandée par le colonel Balviani (D. César); la gauche, par le gouverneur du Paraguay, D. Bernardo de Velasco; le centre, sous les ordres du colonel commandant les *plaines* de Montevideo, D. Francisco-Javier Elio<sup>1</sup>, et la réserve était confiée

<sup>1</sup> Le même qui, ensuite parvenu au grade de lieutenant-géné-

au capitaine de vaisseau , gouverneur de Cordova , D. Juan Gutierrez de la Concha. Tous ces noms s'illustrèrent dans cette mémorable défense '.

La position avantageuse de Liniers, et la manière habile dont il avait placé ses troupes, lui donnaient la presque certitude de couper l'ennemi et de le battre, s'il acceptait le combat ; mais le général anglais fit un détour, et, par une marche accélérée, vint traverser le fleuve à un gué extrêmement dangereux, portant deux colonnes sur la rive gauche et laissant la troisième et sa réserve sur la droite, plutôt pour contenir nos troupes et les distraire que pour engager une action avec des forces inférieures. Liniers était cepen-

ral des armées, fut exécuté à Valence, comme ennemi de la liberté, conspirateur, etc., en 1822. E.

\* Voici les noms des différens corps qui y concouraient :

Le régiment d'infanterie de Buénos-Ayres; celui des dragons id.; la compagnie des grenadiers provinciaux id.; les bataillons espagnols des Cantabres, Biscayens, Galliciens, Arribesños, Catalans, et Andaloux; tous vieux soldats que, par une heureuse prévision, j'avais organisés et envoyés aux provinces de la Plata dès l'année 1804.

Les corps des Blandengues (gens de couleur) de Buénos-Ayres et Montevideo; l'escadron de carabiniers de Charles IV; les escadrons de hussards de Puyredon; celui des chasseurs, celui des Miquelets; le régiment des volontaires à cheval de Buénos-Ayres, celui des volontaires id., de Maldonado, id.; celui des volontaires de Corrientes; le bataillon provincial de Santa Cruz de la Sierra; le corps de la marine royale; le corps des patriotes (Patricios); celui de l'artillerie de ligne et urbaine; celui des patriotes de l'Union agrégés à l'artillerie; celui des laboureurs volontaires; la Maestranza royale (ouvriers employés à l'arsenal); le bataillon des naturels du pays, gens de couleur, agrégé à l'artillerie; et le bataillon d'infanterie des hommes de couleur, nègres et mulâtres.

dant réduit à partager les siennes pour secourir la ville, où le général Whitelock se portait avec ses deux colonnes, qui venaient de passer le gué. En effet, le commandant espagnol partit sur-le-champ avec la moitié de son armée, pour arriver plus tôt que Whitelock. Les deux chefs se trouvèrent en même temps aux Matadores. L'action s'engagea aussitôt; elle fut meurtrière de part et d'autre, mais non décisive, et plus coûteuse pour Liniers que pour son adversaire. La nuit sépara les combattans. Un grand orage survint avec une forte pluie.

La troupe restée à la défense du pont repoussa deux fois l'ennemi; ensuite, supposant que la colonne de Liniers serait déjà dans la ville, cette seconde troupe s'y achemina sans trouver d'obstacle sur sa route. En arrivant, il y eut un moment de confusion; la nuit était très-noire; on ne trouvait pas Liniers; le bruit courait qu'il était resté mort ou prisonnier. Le colonel Velasco parvint, non sans peine, à rétablir l'ordre. Il plaça en dehors les postes essentiels: Liniers, s'étant égaré dans l'obscurité, craignait toujours de tomber dans une patrouille ennemie (car la plaine en était inondée); après avoir recueilli quelques hommes dispersés, restés en arrière, il piqua son cheval vers une maison de campagne détournée, où il passa une nuit affreuse, dit-il lui-même dans un de ses rapports. Dès la petite pointe du jour il gagna la Chacarita des Collégiaux, et trouva tous les corps réunis: la ville entière était sous les armes, prête à se défendre.

Les Anglais mirent encore deux jours à disposer leur attaque en attendant une autre réserve d'environ deux

mille hommes qui avaient aussi passé le fleuve pour aider les assaillans, s'il était nécessaire. Pendant ces deux journées, nos *Guerrillas* et nos excellens tirailleurs catalans firent beaucoup de mal à l'ennemi, sans toutefois engager de lutte sérieuse qui aurait pu compromettre nos forces. Le cinquième, à la pointe du jour, les Anglais attaquèrent. Je laisse au général Windham le soin de raconter sa défaite.

« La division des troupes, dit ce général dans son rapport au Ministère, se fit en raison de la position de la ville, dont l'intérieur et les faubourgs sont divisés en carrés de cent quarante vares sur chaque côté (un peu plus d'un mètre chaque vare); on savait que l'ennemi occupait les terrasses des maisons. Voici le plan d'attaque :

« Le brigadier-général, sir Samuel Achmuty, avec le 38<sup>e</sup>, s'emparera de la place des Taureaux et terrains environnans; les 87<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 36<sup>e</sup> et 88<sup>e</sup> formeront deux colonnes; chacune pénétrera droit devant elle par les rues qui s'ouvrent en face..... Le bataillon léger, également formé en deux *moitiés*, l'une et l'autre soutenues par une moitié du 35<sup>e</sup> et une petite pièce de 3, entrera par les rues à la droite de celle du Centre, tandis qu'en même temps le 45<sup>e</sup> attaquera les rues de la gauche, marchant droit au palais ou hôtel de la Résidence, et s'y établira.

« A l'entrée de la rue du Centre je fis placer deux pièces de 6, lesquelles étaient soutenues par les carabiniers et trois escadrons du 9<sup>e</sup> de dragons légers, les autres escadrons restant en réserve.

« J'ordonnai à chaque division de marcher en ligne

droite, d'aller ainsi jusqu'à la dernière extrémité du carré qui longe le fleuve, et d'y prendre position jusqu'à nouvel ordre.

« Le 9<sup>e</sup> suivra une double direction indiquée pour gagner la partie haute d'où il dominera l'ennemi ; chaque colonne, précédée par des sapeurs, hache levée, pour enfoncer les portes. Les coups de canon tirés du centre annonceront le moment d'aller en avant sans faire feu, pas accéléré, jusqu'aux points désignés, où on s'établira.

« Suivant ce plan d'opérations, le 38<sup>e</sup> et le 87<sup>e</sup> régiment se portèrent sur le poste fortifié du Retiro. Après une vigoureuse attaque, dans laquelle ils es-suyèrent une grande perte par la mitraille et la mousqueterie, leur brave commandant, sir Samuel Achmuty, enleva le poste, trente-six pièces d'artillerie, une grande quantité de munitions et six cents prisonniers de guerre <sup>1</sup>. Le régiment n<sup>o</sup> 5, trouvant moins de résistance, pénétra jusqu'au fleuve, où il occupa l'église et le couvent de Sainte-Catherine ; mais les 36<sup>e</sup> et 88<sup>e</sup>, sous les ordres du général Lumbey, eurent à souffrir d'abord un feu très-vif et bien nourri de mousqueterie

<sup>1</sup> L'attaque du Retiro occupa l'ennemi pendant plus de trois heures et fut meurtrière des deux côtés. Whitelock exagère le nombre des prisonniers, il n'y en eut que deux cents. Le nombre des morts et blessés fut plus considérable ; on en compta jusqu'à trois cents ; parmi ces derniers, le brave D. Juan Gutierrez de la Concha, qui commandait le poste. Les Anglais prirent l'artillerie, mais presque toutes les pièces enclouées. Quant à des munitions, sauf quelques résidus dans les magasins de poudre, ils ne purent s'emparer d'autres munitions ; elles étaient épuisées, et ce fut même le motif qui mit un terme à la défense.

partant des toits et fenêtres des maisons, dont les portes étaient si fortement barricadées qu'il était également impossible de les briser ou de les enfoncer; les rues coupées par des fossés profonds; dans les intervalles de l'une à l'autre, des canons vomissaient la mitraille sur nos colonnes : cependant le 36<sup>e</sup> put arriver à sa destination; mais le 88<sup>e</sup> fut entièrement culbuté et fait prisonnier. Dès-lors le flanc du 36<sup>e</sup> resta découvert; il fut obligé, ainsi que le 5<sup>e</sup>, de renoncer à son entreprise : les deux régimens se replièrent sur la position de sir Samuel Achmuty. Dans une telle marche périlleuse, le lieutenant-colonel Burn se distingua particulièrement à la tête d'une compagnie de grenadiers; il traversa un corps de huit cents Espagnols, prit et encloua deux pièces d'artillerie qui défendaient l'entrée de l'une des deux rues.

« Les pièces de six amenées dans la rue du Centre furent arrêtées par un feu supérieur. Le lieutenant-colonel Kingston, s'élançant sur la batterie ennemie, tomba blessé à mort; le capitaine Burrel, son second, tomba également. Les quatre escadrons de carabiniers ne purent garder une position aussi difficile, et, s'éparpillant au hasard dans diverses directions, ils tâchèrent de se mettre à l'abri.

« La division de gauche (celle du brigadier-général Crawford), commandée par le lieutenant-colonel Pack, longea le fleuve, et, tournant à gauche, voulut s'emparer du collège des Jésuites, position élevée d'où il aurait dominé la ligne principale de l'ennemi; mais un feu terrible le força de s'arrêter; il essuya une grande perte et fut à la fin obligé de se rendre avec une partie



de la division. Ce qui en restait avec son commandant, mortellement blessé au milieu de ce terrible feu, parvint à se rallier à la division du général Crawford. Celui-ci s'était emparé du couvent de Saint-Dominique, et tâchait d'atteindre celui des Franciscains, qui touchait au fort, espérant pouvoir s'y maintenir contre les attaques obstinées de l'ennemi. Le 45<sup>e</sup> régiment, plus éloigné, moins harcelé, put gagner l'hôtel de la Résidence. Après y avoir établi la force nécessaire pour garder ce poste, le lieutenant-colonel Guard courut avec une compagnie de grenadiers au secours du général Crawford, qui se trouvait dans un grand péril, pressé de tous côtés. Le major Trotter, officier de grand mérite, arrivait aussi d'un autre point avec un peu d'infanterie légère; il se joignit à Guard. Combat mortel dans la rue; les Espagnols s'acharnèrent contre une petite pièce d'artillerie que nous avions; Guard et Trotter furent tués dans cette sanglante échauffourée; la pièce nous resta. Crawford était réduit à se défendre dans le couvent, d'où il faisait un feu continu; mais la pluie de boulets, de mitraille et de balles, qui tombait sur lui, le força d'abandonner la partie haute de l'édifice; le nombre des ennemis grossissait de moment en moment, et s'éleva jusqu'à six mille hommes; ils braquèrent des canons contre les portes. Crawford, privé de toute communication avec les autres colonnes, et jugeant par la cessation du feu que leur situation n'était pas meilleure que la sienne, *se rendit à quatre heures du soir.*

« Le résultat de l'action de la journée laissait encore en mon pouvoir la place des Taureaux, position forte

sur la droite de l'ennemi, et la Résidence, autre position également forte sur la gauche. J'occupais aussi un point avancé sur le centre ; mais ces faibles avantages nous coûtaient déjà 2,500 hommes tués ou blessés <sup>1</sup>.

« Les troupes avaient souffert extrêmement ; la mitraille au coin de chaque rue, feu de mousqueterie, grenades de main, des briques, des pierres lancées du haut des toits, et tout ce que la haine et la fureur pouvaient employer contre nous. Tel a été l'accueil reçu par nos troupes. Chaque propriétaire assisté de ses nègres défendait sa maison ou plutôt sa forteresse ; et je puis dire sans exagération qu'il n'y eut pas dans Buénos-Ayres un seul homme qui ne contribuât personnellement à nous nuire.

« Voilà quelle était la situation de l'armée dans la matinée du 6, quand le général Liniers m'écrivit une lettre dans laquelle il m'offrait de rendre tous les prisonniers faits dans l'action, de plus le 71<sup>e</sup> régiment et tout ce qui fut pris avec le général Beresford, si je cessais d'attaquer la ville, et si les forces de Sa Majesté Britannique s'éloignaient du fleuve de la Plata. Liniers me faisait observer en même temps que l'exaspération du peuple ne permettait pas de répondre de la sûreté des prisonniers dans le cas où je continuerais les hostilités. Frappé de cette considération (que je savais d'ailleurs très-bien fondée), et voyant le peu de fruit à retirer de la possession d'un pays dont les habitants nous haïs-

<sup>1</sup> Suivant les rapports de Liniers, le nombre des Anglais blessés ou tués s'élève à deux mille hommes. Celui des prisonniers fut un peu plus considérable. Parmi ceux-ci, cent cinq officiers, le général Crawford et cinq colonels.

saient mortellement , je résolu d'abandonner les avantages obtenus par mes braves troupes , et je souscrivis le traité ci-joint, qui , j'ose l'espérer, méritera l'approbation de Sa Majesté.

« Il ne me reste rien à ajouter ici que l'éloge de la conduite de l'amiral Murray ; il a puissamment contribué par ses efforts à la réussite des opérations de l'armée. Le capitaine Rowley de la marine royale , commandant des marins mis à terre ; le capitaine Baynton , du vaisseau de Sa Majesté *l'Afrique*, lequel a dirigé le débarquement, et le capitaine Thompson de *the Fly*, qui commandait les chaloupes canonnières , et a fait avec habileté la reconnaissance du fleuve , méritent tous mes remerciemens les plus expressifs. (Suit l'éloge de plusieurs officiers.)

« J'ai l'honneur, etc.

« JOHN WHITELOCK,  
« Lieutenant-Général. »

C'est à peu près dans les mêmes termes que l'amiral Murray écrit au secrétaire de l'amirauté William Marsden ; après avoir exposé les différens moyens employés pour le succès du débarquement et de l'attaque , il continue ainsi :

« Ce soir même (le 5), je reçus une lettre du capitaine Thompson avec la nouvelle de l'échec éprouvé dans l'attaque à l'ouest de la ville ; il m'annonçait que le général Crawford et toute sa brigade étaient restés prisonniers de guerre ; qu'on avait demandé et obtenu une trêve ; qu'il fallait se procurer d'autres bâtimens de transport , s'il devenait nécessaire de rembarquer les troupes. J'envoyai l'ordre aussitôt de faire remonter le

fleuve par la *Méduse* et le *Sarrasin*, restés à Barragan, aussi haut qu'il serait possible sans un danger évident..... A huit heures du soir, je reçus une dépêche du général Whitelock, qui demandait une entrevue avec moi pour examiner quel serait le meilleur parti à prendre dans l'état inouï de délabrement où se trouvaient ses braves troupes. Il ajoutait : « *Je suis bien convaincu que l'Amérique du Sud ne pourra jamais devenir anglaise. Les habitants de toutes les classes nous portent une haine incroyable.* Une lettre que j'ai reçue du général Liniers me détermine à vous aller voir, pour que nous puissions agir d'accord à ce sujet. »

« Dans la matinée du 7, le *Staunch* me faisait des signaux qui m'appelaient à terre. Le drapeau de trêve était arboré devant tous les quartiers; je m'y rendis en effet, et je trouvai le général qui m'attendait pour me montrer les propositions faites par Liniers. Il ajouta qu'après en avoir conféré longuement avec les autres généraux, tous étaient convenus qu'il serait inutile de continuer les attaques; que par les offres de Liniers on obtenait d'abord la liberté des prisonniers de guerre faits dans les deux campagnes; que la destruction de la ville ne produirait aucun avantage; qu'il n'y avait pas d'espérance de pouvoir s'établir dans un pays où pas un seul individu n'était disposé en notre faveur; que les prisonniers retenus par l'ennemi se trouvaient à la merci d'une populace furieuse, et leur situation extrêmement critique, si nous persistions dans nos attaques; que le nombre des morts et des blessés, quoique non encore exactement vérifié, devait être fort considérable. Dans ces circonstances, et d'après la ferme

conviction que les *naturels du pays abhorraient la domination anglaise*, j'ai signé les préliminaires, persuadé que ma conduite méritera l'approbation de VV. SS.

« A bord de la *Néréide*, devant Buénos - Ayres, le 8 juin 1807. »

Voici le traité définitif littéralement copié :

Art. I. Dès à présent, cessation des hostilités sur les deux côtés (*bandas*) du fleuve (*rio*) de la Plata.

Art. II. Les troupes de S. M. B. conserveront pendant deux mois encore, à compter de la date du présent, le fort et la place de Montevideo. Sera regardée comme neutre une ligne tirée de San Carlos à l'ouest jusqu'au Pando, à l'est. Plus d'hostilités sur cette ligne. Il est entendu par cette neutralité que les individus de l'une et de l'autre nation pourront vivre en toute liberté soumis à leurs lois respectives : les Espagnols, sous la législation espagnole ; les Anglais, d'après celle de leur pays.

Art. III. Restitution réciproque des prisonniers, non-seulement de ceux faits après l'arrivée des troupes commandées par le lieutenant-général Whitelock, mais aussi de tous les sujets de S. M. B. retenus dans l'Amérique du Sud depuis le commencement de la guerre.

Art. IV. Afin que le rembarquement et départ des vaisseaux et troupes de S. M. B. soient plus tôt effectués, il leur sera permis de faire des vivres pour Montevideo.

Art. V. Dix jours de terme, à compter du présent, pour le rembarquement total des troupes de S. M. B., afin qu'elles puissent arriver à la *bande* du nord du fleuve de la Plata avec leurs armes (celles qui en ont),

leur artillerie, munitions et équipages ; le rembarquement aura lieu aux endroits les plus convenables qui seront désignés à cet effet. Dans l'intervalle, la troupe anglaise pourra s'approvisionner des vivres nécessaires, en payant.

Art. VI. En rendant le fort et la place de Montevideo après les deux mois convenus par l'art. II, la restitution sera complète, dans le même état où lesdits place et fort se trouvaient, avec la même artillerie et munitions qui existaient au moment de la conquête.

Art. VII. Trois officiers supérieurs de chaque côté resteront en ôtage jusqu'à l'entier accomplissement de l'article ci-dessus ; bien entendu que les officiers anglais déjà prisonniers, sur leur parole d'honneur, ne pourront plus porter les armes contre l'Amérique méridionale qu'après avoir effectué leur retour en Angleterre.

Fait par duplicata, au fort de Buénos-Ayres, le 7 juillet 1807.

*Signé* : J. WHITELOCK, lieutenant-général, commandant ; J. MURRAY, amiral - commandant ; SANTIAGO LINIERS ; CESAR BALVIANI ; BERNARDO VELASCO.

Il résulte des relations ci-dessus que les Anglais éprouvèrent une vive résistance et firent de grandes pertes. Le feu dura dix heures sans que Whitelock pût arriver au centre de la ligne du combat ; les avantages qu'il avait d'abord obtenus sur l'un des flancs, au prix d'énormes sacrifices, tournèrent à la fin contre lui. Ses troupes qui occupaient le Retiro allaient être cernées de toutes parts ; pas un homme n'aurait échappé. Les

Anglais qui pénétrèrent jusqu'à la Résidence cherchaient à se dérober au feu qui les écrasait. Ce fut un mouvement désespéré plutôt que la conquête calculée d'un poste important; ils cherchaient un asile là où bientôt ils ne pouvaient manquer d'être forcés à se rendre.

Une grande flotte couvrait leurs derrières et les protégeait jusqu'au pied du fort. Et certainement ils n'auraient pas mis bas les armes s'il eût existé quelque moyen de se soustraire à cette humiliation; ils ne se retirèrent qu'en acceptant la honteuse condition d'évacuer entièrement le pays.

« Ainsi, » disait *The daily Advertiser* du 14 septembre, en citant les rapports officiels sur cette grave déconfiture, « a fini une expédition que sir Home Popham avait entreprise sans y être dûment autorisé. « En vain le dernier ministère a voulu réparer la faute « de cet officier-général employé par la dernière Administration..... Il était clair qu'une ville comme « Buénos-Ayres et une population excitée par un premier succès et par une grande haine nationale, « résisteraient à un coup de main. Chaque maison, dit « ce journal, était une forteresse; chaque rue, un « retranchement : un peuple ainsi décidé doit être « invincible<sup>1</sup>. Parmi les Espagnols chaque citoyen fut « un soldat, chaque soldat un héros. Buénos-Ayres est à « jamais perdu pour nous. Il y a plus..... l'Amérique

<sup>1</sup> La déconfiture des Anglais à Buénos-Ayres est une preuve de plus de cet axiome militaire : *Il n'y a pas de place plus forte qu'une ville ouverte*. Saragosse n'avait ni fossés, ni remparts. J'aurai bientôt l'occasion de parler de ce dernier siège. E.

« espagnole tout entière nous est fermée. L'exemple  
« donné encouragera les autres provinces. L'orgueil  
« national des Espagnols et la haine qu'ils nous ont  
« jurée nous séparent pour toujours de ce riche con-  
« tinent. »

Liniers aurait voulu, et probablement il aurait pu  
rendre plus sévère la leçon qu'il donnait aux Anglais ;  
mais il fut obligé de garder certains ménagemens pour  
la ville compromise tout entière dans cette lutte. « La  
« perte d'un seul citoyen, d'un fidèle sujet du Roi,  
« d'un père de famille, n'aurait pas été compensée par  
« la gloire d'avoir détruit les restes de l'armée britan-  
« nique. Et même après avoir détruit cette armée,  
« j'aurais été fort embarrassé pour garder tant de pri-  
« sonniers et les soustraire à la colère d'un peuple  
« exaspéré ; il m'aurait fallu chercher des ressources  
« pour faire vivre les prisonniers, dans une circon-  
« stance où mon premier devoir était de venir au  
« secours des familles qui avaient tout perdu, tout  
« sacrifié. Ces considérations, ensuite la nécessité de  
« marcher contre Montevideo, et d'en faire le siège  
« en règle, à la vue de trois escadres ennemies qui  
« protégeaient la place, me firent préférer le traité par  
« lequel elle nous était rendue sans frais, sans effusion  
« de sang, et désormais libre de toute invasion. Je ne  
« crois pas que les Anglais songent à recommencer. »

Après, viennent les éloges si justement dus à la  
troupe et aux habitans. Liniers continue en ces termes :  
« Je ne trouve pas d'expression pour peindre la valeur  
« et l'enthousiasme des différens corps de l'armée.  
« Tous se sont également distingués : officiers et soldats



« sollicitaient la faveur d'être employés aux postes les  
« plus dangereux , et ce qui est encore plus digne d'ad-  
« miration , les corps de volontaires rivalisaient avec  
« les troupes les mieux disciplinées, et ne faisaient pas  
« moins bien que les vieux soldats. Je ferai dresser un  
« état détaillé, aussitôt que possible, de tant de ser-  
« vices rendus par les uns et par les autres, afin que  
« V. M. puisse récompenser, avec sa munificence ac-  
« coutumée, ses braves soldats, et ce peuple généreux  
« qui, pendant onze mois, par une abnégation héroï-  
« que, renonçant aux bénéfices de son commerce et  
« de son industrie, aux douceurs du repos domestique,  
« aux soins de famille, s'est exclusivement voué aux  
« exercices de la guerre pour défendre l'honneur de la  
« couronne, repousser l'étranger et lui fermer à jamais  
« l'entrée de ces intéressantes provinces..... Le corps  
« municipal n'a négligé aucun de ses devoirs: il a excité,  
« alimenté ce noble enthousiasme; il a créé des res-  
« sources, prévu, satisfait tous les besoins; il a donné  
« l'exemple de la constance et de la fidélité. Dès la  
« première attaque, il n'a pas cessé un seul instant  
« d'être à son poste, secourant les blessés, protégeant  
« même les prisonniers de guerre, bravant tous les pé-  
« rils, etc. » Liniers termine son rapport par une recom-  
mandation expressive en faveur des colonels Balviani,  
Velasco, Elio, et du capitaine de vaisseau Guttierrez de  
la Concha, déjà cité une autre fois, qui tous s'étaient  
également distingués dans cette mémorable défense,  
soit en dirigeant les fortifications, soit en repoussant  
les attaques de l'ennemi. Le retour de la paix fut cé-  
lébré par un magnifique banquet auquel assistèrent

les généraux anglais avec tous les corps civils et militaires, et les principaux habitans de la ville. Le général Whitelock, admirant la générosité avec laquelle Liniers avait traité les blessés de l'armée anglaise comme ceux de l'armée espagnole, offrit à ce général une très-belle épée : « Recevez, dit-il à Liniers, ce témoignage de ma reconnaissance, ou plutôt de celle du « Gouvernement anglais. Je suis bien intimement convaincu que S. M. B. approuvera cet hommage, et « voudra qu'il vous soit adressé en son nom. » De son côté, Liniers offrit à Whitelock quatre caisses d'objets précieux d'histoire naturelle pour le musée de Londres, et un très-beau plan de la ville de Buénos-Ayres illustrée par une aussi glorieuse résistance <sup>1</sup>.

J'ai dû insister avec une sorte de complaisance sur les moindres détails de cette double expédition, qui ne retentit point assez en Europe au milieu des boulever-

<sup>1</sup> Je regrette de ne pouvoir mettre sous les yeux du lecteur espagnol l'état nominatif des individus de toutes les classes qui se distinguèrent dans cette mémorable circonstance. On y verrait plusieurs héroïnes qui combattirent vaillamment à côté de leurs maris; une d'entre elles blessa mortellement un porte-drapeau des dragons légers, et, quoique blessée elle-même, parvint à se dégager des rangs ennemis, en rapportant le guidon qu'elle avait conquis. Chacun fut récompensé suivant sa position, les officiers par un nouveau grade, les sergens par une épaulette; de nombreux volontaires obtinrent de l'emploi dans l'armée, ou dans les différentes administrations. Liniers, nommé maréchal-de-camp, demeura commandant-général de la vice-royauté; le Roi accorda à la ville le titre de *très-noble et très-loyale*, avec celui d'*Excellence*; au commerce et à l'industrie, beaucoup de grâces particulières et de franchises. Jamais, en Espagne, aucun roi ne récompensa plus libéralement que Charles IV les services rendus à la patrie.

semens de tous genres de cette époque <sup>1</sup>. Il est juste de rappeler ici que toutes les possessions de l'Espagne dans les deux mondes furent religieusement et intégralement conservées sous le règne de Charles IV; que l'affection, et non la crainte, garda ce noble dépôt; que le gouvernement de ce monarque fut prudent, circonspect, mesuré, tel que l'exigeaient les circonstances, et non pas faible et méprisé par les naturels du pays, comme tant d'ignorans ont affecté de le dire. Charles IV fut aimé et vénéré en Amérique aussi bien qu'en Espagne. Sa domination était jugée préférable à cette liberté si vantée dont les Anglais leur-raient nos colonies. Une population de quatre-vingt mille âmes, telle que celle de Buénos-Ayres, n'expose point avec ce dévouement son existence, tout ce qu'elle possède, pour un gouvernement odieux et corrompu. Cette population, civilisée, éclairée, riche, aurait pu secouer sans crainte le joug de la métropole; on l'a vu plus tard (*mais après le règne de Charles IV*). Oh! combien dut être juste, sage, bienveillant, populaire, le gouvernement de ce monarque qui se concilia, d'un pôle à l'autre, l'attachement et la fidélité impenturbable de tant de nations diverses, lointaines, séparées les unes des autres par l'immensité des mers, et toutes, pour ainsi dire, livrées à elles-

<sup>1</sup> Dans le temps même où nos armes s'illustraient à Buénos-Ayres, Bonaparte écrasait à Friedland la coalition russe et prussienne. Deux mois après survint le scandaleux assaut des Anglais contre la ville de Copenhague. Quel abîme s'ouvrait en Europe partout où Napoléon et l'Angleterre exerçaient leur fatale influence! Nos provinces de la Plata furent cependant plus heureuses que le Danemark.

mêmes pendant notre longue et pénible lutte avec l'Angleterre ! Oui, ce gouvernement inspira un tel amour, une telle confiance aux Américains, que les peuplades sauvages de l'intérieur, si long-temps ennemies, recherchaient de plus en plus notre amitié, notre alliance : elles vinrent offrir leur secours pour défendre la cause du *Roi lointain, de celui qui respectait la justice et le droit de tous*. N'a-t-on pas vu éclater ces dispositions favorables de leur part, à l'époque du siège de Buénos-Ayres ? Les Anglais n'essayèrent-ils pas de soulever contre nous les féroces Pampas, les belliqueux Araucaniens, tandis que Berresford et Murray préparaient leurs attaques contre la ville ? Ces sauvages ne se refusèrent-ils pas à seconder nos ennemis ? Ne repoussèrent-ils pas leur or ? Ne vinrent-ils pas s'offrir à Buénos-Ayres comme nos auxiliaires ? C'est un fait historique, le premier de ce genre que l'on puisse citer de la part des tribus indiennes, depuis trois cents ans<sup>1</sup>. Leur affection nous fut tellement

<sup>1</sup> Je vais copier ici les allocutions chaleureuses des chefs de ces tribus, lorsque, la rive gauche du fleuve étant occupée par les Anglais et la ville de Buénos-Ayres menacée par douze mille soldats étrangers, l'issue de la lutte paraissait extrêmement douteuse. Voici le discours de dix Caciques des Pampas de Buénos-Ayres, adressé au corps municipal de la ville vers la fin de décembre 1806.

« Enfans du soleil, vous dont les nombreux exploits sont arrivés à notre connaissance ; vous qui avez expulsé les Rouges (les Anglais) ; vous qui nous traitez en amis et en frères ; les Grands Caciques ici présens viennent vous offrir vingt mille guerriers, chacun avec cinq chevaux, qui vont toujours en avant et qui ne craignent pas l'ennemi. Nous avons voulu vous voir et être près de vous, afin que vous soyez plus sûrs de notre

acquise, que ces tribus, après la séparation de Charles IV, la monarchie étant dominée par l'étranger ou restaurée sous de funestes auspices, tous les liens rompus entre la métropole et ses colonies, ces fidèles tribus combattaient encore pour l'Espagne contre les Républiques naissantes. Il en fut de même au Pérou et dans les autres provinces. Je le répèterai jusqu'à satiété : ne fut-il pas véritablement sage et bon, ce gouvernement qui, sans avoir recours à aucune mesure de rigueur, sut gagner l'affection, exciter la loyauté de tant de peuplades lointaines, soumises ou indépendantes, civilisées ou sauvages ? Et sans compter Buénos-Ayres, où toute la population se leva comme un seul homme

« bonne disposition, afin que nos liens d'amitié et de fraternité deviennent plus étroits ; notre résolution est de vous aider  
 « à chasser ces mauvais hôtes, avides, trompeurs et cruels, qui  
 « cherchent à vous opprimer une seconde fois. Comptez sur  
 « notre parole *de vérité certaine*, qu'ils ne trouveront pas  
 « même de l'eau pour boire sur nos côtes ; que nous serons  
 « sourds pour eux de l'une et l'autre oreille ; quand le Pampa  
 « dit, *je suis votre ami, son sang est à vous* ; nos guerriers sont  
 « prêts. Au premier appel du clairon, les coursiers vont  
 « s'élancer ; ils couvriront nos deux fleuves et le vôtre aussi. Les  
 « dix grands Caciques vous le promettent ; leurs mains ont pressé  
 « les vôtres. »

Peu de jours après, les Araucaniens, venus de plus loin, parlent en ces termes :

« Nous, Epugner, Errepuento et Turruñaque, capitaines  
 « principaux de Pitalguen, de Valdivia et du Chili sur la côte  
 « du cap Horn ; ayant su par les Caciques des Pampas, Negro, Chuli, Laguiri, Paytaguam, Marcuus, Lorenzo, Guaycolan, Peñascal, Luna et Quintuy, que vous aviez très-bien  
 « accueilli leurs personnes et qu'ils vous avaient offert des guerriers ;

« Voulant aussi vous manifester le désir que nous avons de

pour défendre la mère-patrie, ne fut-il pas bien remarquable que dans la vice-royauté de Caracas même, d'un bout à l'autre de la Colombie où, ainsi que je l'ai déjà dit, avaient circulé assez librement les idées républicaines de l'Amérique du Nord, parmi un si grand nombre d'habitans, pas un seul ne fut accusé d'avoir favorisé ni les Anglais, ni Miranda, contre la Métropole; qu'il n'y eut de poursuites contre personne, si ce n'est contre quelques aventuriers étrangers surpris les armes à la main et cherchant à corrompre ou intimider la garnison d'Ocumare? Ces faits prodigieux sont connus; on les citait alors..... Telles étaient la confiance et la sécurité du Gouvernement, qu'il fit traiter avec indulgence ces étrangers, dont

« vous aider contre les Rouges, envahisseurs de notre terre, nous  
« vous offrons :

« Moi, Cacique capitaine Epugner, deux mille huit cent soixante-  
« deux de mes soldats, robustes, bien armés de javelots, d'épées,  
« de boules de plomb et de frondes, vêtus de cuir de taureau;  
« je les ai près de moi à Cabeza de Buey, lieu de ma résidence,  
« et je les y retiens en attendant que vous en ayez besoin. A  
« votre premier *chasqui* (avis par la poste), ils accourront sans  
« prendre haleine pour se joindre à leurs frères....

« Et nous, Errepuento et Turruñaque, Caciques capitaines,  
« qui sommes campés à Tupalquen et réunissons à nous deux  
« environ sept mille guerriers aussi bien armés que ceux de  
« notre frère Cacique capitaine Epugner, nous les mettons à  
« votre disposition. Le meilleur gage d'amitié sera que vous  
« nous permettiez de partager vos périls et vos succès. Vous  
« êtes nos protecteurs; notre devoir est de vous être fidèles :  
« nous sommes vos soldats : donnez-nous vos couleurs, appelez-  
« nous au combat quand vous voudrez. »

Le corps municipal leur donna en effet de belles plaques aux armes de la ville, tant à ceux-ci qu'aux autres chefs indiens. Leurs offres furent acceptées. On leur promit de les appeler si leur assistance devenait nécessaire.

l'attentat méritait la mort. Il y en eut de condamnés à dix ans de reclusion, et plusieurs obtinrent presque aussitôt une grâce entière. Je n'en rappellerai qu'un seul exemple. Quelle douce satisfaction pour moi lorsque, jetant un regard en arrière, je vois mon administration passée exempte de rigueurs, d'emprisonnements et de supplices! Peu de gens m'en ont tenu compte! Voici pourtant un Anglais à qui ma constante politique à l'égard de son pays ne dut jamais inspirer une vive sympathie en ma faveur; un Pair anglais qui a voulu, après de si longues années, révéler au public l'un de ces actes de philanthropie ou d'humanité dont on retrouverait bien d'autres exemples dans l'histoire de ma vie. Je n'ambitionnais le pouvoir qu'afin de l'exercer en faveur des malheureux.... Lord Holland vient de savoir que le directeur de la *Revue de Londres et de Westminster* a l'intention d'écrire au sujet de ces *Mémoires*, et lui adresse la lettre suivante dans laquelle, *sans vouloir rétracter*, dit-il, *l'opinion qu'il a pu se faire de mes idées politiques*, différentes des siennes, il s'exprime ainsi :

*A l'éditeur (Reviewer) de la Revue de Londres et de Westminster, sur les Mémoires de D. Manuel Godoy, Prince de la Paix, etc. (Extrait de la Revue de Londres et de Westminster, avril 1836.)*

Londres, 4 mars 1836.

« Mon cher Monsieur,

« Je suis charmé d'apprendre que vous avez eu la pensée de parler (*reviewing*) de la Vie ou *Mémoires* du

Prince de la Paix. Les connaissances que vous possédez et vos souvenirs doivent rendre votre travail piquant et instructif. Nous avons bien souvent causé ensemble du caractère politique de ce favori célèbre, de sa carrière et de son influence sur les événemens de l'Espagne et même sur le sort de l'Europe. Je crains que la manière peu favorable dont j'envisageais tout cela (manière à laquelle, après y avoir réfléchi sans passion, je ne puis guères renoncer) ne donne à votre commentaire une teinte de sévérité plus forte qu'elle n'aurait pu l'être sans cette prévention manifestée par moi... Cette raison même m'impose le devoir de vous dire loyalement aussi l'impression favorable que des rapports à la vérité superficiels ou des affaires de peu d'importance avec le Prince de la Paix ont laissée dans mon esprit relativement à son caractère personnel.

« Il y avait dans ses manières un certain *laisser aller* (de la *nonchalance*, comme disent les Français), qui ne manquait pas de grâce et qui intéressait. Malgré une éducation qui, je le présume, était une éducation de province et non la meilleure possible, il me sembla qu'il s'exprimait avec élégance et convenablement; rien de commun, ni d'affecté dans son langage. Je n'ai jamais trouvé dans un Espagnol qui n'eût point voyagé hors de son pays, ce maintien, cet ensemble, mélange, à la fois, de politesse, de dignité, d'aisance et de mesure que la longue habitude de la bonne compagnie peut seule donner, à ce qu'on prétend (je n'ai pas d'opinion décidée à cet égard). Il paraissait né pour une haute position sociale. Dans une assemblée ordinaire, au milieu de gens de diverses classes, il eût



tout naturellement attiré les regards et joué le premier rôle. Je n'ai jamais assez conversé avec lui pour former un jugement sur sa capacité intellectuelle ; nos entrevues ne furent qu'un simple échange de civilités... Toutefois, dans une affaire peu importante pour le public, quoique d'un haut intérêt pour les personnes qu'elle concernait, non-seulement il se conduisit avec la plus grande courtoisie, mais il montra la plus noble sensibilité.

« Avant la guerre entre l'Angleterre et l'Espagne, en 1804, un jeune Anglais, nommé Powell, s'était engagé, avec le général Miranda ou quelque autre aventurier de l'Amérique du Sud, dans une expédition de Libérateurs des colonies espagnoles. Powell fut fait prisonnier ; la loi le frappait de mort. Une sentence à peu près équivalente ne le condamna qu'à un emprisonnement perpétuel<sup>1</sup> dans la forteresse d'Omoa, où l'air qu'on respire est très-malsain. Son père, président de la Cour de justice du Canada, ayant appris cette funeste nouvelle, partit aussitôt pour l'Angleterre. Mal-

<sup>1</sup> Le jeune Jérémie Powell fut condamné à dix ans de reclusion dans cette forteresse avec les autres prisonniers dont les noms suivent : John O'Sullivan, David Hele, Henri Ingersell, John Burek, Robert Saunders, John Hedsel, P. Naugui, John Sherman, Daniel Mackey, John Heiss, John Elliot, Thomas Gill, John Moore et Bayley-Negus. Treize de ces malheureux subirent la même condamnation à Puerto-Rico, et seize, dans les châteaux de Bocachica. Tous ces individus méritaient la peine de mort. Ils avaient tenté de séduire la garnison d'Ocumare et de s'emparer à main armée de la forteresse. Mais les ordres de la Cour prescrivaient en général aux autorités locales de tempérer la rigueur des lois autant que possible et de concilier la sûreté du pays avec l'humanité. Les prisonniers faits sur mer furent destinés au service des ports, et les mousses, vu leur grande jeunesse, rendus à la liberté ; quelques-uns aimèrent mieux rester avec nous.

heureusement les hostilités venaient d'éclater à l'occasion de certains événemens faits pour exaspérer le gouvernement et le peuple espagnol. Le président résolut d'essayer si sa présence et ses réclamations paternelles pourraient adoucir les souffrances de son fils, moyennant un changement de prison, car il n'espérait nullement obtenir sa liberté. Ayant pris un passe-port, il se rendit en Espagne avec une lettre de recommandation que je lui donnai pour le Prince de la Paix, auquel il s'adressa comme récemment arrivé de l'Amérique (dans le printemps de 1805) et tout-à-fait étranger aux fâcheuses discussions qui avaient précédé la rupture entre les deux pays ou qui étaient survenues après cette rupture.

« Le Prince le reçut au palais d'Aranjuez. Après avoir lu ma lettre et entendu l'histoire du jeune Powell, il invita le président à l'attendre jusqu'à son retour; il allait chez le Roi. Le Prince sortit du salon sans autre cérémonie et sans perdre de temps. Il reparut presque aussitôt avec un ordre signé en bonne forme qui ne prononçait pas un changement de prison, mais la *mise en liberté sur-le-champ* du jeune Powell... Le Prince ne se contenta point de ce premier acte d'humanité. Souriant avec bienveillance, il dit au président : « Un père qui est venu de si loin pour tâcher  
« de sauver son fils, aimera mieux être lui-même le  
« porteur de la bonne nouvelle; à cet effet, je vous  
« remets un passe-port et une autorisation pour vous  
« embarquer sur une frégate qui est prête à partir de  
« Cadix pour les Indes occidentales <sup>1</sup>. »

<sup>1</sup> Le fait est bien vrai tel que le raconte lord Holland. Il y a

« Lorsque dix ans après, en 1814, je vis le Prince de la Paix à Vérone, il me fit entendre que sa situation serait bien précaire à la mort de Charles IV; il désirait savoir avec certitude si, dans ce cas, il trouverait un asile en Angleterre. En 1821, j'appris que l'événement dont il redoutait les conséquences était arrivé; ce jour-là même, j'allai à la Chambre des Pairs, et racontai à lord Liverpool les faits ci-dessus; je finis en lui demandant un passe-port pour le Prince de la Paix. Lord Liverpool, comme on devait s'y attendre d'après sa bienveillance naturelle, fut touché de mon récit; mais il me fit observer, avec un sensible regret de sa part, qu'un passe-port anglais envoyé à un étranger suppose ou renferme une *invitation*. « Le Gouverne-  
 « ment, dit-il, n'est point en mesure d'inviter le Prince  
 « de la Paix à venir en Angleterre; mais je vous auto-  
 « rise et vous engage instamment à l'assurer que s'il  
 « arrive ici, il ne sera molesté en aucune manière et

seulement quelques inexactitudes dans les dates. L'emprisonnement de l'Anglais Powell eut lieu en avril 1806, époque de l'expédition de Miranda (j'en ai parlé ailleurs); le voyage du père de Powell en Espagne est postérieur de cinq à six mois à cette date. Ce que lord Holland n'a pu dire parce qu'il ne le savait pas, c'est qu'après avoir fait accorder la grâce de Powell, je m'occupai vivement de ses camarades d'infortune; je ne cessai d'intercéder auprès du Roi jusqu'à ce que la même grâce fût accordée à tous ceux qui n'avaient pas vingt-cinq ans, et dont les familles ou les gouvernemens respectifs voudraient garantir la conduite future. La liberté fut ainsi rendue successivement à plusieurs autres jeunes imprudens, coupables sans doute, mais plutôt entraînés par la séduction que par l'habitude du crime..... De pareils actes de clémence ne font jamais de mal. Cette tentative d'invasion révolutionnaire contre nos colonies ne se renouvela plus.

« qu'il y jouira de toute la protection pour sa personne  
« et ses propriétés qu'un étranger a droit d'obtenir. »

« La réponse du Prince de la Paix, à qui je transmis  
cette assurance, fut concise. En voici le sens : « J'ai  
« pendant plusieurs années disposé des ressources de  
« l'un des plus riches royaumes du monde. Dans ce  
« temps-là, j'ai fait la fortune de plusieurs milliers de  
« personnes. Mais un simple voyageur en Espagne,  
« et qui plus est, un étranger, a été le premier et le  
« seul homme qui, après ma disgrâce, ait montré de  
« la sensibilité ou quelque souvenir de gratitude en-  
« vers moi. Jugez de l'effet que votre lettre a produit  
« sur mon esprit, etc. »

« J'eusse bien voulu vous envoyer la lettre originale  
du Prince de la Paix ; mais, quoique j'espère bien ne  
pas l'avoir perdue, j'ai le regret de ne pas la retrouver  
en ce moment.

« Les détails que je vous donne sont exacts; j'ai seu-  
lement abrégé : la substance y est<sup>1</sup>.

« Le Prince de la Paix n'est point vu en Angleterre.

« (*Signé*) VASSAL HOLLAND. »

(Clay, imprimeur, Bread-Street-Hill.)

<sup>1</sup> J'ai conservé la lettre de lord Holland, avec la minute de ma  
réponse. On verra l'une et l'autre parmi les documens histori-  
ques n° 5. Je fais observer encore une fois que lord Holland s'est  
trompé sur les dates. Sa lettre, qu'il m'écrivit à Rome, et qui me  
fut remise par lord Gower, est du 30 janvier 1819 ; ma réponse,  
du 24 février suivant. Les démarches officielles dont il me parla  
furent faites en janvier de la même année et non pas en 1821.

On me pardonnera cette digression, qui n'est pas tout-à-fait étrangère à mon sujet ; j'ai dû reconnaître la généreuse attention de cet illustre pair d'Angleterre, qui, après trente années de date, veut bien rappeler au public un fait que j'avais oublié moi-même et dont je crois que ma longue administration pourrait offrir beaucoup d'autres exemples. Ma vive reconnaissance n'en est pas moins acquise à lord Holland, dont j'honore et j'estime le noble caractère. Si tous ceux que j'ai obligés, ceux même dont j'ai payé les offenses par des bienfaits, n'hésitaient pas encore aujourd'hui à rendre témoignage à la vérité, je pourrais ajouter beaucoup de pièces justificatives du même genre à celle que je viens de transcrire. Ils ont gardé le silence pendant le règne si prolongé, si rigoureux de mes ennemis. Désormais il y aurait plus que de l'ingratitude ou de la faiblesse à voir avec indifférence les malheurs et les calomnies dont je suis abreuvé.

Retournons à Buénos-Ayres. Le traité fait avec l'armée anglaise fut religieusement observé de part et d'autre : il ne resta plus d'ennemi du nom espagnol sur le sol de la vice-royauté de la Plata. La journée du 13 septembre vit s'embarquer leur dernier soldat. Les familles anglaises qui, rêvant la conquête du pays, étaient accourues au partage du butin, disparurent aussi.... Et cette tentative contre l'Amérique fut la dernière tant que Charles IV fut roi d'Es-

<sup>1</sup> L'évacuation de la place de Montevideo, suivant le traité, devait s'effectuer le 7 ; des orages continuels empêchèrent l'escadre anglaise de mettre à la voile avant le 13. Le temps n'était pas encore entièrement favorable ; mais les vaisseaux de guerre, les

pagne. Les chants de triomphe retentirent d'un pôle à l'autre ; des bords du fleuve de la Plata jusqu'au Rio-Bravo, brilla le même enthousiasme, partout aussi sincère que bruyant. A Lima, à Mexico, à Bogotá, dans les principales villes des deux hémisphères, il y eut des fêtes qui attestaient la joie des fidèles Américains. En Espagne aussi, les muses nationales chantèrent notre victoire, et nous ne fûmes pas seuls à la célébrer ; les nations alliées nous adressèrent des félicitations. Napoléon y mêla les siennes. L'ambassadeur Beauharnais, par l'ordre et au nom de son maître, vint complimenter officiellement S. M.

Je dois parler ici d'un autre succès de cette époque d'un genre différent, mais également digne de l'intérêt des âmes généreuses, triomphe pacifique dont une moitié du globe reçut le bienfait. D. Francisco-Xavier Balmis, après trois ans de voyage, ayant fait le tour du monde, retournait en Espagne. Sa mission, heureusement remplie, consistait à distribuer *le salulaire fluide de la vaccine* parmi les peuples de l'Ancien et du Nouveau Monde, amis, ennemis, sauvages, sans distinction. Voici, en peu de mots, la route et les travaux de cette expédition cosmopolite et philanthropique. Les premières échelles furent aux Canaries et à Puerto-Rico ; ensuite, à Caracas ; ici l'expédition fut divisée en deux : l'une pour le Sud, confiée au sous-directeur D. François Salvaní ; l'autre, aux

bâtiments de transport et de commerce n'attendirent pas davantage. Les malades mêmes, quoique parfaitement soignés dans nos hôpitaux, voulurent aussi partir, craignant l'irritation des gens du pays. Toutes les marchandises anglaises furent rembarquées.

soins de Balmis, laquelle devait faire le tour du globe. Celui-ci toucha d'abord à La Havane, après au Yucatan; et là, l'expédition fut encore une fois partagée : D. François Pando, second sous-directeur, partit de Siscaï pour aller à Villa-Hermosa dans la province de Tabasco, et se rendit ensuite à Ciudad-Real de Chiapa par Guatemala, d'où il revint à Oajaca; route longue et pénible de quatre cents lieues. En même temps, Balmis, ayant pris terre à La Vera-Cruz, parcourut *la vice-royauté de la Nouvelle-Espagne* et toutes les provinces intérieures; il rejoignit enfin à Mexico son collègue, qui l'y attendait : c'était le point de réunion désigné. La précieuse liqueur fut distribuée jusque sur les côtes de Sonora et de Sinaloa, où les peuplades sauvages bénirent la main royale qui leur envoyait ce présent. Arrivé à Acapulco, Balmis partit pour les Philippines, qu'il enrichit du baume conservateur, ainsi que les Visayas, dans toute l'étendue de ce vaste archipel. Les chefs barbares de ces îles n'avaient jamais cessé d'être en guerre avec nous; ils déposèrent leur vieille rancune en recevant ce préservatif au moment où leur pays était dévoré par la peste variolique. A cette époque aussi plusieurs contrées de la Chine et les colonies portugaises en souffraient beaucoup. Balmis arriva fort à propos à Canton et à Macao. On y vit pour la première fois les effets de cette grande découverte. Les établissemens portugais s'en pourvurent amplement. De là, revenant en Europe, partout honorablement accueilli, Balmis s'arrêta quelques jours à Sainte-Hélène, où il fit accepter aux Anglais mêmes le trésor originellement sorti de leur

terre natale. Il sut convaincre ces insulaires de l'efficacité de la vaccine ; il obtint toute leur confiance , et vaccina lui-même plusieurs enfans que leurs parens lui amenaient à cet effet : de Sainte-Hélène , Balmis vint directement à Lisbonne et termina son voyage à Madrid en septembre ou octobre 1806. Cette longue expédition fut heureuse sous tous les rapports <sup>1</sup>.

Le professeur Salvaní éprouva quelques accidens ; le bâtiment qui le portait fit naufrage à l'embouchure du fleuve de la Madeleine ; il échappa miraculeusement à ce danger , grâce au zèle empressé des habitans de la côte. De Carthagène , Salvaní se rendit à Panamá , où l'expédition devait se partager en deux ; l'une et l'autre parcoururent les villes de Ténériffe , Mompox , Ocaña , Socorro , San-Gil et Medellin , la vallée de Cucutá , les villes de Pampelune , Giron , Tunja , et d'autres pays populeux. Enfin ces deux moitiés de l'expédition se rejoignirent à Santa-Fé de Bogotá , et

<sup>1</sup> La compagnie des Indes orientales avait déjà tenté plus d'une fois d'introduire et d'acclimater dans la Chine le préservatif de la petite vérole ; mais la liqueur avait toujours perdu son efficacité dans la traversée. Balmis eut grand soin d'éviter cet inconvénient. Les bâtimens de l'expédition furent constamment pourvus de jeunes enfans successivement remplacés , et dont la munificence de Charles IV assurait l'existence future dans les différens pays que visitait le docteur. C'est ainsi qu'il put pratiquer la vaccination de bras à bras , rendre les effets du remède plus certains et dissiper tout préjugé contraire. Jenner lui-même avait envoyé du vaccin à Sainte-Hélène ; mais les habitans ne voulaient point s'en servir. Balmis leur fit voir les petits enfans qu'il emmenait avec lui ; leur santé florissante convainquit les plus incrédules. Dès-lors la vaccine fut acclimatée à l'île Sainte-Hélène , d'où peu de mois après partit l'amiral Murray pour venir attaquer Buénos-Ayres.



repartirent, de nouveau séparées, pour aller parcourir les autres provinces, poussant jusqu'au Pérou et ensuite à la Plata, au Chili, au Charcas....

Ces illustres professeurs étaient en outre chargés d'enrichir la botanique espagnole de toutes les plantes, arbres et arbustes exotiques qu'ils découvriraient dans leurs excursions, et qui n'étaient pas connus en Europe. Balmis rapporta une précieuse collection d'espèces nouvelles, presque toutes vivantes, les autres décrites ou dessinées.... Salvaní, de son côté, recueillit aussi des richesses; mais rien encore n'était arrivé en Espagne à l'époque dont je parle.

Voilà ce qu'on faisait sous le règne de Charles IV, au milieu des cris de guerre qui retentissaient partout à cette époque de destruction et de bouleversement. Quel monarque en Europe ou quel gouvernement s'occupait alors de soins aussi libéraux! et cependant tout cela est oublié! Les conquêtes pacifiques ne jouent pas un grand rôle dans les annales des peuples : dévaster, opprimer, c'est faire de la gloire; l'historien recueille avidement des lauriers ensanglantés. Les arcs de triomphe consacrent ces terribles souvenirs. Le vulgaire ingrat et oublieux a bientôt désappris le nom de ceux qui ont fait du bien à l'humanité.

---

---

## CHAPITRE XXVII.

ADMINISTRATION INTÉRIEURE DE 1806 ET 1807. — TRAVAUX DE LA DIRECTION DU FOMENTO GÉNÉRAL, DURANT CES DEUX ANNÉES. — UNION INTIME ENTRE LE COMMERCE DE MADRID ET LA CAISSE DE CONSOLIDATION. — EMPRUNT DE HOLLANDE. — OBSERVATIONS ET RÉPONSES.

---

Nous touchons à l'époque fatale où commence une longue série de calamités pour l'Espagne. Avant d'aborder ce pénible récit, je demande au lecteur la permission de recueillir mes vieux souvenirs, et d'en parler encore une fois. Ainsi le malheureux condamné à un long exil s'éloigne lentement des lieux qui lui sont chers ; il s'arrête sur une dernière hauteur d'où il peut voir dans le lointain les clochers de sa ville natale et le sommet des édifices dorés par les rayons du soleil couchant... Au-delà de cette hauteur, un horizon inconnu va s'ouvrir devant lui ; il jette un long et triste regard d'adieu sur cette terre bien-aimée ; il n'ose faire un pas de plus... Ici, comme lui, je m'arrête un moment... J'appelle à moi tous ceux qui veulent porter un jugement sur le règne de Charles IV, tous ceux qui aimeraient à savoir quel fut le progrès des bonnes semences répandues à pleines mains sous ce règne ami des lumières ; avec quels soins libé-

raux était préparée une riche moisson, lorsqu'un injuste et puissant ravisseur, appelé par la trahison domestique, vint tout-à-coup détruire les nobles travaux de quinze années d'efforts dont l'Espagne allait recueillir le prix...

Je tâcherai d'être bref; je ne ferai qu'indiquer sommairement des faits que plusieurs personnes ne doivent pas avoir oubliés. Il en existe des preuves authentiques. Chacun peut le consulter... Je vis de mes souvenirs; seules archives qui me soient restées! La longue absence et le poids de l'âge en ont bien diminué la vivacité...

J'ai déjà dit ailleurs, et en passant, un mot sur la direction du *fomento*<sup>1</sup> (encouragement public). Cet établissement fut accordé à mes instances. On venait de me redonner quelque part au pouvoir; il ne s'agissait pas de fasciner le public par de pompeuses apparences. Qu'il me soit permis de présenter une esquisse des utiles travaux de cette *direction*, travaux la plupart achevés en 1807, ou assez avancés pour en opérer la prompte réalisation.

1° La réunion collective de toutes les connaissances et données possibles sur l'histoire économique de l'Espagne, de tous les recueils et mémoires écrits sur cet objet qui existaient dans les archives du pays et celles du Gouvernement; extraire, analyser ces documens pour former un code approprié au temps actuel; tableau général de l'état et de l'histoire du pays par le

<sup>1</sup> C'était la création d'un ministère de l'*Intérieur* et du *Commerce*. L'Espagne n'avait pas cette institution. La première idée en est due au Prince de la Paix.  
E.

moyen de tables synoptiques offrant tous les résultats au premier coup d'œil ;

2° Recueillir avec soin et discernement tous les travaux antérieurs et ceux que présenteraient successivement les diverses commissions qui parcouraient le royaume pour dresser un état complet de chaque branche de statistique ;

3° Examen des écrits périodiques et autres publiés dans les pays étrangers sur l'agriculture, l'industrie, le commerce, la navigation et les finances ; en extraire analytiquement tout ce qui pourrait s'appliquer à l'Espagne ou serait propre à améliorer la législation ou le système de l'impôt ;

4° Publier toutes les inventions ou découvertes favorables à la production et à l'industrie espagnole dans les deux mondes, par le moyen de journaux, clairs, simples, mis à la portée de toutes les intelligences<sup>1</sup>.

- 5° Former un dépôt permanent d'échantillons de tous les produits sans exception de l'industrie espagnole.

6° Former un autre dépôt d'échantillons choisis de l'industrie étrangère, pour exciter une juste émulation chez nous ; publier et distribuer des *imprimés*, de

<sup>1</sup> Les bureaux de la direction de l'Enseignement public entretenaient des rapports avec les savans rédacteurs du *Semanario* d'agriculture et des arts, avec les journaux littéraires de la capitale et des provinces, avec les censeurs et secrétaires des sociétés économiques, et généralement avec tous les hommes instruits du royaume qui s'appliquaient à ce genre d'études. La direction indiquait et recommandait les traductions à faire des ouvrages étrangers, les genres de connaissances qu'il importait d'acquérir et les matières dont il fallait s'occuper de préférence, etc.

simples feuilles détachées, autant que possible, sur les méthodes, machines, ustensiles, économies, etc., relativement à tous les objets connus ou déjà recueillis dans les bureaux ;

7° Rassembler, pour l'avantage du commerce et de la circulation, toutes les monnaies courantes en Europe ; en vérifier le poids ou la qualité pour dresser un état comparatif avec les monnaies de l'Espagne ;

8° Examiner et vérifier tous les poids et mesures de l'Europe ; en fixer le rapport exact avec les nôtres et former des tableaux de ces résultats ;

9° Former une bibliothèque spéciale de tous les livres d'économie politique et commerciale, espagnols ou étrangers, des catalogues de tous les écrits détachés et spéciaux d'une utilité reconnue, par ordre de matières, avec une mention spéciale du mérite particulier de chaque ouvrage ;

10° Présenter, au commencement de l'année, l'état économique, commercial et politique de l'Europe et celui de l'Espagne dans ses domaines de l'Ancien et du Nouveau Monde ;

11° Donner aussi chaque année l'état relatif de la balance du commerce entre l'Espagne, ses colonies et les pays étrangers ;

12° Présenter aussi le résultat annuel de la production agricole, indiquer l'accroissement ou la diminution de la consommation, comparés avec l'année précédente ; le mouvement ou la stagnation des fonds ou espèces métalliques circulantes, les causes présumées de la différence, les mesures à prendre pour exciter l'émulation, encourager et fomentier le travail,

A cet exposé général, on devait ajouter des observations sur les mœurs et habitudes de chaque province, les dispositions dominantes, les tendances du peuple favorables ou nuisibles à la prospérité publique; les progrès obtenus dans les sciences, dans l'agriculture, l'enseignement public; enfin l'état de l'opinion, la nature et le caractère des causes criminelles, civiles, etc.

Pour compléter ces travaux politico-économiques, on devait choisir des hommes versés dans les études positives, sincèrement patriotes, et leur confier les emplois de cette administration importante. Autrefois, les chefs de bureau de chaque ministère étaient des commis qui parvenaient graduellement à s'élever de bas en haut jusqu'aux premières places : pauvre méthode qui ne permettait pas de sortir des vieilles routines et qui entourait les ministres de fort médiocres collaborateurs. Les bureaux de l'*encouragement public* présentèrent une heureuse innovation sous ce rapport<sup>1</sup>. On en vit bientôt les résultats. Les douze articles ou conditions du programme s'exécutèrent pleinement; les travaux du marquage, de l'essai, de la vérification et de tout ce qui était relatif aux monnaies, firent honneur aux employés chargés de ces opérations; le dépôt industriel s'établit; on réunit en grande partie les matériaux et les éléments nécessaires pour former le cens

<sup>1</sup> Autant qu'il fut en mon pouvoir ou à ma disposition, dans chaque ministère cette innovation fut adoptée au grand contentement de tous les hommes éclairés; mais elle indisposa singulièrement cette foule de solliciteurs dont le mérite consistait dans la faveur, ou de hautes relations de famille qui regardaient leur protection comme un titre suffisant.

de la population par provinces, villes, bourgs, etc. Enfin, fut commencée la statistique de l'Espagne, dont les premières ébauches, modèles d'intelligence et d'exactitude, rappelleront toujours les talents, le patriotisme et l'infatigable zèle de D. Bernardo Borja et de D. Francisco Escobar, dignes d'être cités parmi les meilleurs économistes de l'Europe en ce temps-là. Quelques débris de leur beau travail subsistent encore inédits; d'autres ont disparu dans les bouleversements causés par l'invasion française ou par la méfiance de ceux qui craignent la suppression des abus. Cependant les *Cortès* en retrouvèrent une partie, dont elles firent usage dans leurs dispositions sur les colonies, le crédit public et les finances. Sous le règne du roi Ferdinand VII, un seul ministre voulut introduire de sages réformes; il suivit la voie tracée par la *direction de l'encouragement public*<sup>1</sup>. Presque tout était fait.

<sup>1</sup> D. Martin de Garay, élève de mon époque, et que j'avais protégé de tout mon pouvoir. Durant son court ministère, on reprit le travail de la *statistique* de l'Espagne; un système de l'impôt général, au paiement duquel chacun devait contribuer suivant ses moyens, fut à la veille de s'établir. Mais un homme obscur, très-obscur, qui jouissait d'une faveur illimitée sous ce règne, dit à Ferdinand VII: « Ne serait-il pas plus sage de confier le soin de « cette opération aux évêques et archevêques? Qui sera plus in- « tère que le clergé? Qui possède mieux que lui des relations « intimes, des connaissances locales dans tout le pays? » C'est ainsi qu'à l'insu de Garay, tandis qu'il donnait toute son application à ce grand travail, le Roi confia la même mission aux prélats, en leur demandant un *projet d'impôt*. Dès que Garay en fut averti, il offrit sa démission au Roi, qui d'abord refusa de l'accepter et même révoqua la commission donnée aux évêques, dont le travail était déjà assez avancé. Mais le clergé ne pardonnait point la contribution du *subside* qui lui était réservée; Garay fut

Pour la première fois, après tant de siècles, l'Espagne avait déjà vu un *budget normal* de l'*actif* et du *passif* de nos finances, dans le savant et consciencieux *mémoire* du ministre Solér sur les obligations de toute espèce du Trésor public, sur la valeur réelle des revenus de l'État, sur les ressources extraordinaires qu'il était possible de réaliser et sur les moyens praticables d'augmenter cette valeur avec un bénéfice égal pour la nation et pour le Trésor. Le ministre Solér joignit à cette exposition si complète deux *plans modèles des budgets* annuels : l'un donnant avec les plus grands détails l'état positif de toutes les branches du revenu ; l'autre, l'état général de la dépense et des besoins déterminés de chaque ministère ; tous les comptes et calculs faits sur des données certaines, rigoureusement vérifiées ; terme supposé de cinq années, pied de paix ou pied de guerre ; tableaux précieux d'économie politique à la vue desquels toute incertitude cessait, et le mouvement du Trésor ne pouvait plus être exposé à des oscillations arbitraires... Dès-lors commençait à mûrir le projet d'une grande réforme

bientôt renversé. Avec lui tombèrent toutes les espérances d'une réforme financière.

Que répondre à ceux qui ont accusé mon influence réelle ou supposée d'avoir jeté partout la confusion, afin d'en profiter moi-même, et d'avoir ainsi favorisé le pillage de la fortune publique ? Tout au contraire ; ce qu'on n'avait jamais pu obtenir, ni même essayer sous de longs règnes de paix et de prospérité, on le vit s'effectuer dès que je pris part à l'administration ; l'ignorance et l'arbitraire firent place à un système de droiture et de publicité. Mes ennemis, n'osant pas nier que les grands travaux dont je parle furent exécutés de mon temps, ont prétendu que ces travaux restèrent, pour ainsi dire, paralysés ; que le Roi prit et garda



administrative. Il s'agissait d'établir un nouveau plan de contribution universelle qui, sagement répartie, du moins aurait contenté la classe générale, s'il était impossible de satisfaire en même temps les classes particulières ou privilégiées... On s'en est occupé depuis ; la question est restée indécise... Cette seule réflexion doit fermer la bouche à ceux qui ont accusé le gouver-

pour lui seul le *mis au net* de tous les écrits dont la copie fut préparée avec un grand mystère.....

Misérable supposition ! Oui, sans doute, le Roi voulut avoir le manuscrit ; S. M. le regarda comme une heureuse trouvaille, comme un véritable trésor. Cependant le ministre des Finances et le directeur-général Espinosa conservèrent l'un et l'autre le *duplicata*, parfaitement identique avec la *minute* qui resta dans les mains de S. M. Il est vrai que ce document de haut intérêt ne fut pas livré à la curiosité du public. De graves considérations s'y opposaient. Ceux qui déblatèrent contre les actes du Gouvernement devraient au moins attendre à bien connaître les motifs de ses actes. Rien de plus désolant pour un ministre que d'être calomnié sans pouvoir se défendre, ayant la conviction intime d'être resté fidèle à son devoir. . . Dans ce moment critique, on payait encore à la France un subside pécuniaire dont on voulait s'affranchir. On demandait la rémission de cette charge onéreuse ; le cabinet des Tuileries, loin d'y consentir, en réclamait le paiement, soit à titre de subside, soit à titre de secours ou de prêt amical. La meilleure manière d'écarter cette prétention, c'était d'exagérer l'insuffisance de nos moyens ; en un mot, de cacher nos véritables ressources. Tel fut le juste motif de ne pas livrer à tout le monde le secret de notre position, plus avantageuse qu'on ne la croyait généralement... Le *mémoire* et les plans présentés par le ministre Solér servirent néanmoins plus tard à fixer les combinaisons d'une réforme administrative ardemment désirée. La preuve en est claire. Ces documents restèrent dans les cartons du ministère des Finances. Bientôt après, le ministre Azanza les déposa sur le bureau dans les conférences de Bayonne, en 1808, et ils furent soigneusement consultés ; s'ils n'existent plus aujourd'hui, si des mains négligentes ou infidèles les ont fait disparaître, vraiment ce n'est point ma faute.

nement de Charles IV d'avoir différé, retardé le grand œuvre de la réformation financière. Personne jusqu'à ce jour n'a résolu ce problème. Quiconque a essayé de porter la main sur le vieil édifice a péri sous l'éboulement '... Il était impossible d'aller plus vite sous le règne de Charles IV, même en voulant se hâter, en présence d'un ordre de choses qui livrait à la *main-morte deux tiers du sol immobilisé*; où le clergé, personnellement plus nombreux que l'armée sur le pied de guerre, jouissait d'un revenu deux fois plus considérable que celui de la couronne<sup>2</sup>; où pour cha-

<sup>1</sup> Le ministre Solér a été l'une des premières victimes égor-gées en mars 1808 : il est aisé de voir d'où partaient les pro-scriptions qui s'accomplirent à cette époque. On ne sait par qui ni comment Solér fut assassiné. Il tâchait de se sauver en pro-vince. Des misérables soudoyés suivaient ses traces et l'atteigni-rent dans le village de Los Hinojosos (province de la Manche). L'infortuné ministre fut coupé en morceaux. On n'a pas même cherché à savoir d'où venait le coup. Il avait formellement pro-posé de faire contribuer le *clergé aux besoins de l'État*.... E.

<sup>2</sup> Suivant les dernières données statistiques de mon temps, le *personnel* religieux de l'un et de l'autre sexe, séculiers, régu-liers, de toutes les espèces, s'élevait à près de *cent quatre-vingt mille individus* sur une population de *onze millions tout au plus*, répartis dans 21,690 villes et villages, bourgs, etc., c'est-à-dire *un homme d'église pour soixante-deux habitans*. Un simple coup d'œil sur ces chiffres fait concevoir aussitôt l'énorme influence du clergé. On ne doit plus s'étonner des événements presque in-croyables qu'on voit encore chaque jour, ni des réactions conti-nuelles dont l'Espagne est le théâtre. Le pays est divisé en deux camps ennemis : les deux partis sont aux prises ; la victoire est incertaine... Qu'on n'aille pas toutefois supposer que je suis l'ennemi du clergé, ni que je l'aie été autrefois ; je désirais seule-ment qu'il ne s'attirât point l'animadversion du peuple, en un mot qu'il *se fît citoyen*. Je suis intimement convaincu que le principe religieux est nécessaire, qu'il sert d'appui à la morale,

que cultivateur il y avait six individus qui ne cultivaient pas, pour chaque artisan ou fabricant, six cent soixante-trois individus qui n'étaient ni l'un, ni l'autre ; multitude improductive (déduction à part des voleurs et mendiants de profession), vivant au jour le jour de traitemens, de commissions, gages ou salaires, etc., et qui tenait, sous peine de mourir de faim, à cette vieille organisation administrative dont chacun demandait la réforme et qui cependant faisait, tant bien que mal, subsister des milliers d'employés...

Avant de refondre notre système de dépenses et de recettes, ne fallait-il pas, avant tout, songer à donner ou à laisser du pain à cette classe oisive et affamée ? Arrêté par cette considération grave, je voulus d'abord affranchir le sol et rendre la propriété *immobilisée* à la circulation, ouvrir des voies plus larges, plus faciles, au commerce et à l'industrie, propager l'enseignement public, surtout les études positives, source de richesses

et que la morale gagnera plus à s'appuyer sur ce principe que sur l'intérêt purement humain, si égoïste et si vil.

On n'aura pas non plus des idées plus arrêtées que les miennes sur la convenance d'accorder au clergé une dotation plus que suffisante, sans laquelle la carrière du sacerdoce ne pourrait être embrassée par des hommes de science et de bonnes mœurs, tels que la religion les requiert. Mais il y avait trois choses à corriger : 1° l'excès de la richesse, qui corrompt les âmes et qui fait du prêtre l'homme de la terre plutôt que l'homme du Ciel, et lui donne un pouvoir exorbitant sur les autres classes ; 2° l'intrusion du clergé dans les affaires judiciaires de l'ordre civil, sous quelque prétexte que ce fût ; 3° le nombre excessif d'ecclésiastiques. Suivant mon opinion, en fait de science économique, les prêtres sont les véritables magistrats de la morale ; leur mission est d'encourager, de consoler la classe nombreuse qui produit, à laquelle ils doivent inspirer les vertus nécessaires au maintien de l'ordre social,

que le peuple a dans ses propres mains et qui dépend de lui... Je m'efforçai de ranimer les arts, en les délivrant des chaînes du monopole... D'ailleurs, était-ce bien le moment de tenter une réforme radicale (car tout, absolument tout, avait besoin d'être réformé)? Sous un règne paisible dont rien n'eût menacé la tranquillité, les premiers pas déjà faits auraient permis d'aller en avant; mais ici la prudence n'ordonnait-elle pas de s'arrêter quand l'horizon se couvrait de nuages, avant-coureurs certains d'une tempête prochaine et inévitable? Ah! plus que jamais le Gouvernement devait craindre de causer le moindre mécontentement, la moindre agitation. On réparait néanmoins la vieille maison que les siècles nous avaient léguée assez mal construite et à moitié ruinée; mais il y avait urgence plus à la défendre qu'à la rebâtir. On appliquait des étais provisoires; on rassemblait des matériaux, des ouvriers; on améliorait partiellement, on tâchait, en un mot, de rendre la maison habitable autant que possible. Quant aux finances, on se tirait d'affaire à force de petits miracles, de ressources momentanées, d'économie et d'efforts incroyables pour quiconque n'en aurait pas été le témoin oculaire. Que de soins et de veilles il en coûta pour en trouver, sinon le remède, du moins quelques palliatifs! *Années de*

l'amour du travail, le bon usage du bien acquis et le respect de la justice comme un devoir dicté par la loi divine. Mais un trop grand nombre de ministres superflus devient coûteux et inutilise beaucoup de bras: c'est mettre une centaine de juges dans un tribunal où quatre ou cinq pourraient suffire, c'est-à-dire atteler dix paires de bœufs à une charrue qui fonctionne très-bien avec une seule paire.....

*confusion et de désordre !* n'ont pas craint de dire les détracteurs du règne de Charles IV. Oui, ce furent des années de gêne, de pénurie, de besoins impérieux ; mais il est souverainement injuste de faire le moindre reproche à l'Administration. L'Angleterre et la France pesaient sur nous de tout leur poids ; chacune voulait nous entraîner de son côté : ainsi tirillés en sens contraire, nous avons toutes les peines du monde à nous tenir debout ; et malgré cette double charge également onéreuse, le peuple espagnol ne fut point fatigué par de nouvelles impositions ; il n'y eut pas de banqueroute ; les intérêts de la dette publique se payèrent avec exactitude ; si parmi les créanciers de l'État quelques-uns éprouvèrent un moment de retard, cette privation n'atteignit que les employés du Gouvernement, et maintes fois la maison du monarque. Oui, le Gouvernement éprouva de mortels embarras ; mais sa bonne foi, son respect pour les engagements contractés, le sauvèrent. La confiance la plus intime, la plus entière, ne cessa de régner entre le commerce et le ministère ; on se prêtait un appui mutuel ; il y eut un accord parfait contre l'agiotage : union digne d'être remarquée, et qu'on ne voit pas souvent ailleurs <sup>1</sup>. Les malheurs du temps n'empêchèrent point

<sup>1</sup> Parmi la multitude de données qui pourraient attester cette fraternité entre le Gouvernement et le commerce, je vais en citer un exemple. Dans le chapitre XXIII de cette seconde partie, j'ai raconté la manière dont le commerce voulut bien prendre pour son compte l'emprunt de *cent millions* de réaux ouvert le 22 juin 1805 pour faire face aux frais de la guerre maritime. L'année suivante, le commerce de Madrid, parmi tant de services déjà rendus volontairement, proposa lui-même et réalisa le sui-

la Banque de St-Charles et la compagnie des Philippi-  
nes de distribuer leurs dividendes accoutumés ; celle  
de la *Bonne Foi* (*Buenafé*) paya toujours aux échéan-  
ces déterminées avec les intérêts dus. La marine royale,  
en 1806 et 1807, tout entière appliquée à protéger  
la marine marchande, assura nos relations commer-  
ciales avec l'Amérique ; l'ennemi ne fit aucune prise  
importante ; et dans l'Océan, dans la Méditerranée,  
dans la mer Pacifique, le mal et le bien furent balan-  
cés, le plus souvent à notre avantage. Il suffirait à cet  
égard de consulter les papiers publics étrangers ou na-

vant. Il s'agissait de contenir l'agiotage, de faire cesser le tirail-  
lement qui entravait la circulation dans l'intérieur du pays et  
dans les marchés étrangers, de rétablir l'équilibre du cours,  
enfin de soutenir le crédit de nos *valès-numéraire* qui commen-  
çait à fléchir. Le Gouvernement proposait une mesure prompte et  
salutaire en vertu de laquelle la totalité de ces *valès* ou du moins  
une grande partie serait retirée de la circulation au moyen d'un  
prêt volontaire que le commerce lui-même se chargerait de ré-  
gler pour son propre compte. Les conditions étant acceptées par  
la caisse de consolidation, on agit de commun accord ; la sou-  
scription fut ouverte dans les termes suivans :

1° Tout capitaliste qui voudra faire un prêt en *valès-numé-  
raire* recevra sur-le-champ *quatre bons* ou *engagemens* du com-  
merce qui les paiera en quatre termes de six, douze, dix-huit et  
vingt-quatre mois avec le cinq pour cent, par an.

2° Les *valès-numéraire* resteront déposés entre les mains du  
commerce jusqu'à ce que la caisse de consolidation ait remboursé  
les valeurs métalliques.

3° Celui qui voudra échanger des *valès communs* pour des *va-  
lès-numéraire* recevra des bons ou engagemens du commerce,  
pour la *différence* entre le *valé* commun et l'argent, aux mêmes  
termes et avec le même intérêt énoncés dans l'article 1<sup>er</sup>.

4° Ces *bons* du commerce pourront se négocier par endosse-  
ment.

5° La caisse de consolidation les admettra pour le quart de  
la valeur nominale après adjudication des œuvres pies et im-

tionaux de 1806 et 1807. En général, l'exportation de nos produits ne fut pas trop contrariée. Il y eut toujours des acheteurs à des prix équitables. L'intérieur du pays ne souffrit considérablement sous aucun rapport; le développement de l'agriculture dépassa toutes les prévisions; l'industrie fit des progrès remarquables, et la guerre maritime, loin de nuire à ces progrès, les favorisa... Croit-on que j'exagère? Ceux qui ont survécu à cette époque peuvent et doivent répondre; j'invoque hardiment leur témoignage. Sous quelque point qu'on

meubles ecclésiastiques mis en vente conformément au bref de S. S. Pie VII.

6°. La caisse de consolidation versera chaque semaine à la caisse du commerce le quart du produit desdites ventes en la même monnaie qui aura été payée par les acquéreurs.

7°. La caisse de consolidation donnera sur Mexico, Buénos-Ayres et Carthagène (d'Amérique) des remises équivalentes aux obligations contractées par le commerce; ces remises seront négociées de commun accord, toute différence compensée entre la valeur des susdites remises et celle des versements de chaque semaine portés à la caisse de consolidation;

8°. A ces conditions, le commerce s'engage à payer ponctuellement le montant des *bons* de la caisse, intérêts et principal.

9°. Le commerce pourra convertir en numéraire la consignation déposée de *valès communs*; il fera les paiemens en argent effectif.

10°. Après quatre mois écoulés les *valès-numéraire* perdront leur privilège de *cours forcé*, personne ne devant plus être tenu de les recevoir en paiement des traites ou autres obligations en espèces métalliques.

L'exécution de cette mesure si favorable au crédit et à la circulation fut confiée à une Junta de négocians qui en choisirent eux-mêmes les membres, un seul vote réservé à la caisse de consolidation. Voici les noms des personnes qui composèrent la Junta: Le duc d'Osuna, président; D. Luis Fernández del Río; D. Manuel Garcia de la Prada; D. Diego-Crespo Tejada; D. Lorenzo Palacio; D. Joseph-Antoine de Uriarte.

veuille la considérer, cette époque fut un siècle *d'or* comparé au siècle de boue, et *pis encore*, qui marqua le passage au pouvoir de mes orgueilleux calomniateurs, eux qui ont tout dévoré jusqu'aux racines de l'arbre, jusqu'à la part des générations à venir ! Ils m'ont accusé d'avidité, de péculat ! comme ces brigands qui, après avoir dévalisé un malheureux voyageur, lui reprocheraient d'avoir mal acquis l'argent qu'ils lui prennent.

Sous le règne de Charles IV, les directeurs de nos finances commirent peut-être des erreurs involontaires ; ils adoptèrent peut-être des théories plus ou moins heureusement applicables ; mais nul ne porta une main déhontée sur le dépôt sacré de la fortune publique. Je dis même que si l'un d'eux avait eu cette mauvaise tentation, il n'aurait pas trouvé le moyen de se rendre coupable. La matière lui eût manqué. Tout ce qui existait, beaucoup plus encore, ne suffisait pas à couvrir les besoins impérieux, toujours renaissans, du Trésor, les pressantes obligations de l'État. Un compromis continuel, les exigences de la guerre, le soin du pays qui fut religieusement défendu, intégralement conservé sur tous les points, ne laissaient aucune place à des spéculations particulières<sup>1</sup>. C'est au milieu de ces graves occupations que les hommes d'Aranjuez m'arrachèrent le pouvoir que j'employais au salut de la patrie, pour laquelle j'étais prêt à mourir les armes à la main....

<sup>1</sup> Les administrateurs, les directeurs des finances sous le règne de Charles IV, ne sont pas venus acheter des hôtels et des terres en France. Nous parlerons bientôt de cela. E.



Ils m'ont accusé de menées sordides, de déprédations ! *Qu'ils citent un seul fait !*

Tous mes papiers, toutes mes correspondances, les registres publics, les livres de compte de ma maison, ils s'en sont emparés à l'improviste ; ils ont fouillé dans tous les secrets de ma vie privée et ministérielle ; ils savent tout : qu'ils parlent ; je ne leur ai jamais demandé grâce.

Et moi, tout seul, sans communications, sans documents, sans archives à ma disposition, je puis leur opposer des faits qu'ils se sont bien gardés de publier, parce qu'ils ont vu leur propre condamnation dans ma conduite irréprochable. Ah ! que ne suivaient-ils les exemples d'honneur que je leur ai laissés dans tous mes actes publics et particuliers !

Je veux rapporter ici un seul de ces actes révélé par eux-mêmes, et dont la connaissance parut désarmer un moment l'impitoyable colère de Ferdinand VII.

Nous avançons vers la fin de l'année (1807) ; chaque jour, de nouveaux embarras financiers. De son côté, la France se montrait plus exigeante au sujet de l'affaire du *subside*, non encore terminée ; le Gouvernement, poussé à bout, déclara qu'il manquait absolument d'argent, mais non de bon vouloir. Un *personnage très-important* offrit d'interposer sa médiation et son influence pour aplanir la difficulté. Je ne redirai point ce que tout le monde sait, c'est-à-dire que l'emprunt de Hollande fut moins onéreux que les circonstances ne devaient le faire craindre, et qu'il ressemblait fort peu à tous les autres emprunts

que l'Ecpagne a subis sous le dernier règne et après <sup>1</sup>... D. Eugène Yzquierdo fut autorisé à traiter avec la maison Hope et C<sup>ie</sup>, pour la somme de 30 ou 40 millions de florins, s'il était nécessaire d'aller jusque-là <sup>2</sup>. L'emprunt fut fait à 88; sur les 12 % qui restaient, la maison Hope retint 7 %; les autres 5 % reçurent une destination réservée. Yzquierdo dut se prêter à cet arrangement : ainsi le voulait le haut personnage français qui servait d'entremetteur ; 2 et demi % étaient pour lui ; les autres 2 et demi % pour moi. Ce n'est pas sans quelque rougeur que je me vois forcé à parler de cette négociation. Il y avait urgence et convenance à ce que l'emprunt se réalisât ; ne devant pas jeter de bâtons dans les roues , je m'en contentai de refuser, pour ma part , la somme qui m'était destinée. J'indiquai donc une réponse à Yzquierdo, par une note en marge de sa lettre ; voici cette note : « Je ne reçois point de cadeaux ; je sers le « Roi ; Sa Majesté me paie suffisamment ; que cette « somme reste au profit du Trésor. » Yzquierdo répliqua sur-le-champ : « Que le haut personnage médiateur « avait déjà reçu son lot ; qu'il serait humilié, même « piqué au vif, si je dédaignais de prendre le mien. « Vous savez, ajoutait-il, quelle peut être son influence, en bien ou en mal, dans les circonstances « actuelles. » Ma réponse était facile : « Il n'est pas

<sup>1</sup> Ce haut personnage français, c'était, comme on peut le deviner du premier mot, M. de Talleyrand-Périgord. E.

<sup>2</sup> Tout ce que je pus savoir à cette époque, c'est que le total des actions émises jusqu'au mois de mars 1808 n'excéda point alors vingt-trois millions de florins.

« nécessaire. que ce personnage connaisse l'usage qu'on  
 « a fait de la somme réservée pour nous ; mais il  
 « m'importe à moi beaucoup que Sa Majesté en soit  
 « instruite. C'est à vous à régler les choses avec dis-  
 « crétion et convenance ; ensuite vous rendrez compte,  
 « et Sa Majesté fera comme il lui plaira. »

Yzquierdo retira donc *cette somme* ; et, d'accord avec la maison Hope, il en fit un dépôt légal dans l'étude du notaire hollandais M. Smits....

Très-peu de temps après, Yzquierdo, me trouvant à Bayonne <sup>1</sup>, me dit ces propres paroles : « On vous a  
 « tout enlevé ; mais il existe encore *deux mille ac-*  
 « *tions disponibles de l'emprunt de Hollande* qui  
 « sont *intactes et sans aucune application.* » Certainement, dans cette circonstance, à la suite du traitement que j'éprouvais, la tentation était forte.... Je me refusai néanmoins à profiter de cette somme considérable ; les actions restèrent en dépôt telles qu'elles étaient. Ne les ayant pas réclamées moi-même, à qui les aurait-on livrées dans ce temps de bouleversements où le pays n'avait ni chef, ni gouvernement, et nous, aucune communication avec l'Espagne <sup>2</sup> ?

<sup>1</sup> En avril 1808.

<sup>2</sup> Ces *deux mille actions* de l'emprunt de Hollande ont existé ; elles existent encore quelque part. Qui en a profité ? ...

Il est très-curieux de voir le Prince de la Paix dans une mansarde rue Neuve-des-Mathurins, n° 6, tout juste à côté du magnifique hôtel que l'un des membres de la maison Hope fait agrandir tous les jours et décorer avec luxe.... J'aurai l'occasion de parler bientôt de ces banquiers et faiseurs d'emprunts pour le compte de l'Espagne ; je fais observer seulement ici que l'hôtel du banquier Hope est à côté de la *mansarde* habitée par le

Yzquierdo mourut bientôt après ; au bout de quelques années , un de ses neveux , étant à Paris , parvint à s'emparer de ses papiers avec l'intention de les présenter à la cour de Madrid , et s'en faire un mérite auprès du Gouvernement. Mais l'*affaire du dépôt* et la question du droit à réclamer ces actions restèrent depuis lors ensevelies dans une espèce de mystère....

Étant venu moi-même à Paris après plusieurs années , soit pour rendre service à la fille de D. Eugène Yzquierdo , soit plus encore pour éclaircir une affaire où mon honneur était en quelque sorte compromis , je fis faire plusieurs démarches , je dirai même toutes les démarches possibles pour découvrir le secret : je ne pus obtenir qu'avec peine des copies relatives , l'une *au compte-rendu de l'emprunt* , et d'autres aux titres du dépôt. Ces faibles documens , tels quels , suffisaient néanmoins pour mettre au jour la pureté de ma conduite dans cette affaire , ainsi que la probité d'Yzquierdo.

Cependant j'appris , en 1830 , que le Gouvernement espagnol voulait à cette époque opérer une *conversion* de la dette de Hollande ; et craignant que les deux mille actions ne vinssent à se perdre comme chose *prescrite* ou *délaissée* , je m'adressai à l'ambassadeur d'Espagne , qui était alors le comte de Heredia et Offalia ; je l'instruisis par écrit de ce que je savais et lui remis un *duplicata* des copies que j'avais en mon pouvoir , laissant à la discrétion du Roi le règlement de

prince , que celui de M. Ardouin et C<sup>ie</sup> est à l'entrée de la rue de la Chaussée-d'Antin n° 19 , et celui ou ceux du marquis Aguado ne sont pas éloignés. M. de Toreno va , dit-on , s'installer au faubourg Saint-Germain. E.

cette créance ; on me remercia ; on ajouta même que Sa Majesté reconnaîtrait un pareil service , en ayant égard aux réclamations d'intérêts personnels que lui adressait mon fils, dans ce moment.... La simple exposition de ce fait , parmi tant d'autres de la même nature que l'on retrouverait dans ma longue carrière et que j'ai moi-même oubliés , cette exposition, dis-je , répond à tout. Je n'y ajouterai qu'une réflexion. Celui qui , étant proscrit, banni, complètement ruiné, n'ayant plus rien à lui , livré à la merci du sort et de la calomnie , vit avec tant d'indifférence des sommes considérables qu'il pouvait recevoir sans témoin, de la main à la main ; celui-là, dis-je, peut-il avoir été moins sévère dans ses principes , moins délicat , moins désintéressé , lorsqu'il occupait les premiers emplois de l'État, lorsqu'il était comblé d'honneurs et de richesses , et lorsque des milliers de témoins avaient les yeux ouverts sur chacune de ses actions !

Mes ennemis, qui ont tant écrit , tant déblatéré contre moi , n'ont pu trouver un seul fait personnel à citer à l'appui de leurs injures et de leurs outrages. Ils m'attaquent *en bloc* ; ils me rendent responsable des erreurs qu'on a pu commettre dans la gestion de nos finances pendant les trois années de 1799, 1800 et 1801. J'étais alors éloigné du cabinet , parfaitement étranger aux affaires. Ils m'accusent de toutes les dépenses que nous occasionnèrent des malheurs et des fléaux tombés du ciel ; et de plus , ne comptant pour rien les longues guerres de trois ans contre la France , de neuf contre l'Angleterre , le *subside* payé à la première de ces deux puissances , malgré mon avis formel

et mon opposition clairement manifestée, ils me reprochent de n'avoir pas amorti plus de 300 millions de valès royaux avec le produit de la vente des œuvres pies et biens ecclésiastiques; ils me reprochent encore d'avoir envoyé une partie de ce produit en France pour ce *fatal subsidé*, afin d'y obtenir la faveur de l'empereur des Français.... Voilà ce qu'ont écrit et allégué contre moi les auteurs de l'ouvrage ministériel intitulé : *Histoire de la guerre d'Espagne contre Napoléon Bonaparte*, ouvrage conçu et rédigé; comme je l'ai déjà dit, sous les inspirations et par l'ordre de mes ennemis déclarés, maîtres alors du royaume, ayant toutes les archives de l'État à leur disposition et, qui plus est, tous mes papiers, tous les secrets de ma vie publique et privée! Avec tous ces moyens, ils n'ont pu trouver que de vaines déclamations contre le règne de l'auguste vieillard dont ils renversèrent le trône. Quant à moi, je n'ai fait que servir de prétexte occasionnel : le véritable but n'était que de rendre Charles IV odieux et méprisable, d'égarer l'esprit du peuple, afin que le jugement de l'Europe ne flétrît pas le règne naissant et mal affermi de Ferdinand VII....

Eh mon Dieu! le gouvernement des finances ne me fut jamais confié, je l'ai dit mille fois, je le répète encore; mais je soutiens néanmoins que ces finances furent bien et loyalement administrées.

Sans la ressource de ces ventes d'œuvres pies et d'une part du superflu des biens ecclésiastiques, comment aurait-on pu suffire à ces énormes dépenses, inévitables, forcées, sans augmenter les impôts publics? mes adversaires raisonnent comme si l'Espagne, en ce

temps-là, eût joui d'une paix *octavienne*, perpétuelle, comme si elle eût pu demeurer tout-à-fait étrangère aux calamités générales de l'Europe ! Que diront-ils aujourd'hui ? Que pourraient-ils dire d'eux-mêmes , de leur administration, ceux qui, au milieu d'une paix profonde, universelle , protégés à la fois par la France et l'Angleterre, dans le cours seulement de dix années, depuis 1823 jusqu'à la fin du règne de Ferdinand, ou plutôt du leur , n'ont pas amorti un écu de la dette publique ; ceux qui, au contraire, ont augmenté cette dette et l'ont chargée du poids effrayant de 127,760,399 piastres fortes, en réaux de veillon 2,555,207,990 (environ 665 millions de francs) ' !

Et comment nous expliqueront-ils ces *traités*, ces *conversions*, ces *négociations*, ces *reviremens* plus désastreux que la dette elle-même, toutes ces manœuvres financières qui ont tué notre crédit, qui ont mis en doute la bonne foi espagnole passée en proverbe depuis tant de siècles ! Dieu les a punis, dit-on. Oh ! si la punition ne tombait que sur les coupables ! mais c'est l'Espagne qui paie les péchés de quelques individus....

Je répondrai pour la dernière fois, et par leur propre bouche, à ceux qui m'ont accusé aussi d'avoir payé à la France un tribut tyranniquement imposé au pays....

Au chapitre IV de cette seconde partie, j'ai fait voir qu'au lieu d'accorder à la France des vaisseaux et des troupes qu'elle nous demandait en vertu du traité d'alliance avec la République, j'avais au contraire ménagé un traité de *libre introduction ré-*

' États officiels présentés par le ministre des Finances dans la séance des Cortès du 7 août 1834.

*ciproque* entre les deux états, moyennant certaines réserves avantageuses pour nous ; selon moi c'était le meilleur moyen de nous préserver d'un *subside*, et même d'incliner en notre faveur la balance du commerce <sup>1</sup>.

A présent voici les rédacteurs de l'histoire déjà citée qui affectent de parler de ce traité comme d'une faute énorme ; ils s'expriment en ces termes : « Cette trans-  
« action très-avancée parvint néanmoins à la connais-  
« sance de D. Pedro Ceballos assez à temps pour qu'il  
« pût en prévenir la conclusion. Il fit comprendre au  
« favori tous les dommages que ce traité ne manquerait  
« pas d'occasionner, et il réussit à l'en convaincre  
« (supposition entièrement fausse) ; aussitôt Ceballos,  
« ministre des Affaires étrangères, écrivit à notre am-  
« bassadeur à Paris, D. Joseph-Nicolas Azara, l'autori-  
« sant à traiter et régler sur-le-champ l'affaire du sub-  
« side avec le premier Consul. L'ambassadeur expédia  
« les choses si promptement, que lorsque Beurnonville  
« annonça de son côté l'adhésion de Charles IV à  
« l'*importation* libre des marchandises françaises,  
« Azara et Talleyrand avaient déjà signé la convention  
« définitive par laquelle on rachetait les stipulations  
« du traité de Saint-Ildefonse en payant à la France, à  
« titre de *subside*, la somme énorme de 6 millions de  
« réaux (ou 1,500,000 francs) par mois. »

C'est ainsi que mes propres ennemis, rédacteurs de l'histoire susdite, ne craignant pas d'être contredits, quoique Ceballos se trouvât pour la seconde fois mi-

<sup>1</sup> Ceci est longuement expliqué dans le chapitre XV, vers la fin.



### 332 MÉMOIRES DU PRINCE DE LA PAIX.

nistre de Ferdinand VII, et voulant m'accuser d'ignorance ou de balourdise, reconnaissent et déclarent eux-mêmes que le traité *du subsid* *ne fut point mon ouvrage.*

On peut en dire autant des autres imputations calomnieuses dont on m'a accablé.

Le temps a suffi pour en faire justice.

---

## **PIÈCES JUSTIFICATIVES.**





N° I.

## ESPAGNE.

---

Madrid, 14 décembre (25 frimaire).

Son Excellence D. Pedro Ceballos, premier secrétaire d'État des Affaires étrangères, a communiqué, par ordre royal, à tous les conseils, sous la date d'avant-hier, le manifeste suivant :

« Le rétablissement de la paix que les puissances de l'Europe avaient vu avec tant de plaisir, par le traité d'Amiens, a été malheureusement de courte durée pour le bien des peuples. Les réjouissances publiques par lesquelles on célébrait de si grands succès n'étaient pas encore finies, lorsque la guerre a commencé de nouveau à troubler la tranquillité publique, et le bien que la paix offrait s'est évanoui.

« Les cabinets de Paris et de Londres tenaient l'Europe en suspens et dans l'indécision entre la crainte et l'espoir, voyant chaque jour plus incertaine l'exécution de leurs négociations, jusqu'à ce que la discorde vint rallumer entre eux le feu d'une guerre qui naturellement devait se communiquer à d'autres puissances, à l'Espagne et à la Hollande, qui traitèrent avec la France

à Amiens, et que leurs intérêts et leurs relations politiques tiennent entre elles si particulièrement unies qu'il était très-difficile qu'elles ne fussent à la fin compromises par les agressions et offenses faites à leur allié.

Dans cette circonstance, Sa Majesté, fondée sur les plus solides principes d'une bonne politique, a préféré le *subside* pécuniaire aux contingens de troupes et navires qu'elle devait fournir à la France, en vertu du traité d'alliance de 1796 : ainsi, par le moyen de son ministre à Londres, comme par le moyen des agens anglais à Madrid, il donna à connaître de la façon la plus positive au Gouvernement britannique la décisive et ferme résolution de demeurer neutre pendant la guerre, ayant, pour le moment, la consolation de voir que cette déclaration ingénue était, en apparence, bien reçue à la Cour de Londres.

« Mais ce cabinet, qui avait prémédité d'avance le renouvellement de la guerre avec l'Espagne aussitôt qu'il serait en état de la déclarer, non pas avec les formules et les solennités prescrites par le droit des gens, mais par des moyens d'agression qui puissent lui être avantageux, chercha le plus frivole prétexte pour mettre en doute la conduite vraiment neutre de l'Espagne, et afficher les désirs de la Grande-Bretagne de conserver la paix ; le tout afin de gagner du temps en endormant le Gouvernement espagnol et maintenir dans l'incertitude l'opinion publique de la Nation anglaise sur les desseins injustes et prémédités qu'elle ne pouvait approuver d'aucune façon.

« C'est ainsi que le cabinet de Londres feignait artificieusement de protéger différentes réclamations faites

par des Espagnols et des agents à Madrid, exagérant les intentions pacifiques de leur souverain : mais jamais il n'était satisfait de la franche amitié avec laquelle on répondait à ses notes ; il songeait plutôt à exagérer ou à supposer des armemens qui n'existaient pas ; il supposait (contre les protestations les plus positives de la part de la Cour d'Espagne) que les secours pécuniaires donnés à la France n'étaient seulement que l'équivalent des troupes et navires qui se stipulèrent dans le traité de 1796, comme si une somme indéfinie et immense permettait de considérer l'Espagne comme partie principale dans la guerre.

« Mais, comme il n'était pas encore temps de faire disparaître tout à la fois l'illusion de ce qu'ils tramaient, les ministres de S. M. B. exigèrent, comme condition, pour considérer l'Espagne comme neutre, la cessation de tout armement dans ses ports, et la prohibition des ventes, dans ces mêmes ports, des prises faites par les Français ; et bien que l'une et l'autre condition, quoique sollicitées avec un ton trop orgueilleux et peu en usage dans les transactions politiques, furent d'abord rigoureusement accomplies, ils continuèrent néanmoins à manifester des méfiances et partirent à la hâte de Madrid, après avoir reçu des courriers de leur cour sans avoir fait aucune communication de leur contenu.

« Le contraste qui résulte de tout cela entre la conduite des cabinets de Madrid et de Londres suffirait pour manifester clairement à toute l'Europe la mauvaise foi du ministère anglais, quoique lui-même ne leût pas manifestée avant l'attentat abominable de la surprise, combat et prise de quatre frégates espagnoles

naviguant avec la sécurité que la paix inspirait, et qui furent artificieusement attaquées par un ordre que le Gouvernement anglais avait signé au même moment où il avait exigé les conditions pour sa prolongation, dans lesquelles il donnait toutes les sécurités possibles, pendant que ses navires se pourvoyaient de vivres et d'autres rafraîchissemens dans les ports d'Espagne.

« Ces mêmes navires, qui jouissaient de l'hospitalité la plus complète, éprouvaient la bonne foi avec laquelle l'Espagne assurait l'Angleterre de la sincérité de ses engagements et de la fermeté de ses résolutions pour maintenir la neutralité; ces mêmes navires avaient déjà reçu les ordres iniques du Cabinet anglais pour envahir sur mer les propriétés espagnoles. Les mêmes ordres circulaient au loin, puisque tous ses navires de guerre, dans les mers d'Amérique et d'Europe, arrêtaient et amènent dans leurs ports tous les navires espagnols qu'ils rencontrent, sans même respecter ceux qui sont chargés de grains, qui viennent, de toutes parts, au secours d'une nation fidèle, dans une année de misère et de calamité.

« Ils ont donné l'ordre barbare, car il ne mérite pas d'autre nom, de faire couler bas tous les navires espagnols qui n'auraient pas cent tonneaux, de brûler ceux qui seraient échoués sur la côte et d'arrêter et amener à Malte ceux qui passeraient cent tonneaux; c'est ainsi que l'a déclaré le patron d'une flûte valencienne de cinquante-quatre tonneaux qui se sauva dans sa chaloupe, le 16 novembre, sur la côte de la Catalogne, lorsque cette flûte fut coulée bas par un navire anglais, après que le capitaine dudit navire

lui eût pris ses papiers et son drapeau, et lui eût dit qu'il avait reçu ces ordres positifs de la Cour.

Malgré ces faits atroces qui prouvent jusqu'à l'évidence les vues ambitieuses et hostiles que le cabinet de Saint-James avait préméditées, il veut encore mettre en avant un perfide système, afin d'éblouir l'opinion publique, alléguant pour cela que les frégates espagnoles n'ont pas été amenées en Angleterre en qualité de prises, mais comme étages, jusqu'à ce que l'Espagne donne l'assurance qu'elle observera la plus stricte neutralité.

« Eh! quelle plus grande sûreté peut et doit donner l'Espagne? quelle nation civilisée a fait usage jusqu'à présent de moyens aussi injurieux et aussi violens pour exiger des sûretés d'une autre? Encore que l'Angleterre eût enfin quelque chose à exiger de l'Espagne, de quelle manière s'excuserait-elle après un semblable attentat? Quelle satisfaction pourra-t-elle donner pour la malheureuse perte de la frégate *la Mercedes*, avec toute sa cargaison, l'équipage et grand nombre de passagers de distinction qui ont été victimes innocentes d'une politique aussi détestable? »

L'Espagne ne satisferait point à ce qu'elle se doit à elle-même; elle croirait manquer à son honneur parmi les autres puissances de l'Europe, si elle se montrait plus long-temps insensible à de semblables outrages; et si elle ne s'efforçait pas de les venger avec l'énergie et la dignité qui lui sont propres.

Le Roi, encouragé par ces sentimens, après avoir épuisé, pour conserver la paix, toutes les ressources compatibles avec la dignité de sa couronne, se trouve



dans la dure nécessité de faire la guerre au roi de la grande-Bretagne , à ses sujets et peuples, et de supprimer les formalités d'usage concernant la déclaration et la publication solennelles , puisque le cabinet anglais a commencé et continue à faire la guerre sans la déclarer.

En conséquence, S. M., après avoir fait mettre l'embargo par voie de représailles sur toutes les propriétés anglaises qui se trouvent dans ses domaines, a ordonné qu'on fit passer aux vice-rois, capitaines-généraux et autres commandans, tant de mer que de terre, les ordres les plus convenables pour la défense du royaume et les hostilités contre l'ennemi; le Roi a ordonné à son ministre de se retirer avec toute la légation espagnole. S. M. ne doute point que lorsque les sujets de ses royaumes seront informés de la juste indignation que la conduite violente de l'Angleterre a dû lui inspirer, ils n'épargneront aucun moyen de tous ceux que leur suggèrera leur valeur pour contribuer avec S. M. à la plus complète vengeance de l'insulte faite au pavillon espagnol; il les autorise à cet effet à armer en course contre la Grande-Bretagne et à s'emparer avec courage de ses embarcations et propriétés avec les pouvoirs de la plus grande étendue. S. M. offre en même temps la plus grande célérité pour l'adjudication des prises, pour lesquelles on ne sera tenu que de justifier seulement de la propriété anglaise. S. M. renonce expressément en faveur des armateurs à tous les droits que, dans de semblables occasions, elle se serait réservés sur de semblables prises, de manière qu'ils en jouiront dans leur entier et sans escompte.

« Enfin Sa Majesté a ordonné que tout ce qui a été rapporté ci-dessus soit inséré dans les papiers publics , pour qu'il puisse parvenir à la connaissance de tout le monde , et qu'on le fasse passer aux ambassadeurs et ministres du Roi dans les cours étrangères , afin que toutes les puissances soient informées de ces faits , et qu'elles s'intéressent à cette cause si juste , espérant que la divine Providence bénira les armes espagnoles pour obtenir la juste et convenable satisfaction de ses injures ' . »

' Traduction publiée par le général Foy et autres écrivains.

---

## N° II.

## PROCLAMATION

## A LA NATION ET A L'ARMÉE.

Le Roi a daigné me confier, en ma qualité de généralissime de ses armées, la direction de cette nouvelle guerre contre la Grande-Bretagne. Sa Majesté veut que tous les chefs de ses provinces s'entendent directement avec moi, pour tout ce qui concerne cette guerre.

Afin de répondre dignement à la confiance du souverain, et remplir avec honneur mes devoirs comme chef de ses vaillantes troupes, je déploierai tous les ressorts de mon esprit et de mon zèle ; je demande le concours de tous ceux qui peuvent m'aider.

Il est notoire que, au sein de la paix, et sans déclaration préalable, l'Angleterre a commencé les hostilités, en s'emparant de trois frégates du Roi, dont l'une a sauté en l'air, et faisant prisonnier un régiment d'infanterie qui se rendait à Majorque ; plusieurs bâtimens de commerce chargés de blé sont pris ; d'autres de moins de cent tonneaux, coulés à fond...

Mais quand se commettaient ces attentats, ces vols, ces trahisons? Lorsque les vaisseaux anglais étaient reçus dans nos ports; lorsque ces vaisseaux y trouvaient la meilleure hospitalité, toute sorte de secours et d'approvisionnement!

Quelle bonne foi, quelle noblesse, d'un côté! quelle iniquité, de l'autre!

A la vue de tant de perfidie, quel Espagnol n'a pas frémi d'indignation, n'est pas prêt à courir aux armes?

Marins! trois cents de vos compagnons assassinés, mis en pièces, faits prisonniers par une insigne perfidie! C'est un appel à votre honneur.

Soldats de l'armée! vos frères traîtreusement désarmés, arrachés à leurs drapeaux, relégués dans une île éloignée, mourans de faim, forcés peut-être de s'enrôler, sous peine de la vie, dans les phalanges de nos cruels ennemis!

Espagnols! le pêcheur inoffensif réduit à la plus affreuse misère, les mères désolées, les enfans, les vieillards, maudissant les auteurs de leur ruine, implorent votre compassion, de prompts secours!

Des milliers de familles qui attendaient du pain, dans ces momens de disette, se le voient enlever par d'impitoyables corsaires.

Vengeance, vengeance! courons aux armes: le Roi, la justice, l'honneur espagnol, nous l'ordonnent.

Siles Anglais ont oublié que dans nos veines circule encore le sang des guerriers qui repoussèrent les Carthaginois, les Romains, les Vandales et les Maures, songeons à conserver la gloire de nos braves aïeux.

Faisons voir à la postérité que la génération des héros castillans n'a pas eu de lacune.

Si les Anglais, en voyant nos efforts, nos sacrifices pour maintenir la paix, ont attribué notre modération à une timide pusillanimité, à une molle apathie, qui ne furent jamais dans notre caractère, nous leur prouverons bientôt qu'une nation loyale, vertueuse, brave, qui aime sa religion et la gloire, n'est pas impunément offensée; qu'elle saura venger une injure révoltante et non provoquée.

Les Anglais, au mépris de toute pudeur, de tous les droits reconnus parmi les peuples civilisés, ont préféré le vol et la trahison au respect de la foi publique; la violation des principes, l'abus de la force, l'excès du despotisme, ont toujours perdu les États. Que les Anglais rougissent à la vue de cet or souillé de sang innocent! Cette lâche spoliation imprime au front des ministres qui l'ont ordonnée une flétrissure éternelle, et qui les rend odieux à tout l'univers.

Généreux Espagnols, la magnanimité de votre caractère ne souffrira pas qu'une aussi révoltante agression demeure impunie. L'amour du Roi pour son peuple est trop connu pour que tous ses sujets ne s'empressent pas de seconder les justes et souveraines résolutions de Sa Majesté.

Faisons donc la guerre, la guerre la plus cruelle, à nos perfides ennemis, mais sans imiter leurs procédés que désavoue la civilisation actuelle, procédés indignes d'un peuple qui s'estime et se respecte lui-même.

Que tous les chefs militaires puissent agir avec la décision et la liberté qu'exigent les circonstances,

et qu'autorise la confiance du Roi : je leur déclare, au nom de Sa Majesté, qu'il ne leur sera pas demandé compte du résultat de leurs opérations ; que nul blâme n'est à craindre, pourvu qu'ils aient consulté les probabilités de succès et mis en œuvre tous les moyens possibles pour réussir.

Mais ils seront responsables de n'avoir pas employé tous ceux qui sont à leur disposition, tous ceux que peut créer un zèle ardent et bien dirigé.

D'autres nations moins fortes que la nôtre, ayant moins de ressources, dans une situation plus critique, ont su trouver assez d'énergie pour repousser, punir d'insolens agresseurs.

Enflammez l'esprit du peuple ; excitez son enthousiasme ; tâchez d'en tirer parti, et vous ferez des miracles.

Que les capitaines-généraux et les commandans militaires des provinces raniment l'ardeur du soldat. Que les évêques et archevêques, les prélats ecclésiastiques, les chefs civils, tous les corps de l'État, prêchent, agissent, donnent l'exemple du dévouement ; que tous soient jaloux de concourir à la défense et à la gloire de la patrie.

Dans les situations extraordinaires, il faut des efforts proportionnés à la circonstance. Chaque province a ses moyens particuliers. Que l'ensemble de tous ces moyens soit dirigé contre l'ennemi ; que la politique et le patriotisme se donnent la main ; que chacun se pique d'offrir à la patrie, à l'Europe, le plus grand nombre de belles actions.

Dès qu'il se présentera l'occasion de nuire à l'en-

nemi , n'attendez pas l'ordre officiel d'agir. Les lenteurs attiédissent le courage , et font perdre le bon moment.

N'ayons aucune indulgence pour les contrebandiers ; ce sont les plus grands criminels : auxiliaires de nos ennemis , ils introduisent chez nous les produits de leur insatiable industrie, de leurs funestes manufactures. Proscrivons , maudissons ces étoffes empreintes du sang de nos frères lâchement égorgés.

Quand cet infâme trafic sera bien comprimé , quand l'Espagnol rougira d'y avoir prêté la moindre faveur , quand l'Europe , éclairée sur ses vrais intérêts , fermera tout débouché à l'industrie anglaise , alors la vengeance sera complète. Nous verrons tomber cet orgueil intolérable ; — ils mourront de regret , de désespoir , à côté de leurs ballots de marchandises repoussées de partout , ces infracteurs du droit des gens , ces superbes tyrans des mers !

Que toutes les volontés n'en fassent qu'une seule , et , ce qui n'est point à présumer , si quelqu'un d'entre nous ne sentait pas dans son cœur le feu du patriotisme , la soif de venger la patrie offensée , qu'il se dérobe aux regards de ses concitoyens , que sa coupable indifférence ne soit pas un objet de scandale pour les bons Espagnols. L'âge , les infirmités , ne permettent pas à tous de prendre une part active ou personnelle à cette grande lutte ; mais tous peuvent contribuer par leurs richesses , par leurs exhortations et leurs vœux. Tels sont les désirs du Roi et les miens. — Ne négligeons aucun moyen de satisfaire notre juste ressentiment... Ses effets seront terribles.

Tout sujet de Sa Majesté pourra se charger d'une entreprise quelconque ; si pour l'exécuter il a besoin de l'appui du Gouvernement, qu'on m'en fasse connaître le but, les moyens de succès. Tous les secours seront immédiatement accordés, pour peu que les idées soient raisonnables et combinées, dès qu'il en pourra résulter quelque dommage à l'ennemi, quelque gloire à la patrie <sup>1</sup>.

Madrid, 20 décembre 1804.

**LE PRINCE DE LA PAIX.**

<sup>1</sup> Traduction de M. d'Esménard.



## N° III.

## LETTRES

## RELATIVES A L'AFFAIRE DE MAROC,

Textuellement copiées des *Mémoires* de M. de Bausset <sup>1</sup>.

---

*Le Prince de la Paix au marquis de la Solana.*

« J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a écrite  
« sous la date du 25 du mois dernier. J'ai été très-  
« satisfait de vos observations et de la résolution que  
« vous avez prise de concourir de tous vos moyens  
« aux succès des affaires d'Afrique. En retour des

<sup>1</sup> Je crois devoir omettre ici une lettre du marquis de la Solana, qui contient seulement des éloges du projet et de ma personne. Tout le reste est la traduction de M. de Bausset. D'après le texte espagnol, j'ai bien trouvé dans la version française quelques inexactitudes, mais peu importantes. Je copie également en français la relation historique du projet tel que M. de Bausset l'a donnée. Du reste, en ce qu'il dit de moi dans son ouvrage, on voit qu'il s'en est pieusement rapporté aux déclamations intéressées de mes ennemis. Pourquoi aurait-il pris la peine de les examiner à fond et de les réfuter?

« sentimens que Votre Excellence veut bien m'exprimer, je puis l'assurer que mon plus vif désir est de trouver une occasion de lui témoigner toute ma sensibilité. Votre Excellence doit être bien certaine que j'ai une extrême confiance dans sa prudence et dans son dévouement ; lorsque le moment d'agir sera arrivé, je la préviendrai.

« Le premier courrier que j'enverrai à Votre Excellence lui donnera de plus grands détails ; il est nécessaire qu'elle connaisse bien l'état des choses passées et tout ce qu'il convient de faire en ce moment, ainsi que les dispositions nécessaires pour ne point perdre le fruit d'une si belle entre prise, faute d'avoir pris toutes les précautions et mis toute l'activité convenable. J'ai chargé mon agent de porter à Votre Excellence les chiffres et les instructions préalables pour votre correspondance directe avec le voyageur dans les cas urgens et indispensables.

« Que Dieu garde d'heureux jours à Votre Excellence.

« Madrid, 4 juin 1804.

« LE PRINCE DE LA PAIX. »

---

*Le Prince de la Paix au commandant de l'île  
de Léon.*

« Le Roi ordonne à Votre Excellence de mettre à la  
« disposition du marquis de la Solana , capitaine-gé-  
« néral de votre Province, tout ce qu'il vous deman-  
« dera soit en armes, munitions et objets d'artillerie ,  
« soit en soldats et officiers de l'armée royale ou des  
« dépôts divers qui sont sous votre commandement.  
« Sa Majesté connaît votre dévouement à son service ,  
« et elle se plaît à croire que vous remplirez ses inten-  
« tions avec autant de promptitude que de discrétion.  
« En transmettant à Votre Excellence les ordres du  
« Roi et les miens pour cet objet , je suis assuré que  
« votre empressement et le zèle qu'elle a toujours fait  
« paraître procureront au marquis de la Solana toutes  
« les facilités qui pourront dépendre d'elle.

« Que Dieu garde des jours longs et heureux à Votre  
Excellence.

« Aranjuez, 44 juin 1804.

« LE PRINCE DE LA PAIX. »

---

*Le marquis de la Solana au Prince de la Paix.*

« Excellentissime Seigneur,

« Je puis assurer Votre Excellence que j'emploie-  
« rai toutes mes facultés à me rendre de plus en plus

« digne de l'honneur et de la confiance qu'elle veut  
« bien me témoigner par sa lettre du 4 de ce mois. Si  
« mon intelligence est faible, mon cœur ne l'est pas;  
« et il sent vivement tout le prix des bontés dont  
« Votre Excellence daigne m'honorer.

« Dès que j'aurai reçu les instructions que Votre  
« Excellence m'annonce, je ferai toutes les disposi-  
« tions qui me seront prescrites.

« Votre agent m'a remis les chiffres et la méthode  
« nécessaire pour en user. Je suis parvenu à bien com-  
« prendre ce procédé, et je crois pouvoir assurer  
« Votre Excellence que je suis déjà en état de m'en  
« servir utilement. C'est ce que votre agent pourra  
« vous confirmer.

« Je prie Dieu d'égaliser mes lumières à mon zèle pour  
« la gloire de Votre Excellence et pour le bien de la  
« monarchie.

« Le marquis DE LA SOLANA. »

---

*Le Prince de la Paix au marquis de la Solana.*

« J'ai dit à Votre Excellence dans ma dernière lettre  
« que je lui ferais incessamment connaître tout ce qu'il  
« convenait de préparer pour l'heureuse issue de l'en-  
« treprise d'Afrique et pour en assurer le succès par  
« l'exactitude et la précision la plus rigoureuse.

« Les nouvelles que je reçois de notre voyageur exi-  
« gent que nous nous mettions promptement en mesure  
« de lui envoyer secrètement tous les secours qu'il juge

« nécessaires pour parvenir à remplir heureusement la  
« mission dont il est chargé. Au premier avis qu'il  
« donnera, il faut que tout soit prêt à être débarqué  
« sur la côte d'Afrique et sur le point qu'il désignera.

« Avant que cette expédition parte pour sa destina-  
« tion, je crois utile et convenable de donner à Votre  
« Excellence une juste idée des circonstances dans  
« lesquelles nous allons entrer et généralement de tous  
« les efforts qu'il faut faire pour réussir.

« Muley Soliman, empereur actuel de Maroc, est  
« un être si stupide, si superstitieux, qu'il faut s'é-  
« tonner qu'il soit encore sur le trône, tant il est ab-  
« horré de ses sujets, qui n'ont d'autre désir que d'en être  
« débarrassés : lâche autant que cruel, souillé de tous  
« les vices, il n'a aucune de ces nobles qualités que  
« l'on remarque dans notre jeune voyageur. Ce Muley  
« Soliman ressemble à l'indolent monarque du Mexi-  
« que, tandis que notre jeune Espagnol a toute l'éner-  
« gie et le courage de Cortez. Il apprécie si bien lui-  
« même sa position et celle de Soliman qu'il me mande  
« avec toute la confiance possible qu'il tient entre ses  
« mains un autre Montézuma.

« Les enfans ressemblent au père, et aucun d'eux n'a  
« les qualités nécessaires pour régner à la satisfaction  
« des habitans de Maroc. L'aîné est proscrit et exilé;  
« le second est un poltron, méprisé et détesté par  
« toute la nation, quoiqu'il soit l'objet de préférence  
« de son père; les autres sont en horreur ou exilés. Le  
« seul compétiteur d'un peu d'importance, et qui a  
« annoncé des prétentions à la couronne, est le pacha  
« de Mogador, Muley Abdelmeleck. Quelques circon-

« stances heureuses pour lui sembleraient favoriser son  
« ambition et devoir nuire à mes projets. Il aurait été  
« à désirer que le gouvernement de Mogador, qui  
« compte de grands établissemens maritimes, se fût  
« trouvé placé entre les mains d'un homme moins re-  
« commandable et qui eût des prétentions moins éle-  
« vées ; toutefois notre *nouveau Cortez* ne paraît point  
« le redouter.

« A présent que Votre Excellence connaît la situa-  
« tion de toute cette famille, elle doit voir que tout  
« concourt à favoriser notre plan. Il lui paraîtra, comme  
« à moi, naturel et dans l'ordre des choses, quel esprit,  
« l'adresse, l'intelligence et le caractère de notre voya-  
« geur lui aient acquis un tel ascendant sur ces âmes  
« vulgaires, et une telle prépondérance, qu'il serait  
« peut-être possible qu'il parvînt à opérer une grande  
« révolution, même sans le secours d'un appareil de  
« force militaire, sans coup férir et sans éclat.  
« Toutefois il se tiendra prêt à repousser la force par la  
« force, si les circonstances l'exigent.

« Quant aux ministres et aux principaux person-  
« nages de l'État, il est inutile d'en parler. C'est une  
« classe remplie d'ambition, d'ignorance, d'avarice,  
« de bassesse et de poltronnerie.

« Le vice-consul du Roi à Mogador, D. Antonio  
« Rodriguez Sanchez, a été averti de favoriser de tout  
« son pouvoir les *excursions scientifiques* de notre  
« jeune savant, et on lui a donné à entendre qu'il  
« serait possible que ces excursions changeassent d'ob-  
« jet ; on lui a promis de l'avancement et une forte ré-  
« compense, s'il contribuait à faire réussir les projets.

« du voyageur. Ce vice-consul est jeune, actif et  
« discret, d'une figure aimable, et n'est point marié.  
« Les Maures et les indigènes l'aiment beaucoup,  
« et il ne pouvait se rencontrer, pour concourir avec  
« nous, un homme d'un caractère plus approprié et  
« plus convenable pour l'exécution des ordres dont il  
« est chargé.

« Le consul de S. M., D. N. Salmon, a fort bien dirigé  
« l'introduction du voyageur, ainsi que sa correspon-  
« dance; il a également bien aplani tous les embarras  
« de ce premier moment. Il a fait preuve de prudence  
« et de sagesse. Il pourra cependant ne plus être le  
« même s'il venait à savoir que les opérations scienti-  
« fiques peuvent devenir militaires. Il a beaucoup de  
« femmes dans sa maison; il est dominé par elles : leur  
« commerce habituel a singulièrement amolli son carac-  
« tère et le rendrait peu propre à nous seconder. Ce  
« consul a d'ailleurs de grandes relations avec tous les  
« négocians de l'empire de Maroc; et, s'il avait la  
« moindre crainte de voir sa fortune compromise, il  
« n'y a aucun doute qu'il ne commençât par faire  
« rentrer ses capitaux et sauver ce qu'il possède : ce  
« qui nécessairement donnerait l'éveil aux Maures et  
« aux autres consuls étrangers. Il n'en faudrait pas  
« davantage pour renverser tout notre plan; la maxime  
« la plus vraie en politique est qu'il ne faut pas accor-  
« der à quelqu'un plus de confiance qu'il n'en peut  
« mériter; il faut toujours la proportionner aux qua-  
« lités reconnues et avérées : aussi lui a-t-on fait un  
« mystère de ce qui se prépare. Nous continuerons à  
« agir ainsi avec lui jusqu'au moment où des circon-

« stances imprévues exigeraient qu'il fût mis dans le  
« secret, et que l'oti eût besoin de ses services.

« De toute façon, il sera prudent d'assurer la retraite  
« et de ne point abandonner les Espagnols qui pour-  
« raient se trouver à Maroc ou à Tanger, dans le  
« cas où Votre Excellence serait avertie avant moi d'un  
« danger imminent. A cet effet, j'engage Votre Excel-  
« lence à préparer secrètement toutes les embarcations  
« convenables et à tenir dans la baie de Tanger des  
« bâtimens d'Algésiras, de San-Lucar et de Cadix,  
« comme aussi quelques-unes des felouques que l'on  
« emploie pour le commerce de Tanger et de Gi-  
« braltar.

« Après avoir fait connaître le caractère des per-  
« sonnes qui doivent paraître dans cette grande scène,  
« il faut que je donne à Votre Excellence une idée  
« de quelques autres points qui sont assez impor-  
« tans.

« Votre Excellence partagera l'opinion du voyageur,  
« que la garnison de Ceuta doit être progressivement  
« augmentée, de manière à y réunir une force dispo-  
« nible de neuf à dix mille hommes, que l'on pourrait  
« faire camper sous les murailles de la ville lorsque  
« le moment d'agir serait arrivé, sous prétexte de les  
« exercer et de les faire manœuvrer dans leurs lignes  
« seulement. Cette démonstration suffirait seule pour  
« attirer sur ce point l'attention des Maures et opérerait  
« une forte diversion. Ces troupes ne devront agir hos-  
« tilement que lorsque leur commandant en aura reçu  
« l'avis d'Ali-Bey. Votre Excellence ne manquera pas  
« de bonnes raisons pour colorer et expliquer cette



« grande augmentation de troupes dans Ceuta. Elle  
« peut dire que ces troupes ne sont envoyées que pour  
« contenir le grand nombre de condamnés aux travaux  
« forcés qui abondent dans cette ville.

« Votre Excellence pourra dire encore, pour empê-  
« cher les observations des puissances étrangères, des  
« habitans de Maroc et même des Espagnols, que la  
« connaissance que vous avez des troubles intérieurs  
« qui existent dans cet empire voisin vous inspirent  
« des craintes pour la forteresse de Ceuta, l'une des  
« plus importantes de votre commandement ; et que  
« c'est pour la préserver de toute atteinte que vous  
« renforcez la garnison pour la mettre en état de sou-  
« tenir un siège.

« Venons aux demandes d'Ali-Bey :

« 1° Vingt-quatre artilleurs et deux officiers ; 2° trois  
« ingénieurs et deux mineurs ; 3° quelques chirurgiens  
« avec leurs instrumens et une petite pharmacie ;  
« 4° quelques pièces de campagne de différens calibres  
« avec leurs affûts ; 5° deux mille fusils et des muni-  
« tions ; 6° quatre mille baïonnettes ; 7° mille paires  
« de pistolets.

« Les quatre derniers articles sont ceux qui pressent  
« le plus ; il faut les disposer le plus promptement et  
« le plus secrètement possible. A cet effet, Votre Ex-  
« cellence trouvera dans les arsenaux de Cadix ou  
« dans les magasins de la marine le nombre demandé  
« de fusils, de baïonnettes et de pistolets, soit de nos  
« fabriques, soit de celles de l'étranger. Il faut choisir  
« ce qu'il y a de meilleur, pour que l'humidité ne les  
« altère pas dans le cas où l'on serait obligé de les en-

« terrer sur quelque plage au moment du débarque-  
« ment.

« Quant aux projectiles , aux pièces de campagne et  
« aux affûts dont le nombre n'est pas déterminé , non  
« plus que leur calibre , je m'en remets entièrement  
« à la décision de Votre Excellence , soit pour leur  
« transport , soit pour les précautions à prendre pour  
« les déguiser et leur donner l'apparence des arme-  
« mens de commerce. Les ordres que j'adresse au com-  
« mandant de l'île de Léon , et dont je vous envoie  
« copie , vous donneront toutes les facilités conve-  
« nables , et vous mettront en état d'opérer avec ré-  
« serve , et au moment favorable , le transport de tout  
« ce matériel.

« A l'égard des officiers , des ingénieurs , mineurs  
« et artilleurs qui sont demandés , je ne pense pas  
« qu'un grand nombre soit nécessaire. Des officiers  
« de cette espèce ne se déplacent pas en si grande  
« quantité sans éveiller le soupçon. La nature de leur  
« service exige d'ailleurs qu'ils soient un peu initiés  
« dans le secret des travaux qu'on leur impose ; mais  
« plus un secret est répandu , moins il est gardé.  
« Nous aurons de reste le temps d'y songer , ainsi  
« qu'aux chirurgiens.

« Attachons-nous en ce moment à établir une cor-  
« respondance sûre et suivie avec Mogador , et à  
« ménager la retraite , en cas de malheur , du vice-  
« consul et des autres Espagnols qui pourraient s'y  
« trouver. Ces sages précautions d'ordinaire doublent  
« le courage des gens que l'on emploie. Un seul bâ-  
« timent ne suffit point pour cet objet. Il ne faut pas

« penser à envoyer une flotte , parce qu'une infinité  
« de raisons s'y opposent en ce moment. Votre Excel-  
« lence a très-bien fait d'avoir remis ses dernières dé-  
« pêches à un pilote de confiance , en lui prescrivant  
« de ne les remettre qu'entre les mains de la personne  
« à qui elles sont adressées. La marine royale a , dans  
« votre département, deux petits bâtimens qui pour-  
« ront être utilisés pour la correspondance ; mais  
« comme leur armement est tout militaire , ainsi que  
« les autres bâtimens du Roi , il faut en user sobre-  
« ment et ne les employer qu'à la dernière extrémité  
« et dans le cas où il y aurait des objets dont l'envoi  
« serait pressé par le voyageur. Il faudra le prévenir  
« de toutes ces dispositions pour sa gouverne particu-  
« lière.

« Je renouvelle à Votre Excellence les assurances  
« que je lui ai déjà données de toute ma confiance  
« dans sa personne , et de la satisfaction que j'éprouve  
« de la voir en de si bonnes dispositions pour le succès  
« de notre entreprise. J'adresse à Votre Excellence  
« la copie d'un avis que le voyageur m'a fait passer  
« depuis quelque temps , afin qu'elle puisse en user  
« convenablement dans le cas où cela deviendrait  
« nécessaire.

« Aranjuez , le 17 juin 1804.

« LE PRINCE DE LA PAIX. »

---

*Le marquis de la Solana au Prince de la Paix.*

« Très-excellent seigneur,

« J'ai reçu ce matin à six heures la lettre confidentielle que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 17 de ce mois et qu'elle a bien voulu me

« Cette lettre porte en marge, de la main du Prince de la Paix : *Très-confidentielle*, et en apostille : Répondre au marquis de la Solana, et accuser réception de sa lettre (a).

« Cette expédition doit être considérée comme m'étant personnelle. Ce fut sur mon rapport que le Roi donna son approbation. C'est à moi seul qu'en appartient l'idée, quoique dans l'avenir on puisse ne pas m'attribuer les conséquences qui auraient pu en résulter. Les documens seront communiqués à la secrétairerie de la guerre, et me seront ensuite apportés chez moi.

« Je continuerai moi-même à suivre cette affaire selon les diverses modifications qu'elle pourrait éprouver, et jusqu'à ce que notre voyageur soit sorti du mauvais pas dans lequel sa vivacité naturelle, son esprit ardent et sa courageuse imprudence l'ont entraîné. »

(a) Cette apostille, que M. de Bausset croit avoir lue à la marge de la lettre du marquis de la Solana du 22 juin, appartient nécessairement à une autre lettre du Marquis antérieure de huit ou dix jours au moins, et qui ne se trouve point parmi celles que M. de Bausset a insérées dans ses *Mémoires*. Dans l'une de ces lettres, Solana accuse le reçu de mes instructions; l'autre répond au contre-ordre donné à cet égard. M. de Bausset, ou ceux qui lui ont fourni ces documens, ne présentant que l'une des deux lettres, il en résulte une grande confusion. Il est aisé de voir que la traduction française a été faite à la hâte sur des copies, et sans égard pour les dates et autres accessoires. Badia ne faisait que d'arriver à Bayonne (il venait de l'Orient); il ne pouvait avoir que des minutes de lettres de la correspondance officielle.... Et qui les lui avait procurées? par quelles mains lui furent-elles remises? Je l'ignore. M. de Bausset prétend les tenir de Badia lui-même, et les donne pour authentiques. Quant à moi, je soutiens que ce furent de simples copies; ce qui seul explique l'inexactitude des dates et le déclassement de la correspondance.

« faire parvenir par un courrier extraordinaire. J'ai  
« adressé au vice-consul de Mogador celle qui était  
« renfermée dans votre paquet; je lui écris en même  
« temps, et je lui expédie le tout par l'entremise de  
« François Atalaya, patron du bateau *le Saint-Louis*.  
« Je lui ai donné des instructions très-détaillées, et  
« j'ai toute espèce de raisons de compter sur sa fidélité  
« et sur son intelligence; il vient de partir à l'instant  
« avec un vent favorable.

« Votre Excellence trouvera ci-jointe la lettre  
« qu'elle me fit l'honneur de m'écrire le 17 juin et qui  
« renferme ses instructions, ainsi que la copie de  
« l'ordre qu'elle avait adressé au commandant de l'île  
« de Léon et qu'elle voulut bien me confier. J'obéis  
« à ses ordres en lui renvoyant ces deux documents.

« Quant aux dépenses que j'ai été dans le cas de  
« faire, je ne puis en donner une note exacte dans ce  
« moment. J'attendrai le retour de l'avis que je viens  
« d'expédier à Mogador, car je n'ai aucune idée de ce  
« qu'il aura pu dépenser.

« Je ne puis dire à Votre Excellence combien je suis  
« affligé d'un événement qui la force de renoncer à  
« une entreprise qui aurait rendu immortel son nom  
« déjà si glorieusement lié au bonheur de cette monarchie.  
« Le grand coup que Votre Excellence allait frapper  
« aurait étonné l'Europe : la politique et la position  
« de l'Espagne, le souvenir ineffaçable des horreurs  
« exercées pendant sept siècles d'esclavage et d'asservissement  
« sur nos ancêtres par ces détestables Africains; le  
« dommage continué que nous cause leur fatal voisinage,  
« soit que leur caractère féroce

« les y porte naturellement, soit qu'ils ne fassent que  
« céder aux suggestions perfides de nos rivaux en Eu-  
« rope; les établissemens nombreux qu'ils ont sur  
« leurs côtes, au grand préjudice de notre commerce  
« et de notre navigation..... toutes ces graves consi-  
« dérations auraient dû faire mieux sentir la nécessité  
« d'assurer notre indépendance en mettant ces Barba-  
« resques dans l'impossibilité de nous nuire. Les Rois  
« catholiques prédécesseurs de notre auguste Monar-  
« que seraient peut-être parvenus à anéantir ces odieux  
« forbans : mais le manque d'énergie dans la nation,  
« la cupidité, qui n'attachait de prix qu'aux trésors du  
« Nouveau-Monde, les traités qui suivirent les nom-  
« breuses alliances de notre maison royale avec les  
« autres puissances de l'Europe, apportèrent tant  
« d'obstacles à la destruction de ces barbares, qu'ils  
« ont toujours continué à nous inquiéter, à un tel point  
« que depuis Charles-Quint jusqu'à nos jours, il a été  
« plus d'une fois nécessaire de déployer un appareil de  
« forces considérables sans pouvoir jamais les anéantir.  
« Pour forcer cette vile canaille à rentrer dans ses ta-  
« nières, l'admirable projet qu'avait conçu Votre Ex-  
« cellence aurait certainement atteint son but et  
« doté en même temps la nation des plus belles co-  
« lonies.

« Mais puisque le Roi, dont vous êtes le digne  
« organe, ordonne qu'il en soit autrement, ses fi-  
« dèles sujets doivent se conformer à sa royale déci-  
« sion.

« Dans toutes les circonstances de ma vie, je serai  
« aussi dévoué serviteur du Roi que reconnaissant et

« empressé d'exécuter les ordres que V. E. voudra  
« bien me donner.

« Dieu garde , etc., etc.

« Cadix, le 22 juin 1805.

« Le marquis DE LA SOLANA. »

---

« Le 11 juin 1808, pendant notre séjour à Bayonne,  
« l'Empereur me fit demander. J'avais été sur un petit  
« canot me promener dans le port avec le projet d'aller  
« jusqu'à la mer. Le comte de Bondy, toujours bon et  
« aimable, envoya courir après moi. Je virai de bord  
« et arrivai promptement au palais de Marrac ; je fus  
« introduit.

« *Je viens de causer, me dit l'Empereur, avec un*  
« *Espagnol que vous aurez dû voir dans le salon ;*  
« *je n'ai pas assez de temps à moi pour donner une*  
« *attention suivie à son histoire, qui d'ailleurs me*  
« *paraît fort longue. Voyez-le, causez avec lui et*  
« *prenez connaissance du manuscrit dont il m'a*  
« *parlé ; vous m'en rendrez compte. En me disant*  
« ces mots, il me congédia.

« Rentré dans le salon dont l'Empereur m'avait parlé,  
« je vis un homme jeune encore, d'une taille haute  
« et élégante. Il portait un uniforme bleu de roi, sans  
« paremens, sans revers ni épauettes ; un magnifique  
« cimeterre, attaché à la manière des Orientaux, pen-  
« dait à son côté, suspendu par un cordon de soie  
« verte. Les traits de son visage étaient réguliers, l'en-

« semble de sa figure était bien , mais un peu sévère.  
« Ses belles moustaches noires , ses grands yeux vifs et  
« perçans , donnaient à sa physionomie et à son regard  
« une expression particulière ; ses cheveux étaient noirs  
« et épais. Je m'approchai de lui et lui dis que j'étais au-  
« torisé par l'Empereur à faire connaissance avec lui. Il  
« me répondit obligeamment ; alors sa physionomie ex-  
« prima une telle douceur et en même temps une telle  
« vivacité , que je me sentis tout-à-fait disposé à le pré-  
« venir dans tout ce qui pouvait dépendre de moi. Je  
« lui proposai de passer dans le jardin du palais ; nous  
« y causâmes long-temps ; je me nommai , et lui fis  
« part de la contrariété que j'éprouvais d'être obligé  
« de lui demander son nom : *Ici et en Espagne , je*  
« *m'appelle Badia Castillo y Leblich ; mais en*  
« *Orient , je suis connu sous le nom d'Ali-Bey ,*  
« *prince de la famille des Abbassides.* Il dut remar-  
« quer mon étonnement , car il entra de suite dans les  
« plus grands détails sur les principaux événemens de  
« sa vie. Le voyage précieux et intéressant qu'il fit  
« imprimer en trois volumes , en 1814 , suivi d'un atlas  
« d'une centaine de planches , me dispense de parler  
« de tout ce qu'il a fait connaître. Je me bornerai à  
« publier la partie secrète et politique , qui n'est point  
« connue. Il est mort en Asie en 1819 ; je puis donc ,  
« sans indiscretion , révéler ici ses confidences et im-  
« primer la traduction que j'ai faite sous ses yeux de  
« plusieurs documens authentiques qui viennent à  
« l'appui de ce qu'on va lire.

« Badia Castillo y Leblich , né en Espagne en 1767 ,  
« annonça de bonne heure les plus heureuses dispo-



« sitions; elles furent cultivées avec soin; il acquit de  
« vastes connaissances dans les hautes sciences, dans  
« les mathématiques, l'astronomie, l'histoire natu-  
« relle, la physique, la chimie, dans le dessin, et sur-  
« tout dans les langues d'Orient : il réunissait en lui  
« seul toutes les qualités nécessaires pour étudier et  
« interroger la nature, observer les astres, déterminer  
« leur situation, lever des plans et dessiner les aspects  
« divers qu'il pouvait rencontrer. Encouragé et pro-  
« tégé par le Prince de la Paix, il se rendit à Londres  
« pour y perfectionner ses études, il y laissa croître sa  
« barbe, se fit circoncire, s'habilla comme les Arabes,  
« se composa une généalogie bien authentique et de  
« la plus haute extraction, et, sous le nom d'Ali-Bey,  
« prince des Abbassides, famille célèbre par ses nom-  
« breux califes, il vint débarquer en France, se ren-  
« dit à Paris, communiqua au Bureau des longitudes  
« le but scientifique de son voyage, prit des notes  
« sur les points géographiques et nautiques sur les-  
« quels la classe des hautes sciences de l'Institut dési-  
« rait avoir des éclaircissemens précis; il traversa la  
« France et l'Espagne, reçut à Madrid ses dernières  
« instructions, de grands secours, de grands crédits et  
« des lettres de recommandation pour tous les con-  
« suls d'Espagne, d'Afrique et d'Asie, auxquels ce  
« voyage ne fut annoncé que sous le point de vue qui  
« pouvait se rattacher aux sciences et aux progrès des  
« lumières.

« Le véritable but politique était de chercher à  
« opérer une révolution dans l'empire de Maroc, à  
« renverser l'empereur régnant et à faire de ce vaste

« pays une riche et belle colonie espagnole plus im-  
« portante peut-être que celles d'Amérique, puisque  
« deux heures seulement de navigation donnaient la  
« facilité d'y parvenir sans danger. L'idée était grande  
« en elle-même.

« La Hollande, la France, l'Angleterre et même la  
« Russie commençaient déjà à porter leur attention  
« sur ce continent d'Afrique qui renferme tant de  
« richesses. Ces colonies, non moins fécondes que  
« celles de l'Amérique, auraient coûté moins de temps  
« et moins de sang pour les conquérir. Il y a lieu de  
« s'étonner que l'idée de leur conquête se soit présen-  
« tée si tard au Gouvernement espagnol, qui aurait  
« trouvé sur les côtes de Barbarie des ressources im-  
« menses. Toutes sortes de raisons auraient dû faire  
« préférer ce climat à celui de l'Amérique; le grand  
« nombre des habitans, la variété du sol, une situa-  
« tion admirable pour le commerce de l'univers, de-  
« vaient offrir à la politique, à la philosophie et même  
« à la religion des conquêtes dignes de la nation espa-  
« gnole. Les mines de Bambouk, jointes aux produc-  
« tions abondantes du sol, aux ivoires, aux gommes  
« et aux esclaves pour les colonies, devaient faire con-  
« sidérer la côte d'Afrique comme le pays le plus pré-  
« cieux que la nature pouvait placer près de l'Espagne<sup>1</sup>.

« On a peine à concevoir comment les Portugais,  
« les Français et les Anglais ont pu se faire si long-

<sup>1</sup> Nous y sommes, dans ces colonies, nous Français, depuis six ans, et nous n'y faisons que des sottises! (Paris, ce 20 décembre 1836.) E.

« temps la guerre pour les côtes du Sénégal , dont le  
« climat brûlant dévore tous ceux qui ont le malheu-  
« reux courage d'aller y tenter fortune , tandis qu'ils  
« avaient des sources de richesses plus rapprochées et  
« dont l'invasion aurait été si facile.

« Le roi d'Espagne est le seul souverain de l'Europe  
« qui possède sur cette côte quelques établissemens  
« proprement militaires, situés , il est vrai , dans la  
« partie la plus pauvre de la Barbarie.

« Toutes ces importantes considérations frappèrent  
« à la fin le Gouvernement espagnol , et Badia Castillo,  
« sous le nom d'Ali-Bey, fut envoyé, en 1802, à Ma-  
« roc , pour observer , préparer et disposer toutes cho-  
« ses dans l'idée de s'emparer, de force ou par adresse ,  
« de ce vaste empire. Les commencemens de son éta-  
« blissement furent heureux. Il parvint même au plus  
« haut degré de faveur auprès de l'Empereur et des  
« plus grands personnages de l'État. Ces premiers suc-  
« cès encouragèrent le Prince de la Paix , qui compo-  
« sait à lui seul tout le Gouvernement espagnol ; il  
« laissa Ali-Bey maître de diriger tous les plans et de  
« combiner tous les moyens de commencer cette grande  
« révolution. Les États de Maroc se composent de cinq  
« millions de Maures , qui sont autant d'esclaves sans  
« propriétés , parce que tout le territoire forme le do-  
« maine de l'Empereur. Tout le monde sait au reste  
« que le trône appartient à un souverain qui n'a d'au-  
« tre droit pour y monter que la force et la violence.  
« Ce souverain, tout méprisable qu'il est, dont le gou-  
« vernement n'a pour loi que le caprice , l'arbitraire et  
« l'injustice , voit, chaque année, grossir ses trésors

« par les honteux tributs que les puissances de l'Eu-  
« rope lui apportent pour obtenir la permission de  
« faire quelque commerce avec ses sujets, et solder  
« l'humiliante protection qu'il accorde aux bâtimens  
« qu'elles emploient ; scandaleux servage qui à lui seul  
« constituerait le droit de tenter l'invasion d'un voisin  
« si injurieusement exigeant.... A ces considérations  
« Ali-Bey ajoutait et disait que les tribus libres du  
« mont Atlas, voisines de l'empire de Maroc, avaient  
« toujours les armes à la main pour se défendre contre  
« l'Empereur et maintenir leur indépendance ; que cet  
« état de guerre perpétuelle les mettait dans l'impos-  
« sibilité de faire aucun commerce avec l'Europe ;  
« qu'elles accueilleraient avec transport tous ceux qui  
« attaqueraient le tyran qui voulait les opprimer et  
« deviendraient des alliés fidèles.

« Mais la plus importante des considérations était  
« celle de la faiblesse des moyens militaires de l'em-  
« pereur de Maroc. Six à huit mille nègres forment sa  
« garde, et suffisent seuls pour opprimer les malheu-  
« reux habitans de ce royaume : Ali-Bey assurait que  
« le mécontentement des principaux habitans était à  
« son comble, et qu'ils appelaient de tous leurs vœux  
« un gouvernement juste et éclairé ; que les tribus de  
« l'Atlas, qui plus d'une fois s'étaient emparées des  
« plus riches provinces de l'empire qu'elles n'avaient  
« su conserver, sentiraient renaître leur courage, si  
« elles se voyaient secondées par l'Espagne, plus in-  
« téressée que toute autre puissance à y établir sa do-  
« mination.

« C'était sur ces motifs qu'Ali-Bey fondait le succès

« de l'expédition. Ses liaisons et son intimité avec les  
« chefs principaux du gouvernement, et même de la  
« garde du roi de Maroc, lui faisaient regarder son  
« projet comme le plus sûr qu'on pût tenter.

« L'affaire, comme on le voit, était assez bien pré-  
« parée. Voici les documens officiels et secrets du  
« Gouvernement espagnol, au mois de mai 1804.

« Cette *affaire d'Afrique* fut brusquement terminée. Elle en resta là. Je présume que le Prince de la Paix, en y réfléchissant un peu plus, sentit qu'il s'était trop mis en avant. Le système généralement adopté par les puissances de l'Europe aurait fait considérer comme une infraction réelle à la balance politique de l'Europe un accroissement aussi important de pouvoir et de richesses. Ce qui aurait paru tout simple de la part d'un parti d'aventuriers prenait une couleur bien différente lorsqu'une semblable tentative émanait d'un gouvernement tel que l'Espagne. D'ailleurs, l'accession de Napoléon à la couronne impériale, que venait de lui déferer le sénat, dut nécessairement inspirer des craintes, des réflexions, et refroidir cet enthousiasme qu'avait fait naître la création improvisée d'une grande colonie. L'issue était d'ailleurs au moins douteuse, à raison de la faiblesse des moyens indiqués. On est doublement à blâmer quand un succès éclatant ne vient pas colorer, jusqu'à un certain point, la témérité de l'entreprise. Il parut plus simple au Prince de la Paix de rejeter sa faute et sa légèreté sur Ali-Bey. Peut-être encore l'interruption subite de ce rêve séduisant doit-elle être attribuée aux discussions qui s'élevèrent à cette époque entre l'Angleterre et l'Espagne, et qui finirent

par constituer ces deux puissances en état de guerre avant la fin de l'année.

« Ce que je sais de positif, c'est qu'Ali-Bey m'assura que l'embarras où le jeta l'hésitation du cabinet de Madrid, les délais continuels qu'on mit à lui envoyer les hommes et le matériel demandés, le contraignirent à renoncer à cette singulière tentative. Alors, et d'après les avis qui lui furent donnés, il se décida à voyager *scientifiquement* dans l'Orient!

« A son retour, Ali-Bey reprit son véritable nom, s'attacha à la fortune du roi Joseph, et fut nommé préfet de Cordoue. A la seconde sortie de ce prince, il vint à Paris pour s'occuper de l'impression de son voyage, qui fut dans le commencement imprimé aux frais du Gouvernement impérial, puis achevé et dédié au roi Louis XVIII. Sa passion pour l'Orient l'entraîna malheureusement en Asie, où il avait déposé des objets d'arts et de sciences des plus intéressans. Il y trouva la mort, en 1819; elle fut attribuée au pacha de Damas ou d'Alep. La publicité de son voyage rend très-probables toutes les conjectures qu'on a faites à cette époque<sup>1</sup>. »

<sup>1</sup> Le récit du Prince de la Paix corrige les inexactitudes et les fausses explications de M. de Bausset.

## N° IV.

## PROCLAMATION

## DU PRINCE DE LA PAIX.

( PREMIÈRE PIÈCE. )

Dans des circonstances moins dangereuses que celles où nous nous trouvons aujourd'hui , les bons et loyaux sujets se sont empressés d'aider leurs souverains par des dons volontaires et des secours proportionnés aux besoins de l'État. C'est donc dans la situation actuelle qu'il est urgent de se montrer généreux envers la patrie. Le royaume d'Andalousie , favorisé par la nature dans la reproduction des chevaux propres à la cavalerie légère ; la province de l'Estrémadoure , qui rendit en ce genre des services si importants au roi Philippe V , verraient-ils avec indifférence la cavalerie du roi d'Espagne réduite et incomplète , faute de chevaux ? Non , je ne le crois pas ; j'espère , au contraire , qu'à l'exemple des illustres aïeux de la génération présente , qui servirent l'aïeul de notre Roi actuel par des levées d'hommes et de chevaux , les petits-fils de ces braves s'empresseront aussi de fournir des régimens

ou des compagnies d'hommes habiles dans le manie-  
ment du cheval , pour être employés au service et à la  
défense de la patrie , tant que durera le danger actuel.  
Une fois passé, ils rentreront pleins de gloire au sein  
de leurs familles. Chacun se disputera l'honneur de la  
victoire : l'un attribuera à son bras le salut de sa fa-  
mille; l'autre, celui de son chef, de son parent ou de  
son ami; tous enfin s'attribueront le salut de la patrie.  
Venez, mes chers compatriotes, venez vous ranger  
sous les bannières du meilleur des souverains, venez,  
je vous accueillerai avec reconnaissance; je vous en  
promets dès aujourd'hui la récompense, si le Dieu des  
victoires nous accorde une paix heureuse et durable,  
unique objet de nos vœux. Non, vous ne céderez ni à  
la crainte ni à la perfidie; vos cœurs se fermeront à  
toute espèce de séduction étrangère. Venez, et si nous  
ne sommes pas forcés de croiser nos armes avec celles  
de nos ennemis, vous n'encourrez pas le danger d'être  
notés comme suspects d'avoir donné une fausse idée  
de votre loyauté, de votre honneur, en refusant de  
répondre à l'appel que je vous fais.

Mais si ma voix ne peut réveiller en vous les senti-  
mens de votre gloire, écoutez celle de vos tuteurs, des  
pères du peuple, auxquels je m'adresse : songez à ce  
que vous vous devez à vous-mêmes, à ce que vous  
devez à votre honneur et à la religion que nous pro-  
fessons.

Au palais royal de Saint-Laurent, le 6 octobre 1806.

*Signé, LE PRINCE DE LA PAIX<sup>1</sup>.*

<sup>1</sup> Le Prince de la Paix, n'ayant pas sous les yeux l'original de



( SECONDE PIÈCE. )

Madrid, 12 octobre.

Le Prince de la Paix vient d'adresser, le 11 octobre, aux intendans et corrégidors, une nouvelle lettre circulaire dans l'esprit de la proclamation :

Monsieur,

Le Roi m'ordonne de vous dire que dans les circonstances présentes, il attend de vous un effort de zèle et d'activité pour son service; et moi, en son nom, je vous recommande la plus grande activité dans le tirage au sort qui doit avoir lieu, vous faisant observer que Sa Majesté ne se contentera pas de ces faibles efforts qu'on a coutume de faire dans les temps ordinaires. Vous pouvez notifier aux curés, au nom du Roi, qu'ils seront secondés par les évêques<sup>1</sup> pour porter le peuple à se réunir sous les drapeaux, et les riches à faire des sacrifices pour les frais de la guerre que nous

cette proclamation, s'en est rapporté aux traductions publiées dans différens ouvrages connus.

J'ai vu dans le temps des exemplaires officiels de cette proclamation, et je me souviens de l'avoir traduite sur l'invitation de l'ambassadeur de France. Suivant l'idée que j'en ai conservée, la version du général Foy la reproduit assez exactement; c'est bien là ce que le Prince de la Paix a dit en espagnol, quoique la traduction n'ait pas l'élégance de l'original. E.

<sup>1</sup> Les évêques et les autres prélats ecclésiastiques les plus éminens, sur le zèle et les lumières desquels on pouvait compter, reçurent des lettres réservées. D'après la confiance que chacun d'eux inspirait au Gouvernement, la lettre fut plus ou moins explicite sur le motif et l'objet de la guerre. (*Note du Prince de la Paix.*)

serons peut-être forcés de soutenir pour le bien de tous ; et comme elle exigera de grands efforts , les magistrats doivent sentir qu'il est plus particulièrement de leur devoir d'employer tous les moyens propres à exciter l'enthousiasme national , afin de pouvoir entrer avec gloire dans la lice qui va s'ouvrir. Sa Majesté a la confiance que vous ne négligerez aucun de ceux qui peuvent procurer un plus grand nombre de soldats dans votre province , et y exciter le zèle généreux de la noblesse (car il s'agit de ses privilèges , comme de ceux de la couronne), et que vous ferez ce qui sera en votre pouvoir pour atteindre l'un et l'autre but <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Cette circulaire a vraiment existé : je la crois fidèlement reproduite dans cette traduction. Le général Foy avait obtenu l'autorisation de faire toutes sortes de recherches au Dépôt de la guerre. Il a eu sous les yeux les originaux et les traductions des employés du Gouvernement, écrivains médiocres, mais assez fidèles. E.

---

## N° V.

## LETTRE

DE LORD HOLLAND AU PRINCE DE LA PAIX,

A L'OCCASION DE LA MORT DU ROI CHARLES IV.

(Traduction littérale de la lettre écrite en espagnol.)

---

Excellence :

Mon ami très-estimé ,

En apprenant le triste événement que nous ont fait connaître les papiers publics et les courriers de Rome , je me suis souvenu de notre dernière conversation , lorsque j'eus l'honneur de vous voir à Vérone : à l'instant je suis allé chez les ministres pour savoir s'ils mettraient quelque obstacle à ce que vous vinssiez résider dans ce pays , si vous le jugiez convenable.

D'après les informations que j'ai reçues , j'ai le plaisir de vous assurer que lesdits ministres ne mettront aucun obstacle ni à votre débarquement , ni à votre séjour en Angleterre. Ils n'ont pas donné par écrit cette

détermination , parce qu'ils ne voudraient pas qu'elle pût être regardée comme une *invitation expresse* , mais seulement comme une simple réponse à une question faite par un ami , car ils me font l'honneur de me compter parmi les vôtres.

Au surplus , si vous le jugez convenable , vous pouvez , sans la moindre hésitation , venir en Angleterre , où vous n'éprouverez aucune sorte de tracasserie , pas plus que tout autre étranger , quoiqu'il existe une loi qui permet aux ministres de les forcer à quitter le royaume , si leur présence est jugée dangereuse pour la tranquillité publique. Mais cette loi , vous pouvez être bien certain qu'elle ne sera mise en vigueur *pour aucune référence* aux événemens politiques du passé. Nos ministres ont à cœur de faire voir qu'ils ne l'appliquent jamais aux personnes qui ne se mêlent pas d'affaires publiques. Or , comme ils m'ont assuré qu'ils ne mettraient pas d'obstacle à votre débarquement , je suis persuadé que votre tranquillité ne sera nullement troublée tant que vous serez dans le pays.

Quoique j'ignore quels sont vos projets , j'ai cru qu'il vous serait utile de savoir qu'à tout événement vous avez un asile ouvert en Angleterre. Plût à Dieu qu'aucun motif fâcheux ne vous oblige à en profiter ! Dans tous les cas , j'aurai la satisfaction d'avoir rempli un devoir de reconnaissance pour les services que vous m'avez rendus , notamment pour l'indulgence généreuse avec laquelle , en 1805 , et à ma prière , vous avez sauvé la vie de l'infortuné Powell. Cette faveur que je vous dois est si profondément gravée dans mon souvenir , que je ne pouvais manquer de saisir la pre-

mière occasion de vous témoigner de nouveau toute ma gratitude.

Je fais des vœux sincères pour votre bonheur, et suis votre très-obligé et très-fidèle ami qui baise vos mains.

Londres, 30 janvier 1819.

Signé : VASSAL HOLLAND.

*P. S.* Une lettre adressée à Holland-house, Kensington, Londres, m'y trouvera toujours.

---

### RÉPONSE DU PRINCE DE LA PAIX.

Rome, 24 février 1819.

Mylord et cher ami,

La lettre que Votre Seigneurie a eu la bonté de m'écrire le 30 janvier est la plus grande preuve de son amitié et la plus noble expression de ses sentimens élevés. Oui, mon ami, je puis avec toute justice et vérité me plaindre des hommes en général. Je vous assure que sur le nombre infini des personnes auxquelles j'ai rendu des services signalés, je n'en ai trouvé aucune qui sût bien apprécier les qualités généreuses qui distinguent l'honnête homme du méchant. Tous sont restés muets en me voyant maltraité par la fortune; à peine quelques-uns se sont-ils souvenus de moi pour exploiter encore une fois ma libéralité : ainsi est fait le monde, et je le savais bien ! Mais l'épreuve n'en

a pas moins été cruelle. Je puis cependant me flatter de posséder encore un trésor , puisque le respectable lord Holland me conserve son amitié. Cher ami, je suis reconnaissant de tout ce que vous avez fait pour moi en apprenant le dernier malheur qui m'accable. Si les circonstances actuelles ne deviennent pas meilleures, je suivrai la route que votre amitié m'a ouverte ; heureux si je puis un jour vous offrir de vive voix l'hommage de ma gratitude !

Recevez , Mylord , l'assurance de l'affection sincère et de l'estime avec lesquelles je suis

Votre très-dévoué serviteur qui baise les mains  
de Votre Seigneurie.

Signé : LE PRINCE DE LA PAIX.

---





# TABLE

## DES CHAPITRES.

---

### SUITE DE LA DEUXIÈME PARTIE.

CHAP. XVIII. 1804. — Fléaux naturels. — Famine factice. — Troubles dans la Biscaye. — Intrigues du Palais. — Correspondance de la princesse Marie-Antoinette avec sa mère Caroline, reine de Naples. — Aspect politique de l'Europe. — Plaintes de l'Angleterre contre l'Espagne. — Notre cabinet tâche d'y satisfaire. — Rupture inopinée et perfide. — Guerre entre les deux nations.	Page 1
CHAP. XIX. Finances en 1804. — Dépenses et pertes causées par des calamités imprévues. — Travaux publics. — Entreprises philanthropiques en faveur des classes indigentes. — Plus de sépultures dans les églises. — Constructions de nouveaux cimetières dans tout le royaume. — Progrès des études positives. — Ingénieurs des ponts et chaussées. — Productions littéraires. — Sciences et Arts. . . . .	37
CHAP. XIX bis. Sciences et Lettres en 1804. . . . .	56
CHAP. XX. Suite du précédent. — Projet de relations commerciales et politiques avec l'Afrique. — In-	



- structions données à D. Domingo Badia (Ali-Bey) et à D. Simon de Rojas Clemente. — Affaire de Maroc. — Entreprise manquée. — Incident remarquable relativement à cette affaire. — Ce que sont devenus les deux voyageurs. — Leurs écrits. . . . . Page 63
- CHAP. XXI. Année 1805. — La guerre et la politique. — Plans et opérations de la campagne maritime. — Escadres espagnoles et françaises. — Leurs mouvemens combinés jusqu'à la fin de juillet. . 89
- CHAP. XXII. Suite du précédent. — Les escadres françaises et espagnoles entrent au Ferrol. — Elles se réunissent aux vaisseaux qui les y attendaient; elles partent pour aller à Cadix et rallient quatre vaisseaux de plus. — Combat de Trafalgar. — Victoires de Napoléon en Italie et en Allemagne. — Paix de Presbourg. . . . . 117
- CHAP. XXIII. État des finances en 1805. — La librairie. — La presse. — Enseignement général. — Amélioration des théâtres. — Abolition des combats de taureaux. . . . . 143
- CHAP. XXIV. 1806. — La troisième coalition et ses résultats. — Développement du grand système impérial. — Départ d'une division de troupes espagnoles pour la Toscane. — Motifs de cette mesure. — Exigences de Napoléon. — L'Espagne se refuse à les satisfaire. — Vingt-quatre millions au lieu de soixante-douze. — Intervention de D. Eugène Izquierdo dans cette affaire. — Sa mission diplomatique. — Explications entre les cours d'Espagne et de France au sujet du nouveau roi de Naples. — Charles IV ne veut pas le reconnaître. — Intention manifeste

de Napoléon. — L'Espagne est comprise dans le système impérial. — Toutes les dynasties Bourbonniennes doivent disparaître. — Situation de la Prusse et du nord de l'Allemagne. — Quatrième coalition. — Conseil que je donne à Charles IV. — Mes efforts pour faire entrer l'Espagne dans cette coalition. — Démarches à cet effet. — L'intrigue de mes ennemis renverse tous mes desseins. . . . . Page 168

CHAP. XXV. Suite du précédent jusqu'au mois de mars 1807. — Situation difficile du cabinet. — Explication de Napoléon avec notre ambassadeur à Berlin. — Mes conseils relativement au Portugal. — Le nouveau roi de Naples est reconnu. — Création de l'Amirauté. — Arrivée de l'ambassadeur de France, M. François de Beauharnais. — Communication officielle du décret du blocus continental. — Observation sur ce décret. — Napoléon demande une division de nos troupes. — Je m'oppose à cette concession. — Charles IV y asquiesce. — Nos troupes partent pour le Nord, sous les ordres du marquis de la Romana. — Mes instructions et mes dernières paroles à cet officier-général. . . . . 223

CHAP. XXVI. Succès de nos armes en Amérique. — Incursion du chef de parti D. François Miranda dans les provinces de la Terre-Ferme. — Attaque de sir Home Popham contre Buénos-Ayres. — Cette ville est reprise par D. Santiago Liniers. — Nouvelle tentative des Anglais. — Ils attaquent une seconde fois Buénos-Ayres. — Défense héroïque de Liniers. — Déroute de l'armée britannique. — Capitulation accordée. —

	Reprise de Montevideo. — Expulsion totale des Anglais. — Trait de générosité del ord Holland. — Retour de Balmis. — Il a propagé la vaccine dans le Nouveau-Monde, et fait le tour du globe. . . . .	Page 260
CHAP. XXVII.	Administration intérieure de 1806 et 1807. — Travaux de la direction du Fomento général, durant ces deux années. — Union intime entre le commerce de Madrid et la caisse de consolidation. — Emprunt de Hollande. — Observations et réponses. . . . .	309

## PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N° I.	Déclaration de guerre aux Anglais. . . . .	335
N° II.	Proclamation à la nation et à l'armée. . . .	342
N° III.	Pièces relatives à l'affaire de Maroc. . . . .	348
N° IV.	Proclamation du Prince de la Paix. . . . .	370
N° V.	Lettre de lord Holland au Prince de la Paix à l'occasion de la mort du roi Charles IV. .	374

FIN DE LA TABLE DU TOME QUATRIÈME.

3

H.C.

IMPRIMERIE DE CASIMIR, RUE DE LA VIEILLE-MONNAIE, N° 12.



H-9-









**This book is under no circumstances to be  
taken from the Building**

[illegible]

SEP 22 1926



